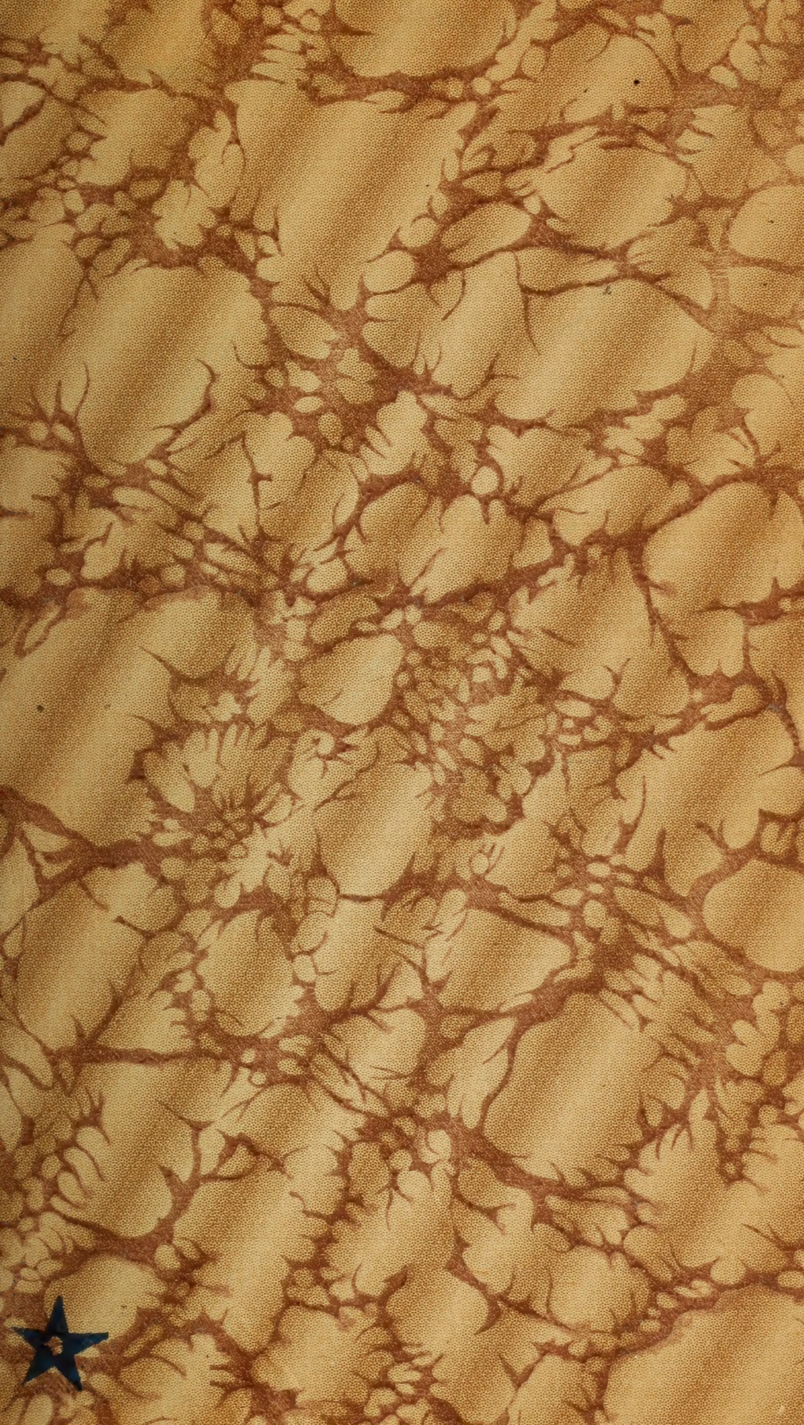




HISTOIRE DU MONDE

L'EMPIRE ALLEMAND

HISTOIRE DU MONDE

PUBLIÉE

SOUS LA DIRECTION DE M. E. CAVAIGNAC

L'EMPIRE ALLEMAND

1871 - 1900

XII

PAR

M. E. VERMEIL

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG



PARIS

E. DE BOCCARD, ÉDITEUR

Anciennes Maisons Thorin et Fontemoing

1, RUE DE MÉDICIS, 1

1926



Introduction

Les origines de la prépondérance allemande

(1815-1871)

De la prépondérance autrichienne à la prépondérance française et de la prépondérance française à la prépondérance allemande, cette formule résume, sans trop de simplisme, l'histoire de l'Europe depuis le Congrès de Vienne jusqu'à la guerre franco-allemande. Or ces déplacements successifs du centre de gravité continental expliquent le rôle qui fut celui de l'Allemagne au lendemain de sa victoire sur l'Autriche et la France.

I. On distingue aisément, entre 1815 et 1860, trois périodes. De 1815 à 1830, l'étoile de Metternich monte à l'horizon européen, y brille un instant, puis s'abaisse lentement avant de disparaître. De 1830 à 1854, tandis que la Révolution de 1848 secoue l'armature politique du monde occidental, les rivalités nationales passent au premier plan. De 1854 à 1860, l'Empire

français affirme à nouveau sa puissance, à laquelle la guerre d'Italie portera un coup fatal.

1. En 1815, un nouvel ordre européen se substitue à celui qu'avait créé Napoléon. A l'Empire environné de satellites ennemis succède une France réduite à ses territoires de 1792, en face d'Alliés bien groupés. Parmi eux l'Autriche et la Prusse, sur lesquelles le despote avait exercé la plus violente pression; puis la Russie et l'Angleterre, dont la résistance avait provoqué l'effondrement de la construction napoléonienne. Héritage redoutable transmis par le Congrès à l'Europe. Cet insoluble conflit, à la fois territorial et politique, travaillera le continent pendant plus d'un siècle. Comment la France spoliée eût-elle accepté la situation qui lui était faite ? Quant aux Alliés, ils ne voilent que par le silence leur désaccord fondamental. Domination anglaise sur les mers, vues de la Russie sur l'Empire ottoman, Autriche décidée à régimenter l'Allemagne et l'Italie, Prusse divisée en deux tronçons et acculée à une politique de conquêtes, il n'est pas de guerre future qui n'ait ici son germe. En outre, une restauration politique d'apparence solide oppose partout l'absolutisme monarchique aux éléments libéraux issus de la Révolution française. Les territoires ne correspondent pas aux nations et les gouvernements ne peuvent satisfaire les aspirations populaires. Nationalisme et libéralisme seront solidaires en face de cette autocratie qui ose régler le sort de l'Europe sans consulter les masses.

La Sainte Alliance et le rapprochement austro-russe consolident, tout d'abord, l'œuvre de Metternich.

La Sainte Alliance et le traité du 20 novembre 1815 avaient un sens très clair. Les Alliés voulaient, avant tout, conjurer le péril révolutionnaire, tenir la France en observation, assurer le principe de la légitimité.

Ils s'imaginaient que, la France une fois rayée du nombre des grandes puissances, l'esprit de nationalité et de liberté serait aisément étouffé.

Erreur grossière. On le vit bien après 1818, quand la politique russe vint contrecarrer l'action autrichienne. Grave dissentiment, qui menaçait la Sainte Alliance d'une dissolution complète. Comment Metternich, sceptique blasé, féru de conservatisme monarchiste et aristocratique, se fût-il entendu avec Alexandre Ier, rêveur tendre et sentimental, acquis aux idées constitutionnelles, ami de l'Angleterre et du libéralisme modéré? Deux régimes et deux méthodes. Ces personnages se disputaient l'influence dans la plupart des nations européennes. Si cette rivalité encourageait le libéralisme, les vues du tsar sur l'Empire ottoman inquiétaient l'Autriche et l'Angleterre. Mais, au Congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818, Alexandre Ier se laisse gagner aux idées de Metternich. Ce dernier obtient la fameuse convention secrète par laquelle les Alliés s'engagent à mettre leurs forces en commun si un changement politique se produit dans cette France que l'on fera bientôt entrer dans l'Alliance pour la mieux mater.

Ce Congrès pouvait-il arrêter le mouvement? Le retour offensif du libéralisme fut si déconcertant que les gouvernements durent faire front contre lui. Le Tsar voyait bien, cette fois, que la Révolution s'organisait partout. Tant de symptômes graves eurent pour effet immédiat de consolider le système de Metternich et d'imposer à Alexandre Ier le principe de l'intervention. Les Congrès de Carlsbad, de Troppau et de Laybach, entre 1819 et 1821, furent la première réponse aux efforts du libéralisme. C'est à ce moment que la Sainte Alliance dévoile avec le plus de cynisme son programme contre-révolutionnaire et déploie le plus d'énergie défensive.

Que d'interventions encore, de 1820 à 1823! En Alle-

magne, en France, en Espagne et à Naples, partout la Sainte Alliance se porte au secours de l'absolutisme menacé. Mais une scission fatale se produit dans le groupement. La France et l'Angleterre, les plus libérales parmi les puissances alliées, s'inscrivent en faux contre la politique interventionniste de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. L'Ouest se dresse contre l'Est. Les déclarations les plus solennelles et la constitution d'une police internationale ne permettront plus à Metternich que des triomphes partiels. Les Congrès de Laybach et de Vérone n'y changeront rien. L'Angleterre porte un coup mortel à la Sainte Alliance.

La décadence du système de Metternich sera donc rapide. Virtuelle en 1822, la dislocation de l'édifice construit par le Congrès de Vienne se poursuit, de 1822 à 1829, par l'affaire des colonies et les évènements d'Orient. Le travail de contre-révolution qui avait suivi le Congrès de Vérone allait être mis en cause par la nouvelle politique anglaise. Fait capital, qui domine les années antérieures à la Révolution de 1830. On sait la lutte énergique entreprise par Canning contre l'intervention en Espagne et au Portugal. Si, dès 1826, l'Angleterre et la France se mêlent de l'affaire grecque, c'est pour soutenir une révolution ! La Russie s'empresse également d'agir contre Metternich au moment où Nicolas succède à Alexandre. Elle tente d'établir en Orient sa prépondérance définitive. En 1830, les mouvements révolutionnaires se multiplieront à l'Ouest, en France, en Belgique et en Angleterre. Sous leurs coups le système de Metternich s'effondre avec fracas. Il prolongera jusque vers 1848 sa misérable existence.

2. Au lendemain de la révolution de 1830, l'Europe retrouve son équilibre menacé par l'ébranlement de juillet. En vain la Sainte Alliance, frappée à mort,

veut se reconstituer. A l'Est s'affirmait l'influence de la Russie, alors que déclinait l'Autriche dont l'Italie essayait déjà de se libérer. A l'Ouest la France, après avoir reconquis sa liberté d'action, faisait valoir son droit à disposer d'elle-même. La prépondérance anglaise était ici le pendant de la prépondérance russe. Palmerston dirigera, pendant plusieurs années, la politique extérieure, au nom des idées libérales et de l'honneur national. L'Angleterre est ainsi, en Europe, la rivale de la Russie. Entre ces deux groupements de puissances, la Belgique, enfin affranchie et neutralisée grâce aux nations occidentales, joue le rôle d'intermédiaire. Elle est gouvernée par Léopold, gendre du roi de France, allié à la cour de Portugal et à celle d'Angleterre, membre de la famille de Saxe-Cobourg. La séparation de la Belgique n'avait-elle pas été une première victoire de la France et de l'Angleterre sur les nations de l'Est?

Ce dualisme ira s'accusant. De 1832 à 1836, les puissances de l'Ouest interviennent à plusieurs reprises contre celles de l'Est pour la Pologne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal. En 1834, une sorte de quadruple alliance se dessine entre Espagne, Portugal, France et Angleterre. Elle veut chasser de partout les prétendants absolutistes. C'est Palmerston qui est à la tête de cette ligue improvisée. Voici donc le continent partagé en deux camps hostiles. Les puissances de l'Est menacées se sont unies de 1833 à 1835. Ligue de l'Est et ligue de l'Ouest se dressent en face l'une de l'autre.

Mais, pour son malheur, le groupe occidental était travaillé par des dissenssions intestines, par cette rivalité franco-anglaise qui, déjà très nette en 1836, s'affirme, de 1839 à 1841, dans les affaires d'Orient. L'Angleterre avait été, en 1833, le champion de l'intégrité ottomane contre la Russie. Elle le sera de nou-

veau, vers 1840, contre la France. Sans doute, de 1841 à 1845, les deux nations essaieront-elles de se rapprocher, quand les conservateurs y prendront le pouvoir. Vaine tentative, puisque la querelle reprend, dès 1846, à propos du mariage espagnol et que, de 1846 à 1848, l'Angleterre agit isolément au Portugal, en Italie et en Suisse. Le dualisme européen se trouve ainsi compliqué du dualisme occidental. C'est l'agonie de la Sainte Alliance.

La Révolution de 1848 lui portera le coup de grâce, provoquant la guerre et l'écroulement définitif de l'ancien concert européen. Une transformation complète de la politique continentale va se produire. La France abandonne la quadruple alliance et reprend sa politique propre. A l'Est, l'Autriche et la Prusse se trouvent paralysées. Restent alors, en face l'une de l'autre, l'Angleterre et la Russie qui, disposant de la liberté d'action nécessaire, agiront en sens contraires. Si l'édifice construit par le Congrès de Vienne ne s'effondrait pas encore complètement, c'est que les nations libérées par le mouvement de 1848 ne s'accordaient pas mieux que les monarchies absolues. La politique de Schwarzenberg, continuateur de Metternich, a pu rendre à l'Autriche sa prépondérance dans la Confédération germanique.

Quant à la restauration napoléonienne de 1852, on put croire un instant qu'elle sauverait l'équilibre européen. Mais cet équilibre était plus que jamais menacé par la Prusse, alors impatiente de secouer le joug autrichien; par l'Italie, qui aspirait à sa revanche et à son unité; plus encore par le César français, à la fois rêveur et brouillon, qui s'apprêtait à bouleverser l'Europe au détriment même de son pays.

Survint alors la question d'Orient pour compliquer encore la situation. Au début de 1853, alors que l'Eu-

rope paraît tranquille pour longtemps, l'affaire Menchikoff, à Constantinople, secoue les nations un instant apaisées, en particulier cette Angleterre que le tsar avait au préalable essayé de gagner ou d'endormir. En face du danger russe et oriental, la France et l'Angleterre se réconcilient. Alors que le tsar croyait encore à la neutralité bienveillante de l'Autriche et de la Prusse, ses alliées naturelles, comme à l'impossibilité d'une alliance entre les nations occidentales, la question d'Orient renouvelle à ses dépens le dualisme européen. L'Autriche et la Prusse refusent de se laisser entraîner dans la guerre, tandis que la France et l'Angleterre entrent en action contre la Russie. C'était, depuis 1815, la première guerre européenne.

3. Singulier contraste entre la période qui s'ouvre vers 1854 et la précédente! Celle-ci avait été remplie,de 1815 à 1854, par une série de révolutions intérieures et nationales. A l'extérieur, la paix avait régné entre les nations. Quatre guerres européennes et plusieurs guerres locales vont ensanglanter le continent et renouveler sa partie centrale. Au moment où la France impériale sort de l'inactivité, la Sardaigne devient le noyau d'une grande puissance et la Prusse s'apprête à forger, par le fer et par le sang, l'unité allemande. Trois figures dominent l'horizon européen ; Napoléon III, Bismarck et Cavour. Mais la Prusse restera tranquille jusque vers 1860 et l'Italie ne déclarera la guerre à l'Autriche qu'en 1859. Affaiblie par l'opposition hongroise et ses difficultés financières, l'Autriche se contentera d'une attitude défensive. Quant à la Russie, elle restera pacifique à partir de 1855. L'Angleterre sera condamnée à l'effacement par son impuissance militaire. Les circonstances favorisent donc étrangement le rôle néfaste que Napoléon va jouer en Europe. La nouvelle prépondérance française, pâle re-

flet de l'hégémonie du premier Napoléon, préludera à la défaite définitive de l'Empire et à l'avènement de la République parlementaire.

La guerre de Crimée a été une première victoire et une première faute. A peine la Russie s'était-elle rendue maîtresse de la Mer Noire que les puissances occidentales l'attaquaient. La guerre de protection ottomane aboutissait à une expédition à laquelle la chute de Sébastopol mettra fin en 1856. Le Congrès de Paris sera un vrai succès pour Napoléon. La France préside dès lors au concert européen. Elle devient le champion des nationalités en formation. Mais, en souscrivant aux conditions trop dures faites par l'Angleterre à la Russie, elle prépare le terrible isolement de 1870 en face de l'attaque allemande. D'autre part, l'Angleterre lui gardera rancune de ne pas l'avoir suivie jusqu'au bout. Napoléon III s'apprête enfin à se venger de l'Autriche en aidant l'Italie à faire son unité à ses dépens. La vraie vaincue, dans toute cette aventure, c'est l'Autriche qui, détestée par l'Europe entière, voit disparaître les derniers vestiges de son ancienne prépondérance. Mais les vrais vainqueurs, ce sont la Prusse et le Piémont, qui allaient édifier leur fortune sur les ruines de l'édifice viennois. Quant au vainqueur apparent, Napoléon III, il ne voyait pas que la naissance de deux Etats au centre et au sud de l'Europe était l'annonce de sa propre déchéance.

Pour l'instant, il jouissait de son prestige nouveau. Les souverains d'Europe se rapprochaient de lui. Il rêvait de rendre à la France ses frontières naturelles du Rhin et des Alpes, de refaire la carte de l'Europe en réunissant sous son hégémonie les nations dites latines: Belgique, Portugal, Espagne et Italie. Il s'attachait surtout à l'unité italienne. Aussi recherchait-il l'entente avec la Russie pour l'empêcher de soutenir

l'Autriche contre le Piémont. Il voulait encore gagner les bonnes grâces de l'Angleterre. En 1858, l'affaire danoise et celle d'Orient tourneront à son avantage. La guerre qui, de 1859 à 1861, devait faire de l'Italie une grande puissance commençait sous d'heureux auspices.

II. Au cours des dix années qui précèdent la proclamation de l'unité allemande à Versailles se constituent, en Europe, la plupart des nations qui, de 1871 à la guerre mondiale, joueront un rôle déterminant dans la politique continentale. De nouvelles puissances surgissent, en particulier dans l'Europe centrale et méridionale. Dans ces jeunes nations comme dans les anciennes s'ébauchent les forces et les partis politiques en même temps que s'affirment les facteurs matériels et économiques qui les entraînent presque toutes vers l'expansionnisme. Entre ces nations ainsi constituées et gouvernées s'établiront alors des liens et des rapports d'équilibre qui vont substituer à la prépondérance française la prépondérance allemande.

1. Deux grandes puissances se forment par la fédération d'Etats autrefois séparés; l'Italie et l'Allemagne. Vaincue par l'Italie, puis séparée de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie introduit son empire dualiste entre les deux nations qui viennent de se créer à ses dépens. En outre, les nations chrétiennes des Balkans s'émancipent du joug ottoman et acquièrent leur indépendance.

L'unité italienne a été le résultat d'un heureux concours de circonstances. A l'œuvre nationale ont collaboré les partis politiques, tous unitaires, le gouvernement piémontais, l'aide française et l'aide prussienne. La transformation s'est opérée par étapes successives. En 1859, c'est la Lombardie. Au début de 1860, les duchés de Toscane, de Modène et de Parme, suivis par la Romagne, se joignent au mouvement. A la fin de la même année, adhésion de Naples, des Marches, de

l'Ombrie. En 1866, la Vénitie et, en 1870, Rome. Les trois premières opérations apparaissent comme cohérentes et ont créé, par une sorte d'enchaînement continu, le royaume d'Italie. Si les trois duchés de l'Italie centrale et la Romagne des Légations furent gagnés par les royalistes et adoptèrent la constitution sarde pour devenir provinces royales de l'Emilie, l'Italie du Sud fut conduite à l'unité par les républicains. L'union entre l'Italie du Nord et l'Italie du Sud sera ainsi une tentative de synthèse entre royalisme et républicanisme. Le royaume passera, dès 1861, de 5 à 22 millions de citoyens. Restait à arracher la Vénitie aux Autrichiens et Rome au pouvoir temporel du Pape. La délicate question des Etats pontificaux se posait. C'est au lendemain de Sadowa que l'Autriche cèdera enfin la Vénétie. Et c'est seulement après la victoire allemande de 1871 que, la Papauté se trouvant abandonnée par la France vaincue, le gouvernement italien occupera Rome et s'organisera par la dynastie nationale du Piémont.

La formation de l'unité allemande n'est pas moins significative. Elle se fait, elle aussi, par étapes successives. Mais, tandis que l'Italie réalise son unité pour son compte, sans autre conflit que l'inévitable guerre contre l'Autriche, l'Allemagne devra son unité à une série de victoires militaires remportées sur le Danemark, l'Autriche et la France.

C'est la réforme générale de l'armée prussienne qui, de 1859 à 1862, prélude à cette brutale évolution. La réforme a été accomplie malgré la résistance du Landtag prussien, grâce à la puissante personnalité de Bismarck, avec un ministère qui, pendant trois ans, s'est contenté d'un budget contraire à la Constitution et irrégulièrement voté par la Chambre des Seigneurs. D'autre part, le mouvement national était soutenu, dans tous les Etats allemands, par le libéralisme bour-

geois. Le corps allemand en mal d'unité se trouva, au cours de ces années décisives, travaillé par des conflits dont l'Empire bismarckien recueillera l'héritage : conflit entre libéralisme bourgeois et absolutisme monarchiste ou aristocratique, conflit entre unitarisme et particularisme, conflit entre partisans de la Prusse ou de la Petite Allemagne et partisans de l'Autriche ou de la Grande Allemagne. Mais, dès 1863, le projet autrichien est définitivement écarté par la Prusse. Bismarck, maître de l'heure, y substitue le sien : union des Etats allemands sous la direction de la Prusse, avec des obligations militaires ou financières et une Assemblée élue par le suffrage universel, organe unitaire qu'il sera opportun d'opposer au particularisme des princes.

Mais ce programme ne pouvait suffire. Il fallait l'imposer à la nation en devenir qui, dans le cadre de la Confédération germanique, ne savait ni ce qu'elle voulait ni où elle allait. Les deux guerres contre le Danemark et contre l'Autriche mettront fin à la Confédération germanique et créeront, au lendemain de Sadowa, une Prusse nouvelle, enrichie du Schleswig-Holstein, du Hanovre, de la Hesse-Cassel, du Nassau et de Francfort. Ce sera la Confédération de l'Allemagne du Nord, élaborée de 1866 à 1867 et dont la Constitution prélude à celle de 1871. Quant à l'Allemagne du Sud, elle hésite encore. La Bavière n'est guère disposée à se sacrifier au futur Empire. Il faudra une troisième guerre, plus vaste que les précédentes, pour unir en un faisceau durable les éléments du Reich futur. C'est contre la France que, dans un conflit significatif, la nation germanique achève de se forger, sans réaliser encore tous ses rêves de grandeur.

Beau chemin parcouru depuis la Constitution de Francfort ! La Petite Allemagne prussienne, c'est la première formule de l'Etat fédéral, du « Bundesstaat ».

De 1860 à 1870, le mouvement économique, bourgeois et libéral s'était montré vraiment irrésistible. Aidé par la Prusse, il avait forcé les Etats qui, de 1850 à 1860, s'étaient empressés, comme dans un dernier paroxysme particulariste, de revenir aux formes territoriales du XVIIIe siècle, puis une aristocratie aussi incompréhensive que réactionnaire à entrer dans le cadre unitaire que dessinent si fortement le « Bundespräsidium » et le Reichstag ou Parlement national.

Tandis qu'au Sud l'Italie et au Nord l'Allemagne se constituaient, l'Autriche-Hongrie s'organisait de 1860 à 1867. Au lendemain de sa guerre désastreuse contre l'Italie, la monarchie épuisée avait dû se refaire. D'où un grave conflit entre unitarisme et fédéralisme. En face de la bourgeoisie des provinces allemandes se dressent les diverses nationalités qui réclament leur indépendance. La Constitution de 1860 donnera tout d'abord raison au fédéralisme. Mais la question hongroise n'est pas encore résolue. L'Empereur résiste et, de 1861 à 1865, favorise l'unitarisme, malgré la furieuse protestation des fédéralistes. Vaine tentative, que la défaite de 1866 achève de condamner. Le dualisme austro-hongrois apparaît comme la seule solution possible. De la Hongrie récalcitrante il faut bien que l'Empereur se fasse une alliée. Le compromis de 1867 instaurera deux Etats strictement égaux en droits, soumis à un même souverain qui s'appellera Empereur d'Autriche et Roi apostolique de Hongrie. La Transleithanie et la Cisleithanie s'organiseront ainsi l'une à côté de l'autre. Les Magyars y feront face aux Allemands, au-dessus d'un ensemble complexe de petits peuples slaves, moins civilisés et moins organisés. Sytème mixte et sans précédent, qui n'est même pas un Etat fédéral semblable à la Confédération allemande du Nord ou à l'Empire bismarckien. Ce sera une sorte

de communauté économique toujours menacée de décomposition, l'union diplomatique et militaire étant seule permanente.

Au Sud-Est de l'Europe centrale ainsi remaniée apparaissent enfin les premières nations balkaniques. Les puissances orientales ont cédé, pour un peu de temps, à la poussée du libéralisme, la Russie avec Alexandre II, la Turquie avec Fuad et Ali. C'est à la faveur de ces circonstances que l'Etat de Roumanie achève de se constituer, de 1860 à 1866, avec son gouvernement et sa capitale. De 1866 à 1870, il organisera son armée et ses finances. De 1862 à 1864, la Grèce se donne un nouveau régime et pourra, dans les années qui suivent, soutenir l'insurrection crétoise contre la Turquie. En Serbie, le sentiment national s'affirme. De 1862 à 1867, la Turquie devra évacuer Belgrade et les positions qu'elle détenait encore dans le pays. La grande Serbie devient une réalité. En 1868 apparaît la dynastie populaire des Obrenovitch, tandis que le régime prend forme dans la Constitution de 1869. Au lendemain de la mort de Danilo, le Monténégro entame la lutte contre l'islamisme et se prépare en vue de cette indépendance qu'il acquerra après 1871. Enfin la Bulgarie amorce son émancipation religieuse. Elle obtient, en 1870, la création d'une Eglise bulgare dotée d'un exarque spécial. Elle reste toujours soumise aux Musulmans et ne se révoltera contre ceux que plus tard.

2. Au cours de ces dix années fatidiques, des nationalités nouvelles se sont ainsi organisées à côté de celles qui avaient depuis longtemps consolidé et perfectionné leur unité. Mais quel régime allait donc s'établir dans les diverses parties du continent? La démocratisation de l'Ouest, le mouvement constitutionnel de l'Europe centrale, la poussée libérale à l'Est et dans les Balkans, l'apparition de grands partis internatio-

naux tels que le catholicisme et le socialisme, autant de phénomènes significatifs.

L'évolution démocratique qui s'est accomplie en Angleterre, de 1859 à 1865, sous le Ministère Palmerston a eu pour cause une prospérité matérielle et un élan économique sans précédent. Elle s'est également manifestée par des progrès sociaux que consacrera la formation des Trade-Unions. Elle aboutira naturellement à une action en faveur du suffrage universel et à la réforme électorale de 1867 qui laisse encore au suffrage son caractère de privilège, mais profite largement aux villes et à la classe ouvrière. En France, l'autoritarisme du second Empire se relâche de manière évidente, entre 1860 et 1866. De 1867 à 1869, nouvelles concessions au libéralisme. L'Empire libéral cherche le juste milieu entre révolution et réaction, entre bourgeoisie nouvelle et aristocratie périmée. Il faudra cependant une cruelle défaite pour que cet Empire s'écroule et se transforme en République. En Espagne, le ministère se meut, lui aussi, entre le despotisme et l'anarchie. Puis, de 1864 à 1868, lutte féroce entre les libéraux devenus révolutionnaires et les modérés qui se sont laissé entraîner par les absolutistes et conduire par la camarilla d'Isabelle. De là, en 1868, une Révolution significative d'où procède, en 1869, la Constitution nouvelle. En Hollande, c'est l'époque des luttes religieuses et confessionnelles. Le Luxembourg se donne une Constitution libérale en 1868. En Belgique, série de ministères libéraux entre 1857 et 1870 et conflit, comme en Hollande, entre catholicisme et libéralisme. En Suisse enfin les révisions fédérales instaurent le Referendum, essai curieux de gouvernement direct par le peuple.

Dans l'Europe centrale et méridionale, la monarchie constitutionnelle s'établit presque partout. La guerre de l'Italie contre l'Autriche fut, en partie, la guerre du

libéralisme national et unitaire, partisan de la République laïque, contre le régime absolutiste qui avait jusqu'alors dominé l'Europe et contre le cléricalisme qui soutenait le pouvoir temporel du Pape. De nouveaux partis se constituent en Italie. L'absolutisme et le radicalisme extrêmes s'y affaiblissent au profit des deux partis constitutionnels qui se forment à la Chambre: parti de droite et parti de gauche, flanqués de quelques groupements régionaux. La droite constitutionnelle l'emporte tout d'abord, avec la Consorteria qui, de 1861 à 1870, verra se dresser contre elle la coalition du centre gauche, des radicaux et des mécontents piémontais. — En Allemagne, l'action unitaire de la Prusse avait été précédée d'un violent conflit entre la monarchie et les libéraux. Contre le Roi, son Ministère et la Chambre des Seigneurs s'élevait le Landtag qui, représentant les partis bourgeois ,disposait d'une belle majorité progressiste. Dans le reste de l'Allemagne, vive poussée national-libérale. Si ce libéralisme unitaire hésitait encore à se donner à la Prusse, c'est qu'il se méfiait encore de l'absolutisme prussien. Mais, quand les deux guerres de 1864 et de 1866 auront conféré une première autonomie à la nation en devenir et donné plus de clarté aux esprits, on verra, dans l'Assemblée nouvelle qui, malgré la prépondérance monarchique,est appelée à de hautes destinées, les partis s'affirmer avec plus de netteté aux élections de 1867. Conservateurs, Nationaux-libéraux, Centre catholique, Progressistes, partis protestataires et Socialdémocratie dessinent l'Allemagne politique nouvelle. — En Autriche-Hongrie, où la question politique et la question fédérale sont indissolublement liées, une monarchie constitutionelle genre tory s'organise, lors de la tentative unitaire et à la veille de Sadowa, sans d'ailleurs gagner toutes les nationalités. Les Constitutions libérales de 1867 rétabli-

ront la représentation élective dans chaque Etat. La Hongrie reviendra à la Constitution de 1848, pendant de la Constitution belge, avec Ministère également responsable et deux Chambres. En Autriche, Ministère également responsable, Chambre des Seigneurs et Chambre des Députés. La monarchie dualiste se fait ainsi libérale et constitutionnelle, quasi parlementaire, avec un Landtag pour chaque province, le Reichsrat pour l'Autriche, les Délégations pour l'ensemble des nationalités. Enfin, dans les pays scandinaves, le libéralisme constitutionnel aboutit : en Suède à la réforme de 1865, en Norvège à de bons rapports entre Charles XV et le Storthing, en Danemark à la constitution de 1866 et à l'avènement de la vie parlementaire.

A l'Est et dans les Balkans, le mouvement n'est pa moins significatif. La Russie respire, grâce aux réformes d'Alexandre II. Emancipation des serfs, de 1858 à 1863. Puis les réformes libérales de 1862 à 1865 : réforme judiciaire, création des zemstvos, abolition de la censure, réorganisation de l'enseignement et de l'armée. Mais l'insurrection polonaise de 1860 à 1863, conséquence du mouvement libéral, provoque, de 1863 à 1870, une terrible répression et le retour à l'absolutisme. — En Turquie, l'édit de 1856, qui promettait des réformes radicales, la protection légale des chrétiens et de l'Etat laïque, n'avait guère été appliqué jusqu'en 1861. Quand Abdul-Aziz montera sur le trône en 1861, il laissera gouverner Fuad et Ali, ministres épris de réformes. En 1864, séparation, depuis longtemps souhaitée, entre justice et administration. Mais ce mouvement de réformes interrompu comme en Russie par une insurrection, celle de Crête, ne pouvait aboutir à des résultats décisifs. Il s'est arrêté quand notre défaite de 1871 a ruiné notre influence en Orient et le concert européen qui défendait l'intégrité de

l'Empire ottoman contre la Russie. — La formation des Etats balkaniques a créé nombre d'institutions libérales capables de durée. La Constitution de 1866 instaure en Roumanie une monarchie constitutionnelle de modèle belge. Celle de 1864, en Grèce, crée la Boulè, assemblée représentative élue au suffrage universel. En Serbie, la Skouptchina devient, grâce à la Constitution de 1869, un organe essentiel de la nouvelle vie politique, les institutions européennes et parlementaires voisinant ici avec la monarchie.

Si la bourgeoisie, entraînée par le vaste mouvement économique qui, grâce aux inventions nouvelles et à l'intensité de la production, s'empare de l'Europe entière, organise ainsi, en face des monarchies retardataires, la représentation de ses intérêts et l'affirmation de ses libertés, deux puissances d'ordre international vont installer leurs positions à sa droite et à sa gauche, le catholicisme et le socialisme. Le premier s'efforce de sauver tout ce qu'il peut du passé dans une Europe fractionnée en nationalités, emportée par le courant libéral et laïque, dominée à l'Ouest par une Angleterre calviniste, au Centre par la Prusse luthérienne, à l'Est par la Russie orthodoxe. La réaction papale, provoquée par la menace de l'unité italienne et la perte inéluctable du pouvoir temporel, aboutit à l'Encyclique « Quanta Cura » et au Syllabus. Quand la Papauté aura définitivement perdu les Etats pontificaux, ce sera le Concile du Vatican. L'autorité catholique s'organise en vue des luttes qu'elle soutiendra, de 1870 à 1880, contre les divers Etats de l'Europe. Mais, si l'industrialisme et le commerce bourgeois échappent ainsi aux prises du catholicisme, ils tendent, d'autre part, à créer le quatrième état, le prolétariat. Le problème social apparaît. L'Internationale se constitue de 1862 à 1872. Congrès de Genève

en 1866, de Lausanne en 1867, de Bruxelles en 1868, de Bâle en 1869, telles sont les principales étapes parcourues par ce nouveau pouvoir continental. En même temps, la Socialdemocratie allemande s'organise de 1863 à 1870, vrai modèle de parti socialiste parlementaire. Quant aux partis anarchistes, s'ils se livrent à de nombreuses et sanglantes manifestations de 1860 à 1872, ils ne jouent pas de rôle organisateur et sont condamnés à l'échec final.

On voit ainsi apparaître, dans chaque nation européenne, une droite monarchiste, aristocratique et plus ou moins catholique, une gauche socialiste et, entre les deux, divers partis bourgeois, centre gauche ou centre droite. Tel est le schéma qui, reflétant l'évolution économique et politique de l'Europe depuis la Révolution française, s'impose peu à peu à tous les Etats, anciens ou nouveaux. Que la prépondérance soit assurée à l'élément monarchiste ou à l'élément parlementaire, peu importe au fond. En face des gouvernements, de jeunes énergies se sont développées et organisées; la bourgeoisie commerçante, industrielle, coloniale et impérialiste; le socialisme prolétarien; le catholicisme dépouillé du pouvoir temporel. Il s'agit pour chaque nation, démocratie, monarchie constitutionnelle ou monarchie absolue, d'intégrer ces forces diverses. Les années 1867 et 1868 ont vu la réforme électorale en Angleterre, l'Empire libéral en France, la lutte entre catholicisme et libéralisme dans les Pays-Bas, le Referendum en Suisse, la Révolution espagnole, la Constitution de l'Italie nouvelle, celle de l'Allemagne du Nord, les Constitutions libérales d'Autriche-Hongrie, des Etats scandinaves, de Roumanie, de Grèce et de Serbie, en même temps que les réformes russes et ottomanes, avec les débuts de l'indépendance bulgare.

Partout les nations s'éveillent à une vie politique et à une activité économique nouvelles.

3. Mais comment vont s'établir entre elles, de 1860 à 1871, les relations qui substitueront la prépondérance allemande à la prépondérance française? La puissance qui va dominer l'Europe de 1871 à 1900 profite précisément du principe des nationalités et du libéralisme politique pour asseoir son hégémonie momentanée sur le continent. Il semblait, vers le mois de juin 1859, que la politique de Napoléon III eût pour elle toutes les chances de succès. Si l'Autriche pouvait être secourue par l'Allemagne, elle était d'autre part menacée d'une attaque russe. Mais Napoléon III allait bientôt s'apercevoir que ses victoires apparentes étaient plus nuisibles que de véritables défaites. Alors que l'Italie se soulevait et que la Prusse portait ses troupes vers le Rhin, les préliminaires de Villafranca exaspéraient les passions politiques italiennes. Comment l'annexion de la Savoie et du Comté de Nice eût-elle attiré à Napoléon les sympathies de l'Italie et de l'Europe? L'expédition du Mexique excitait, d'autre part, la méfiance jalouse de l'Angleterre qui prenait également ombrage de nos succès en Algérie, au Sénégal, en Nouvelle-Calédonie, dans l'Annam et à Suez. Enfin, l'insurrection polonaise allait porter un coup fatal à l'entente franco-russe. Depuis quelque temps, la politique française se détournait de Saint-Pétersbourg. La démarche en faveur de la Pologne, véritable piège que nous tendaient Palmerston et Rechberg, devait coûter cher à Napoléon III. Vint alors la guerre des duchés en Allemagne Ces événements marquaient avec netteté le début d'une transformation qui allait, aux dépens du prestige français, porter à son point culminant la puissance de la Prusse. Mécontente de la France, l'Angleterre avait laissé succomber la Pologne et le Danemark. Mena-

cées par la Prusse, l'Autriche et la France ne pouvaient plus compter que sur l'assistance du tsar. Berné par l'Angleterre en 1863, Napoléon s'était vengé d'elle, l'année suivante, en se montrant très exigeant à son égard. Or mieux eût valu sauver le Danemark que de faciliter, pour une simple satisfaction d'amour-propre, l'ascension d'un Etat qui devait nous infliger bientôt une humiliante défaite.

Le gouvernement français perdait ainsi, à la fin de cette première crise, son prestige et son autorité. Il ne se dissimulait plus les difficultés à vaincre. Si l'insurrection algérienne était terminée, la guerre mexicaine continuait. Les conséquences de la malheureuse affaire de Pologne se faisaient lourdement sentir. Que pouvait la France, maintenant isolée, en face de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie? Comme l'Angleterre la jalousait implacablement, il ne restait à Napoléon III que l'Italie. Celle-ci lui devait, en effet, une partie de sa fortune. Mais que penser de cette convention du 4 septembre 1864 qui devait un jour nous brouiller avec l'Italie et nous valoir l'animosité du Saint Siège, puisqu'elle garantissait Rome au gouvernement de Victor Emmanuel ? L'Empereur François-Joseph n'avait-il pas raison de considérer cet accord entre France et Italie comme un prélude à l'attaque de la Vénétie? En attendant, la Prusse devenait de plus en plus menaçante. Elle s'assure toutefois, à Biarritz, la neutralité de la France en cas de guerre contre l'Autriche. Politique incohérente,puisque Napoléon III, qui se croyait l'arbitre de l'Europe, traitera peu après avec l'Autriche pour obtenir d'elle la cession de la Vénétie à l'Italie. Il était convaincu que l'Autriche serait victorieuse de la Prusse! Quand, au lendemain de Sadowa, François-Joseph se tourna vers la France, Napoléon, déjà paralysé par la maladie, n'osa plus

agir contre le vainqueur. Tandis qu'il hésitait, la Prusse mettait à profit le temps perdu par le César français. Elle s'arrondissait de beaux territoires qui lui donnaient 4.500.000 sujets nouveaux. La France capitulait ainsi devant le vainqueur de Sadowa. Les préliminaires de Nikolsbourg provoquèrent la fureur de l'Italie, déçue de n'avoir pas été consultée, de n'avoir rien obtenu en dehors de la Vénétie. Avec quelle aisance, d'autre part, Bismark allait-il réussir à détourner de nous la Russie et les Etats secondaires de l'Allemagne! Mais Napoléon III gardait encore des illusions. L'étrange circulaire du 16 septembre 1866 affirmait que tout était pour le mieux. Optimisme d'apparat, car Napoléon III et l'opinion française sentaient venir l'orage!

En 1867, Napoléon III essaie de s'allier avec la Prusse pour le réglement de la question belge. Vaine tentative, que Bismarck fera sans cesse échouer. Depuis Sadowa, Napoléon a perdu toute popularité en France et tout crédit en Europe. Au moment même où l'expédition du Mexique échoue misérablement, il croit devoir accorder aux libéraux français de retentissantes concessions. Quand se pose la question du Luxembourg, il se laisse bafouer par Bismarck à la face du continent tout entier. En attendant, la France et l'Allemagne du Nord se préparent à la guerre. La paix, voulue encore par la plupart des nations européennes, se maintient encore tant bien que mal. Menaces et outrages se multiplient contre la France dans la presse allemande. Napoléon III se tourne vers l'Autriche, s'occupe de l'Italie et s'efforce de liquider l'affaire romaine, n'hésitant pas à défendre l'Etat pontifical contre les Garibaldiens. Triste succès que l'occupation de Rome! Elle nous vaudra finalement la haine de cette Italie qui, dès lors, n'attendra plus que notre défaite pour récu-

pérer sa capitale. En 1868, c'est l'affolement. Napoléon ne sait plus qu'entreprendre. Il conspire avec Vienne contre Berlin et aide l'Autriche à pacifier l'Orient. Or, Bismarck s'inquiète de ces menées austro-françaises. Il s'oriente déjà vers l'Espagne, où il noue l'intrigue destinée à provoquer l'agression française. Pendant ce temps, Napoléon III décline. La guerre avec l'Allemagne paraît inévitable. La Révolution gronde à l'intérieur. Bismarck n'aura plus qu'à choisir le moment favorable pour transformer la question espagnole en « casus belli ».

Quand les hostilités s'engagèrent, la situation diplomatique de la France était déplorable. La Prusse n'entraînait pas seulement à sa suite toute l'Allemagne. Elle s'assurait encore la neutralité bienveillante du continent. Elle gagnait sans peine à sa cause l'Angleterre et la Russie. L'Autriche et l'Italie étaient bien décidées à ne pas intervenir. Quand viendra Sedan, l'Europe assistera impassible à l'écrasement de l'Empire français. Le gouvernement de la Défense nationale n'eut pas plus d'appuis que l'Empire déchu. Dès lors, la Prusse était l'arbitre de l'Europe.

De cette crise, non seulement la France, mais encore l'Europe sortaient transformées. Le résultat le plus évident et le plus significatif, c'était l'achèvement de l'unité germanique, la création de ce jeune Empire qui avait si largement utilisé le principe des nationalités ainsi que le mouvement démocratique et libéral. L'Allemagne prussifiée et nationalisée va se dresser au-dessus des autres nations. Elle sera désormais l'Etat prépondérant, grâce à la terreur qu'elle inspire, grâce à l'influence politique et économique qu'elle exerce. Au lendemain de la victoire sur la France, l'Autriche et l'Italie tendront nécessairement vers elle. La Triplice ne tardera guère à s'ébaucher à l'horizon. A sa droite

et à sa gauche, la France et la Russie demeureront longtemps isolées. Mais leurs ressentiments et leurs ambitions menaceront ensuite l'équilibre bismarckien et la Duplice se dressera aux côtés de la Triple Alliance. Quand celle-ci commencera de se désagréger, en raison de l'inévitable défection italienne, la Duplice se transformera, au début du xxe siècle, en Triple Entente, grâce à l'adhésion de l'Angleterre, qui vient cependant de battre la Russie sur les champs de bataille japonais. Alors l'Allemagne, gorgée de richesses, militairement prête et travaillée par des convoitises insatisfaites, déclenchera la guerre mondiale quand elle jugera le moment venu, avant qu'il ne soit trop tard. C'est l'histoire que nous avons à raconter. Elle se trouve en germe, tout entière, dans la situation que la victoire allemande fait à l'Europe en 1871.

HISTOIRE DU MONDE

L'EMPIRE ALLEMAND

PREMIÈRE PARTIE

De la Paix de Francfort au Congrès de Berlin

(1871-1878)

Après 1871, la première date qui compte dans l'histoire européenne est celle du Congrès de Berlin, qui a clôturé ses travaux le 13 juillet 1878. C'est au cours de cette période, décisive malgré sa brièveté, que s'affirme la prépondérance allemande. A l'intérieur du nouvel Empire le régime bismarckien se consolide. L'Autriche et l'Italie, qui cherchent à assurer la stabilité de leurs cadres politiques, sont attirées dans l'orbite allemande. Tandis que l'Angleterre est absorbée par la question irlandaise ou l'impérialisme et que la France élabore sa Constitution républicaine, l'alliance des trois Empereurs se constitue et s'oriente vers la Triplice, grâce à la défection de la Russie et à l'adhésion progressive

de l'Italie. Que la Russie cherche à se rapprocher de la France, et Bismarck, pour empêcher cette alliance, pour maintenir les deux nations rivales dans l'isolement, poussera la Russie dans la guerre contre la Turquie afin de l'épuiser comme par avance et lui soustraire, au Congrès de Berlin, le fruit de sa victoire.

CHAPITRE PREMIER

Les débuts de l'Empire bismarckien

De 1871 à 1878, l'Empire bismarckien s'organise, essayant de résoudre les trois problèmes qui s'imposent à son attention : les problèmes fédéral, politique et social. Il s'agit de faire place, dans l'unité nouvelle, aux Etats naguère souverains, aux partis politiques en pleine fermentation, aux énergies économiques et professionnelles d'une ambitieuse bourgeoisie, au socialisme, au catholicisme, à la culture nouvelle. Or le jeune Empire ne parviendra à contenir ces forces diverses qu'en se prussifiant. A la législation, à l'administration bureaucratique, à l'armée du Reich il étendra le système prussien. Au dehors, il fera une politique de conservation et de prestige.

I. Le nouvel Etat fédéral se donne le nom de « Bundesstaat ».

1. La Constitution de 1871, continuant celle de 1867, était moins unitariste et plus fédéraliste que celle de 1849. Si le Reich de 1871 rappelait la Confédération germanique par la diversité de ses Etats, il annonçait l'Etat unitaire par son pouvoir central muni de compétences étendues. Solution mixte, qui exposait l'Alle-

magne à de perpétuels conflits intérieurs. Il s'agissait de ne jamais sacrifier l'unité du Reich à la multiplicité des Etats, la multiplicité des Etats à l'unité du Reich. De là un singulier mélange d'institutions *unitaires* qui relèvent du Reich et paraissent ignorer l'existence des Etats: le pouvoir impérial, la fonction de Chancelier, le Reichstag, et d'institutions *fédératives* qui, faisant abstraction du pouvoir central, ne ressortissent que des Etats: le Conseil fédéral ou « Bundesrat », les Gouvernements et les Parlements des divers Etats. Singulier compromis, qui n'en donne pas moins la prépondérance à l'unitarisme. Parmi les institutions du Reich, deux organes unitaires contre un organe fédératif. Dans la répartition des compétences, très large part accordée à la législation et à l'administration du Reich. Quant à l'origine contractuelle de l'Empire, elle ne sera plus qu'un souvenir, parfois utile à évoquer. Désormais, le sort des Etats allemands se trouve indissolublement lié à celui de la Prusse et de l'Empire.

L'histoire de l'Allemagne fédérale, entre 1871 et 1878, est celle des victoires unitaristes, ainsi que des relations entre Prusse et Reich, puisque l'unitarisation se fait par le moyen de la Prusse. Parmi les partis politiques, libéraux et socialistes sont nettement unitaristes, tandis que démocrates du Sud, conservateurs et catholiques défendent plutôt le fédéralisme. Classification sans valeur absolue. Comme Bismarck lui-même, tout Allemand sera désormais unitariste et fédéraliste à la fois, inclinant, selon les circonstances, vers l'un ou l'autre de ces deux systèmes.

2. En le libérant des charges administratives locales, la Constitution donnait au Reich une certaine liberté d'action dans le domaine législatif. Aussi, de 1871 à 1878, le Reichstag légifère-t-il avec une hâte extraordinaire. Toutes les classes sont comme entraînées dans

ce tourbillon de lois organisatrices. Le jeune Empire s'unifie à toute allure, de manière à satisfaire simultanément les grands agriculteurs, la bourgeoisie, le prolétariat et les classes cultivées. Les progrès unitaristes s'accomplissent, en législation, par voie directe ou par les voies détournées du fédéralisme. La compétence législative du Reich s'étend par modifications officielles ou tacites apportées à la Constitution. Tout effort législatif se crée de nouveaux moyens de contrainte. L'indigénat d'Empire absorbe celui des Etats. Unification du droit, des moyens de communication et de transport, des monnaies, des banques, du domaine économique. Nouvelles compétences, large utilisation de la compétence exclusive, extension de la compétence relative, inévitables empiétements sur les domaines réservés aux Etats, souveraineté territoriale, telles sont les phases du processus. C'est en 1874 que l'on aborde la question si complexe du Code civil. L'unité métrique, qui datait de 1868, sera étendue au Reich entier en 1782. De 1873 à 1878, disparition totale des monnaies régionales et institution d'un système uniforme avec le Mark pour base. En 1875, la Banque prussienne se transforme en « Reichsbank ».

Sur le terrain administratif, les progrès ne sont pas moins rapides. Les rouages de la machine impériale se multiplient et l'immense armée de ses fonctionnaires se constitue. L'unification administrative modifie les relations entre les organes essentiels du Reich. De très bonne heure, le pouvoir de l'Empereur l'emporte sur celui du Conseil fédéral qui, pour de nombreuses raisons, reste dans l'ombre. Autour de la Chancellerie viennent se grouper les Offices impériaux, germes des futurs Ministères. L'Alsace-Lorraine «Terre d'Empire» assure au pouvoir impérial un commencement de souveraineté territoriale. Les affaires extérieures ne sont plus gérées

que par le Reich. L'organisation militaire s'étend et se perfectionne. Dès 1871, les Etats renoncent à leur souveraineté militaire, sauf quelques droits réservés. Dès 1872 paraît le Code criminel pour l'armée allemande. En février 1874, loi militaire qui porte à 400.000 hommes l'armée du pied de paix et inaugure le premier septennat. En 1876, organisation des Postes du Reich. Le Reich s'efforce d'asseoir sur de solides bases son indépendance financière. Si le système des contributions matriculaires se maintient, il n'en favorise pas moins l'unitarisme en soumettant les Etats, pourvoyeurs du Reich, à son influence souveraine.

3. D'où de singulières relations entre Prusse et Reich. C'est la Prusse qui développe l'unitarisme et qui, grâce à l'union personnelle entre Empereur et Roi de Prusse, construit les organes du Reich et en assure le fonctionnement. Mais elle n'entend pas se sacrifier elle-même. Son hégémonie tient précisément la balance entre unitarisme et fédéralisme. Elle s'impose au Reich par la force même des circonstances. Impossible de diriger le Reich sans étroit contact avec le gouvernement prussien. C'est ainsi que la Prusse se soustrait à l'influence dissolvante de l'unitarisme. Son hégémonie correspond exactement à un ensemble de principes et d'institutions qui lui permettent d'imposer peu à peu son esprit et ses directives à l'Allemagne entière. Si les lois du Reich conservent leur caractère prussien, il en sera de même de l'administration, prussienne d'origine. Ainsi la mentalité juridique et bureaucratique de la Prusse forge l'Allemagne moderne. Tandis que les Etats la copient, la Prusse les contrôle, plus encore que le Reich. Car elle ne favorise l'unitarisme que dans la mesure où il lui assure la direction de l'Empire. C'est en ce sens que le Reich bismarckien est une « Prusse prolongée ». La Prusse tempère l'unitarisme par ce fédéralisme qui

sauvegarde l'intégrité et la souveraineté prussiennes.

Ainsi, dès 1871-1878, les progrès rapides de l'unitarisme sont un phénomène de caractère prussien parce qu'ils s'accomplissent par l'extension et le jeu des compétences du Reich plus encore que par l'affirmation directe des organes unitaires. On peut alors se demander si l'Empire fédéral est, en vertu de ce dualisme paradoxal ,un véritable Etat, organiquement constitué. De toutes manières, sa bureaucratie et son armée dissimulent assez mal ses faiblesses internes.

II. Les progrès unitaristes mettent en évidence, non seulement les organes unitaires du Reich, mais encore les conflits politiques qui les divisent.

1. Comme le Conseil Fédéral perdait alors de son influence, le problème parlementaire se posait simultanément en Prusse et dans le Reich. C'est de 1850 à 1870 que s'étaient fixées les destinées politiques de l'Allemagne. Si la première de ces deux décades, nettement réactionnaire, avait essayé de sauver les dynasties et le principe monarchique, la seconde avait développé le libéralisme. D'où le compromis parlementaire de 1871, analogue de tous points au compromis fédéral. On pouvait se contenter, en effet, de prolonger l'existence des dynasties en leur superposant un pouvoir impérial uni à la dynastie prussienne et de créer alors, parallèlement au Landtag de Prusse, un Parlement national élu au suffrage universel et placé en face de l'Empereur, du Chancelier et du Gouvernement. Amalgame curieux entre l'idée impériale et l'idée démocratique. A côté de la synthèse dynastique, la synthèse parlementaire, représentant le peuple allemand et ses partis organisés. Pas de démocratie majoritaire fondée sur la souveraineté du peuple et sur le régime parlementaire, mais une sorte de *démocratie d'organisation* à tête impériale, qui se préoccupera de gagner à la cause de l'unité, non

seulement les dynasties naguère souveraines, mais encore les classes et les intérêts divers de la nation. Le régime monarchique admettra certaines restrictions ou contrepoids; le régime pseudo-démocratique fera de même. Ainsi l'idée impériale et l'idée démocratique chercheront à s'équilibrer dans l'idée du Reich. Ce sera la formule « Demokratie und Kaisertum ». Une fois de plus, le Reich se construit sur le modèle des Etats, en particulier de la Prusse.

Forgées de 1818 à 1850, les Constitutions des Etats avaient subi, de 1850 à 1870, certains remaniements. Elles transmettaient au Reich l'héritage d'un compromis entre pouvoir monarchique et représentation populaire. C'était l'Etat qu'on appelle faussement « autocratique ». Il se définit « Obrigkeitsstaat », terme à peu près intraduisible. Ici la monarchie gouverne, mais en consultant le peuple. Simples « collèges d'Etat », le Landtag de Prusse et le Reichstag ne seront que des « organes constitutionnels » qui tiendront leurs pouvoirs de la Constitution, non du peuple souverain. Ils n'auront que valeur limitative. Le Reich de 1871 recueille ainsi deux héritages: celui de la Confédération germanique, enchevêtrement complexe de dynasties et de particularismes; celui du parlementarisme allemand, enchevêtrement d'intérêts politiques, économiques et confessionnels. Il a fallu gagner les dynasties. Il faudra aussi gagner les partis. Bismarck y suffit, de 1871 à 1878, alors qu'il dispose de toute son énergie. C'est plus tard, c'est après l'avènement de Guillaume II que surviendra la crise. Car le mérite original de Bismarck, c'est d'avoir créé, en l'imposant aux récalcitrants, l'Empire soi-disant « organique », d'en avoir prévenu assez longtemps la désagrégation, d'avoir su dominer les dynasties et les partis alors en pleine formation.

La Constitution de 1871 est donc un compromis entre

conservatisme et libéralisme, avec prépondérance du premier. Le Conseil fédéral groupe les souverainetés des Etats et l'Empereur y ajoute son pouvoir personnel. C'est l'idée monarchique, sous son double aspect fédératif et unitaire. En face d'elle, le Reichstag. Tandis que, dans le domaine fédéral, l'Empereur et le Reichstag se dressent contre le Conseil fédéral, c'est, dans le domaine politique, la lutte de l'Empereur et du Conseil fédéral contre le Reichstag. Mais que le Conseil fédéral passe au second plan, et, en face du Chancelier qui représente l'Empereur, se dressera le Parlement. Alors seulement l'influence du Reichstag sera une réalité. Formule assez contradictoire en somme. Unitarisme et parlementarisme vont logiquement de pair. Or, l'autorité souveraine du Reich, groupant les dynasties dans le Conseil fédéral sous l'égide de la Prusse et les partis dans le Reichstag, puis s'incarnant dans la Personne impériale assistée du Chancelier, veut assurer la prépondérance de l'unitarisme sur le fédéralisme et en même temps celle du pouvoir personnel sur le parlementarisme.

2. Aussi, dès la première année du régime, l'inévitable conflit entre Chancelier et Parlement éclatera. Il ira ensuite s'accusant. Les partis se constituent et prennent leur forme définitive. Les uns font au gouvernement bismarckien une opposition systématique. Des motifs nationaux inspirent les Danois, les Polonais, les Alsaciens-Lorrains ; des motifs dynastiques les Welfes du Hanovre; des motifs d'ordre social les Socialdémocrates qui s'organisent, en 1875, au Congrès de Gotha. D'autres partis se contentent d'une opposition intermittente, suivant les circonstances. Ce sont les Conservateurs, grands propriétaires aristocrates de l'Est, maîtres de la Chambre des Seigneurs de Prusse;les Conservateurs libéraux, grands industriels, propriétaires silé-

siens ou fonctionnaires; les Nationaux-libéraux, qui se recrutent dans la bourgeoisie impérialiste, férue de libre-échangisme ou de principes laïques; les Progressistes, également laïques, mais hostiles au militarisme, à la bureaucratie, au protectionnisme et partisans du régime parlementaire; les Démocrates du Sud; enfin les catholiques du Centre. Ces partis représentent les forces vives qui vont lutter contre Bismarck. Le libre-échangisme bourgeois, le catholicisme et le socialisme, tels sont les principaux ennemis du Chancelier de Fer. Ennemis irréductibles, mais divisés. C'est grâce à ces divisions que Bismarck pourra, au cours de cette période déjà remplie de difficultés, maintenir son pouvoir et son prestige.

Il aura, tout d'abord, maille à partir avec les Conservateurs, mécontents de la réforme administrative, de la laïcisation en Prusse et du libre-échangisme, soutenus en outre par Guillaume Ier. Mais l'alliance momentanée du Chancelier avec les Nationaux-libéraux, auxquels il n'accorde d'ailleurs aucune concession touchant la création de Ministères d'Empire ou le développement du parlementarisme, ne pouvait durer. C'est pour combattre le Centre que Bismarck l'avait momentanément acceptée. Il se lassera bientôt et de la lutte contre le clergé et de ces connivences paradoxales. La crise de 1874 réveillera le protectionnisme et celui-ci, vers 1877-1878, l'emportera définitivement, imposant au Chancelier la rupture avec la bourgeoisie libérale et l'alliance avec les Consevateurs.

III. Que l'on consulte les chiffres des élections de 1871, de 1874, de 1877, de 1878, et l'on verra que la protestation nationale et dynastique s'est renforcée de 6 sièges seulement; que le conservatisme agrarien et protectionniste a singulièrement augmenté après avoir passé par une défaillance momentanée; 95, 57, 78 et

116 mandats; que les partis libre-échangistes sont tombés de 168 à 126; que le Centre a passé de 63 à 94 voix; que la Socialdémocratie a progressé légèrement, de 2 à 9. Ces chiffres, c'est toute l'histoire de l'Allemagne au cours de la première période bismarckienne. Les trois forces qui s'affirment en face de la politique prussienne sont précisément celles qui vont faire l'Allemagne nouvelle et tendent dès lors à s'émanciper des étroitesses qui paralysent encore la politique du Chancelier de Fer: à savoir le libéralisme économique, le socialisme et le catholicisme. Le jeune Empire, après avoir essayé de les évincer, sera finalement obligé de les assimiler.

1. Tout d'abord la lutte économique. C'est la plus importante. Les Conservateurs de Prusse accusent Bismarck de vouloir « germaniser » la Prusse quand il s'allie avec les Nationaux-libéraux. Ils défendent les derniers vestiges des institutions que la Prusse n'avait pu complètement liquider de 1807 à 1814. La réforme de l'administration locale dans les provinces de l'Est avait échoué, en 1872, à cause de la résistance de la Chambre des Seigneurs. Il avait fallu que Guillaume Ier nommât, dans cette Chambre, 25 nouveaux membres pour faire passer cette réforme, pour mettre un terme à la juridiction patrimoniale. Grave défaite pour les Conservateurs. D'autre part, la bourgeoisie industrielle et commerçante, encouragée dans ses entreprises par les milliards reçus de France, inaugurait avec ardeur le développement économique de la nation. Le tribut français avait été distribué en indemnités ou dépensé en travaux d'Etat. D'où une hausse marquée des prix et des salaires. D'où encore la création de nombreuses entreprises : chemins de fer, constructions, bâtiment. Dès la fin de 1872, les 1.800 milles de chemins de fer en exploitation s'étaient augmentés de 700 en construc-

tion et de 1.200 en projet. Tandis que les prix montaient, on créait quantité d'établissements industriels qui obtenaient les capitaux nécessaires avec d'autant plus de facilité que la Prusse et d'autres Etats employaient leur part des milliards français à liquider leurs emprunts et que des sommes considérables cherchaient alors un nouvel emploi. Ce fut, dans l'industrie en particulier, une véritable course à l'abîme. L'esprit de spéculation poussait la bourgeoisie à constituer des Sociétés par actions auxquelles des patrons prévoyants vendaient leurs usines à des prix très élevés. D'où surproduction excessive. En Prusse seulement, on passe de 410 Sociétés en 1871 à 2.267. Le capital engagé monte de 3 à 7.300 millions. La catastrophe était inévitable.

Elle éclate de 1873 à 1874, commençant par Vienne, où des abus semblables avaient été commis et s'étendant ensuite à toute l'Allemagne. Elle y produisit un vaste mécontentement, conduisant les travailleurs déçus à la Socialdémocratie et les industriels eux-mêmes au protectionnisme, dont ils espéraient la conquête du marché intérieur. C'est le Libéralisme que l'on rendit responsable. Le Conservatisme en profita. Alors que Bismarck, pour combattre le Centre et faire plaisir aux Nationaux-libéraux, avait adopté un régime douanier voisin du libre-échange, des impôts directs destinés à couvrir les dépenses du Reich, le principe de la non-intervention de l'Etat dans les conflits entre ouvriers et patrons, on le vit se convertir subitement au socialisme d'Etat fondé par Wagner et Schmoller en 1872, aux réformes économiques entreprises par le gouvernement, aux lois sur le travail, à l'inspection des fabriques, aux assurances sociales et au protectionnisme. D'où la réforme économique et fiscale de 1875. Elle aboutit, en 1877, à un nouveau système d'impôts. Bismarck, cette fois, renforce les impôts indirects sur les cartes et sur

le tabac. Il prétend élever les droits de douane, supprimer les contributions matriculaires, instituer le monopole du tabac, faire monter les impôts indirects. C'est le retour au protectionnisme en même temps que la victoire du conservatisme. Réaction d'ailleurs salutaire contre l'anarchie qui avait failli suivre le déchaînement trop rapide des forces économiques.

2. Les progrès du socialisme et la lutte engagée contre lui par le Chancelier datent de 1872. Mais ils ont été provoqués surtout par la crise économique de 1873 à 1874. Au lendemain de 1871, la Socialdémocratie semblait diminuée. Le nouveau régime l'avait malmenée, témoin le procès intenté à Bebel et à Liebknecht en 1872, qui s'était terminé par une condamnation à deux ans de forteresse. Ce procès et ceux qui suivirent tournèrent au bien de la Socialdémocratie qui en profita aussitôt pour attaquer, avec plus de violence que jamais, la monarchie et son alliance avec la religion, les classes possédantes, le système économique alors en vigueur. Dès 1872, la presse socialiste disposait de 20 organes; en 1877, elle en aura 60. La Socialdémocratie comprenait encore deux fractions; le parti d'Eisenach, avec Bebel et Liebknecht, et l'Union générale des travailleurs allemands, avec Hasenclever et Hasselmann. En 1874, les deux fractions séparées n'avaient conquis que 10 sièges au Reichstag. Elles opérèrent alors leur jonction, en 1875, au Congrès de Gotha. Le nouveau programme affirmait le caractère international du parti, insistait sur l'organisation socialiste du travail national, contenait toutes sortes d'exigences démocratiques et de revendications sociales. Comment les mesures préconisées par le libéralisme bourgeois, dont le programme ne pouvait que faiblement satisfaire les vœux de la classe prolétarienne, auraient-elles arrêté le mouvement. Celui-ci ne tarde pas, en effet, à gagner

rapidement la Saxe, la Thuringe, Berlin et le Holstein.

C'est alors que Bismarck passe à la lutte ouverte. Il essaie, tout d'abord, d'entraver la propagande socialiste par les lois sur la presse. En 1875, le Bundesrat présente au Reichstag un projet tendant à renforcer les lois pénales prévues contre les excès de langage commis par la presse socialdémocrate. Deux années de prison sont ici réservées à qui excitera les classes l'une contre l'autre, menacera le mariage, la famille ou la propriété. Le Reichstag rejeta le projet. Dans un curieux discours du 9 février 1876, le Chancelier demanda que la Socialdémocratie fût plus énergiquement combattue, mais avec des armes spirituelles. Là était la dificulté, car le programme de la Socialdémocratie avait infiniment plus d'action sur les masses que celui du libéralisme bourgeois. Que pouvaient les syndicats libéraux Hirsch-Duncker contre le mouvement syndical d'origine et d'esprit socialistes ? Les bourgeois eux-mêmes se méfiaient de ces syndicats libéraux, les considérant comme un acheminement vers la Socialdémocratie. Quant à la politique sociale et à l'interventionnisme d'Etat que prêchaient, depuis 1872, l'école d'Eisenach et les socialistes de la chaire, ils servaient également la cause de la Socialdémocratie. L'individualisme économique manchestérien subissait de rudes assauts. Le socialisme ne pouvait que progresser, sous toutes ses formes, en Allemagne. Aux élections de 1877, les Socialdémocrates, maintenant unis, obtinrent 480.000 voix. Et nous aurons bientôt les attentats contre l'Empereur.

3. C'est le Kulturkampf qui a provoqué, au moins pour une bonne part, la crise politique, la lutte de Bismarck contre le conservatisme et son alliance momentanée avec les Nationaux-libéraux. Son hostilité à l'égard du catholicisme disparaîtra en même temps

que ses difficultés avec le conservatisme. Le conflit entre Prusse et catholicisme prend, dès les années 1871-1874, une très grande intensité. Aux premières élections pour le Reichstag, en 1871, le Centre avait déjà obtenu 57 sièges. On venait, à ce moment-là, de proclamer l'infaillibilité papale. Windhorst, chef du parti et fondateur de la « Germania », servait d'agent de liaison entre les ultramontains du Sud et ceux de Prusse. Aux élections prussiennes, le nouveau parti avait également remporté des succès. Son programme, très clair, réclamait la reconstitution du pouvoir temporel du Pape et l'indépendance de l'Eglise. Dès l'ouverture du Reichstag, le Centre le soutint avec la dernière énergie. D'où un premier conflit entre la majorité du Reichstag et lui. Vinrent ensuite les attaques contre la Constitution du Reich, que le Centre entendait modifier pour assurer à l'Eglise plus de liberté. L'affaire des Vieux-Catholiques, l'agitation ultramontaine et l'intervention personnelle de Bismarck ne firent que précipiter la crise. En outre, le mouvement polonais devenait inquiétant. La Papauté, elle, appuyait les efforts du Centre. L'affaire bavaroise mit le feu aux poudres et ce fut, dès lors, la lutte ouverte entre catholicisme et bismarckisme. Elle commença par la loi contre les Jésuites et les ordres affiliés. Puis ce fut, en décembre 1872, le retrait de l'ambassade allemande auprès du Vatican, la rupture officielle entre Allemagne et Saint-Siège. Le clergé allemand tout entier prit alors parti pour la Papauté. D'où les fameuses lois de mai, de 1873 à 1875. Formation des prêtres, mariage civil, dissolution des couvents d'hommes, autant de positions dont l'Etat s'emparait contre l'Eglise menaçante. La lutte gagnera en intensité de 1873 à 1877. C'est seulement vers 1877 que viendra l'apaisement. Si l'Eglise s'incline en tant qu'institution, son influence et son

prestige n'en sortent pas moins très accrus de la lutte.

Ces difficultés et celles que causait au pouvoir la réorganisation de l'Alsace-Lorraine prouvent combien fut malaisée, au cours de ces premières années, la consolidation de l'Empire bismarckien. Une œuvre immense d'intégration s'imposait à la Prusse. Dans ce Reich qu'elle avait créé, il avait à faire place aux Etats encore jaloux de leur souveraineté récemment perdue; aux partis impatients de collaborer aux affaires publiques; au catholicisme organisé en parti politique et fortement groupé autour du Pape infaillible; au libéralisme économique qui était la grande affaire de la bourgeoisie; enfin au quatrième état, à cette Socialdémocratie qui gagnait en influence et en prestige. Evincer du jeune Empire ces énergies nouvelles, maîtresses de l'heure et de l'avenir, était tâche impossible. Il fallait s'incliner. Comment liquider les catholiques, la classe ouvrière et le patronat lui-même? L'œuvre d'unification se trouve ainsi, dès ses débuts, compromise par toutes sortes de ferments de décomposition intérieure. Mais la victoire extérieure reste acquise. Elle garantira à l'Allemagne une véritable hégémonie européenne. L'homme qui avait forgé de ses propres mains le nouvel Etat pouvait encore triompher, pendant cette première période, de tous les obstacles. Il était l'objet d'un culte particulier. Que ses ennemis essaient de le renverser et de le remplacer par le Comte Harry von Arnim, et un retentissant procès le délivrera immédiatement de cet adversaire. Si les Socialdémocrates, les Ultramontains et les Conservateurs l'injurient, les Nationaux-libéraux le révèrent, puisqu'il sert leur politique. Il est vrai qu'ils seront bientôt ses pires adversaires. Mais son prestige personnel n'en sort pas moins sain et sauf de tant de crises. Car nul ne sait mieux que le Chancelier de Fer s'adapter aux néces-

sités inéluctables et assurer au Reich l'élasticité indispensable.

CHAPITRE II

La lutte des nationalités en Autriche-Hongrie et la consolidation de l'unité italienne

Tandis que l'Empire bismarckien s'organise, l'Autriche-Hongrie et l'Italie se trouvent, en raison même de leur politique et de leurs difficultés intérieures, attirées dans son orbite. C'est, en effet, au cours de ces années que la Triple-Alliance, avant de voir le jour en 1882, se prépare et se substitue progressivement à l'Alliance des Trois Empereurs. La lutte des nationalités et le conflit entre fédéralisme et unitarisme en Autriche-Hongrie prennent, de ce fait, une signification vraiment européenne. Quant aux méthodes employées en Italie pour la consolidation de l'unité nationale, elles détournent l'Italie de la France et la rapprochent de l'Allemagne.

I. L'histoire de la monarchie dualiste, entre l'année 1867, où elle s'organise, et l'année 1878, où elle acquiert des droits sur la Bosnie et l'Herzégovine, forme un tout et a pour centre le conflit entre slavisme et germanisme. Le triomphe des Magyars en Hongrie n'a d'ailleurs pas moins d'importance.

1. La lutte entre le centralisme allemand et le fédéralisme des nationalités a pris, en Autriche, un carac-

tère très original. Dans cet amalgame si hétérogène, certains veulent donner aux Allemands la direction générale des affaires, tandis que les éléments slaves, inquiets des progrès accomplis par le germanisme depuis sa triple victoire sur le Danemark, l'Autriche et la France, défendent âprement la cause des gouvernements locaux. Tchèques, Polonais, Slovènes et Croates s'accordent sur ce point essentiel. Germanisme centralisateur et slavisme fédéraliste, telles sont bien les deux forces en présence.

Mais elles sont divisées. Les centralisateurs allemands sont conservateurs ou libéraux, soutiennent l'ancien régime catholique et aristocratique ou la démocratie laïque. Si les premiers dominent dans les montagnes de l'Ouest, où les paysans sont soumis aux grands propriétaires terriens et au clergé, dans le Tyrol, le Vorarlberg, à Salzbourg et dans la Haute-Autriche, les seconds l'emportent dans les provinces industrielles de l'Est, à Vienne, dans la Basse-Autriche, en Styrie et en Carinthie. On voit reparaître ici, sous de nouvelles formes, le dualisme qui, en Allemagne, sépare l'Est agricole prussien de la bourgeoisie libérale.

Les nationalités sont au nombre de sept; Tchèques, Polonais, Slovènes, Croates, Ruthènes, Italiens et Roumains. Vers 1869 leur situation est la suivante. Le parti tchèque domine surtout en Bohème, un peu moins en Moravie et en Silésie. Les Tchèques, qui sont 4.700.000, se recrutent dans les campagnes et parmi les paysans. Le parti polonais a pour centre la Galicie. Fort de 2.440.000 âmes, il y est dirigé par une aristocratie catholique que les masses suivent docilement. Le parti slovène se trouve en Carniole, où il a 1.190.000 adhérents; mais il lutte également pour son indépendance en Carinthie, en Styrie et dans les provinces où dominent les Italiens. Le parti croate a son siège en Dal-

matie, avec 520.000 habitants, et il y doit son influence aux grands propriétaires. Le parti ruthène est en Galicie, où, avec 2.580.000 âmes, il demeure effacé devant les Polonais parce qu'il se recrute uniquement dans les classes rurales inférieures. Les Roumains se trouvent en Bukovine, avec 200.000 âmes seulement et fort peu d'influence. Enfin les Italiens, qui sont 580.000, tendent à reculer devant les Slaves des campagnes en Istrie, à Goerz, à Trieste et en Dalmatie. Ils ne se maintiennent comme minorité distincte que dans le Tyrol du Sud. Ces sept nationalités,qui représentent les deux tiers de la population entière, se heurtent à 7.100.000 Allemands qui forment l'autre tiers.

Telle est la carte ethnique du pays. Mais « nationalité » ne veut pas dire ici « nation ». C'est une question de *langue*. La nationalité d'un citoyen autrichien se définit par sa langue usuelle. D'où superposition, mélange inextricable. Dans les régions entièrement germanisées, pas de conflit. Là où la germanisation est partielle, conflit entre les habitants d'une même ville ou d'une même région. L'allemand est la langue des villes, des grands propriétaires, des classes cultivées, de la bourgeoisie industrielle ou commerçante, de la cour, de l'administration. Les langues slaves sont pour le reste de la population. Quant à l'italien, il joue, sur les côtes de l'Adriatique, le même rôle que l'allemand. En résumé, les langues slaves, populaires d'origine et de nature, luttent contre l'allemand et l'italien, parlés par une aristocratie et une bourgeoisie très influentes.

La Constitution libérale de 1867, qui proclamait les nationalités égales en droits, devait déchaîner de graves conflits, non seulement au Reichsrat, mais encore dans les Parlements des diverses provinces. Il s'agit toujours de savoir qui, dans un Landtag, détient la majorité. Les Croates ayant la majorité au Landtag de Dalmatie,

la langue croate deviendra la langue de la province. En Bohème, Tchèques et Allemands se disputent cette majorité. On pourrait multiplier les exemples. Quant aux terrains de lutte, ils sont très divers. Mais comment réaliser à l'école primaire l'égalité de droit, alors qu'il existe des villages mixtes et que les villes renferment de petites minorités ? Autres difficultés encore pour l'enseignement secondaire, l'allemand étant la seule langue de culture. En ce qui concerne les fonctions et la vie publiques, comment la monarchie se passerait-elle d'une langue officielle ? Dans ce domaine, les langues nationales seront fatalement limitées à l'administration et à la justice locales. En outre, le régime électoral donne aux Allemands la majorité dans nombre de Parlements, parce que la Constitution de 1867 conserve le régime électoral de 1861. Grands propriétaires, Chambres de Commerce, éléments citadins l'emportent. Allemands ou Slaves complètement germanisés, c'est la même chose.

D'où la prépondérance allemande, la lutte du slavisme inférieur et divisé contre le germanisme centralisateur, détenteur de toutes les fortes positions, de tous les éléments d'organisation commune. Comment discerner les questions fédérales et les questions nationales ? On voit ici, nettement, la différence entre Autriche et Allemagne. En Allemagne, conflit entre un pouvoir central allemand et des Etats allemands. En Autriche ,conflit entre une monarchie allemande et des nationalités provinciales, d'origine slave. La question religieuse vient y compliquer encore le problème. Laïcisme et cléricalisme se combattent, se partageant l'élément germanique et les nationalités diverses. Tandis que les Conservateurs comprennent les catholiques allemands ainsi que des éléments slovènes et croates, les éléments laïques se recrutent dans la bourgeoisie

impérialiste et libérale. Enfin, dans le domaine politique, conflit nouveau entre libéralisme bourgeois centraliste et les éléments à la fois fédéraux ou conservateurs: clubs polonais, clubs tchèques aristocratiques, clubs allemands conservateurs, Slaves aristocrates.

Au milieu de ces éléments si divers, l'Empereur hésite. Il gouverne de préférence en monarque constitutionnel, de telle sorte que le ministère trouve toujours une majorité à la Chambre des Députés. Non que l'Empereur s'astreigne à choisir ses ministres dans une majorité. Il adapte d'avance ses Ministères à la majorité éventuelle. De quoi eût servi une majorité indépendante du gouvernement ? Les grands propriétaires, en principe partisans du Ministère, ajoutent régulièrement leur appoint décisif aux coalitions que forment les autres partis. Cette étroite solidarité entre Empereur, Ministère et grands propriétaires donnera au gouvernement, malgré les difficultés que soulève incessamment le problème des nationalités, une stabilité relative. On aura toujours une coalition centraliste allemande et une coalition fédéraliste, de tendances aristocratiques et catholiques. Comme l'Empereur est un Allemand aristocrate et catholique, il penchera tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

2. De 1867 à 1870, alors que le germanisme n'a pas encore eu raison de l'Empire français, le système unitaire et libéral peut tenter sa chance en Autriche. Le centralisme l'emporte pour l'instant. C'est l'ère du Ministère Auersperg, soutenu par les Allemands et les grands propriétaires. Ce Ministère réorganise tout d'abord l'armée et les finances. Il introduit le service militaire obligatoire de 3 ans, calqué sur le système prussien, mais avec garde nationale à la française. Renonçant à la politique du déficit et de l'emprunt, il rétablit l'équilibre au moyen de nouveaux impôts et

d'une banqueroute partielle. Il règle à sa manière les affaires religieuses, établit l'équilibre entre les religions, abroge le Concordat de 1855 sans le dénoncer ouvertement, adopte le mariage civil et le contrôle de l'Etat sur l'enseignement public, lutte enfin avec énergie contre la domination du clergé. Mais les éléments fédéralistes résistent vigoureusement à cette tentative centraliste et laïque. Le parti tchèque, refusant de siéger au Landtag de Bohème, va jusqu'à revendiquer l'indépendance pour la Bohème. Il réclame l'union de la Bohème, de la Moravie et de la Silésie, imitant sur ce point l'exemple de la Hongrie. Les Polonais, eux aussi, commencent à s'agiter et à réclamer leur autonomie nationale.

Cette prépondérance momentanée du germanisme, soutenue par son prestige continental, devait y provoquer une violente réaction fédéraliste et slave. Au lendemain de la guerre franco-allemande, l'Empereur forme prudemment un Ministère fédéraliste pourvu d'un président aristocrate, Hohenwart, et de deux ministres tchèques, appuyé aussi sur les grands propriétaires. Tandis que les partis fédéralistes cherchent à augmenter les pouvoirs des Assemblées provinciales, les partis centralistes demeurent strictement fidèles à la Constitution. L'Empereur reconnaîtra, tout d'abord, les droits du royaume tchèque. Le Landtag de Bohème ira même jusqu'à demander un régime d'union analogue à celui de la Hongrie. Mais les centralisateurs allemands, effrayés par le panslavisme tchèque, décident l'Empereur à rappeler les mesures prises. D'où la chute du Ministère Hohenwart. Beust, ministre des Affaires Etrangères, sera remplacé par Andrassy. Cette réaction fédéraliste, de très courte durée, date de l'année 1871.

Ces deux actions en sens contraires eurent pour conséquence un équilibre progressivement assuré entre les

deux tendances opposées. Auersperg reprend le pouvoir. Il forme un Ministère allemand et constitutionnel. Fureur des Slaves qui se croyaient déjà sûrs de la victoire, des Tchèques en particulier, auxquels on impose un Allemand comme gouverneur et commandant militaire. Dissolution du Landtag de Prague. Lors des élections nouvelles, 24 Allemands seront élus et 30 Tchèques refuseront d'entrer au Reichsrat, de même que les Slaves et les catholiques. On gagnera cependant les Polonais et les Croates. Puis on procédera, en 1873, à la réforme électorale qui établira, pour les élections au Reichsrat, le suffrage direct, augmentera le nombre des députés, modifiera le rapport des groupes électoraux aux dépens des grands propriétaires (85 sièges), en faveur des paysans (131 sièges) et des citadins (137 sièges). Or, depuis 1872, la composition du Reichsrat avait subi des transformations dont le parti constitutionnel avait bénéficié. Sur les 350 députés, 220 Allemands et 135 Slaves ou Italiens. La majorité restait donc au parti allemand centraliste, libéral et constitutionnel. De là un regroupement significatif des partis. Les clubs s'allient entre eux pour soutenir les Ministères constitutionnels. Les centralistes comprendront désormais: 1° la gauche unie ou les Jeunes Démocrates et Nationaux-Allemands; 2° le Club libéral ou les Anciens; 3° les grands propriétaires de la droite. L'opposition sera représentée: 1° par le Club polonais; 2° par les catholiques non organisés; 3° par le club Hohenwart (fédéralistes des petites nations); 4° par les Tchèques qui, depuis 1871, refusent obstinément de se rendre au Reichsrat. La majorité libérale aura ainsi 227 sièges. Au début de 1874, quand apparurent au Reichsrat 9 Tchèques et 3 Députés du Vorarlberg, les groupes du parti constitutionnel conservaient encore, à condition de rester unis, la majorité des deux tiers.

Même dans les Parlements, l'opposition obtint peu de succès. Elle ne put réussir à mettre en cause la loi électorale. La division entre Jeunes-Tchèques et Vieux-Tchèques ne tarda pas, d'autre part, à compromettre le plus considérable des partis nationaux.

Cette victoire du libéralisme centralisateur n'allait pas sans conséquences d'ordre économique ou ecclésiastique. En 1873, au moment où l'on inaugurait l'Exposition Universelle de Vienne, survint le fameux krach qui, un peu antérieur à celui de l'Allemagne, mit brusquement fin au déchaînement des énergies économiques. D'importantes personnalités politiques furent atteintes par la catastrophe. La misère populaire s'accrut de manière inquiétante. De là, pendant de longues années, un arrêt des affaires qui sembla sans remède.

Dans le domaine religieux, la majorité libérale usa de son pouvoir pour obtenir des réformes que l'Empereur, en raison de son catholicisme, ne pouvait toujours approuver. C'est en 1874 que la législation ecclésiastique fut modifiée. Quatre lois seront proposées. La première supprimait le Concordat de 1855 et réglait le contrôle de l'Etat sur l'Eglise. La seconde concernait les couvents, la troisième les besoins matériels du culte catholique, la quatrième les conditions imposées à la Constitution des communautés religieuses. Une cinquième loi concernait le mariage civil. Mais la seconde et la cinquième ne purent passer. Les Ultramontains engagèrent contre cette législation une action redoutable. Le Pape intervint par son Encyclique du 7 mars. Toutefois, en mai, la 1re, la 3e et la 4e loi passèrent. Elles furent même appliquées sans trop de mal. Le clergé autrichien se montra plus souple que le clergé prussien.

3. En Hongrie, la situation resta, au lendemain du Compromis de 1867, plus stable qu'en Autriche. Les

puissants du jour y étaient les Magyars, qui représentaient cependant à peine le tiers de la population. Leur hégémonie était d'ailleurs plus étendue que celle des Allemands en Autriche. Car ils formaient un groupe très cohérent d'aristocrates patriotes entièrement dévoués à l'Empereur. Une bourgeoisie dénuée d'influence politique et des masses rurales plutôt passives suivaient docilement leur impulsion. Quant aux Slovaques, aux Roumains et aux Serbes de Hongrie, ils ne comprenaient guère que des paysans et ne pouvaient résister à la pression magyare. Les Allemands de Hongrie étaient trop disséminés pour constituer une force agissante. Le gouvernement magyar ne rencontrait donc aucun obstacle sérieux. La Diète de Hongrie se composait presque uniquement de Magyars. Les partis n'y avaient que peu changé depuis 1848. La droite, ou oposition conservatrice modérée, très nombreuse à la Chambre des Magnats, était bien décidée à maintenir l'aristocratie et le catholicisme. Le libéralisme, parti de l'adresse, voulait le régime parlementaire, mais combiné avec l'administration nobiliaire. Enfin, la gauche modérée et l'extrême-gauche ou parti Kossuth. Tandis que les deux premiers soutenaient la cause de l'Autriche et du Compromis de 1867, les deux autres, qui leur étaient nettement hostiles, luttaient pour l'indépendance nationale. Ce fut le parti libéral, dit « parti de Deak », qui prit le pouvoir. Il conclut des arrangements avec l'Autriche, révisa les lois de 1848, organisa l'armée et l'administration, laïcisa l'Etat, bref soumit le pays à l'influence magyar afin d'y réaliser l'unité nationale. Le magyar devint langue de l'Etat, de la culture, de l'administration, de la justice et de l'enseignement. En 1872, on l'introduit au Conseil Municipal de Budapest, puis dans les chemins de fer. Mais la restauration financière n'alla pas sans diffi-

cultés. Elle eut toutefois pour conséquence, en 1875, le ralliement du Centre gauche, dirigé par le Comte Tisza, au parti Deak. D'où le Ministère Wenckheim-Tisza. Les deux partis formèrent alors un grand parti gouvernemental de 350 membres qui n'eut en face de lui que 100 opposants : conservateurs de droite et radicaux de gauche. Son programme comportait une révision du Compromis de 1867, la création d'une Banque nationale de Hongrie, la dénonciation de l'Union douanière et commerciale avec la Cisleithanie. En Novembre 1875 cette dénonciation eut lieu. On put fonder la Banque hongroise et assurer à la Hongrie une plus large part sur les impôts communs de consommation. En 1876. première solution provisoire. L'Union douanière est renouvelée pour dix ans et on décide de placer seulement à la direction un nombre égal d'Autrichiens et de Hongrois. Mais la résistance hongroise à ces projets fut telle qu'il fallut chercher un nouveau règlement. La Banque nationale obtint l'égalité de droits et les Hongrois se déclarèrent satisfaits sur ce point. Quant aux négociations douanières et commerciales, elles traînèrent jusque vers 1878. Les deux Ministères finirent alors par imposer leurs conventions aux Parlements grâce à un véritable ultimatum. La crise intérieure était enfin terminée. Un arrangement se trouvait conclu entre l'Autriche et la Hongrie. Mais c'est à ce moment que de graves complications extérieures vont survenir. L'Autriche-Hongrie traversait donc comme l'Allemagne, mais en des circonstances bien différentes, une crise fédérale ,politique, économique et religieuse. Les éléments germanique et magyar, malgré tant de difficultés, y conservaient toutefois leur prépondérance. Ils luttaient victorieusement contre les résistances catholiques et, après avoir provoqué la crise économique de 1873 et le grave malaise qui s'ensuivit, établissaient en-

fin, entre Autriche et Hongrie, un modus vivendi supportable. Or, cette prédominance de l'élément germanique explique qu'en politique extérieure l'Autriche-Hongrie se soit, de 1871 à 1878, nettement orientée vers l'Allemagne.

II. L'histoire de l'Italie, depuis l'annexion des Etats pontificaux par le gouvernement italien jusqu'à la mort de Victor-Emmanuel en 1878, comprend deux périodes. De 1871 à 1876, la Consorteria constitutionnelle achève son règne. De 1876 à 1878, avènement d'une nouvelle politique de gauche qui prépare l'arrivée de Crispi au pouvoir et l'entrée de l'Italie dans la Triplice.

1. Au cours de la première période, l'Italie travaille à consolider son unité. Son attention est entièrement absorbée par les problèmes religieux, militaires et économiques. Elle a besoin d'un Ministère d'affaires dont la couleur politique doit rester indécise. Le pouvoir appartient donc encore à cette « Consorteria » qui gouvernait depuis 1861 et ne s'était retirée, pour la deuxième et dernière fois, que d'août à octobre 1867. Les Ministres provenaient tous de la droite constitutionnelle, qu'ils fussent du Nord ou du Centre. Si les Piémontais, mécontents d'avoir perdu leur capitale, constituent tout d'abord un parti indépendant, ils se réconcilieront, dès 1869, avec les Ministères de droite Menabrea et Minghetti.

Il convenait, après la prise de Rome, de régler les relations entre gouvernement et Papauté. Le gouvernement s'était empressé de se transporter à Rome, qui devenait capitale définitive. En 1871, une loi de garantie règle la situation du Pape. Elle accorde à la Curie des concessions qui ne peuvent guère être dépassées. Le Pape, reconnu comme souverain indépendant, conservera son pouvoir sur le Vatican. Il pourra y recevoir des agents diplomatiques, y maintenir sa juridiction,

sa garde et ses archives. Une rente civile de 3.250.000 lires lui est garantie. S'il consentait à abandonner le pouvoir temporel, il devait recevoir en échange les droits que l'État possédait autrefois sur le clergé italien, en particulier sur la nomination des évêques, qui n'auraient plus à prêter serment au Roi. Le placet et l'exequatur eussent alors disparu.

Mais Pie IX demeura intransigeant, profitant de toute occasion pour protester et accabler Victor-Emmanuel d'anathèmes bibliques. Il excommunia les « envahisseurs », se déclara moralement leur prisonnier, s'enferma dans le Vatican, n'entretint aucune relation avec le gouvernement italien, eut même l'audace de refuser la liste civile. L'occupation de Rome restait un fait, mais non reconnu par les catholiques. C'est à ce moment que le parti catholique français crut devoir prendre fait et cause pour le pouvoir temporel du Pape. De 1873 à 1877 on ne cessa de craindre, en Italie, une expédition française, d'autant plus que le parti catholique et monarchique l'emportait en France. Fait lourd de conséquences, qui a fortement contribué à détourner de nous l'Italie, à la pousser vers l'Allemagne et l'Autriche, où les gouvernements, solidaires en cela du gouvernement italien, luttaient contre les empiètements du catholicisme. Le gouvernement italien resta d'ailleurs fidèle à sa politique religieuse. En 1873, sécularisation des couvents romains et mariage civil obligatoire. Puis difficultés au sujet des évêchés vacants et des nominations épiscopales. Le Pape continuait à y pourvoir, sans demander au gouvernement son approbation. En outre, les catholiques, en Italie comme en Allemagne et en Autriche, s'efforçaient de s'organiser en parti et d'entrer dans la vie politique. Ce fut, en 1874, le Congrès des Sociétés catholiques qui prépara les élections communales et la

défense des écoles chrétiennes. En 1875, union entre les catholiques de plusieurs grandes villes. Bref, de 1870 à 1875, profonds conflits entre un Etat tout neuf et la vieille Papauté qu'il nourrit encore dans son sein. Or, ce conflit se double, fatalement, d'une sourde querelle avec la France.

Il fallait encore réorganiser l'armée. On y procéda suivant un programme défensif. Les ministères conservateurs firent voter le service obligatoire à la prussienne, avec volontariat d'un an. Puis vinrent les réformes financières et économiques qui, de 1868 à 1876, préoccupèrent vivement la Consorteria. Vers 1870, le déficit atteindra 630 millions. En face de pareilles difficultés, la Chambre aura recours à plusieurs mesures héroïques. En 1868, établissement de la « mouture » ou impôt sur les farines, aboli en 1859 pour raisons d'impopularité. La même année, vote de 150 millions d'impôts nouveaux. De 1868 à 1876, vente des biens ecclésiastiques sécularisés, qui procurera au Trésor 500 millions. En 1874, on donne cours forcé aux billets de banque, opération que risque le Ministère Minghetti après avoir repris contact avec la gauche modérée. En février, une loi règlera la circulation du papier, autorisant les dix plus grandes Banques du pays à émettre un milliard de billets à cours forcé. Minghetti eut également l'idée de recourir à de nouveaux impôts, dont le plus important fut rejeté par le Parlement. Il publia, en outre, un nouveau Code pénal et s'efforça surtout d'assurer à l'Etat l'exploitation de toutes les voies ferrées italiennes. Il racheta le réseau romain, puis celui de la Haute-Italie, enfin celui de l'ancien royaume de Naples.

2. Le 18 mars 1875, chute du Ministère. Depretis, chef de la gauche modérée, succède à Minghetti. Depuis longtemps les gauches progressaient dans le pays,

rendant de plus en plus malaisée la tâche des gouvernements conservateurs. Comme les catholiques italiens s'abstenaient pour l'instant de participer aux élections et de constituer un parti politique, le parlementarisme italien avait, de ce côté, évité le morcellement complet. Minghetti avait sans doute pris contact avec la gauche modérée et réussi, par ce moyen, à se constituer une vaste majorité. Mais cette majorité n'était pas sûre. On l'avait bien vu lors de la loi sur l'enseignement, qui devait introduire en Italie l'obligation scolaire et remplacer l'enseignement de la religion par celui de la morale. Minghetti avait alors dissous le Parlement. Les nouvelles élections lui avaient rendu sa majorité, l'opposition n'ayant obtenu que 220 sièges contre les 288 partisans du gouvernement. Mais comment Minghetti eût-il pu maintenir cette majorité en toutes circonstances ? Il la sauvera en 1875, lors du débat sur la loi de garantie, en promettant aux gauches italiennes ainsi qu'à l'Allemagne de se montrer plus énergique à l'égard du Pape et du clergé. Mais l'impôt sur la mouture disloquera cette majorité. D'où la chute de Minghetti.

Depretis appela au pouvoir Nicotera, Mancini, Zanardelli et autres radicaux hostiles à la monarchie. Il les installait ainsi en plein terrain constitutionnel, excellent moyen pour consolider l'Etat nouveau. Il continua la politique de Minghetti, tout en se montrant plus énergique à l'égard de la Curie. Il osa introduire l'obligation scolaire. Mais la base gouvernementale restait vacillante. Depretis avait, en effet, besoin des libéraux toscans pour sa majorité. Or, il ne sut ni ne put leur accorder ce qu'ils demandaient en récompense de leurs services. De nouvelles élections étaient inévitables.

Dès novembre 1876, Depretis procède hardiment à la dissolution du Parlement. Il remporte une victoire inespérée. Si la droite ne put obtenir que 100 sièges à

peine, la gauche en conquit 400. Le roi parvint de son côté, grâce à un déplacement des pairs, à mettre la majorité du Sénat en harmonie avec celle de la Chambre. Les gauches semblaient donc détenir, cette fois, de fortes positions. Mais des signes de décomposition ne tardèrent pas à apparaître dans leurs rangs. Trop de jalousies personnelles entraient ici en jeu. Les Chambres étaient d'ailleurs fort éloignées de représenter la totalité du pays. Le droit de suffrage était réservé aux censitaires, à ceux qui payaient au moins 40 francs d'impôts. Or, comme les paysans n'étaient que tenanciers, la terre appartenait aux grands propriétaires et il n'y avait guère que 600.000 électeurs. En 1882, il n'y en aura encore que 2 millions. Avec un pareil corps électoral, la majorité parlementaire perdait de son importance politique, d'autant plus que la moitié seulement des inscrits votait. En outre, le Ministère était toujours sûr de faire élire une majorité de députés ministériels. D'autre part, les députés, n'ayant pas d'indemnité, étaient souvent absents et la Chambre se montrait peu active. Loin de Rome, les Italiens du Nord laissaient toute la place aux Siciliens et aux Napolitains. La direction de l'Italie passait ainsi, grâce à cette carence parlementaire, du Nord au Midi, à ce Midi qui n'était pas, comme le Nord, attaché à la monarchie et à la Constitution. L'abstention des catholiques affaiblissait encore la droite. La gauche, en dernière analyse, ne détenait le pouvoir que pour des raisons négatives.

Son programme était, naturellement, celui d'une démocratie hostile à l'Eglise. Elargir le droit de suffrage, abolir l'impôt sur la mouture, rendre l'instruction primaire obligatoire, réformer l'administration et la justice, s'opposer à l'action du clergé et faire gérer par l'Etat les revenus ecclésiastiques, autant de mesures

qui ne pouvaient avoir pour elles une majorité aussi compacte que celle des élections. D'où une rapide désagrégation. On vit Cairoli et Crispi se dresser contre Nicotera. Des groupes personnels se constituèrent autour des chefs rivaux. L'histoire politique de l'Italie ne fut plus, dès lors, qu'une série d'intrigues, de coalitions momentanées et de ruptures. Les clientèles d'autrefois reparurent et la gauche se fractionna en une multiplicité de groupes parlementaires rattachés à des chefs. En face de Depretis et de Crispi, qui sont des Siciliens, on aura Cairoli, Nicotera et Zanardelli, c'est-à-dire trois Napolitains. Le parti ministériel comprendra désormais les chefs au pouvoir et le parti d'opposition réunira les chefs exclus des Ministères. Ceux-ci ne se baseront plus que sur des alliances éphémères entre groupes rivaux momentanément coalisés On utilisera contre les vainqueurs les compromissions personnelles, contre Nicotera son passé en 1877, contre Crispi l'accusation de bigamie en 1878. Le Ministère Depretis se maintient tant bien que mal de 1876 à 1878. Puis viendra Cairoli, le 28 mars 1878. Proche est l'avènement au pouvoir de l'homme qui achèvera la Triplice bismarckienne, de Crispi.

Ainsi la prédominance du germanisme en Autriche-Hongrie et la lutte de l'Italie contre l'ultramontanisme rapprochent ces deux nations de l'Allemagne. Pour des raisons intérieures, les trois Etats à peine formés se solidarisent contre le catholicisme, traditionnellement hostile aux nationalités, à leur développement autonome, au libéralisme bourgeois, aux Etats laïques, qu'ils soient des monarchies ou des démocraties. Restent à étudier les raisons extérieures qui ont amené l'Autriche-Hongrie et l'Italie à conclure avec l'Allemagne une alliance durable.

CHAPITRE III

.. *L'Alliance des Trois Empereurs et la préparation de la Triplice*

Il était évident, dès 1871, que l'Empire allemand allait exercer en Europe une sorte d'hégémonie déguisée. Bismarck tenait en ses mains puissantes tous les fils de la diplomatie européenne. Il occupe, en pleine lumière, le devant de la scène. Son programme, sa tactique, ses vues d'avenir, voilà ce qui importe. Ce qu'il veut, c'est maintenir la situation européenne que l'Empire vient d'acquérir par ses victoires, c'est étayer la puissance allemande sur l'Autriche-Hongrie et l'Italie, en isolant à l'Ouest la France battue et à l'Est la Russie toujours menaçante. Le premier point de ce programme fait l'objet de ce chapitre.

I. Dès le milieu de 1871, à la veille d'engager une lutte décisive contre l'ultramontanisme, Bismarck se préoccupait de trouver une alliance qui, lui permettant de soutenir pareil effort, empêcherait d'autre part toute jonction éventuelle entre France et Russie.

1. Comme l'Angleterre ne peut ni lui fournir ce point d'appui, ni faire échec à la coalition redoutée, Bismarck se voit obligé de s'adresser aux puissances centrales. Comment l'Angleterre eût-elle aidé Bismarck ? Suivant sa vieille tradition, elle n'intervenait en Europe que dans son intérêt strict. Gladstone, absorbé par diverses réformes intérieures, ne regardait guère au dehors. En second lieu, l'Irlande était calme, en raison

des améliorations proposées ou déjà réalisées pour son régime. Aussi les actes de la Papauté et la lutte des gouvernements contre le cléricalisme laissaient-ils les Anglais fort indifférents. Si l'Angleterre n'avait rien à craindre de la France, qui ne songeait plus à menacer la Belgique, pourquoi eût-elle poussé Bismarck à l'humilier encore plus ? Enfin et surtout, l'Angleterre d'alors se détournait nettement de la lutte contre l'influence russe en Orient. Elle cherchait, au contraire, à s'entendre avec la Russie, à condition que celle-ci ne menaçât ni Constantinople, ni l'Egypte, ni Suez, ni l'Inde. L'Angleterre se trouvait donc, pour ainsi dire, en dehors de l'orbite bismarckienne. Elle n'avait aucune raison de faciliter à Bismarck sa lutte contre le Pape, la Russie et la France.

Mais, pour l'instant, Bismarck ne pouvait compter que sur l'Autriche-Hongrie. Celle-ci et l'Allemagne avaient besoin l'une de l'autre. L'Allemagne était en mesure d'exciter, en Autriche et dans toutes les provinces allemandes de la monarchie dualiste, les ambitions germaniques, d'aviver ainsi le conflit, déjà si grave par lui-même, entre slavisme fédéraliste et germanisme centralisateur. Au moment où, d'autre part, Bismarck prenait l'offensive, dans l'Empire allemand, contre le particularisme et le catholicisme son complice, l'Autriche, où la cour était catholique, pouvait lancer la Bavière catholique, déjà très inquiète, contre la Prusse protestante. Alliées, les deux monarchies étaient en mesure, au contraire, de tenir à elles seules toute l'Europe en respect. Restée forte et redoutable, malgré Sadowa, la monarchie dualiste aiderait l'Allemagne à neutraliser la Russie. En même temps, menacée au dedans et au dehors par le panslavisme, elle souhaitait ardemment le concours allemand. Comment

Bismarck, politique avisé, n'eût-il pas souhaité l'alliance avec l'Autriche-Hongrie ?

2. Il avait, pour opérer un rapprochement définitif, deux obstacles à vaincre : la présence de M. de Beust, hostile à la Prusse, dans le corps diplomatique austro-hongrois et les progrès que le slavisme venait d'accomplir en Autriche-Hongrie. De 1867 à 1870, M. de Beust n'avait songé qu'à préparer la revanche de Sadowa, espérant toujours que, par une sorte de miracle, l'Autriche reprendrait un jour sa place dans le monde germanique et l'Europe centrale. Aussi s'était-il montré fort réservé à l'égard de Bismarck, son irréductible ennemi. Mais, pour un diplomate d'envergure, les intérêts nationaux doivent l'emporter sur toute autre considération. Si M. de Beust détestait la Prusse, il n'en haïssait pas moins la Russie. Or, cette seconde haine faisait de lui l'allié naturel de Bismarck. Le système dualiste de 1867, qui soumettait une majorité de populations slaves aux deux minorités allemande et magyare, se trouvait déjà ébranlé. L'Empereur se déclarait prêt à capituler devant les exigences des Tchèques, des Croates et des Slovaques. Le Ministère Hohenwart favorisait l'effort fédéraliste, prorogeait le Reichsrat abandonné par les députés allemands et dissolvait les Parlements provinciaux quand ils luttaient trop ouvertement contre le fédéralisme. Mouvement dangereux, qui faisait de la Double Monarchie une proie toute désignée pour les ambitions russes, et en face duquel Bismarck et M. de Beust étaient solidaires. M. de Beust craignait même que les provinces allemandes d'Autriche ne se livrassent à l'Allemagne pour ne pas être entraînées dans l'orbite slave. D'autre part, le Comte Andrassy n'était pas moins hostile au slavisme que M. de Beust. Hongrois très exclusiviste, il conseillait aux Habsbourg de renoncer à jouer un grand rôle

dans le monde germanique et de se tourner résolument vers l'Orient. Or, Bismarck n'ignorait pas qu'Andrassy, dont les vues coïncidaient avec les siennes, voulait supplanter M. de Beust.

Vinrent alors les premières avances et la comédie de Gastein, en été 1871. Bismarck sut faire comprendre à Guillaume Ier que le moment était venu de se réconcilier avec l'Autriche. Le vieux monarque se rend alors à Ischl et y rencontre François-Joseph. Peu après, celui-ci lui rend sa visite à Salzbourg. Guillaume Ier démontra au vaincu de Sadowa que sa défaite lui avait été finalement profitable. Ne l'avait-elle pas à jamais débarrassé des ambitions autrichiennes sur l'Allemagne ? Et l'alliance ne serait-elle pas utile à la monarchie dualiste pour la défense des intérêts germaniques contre la menace slave ? Guillaume Ier fit même entendre à François-Joseph que, M. de Beust une fois écarté du pouvoir, l'accord serait des plus aisés. L'entrevue des deux souverains fut complétée par l'entrevue des Chanceliers, du Chancelier « de fer » et du Chancelier « de verre », à Gastein. Bismarck voulait obtenir de M. de Beust que Hohenwart, défenseur des intérêts slaves, disparût de la scène politique. En même temps, il déclarait à Andrassy, présent à Gastein, que M. de Beust n'avait qu'à se retirer. Toutes ces négociations ne donnèrent lieu à aucun résultat immédiat. M. de Beust se méfiait et refusait de s'engager à fond. Toutefois un accord verbal avait été conclu. Les deux nations se promettaient de travailler pour la paix et contre les idées révolutionnaires, de ne pas intervenir en faveur du Pape ou contre l'unité italienne. Si ce n'étaient encore là que de vagues assurances, le résultat n'en était pas moins certain. Il apparut à tous les yeux quand François-Joseph, commettant une sorte de parjure à l'égard des Tchèques, abandonna brusque-

ment le programme de Hohenwart sur les instances de M. de Beust, surtout quand ce dernier, après avoir fait tomber Hohenwart, disparut lui-même du gouvernement pour n'y plus revenir. Andrassy lui succéda, le 14 novembre 1871. Bismarck n'avait pas perdu son temps à Gastein. Si l'alliance austro-allemande n'était pas encore mûre, elle n'allait pas tarder à se préciser

II. Il fallait attendre. Car les évènements européens prenaient, au même moment, une tournure inquiétante.

Tandis que Bismarck s'attaquait à l'ultramontanisme, le catholicisme affirmait sa vitalité et ses prétentions en Espagne. Le Saint-Siège y patronait ouvertement le carlisme, mouvement étroitement lié aux destinées de la politique française. Le comte de Chambord était, en effet, l'oncle de Don Carlos et Thiers subissait alors une violente pression de la part des royalistes. Or, la France, en partie libérée de l'occupation et disposant des sommes qu'elle devait payer à l'Allemagne, pouvait devenir menaçante. Bismarck ne s'alarmait certes pas outre mesure. Il éprouvait cependant le besoin de se hâter.

L'heure était d'ailleurs bien choisie. L'Autriche-Hongrie appelait l'aide allemande autant que l'Allemagne l'aide autrichienne. Andrassy ne nourrissait pas à l'égard de l'Empire bismarckien les préventions de M. de Beust. Il ne savait, en outre, comment venir à bout du slavisme. Il avait dû dissoudre la Diète de Bohême, les Tchèques combattant sa politique germanophile et centralisatrice avec une énergie désespérée. C'est alors que François-Joseph se rendit à Berlin. Convié par Bismarck, le comte Andrassy y suit son monarque et y arrive dans les premiers jours de septembre 1872. Il s'agissait d'arrêter les termes du pacte qui

devait lier les deux Empires. Andrassy, qui n'avait jamais été hostile à la Prusse, jouissait à Berlin d'un crédit considérable et d'une entière confiance. Il était l'homme désigné pour traiter avec Bismarck. Stupéfaite, mais impassible, l'Europe assista à cette entrevue aussi solennelle que paradoxale entre le vainqueur et le vaincu de Sadowa.

2. Mais il y avait une nation qui, à juste titre, se montrait plus inquiète que les autres. C'était la Russie. Elle se trouvait alors en plein isolement. Ses relations avec l'Allemagne n'étaient guère rassurantes. Guillaume Ier et son ministre l'avaient mal servie, sinon contrecarrée, dans sa politique orientale. La Russie commençait donc à les accuser d'ingratitude. Si Alexandre II hésitait à rompre avec son oncle, l'Empereur allemand, Gortschakoff, son premier ministre, n'était guère plus scrupuleux que Bismarck. De toutes manières, l'entente austro-allemande pouvait présenter, pour la politique russe, les plus graves dangers. Aussi le gouvernement russe s'empressa-t-il de faire savoir à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie qu'il désirait, non rester à l'écart, mais participer activement à l'alliance diplomatique qui était sur le point d'être conclue. Bismarck, de son côté, avait tout intérêt à neutraliser la Russie, à l'empêcher de s'entendre avec la France. Belle occasion, qu'il fallait saisir sans retard. En outre, Guillaume Ier exerçait sur son neveu Alexandre II une réelle influence que rien n'avait pu ébranler. Il n'éprouva donc aucune difficulté à prier le tsar de se joindre à lui et à François-Joseph. Accompagné de Gortschakoff, Alexandre II se rendit à Berlin. Il n'avait à ce moment-là nulle crainte du côté de la France. D'autre part, Thiers ne lui faisait guère d'avances, soit en raison du rôle joué par la Russie en 1870, soit qu'il voulût éviter de compromettre son pays.

Un rapprochement entre les trois nations était donc possible. Alexandre II, qui aimait Guillaume Ier, se laissa reprendre, à Berlin, par le charme qui l'avait si souvent captivé. Bismarck connaissait d'ailleurs son faible. Comme Alexandre II avait alors maille à partir avec les sectes révolutionnaires qui avaient pris en Russie une redoutable extension, il avait déjà la terreur de ce nihilisme dont il devait être un jour la victime. Or, Bismarck lui promettait le concours de l'Allemagne. Il parlait également d'aider la Russie à régler la question d'Orient. Du côté autrichien, peu de difficultés. La personnalité d'Andrassy était bien faite pour aplanir le chemin sur lequel devaient se rencontrer l'Autriche et la Russie. Car c'était un Hongrois Si l'Alliance austro-allemande avait été conclue par un Allemand d'Autriche, les Magyars s'en fussent méfiés. En outre, au cours de l'été 1871, les relations s'étaient améliorées entre la cour de Vienne et celle de Saint-Pétersbourg. L'Autriche-Hongrie savait bien que l'amitié russo-allemande la préserverait à jamais d'une attaque russe. De 1871 à 1872, l'Allemagne avait pu travailler avec fruit au rapprochement entre Vienne et Saint-Pétersbourg.

Ainsi fut conclue l'Alliance des trois Empereurs, le plus important des événements européens au lendemain de la guerre franco-allemande, conséquence immédiate de la victoire germanique et de la situation faite à l'Autriche-Hongrie. A vrai dire, ce ne fut pas un traité formel, mais un simple échange de notes. Les trois souverains et leurs ministres s'engageaient à assurer l'intégrité de l'Europe territoriale telle qu'elle résultait des récentes transactions diplomatiques; à résoudre la question d'Orient et les difficultés qu'elle pourrait engendrer; à combattre les menées révolutionnaires qui menaçaient presque partout les monarchies. C'était, en

un sens, une réédition de la Sainte-Alliance. Les trois cours du Nord s'unissaient, comme au temps de Metternich, de Hardenberg et de Nesselrode. Le continent prit tout d'abord au sérieux cette Triplice premier modèle, qui préludait à la vraie, à celle qui devait se constituer dix ans plus tard. Au printemps de 1873, Guillaume Ier et son ministre firent à Alexandre II et à François-Joseph, dans leurs capitales, de solennelles visites. L'événement faisait sensation. On voyait se former, au centre de l'Europe, une constellation nouvelle de puissances où dominait la personnalité de ce grand metteur en scène qu'était Bismarck. L'accord n'avait pas d'allures belliqueuses ou inquiétantes. Il n'était que verbal et sans clauses rigoureuses. Les trois Etats associés n'avaient aucun intérêt à s'orienter de concert vers une action offensive quelconque. Les fêtes qui illustraient cette convention rappelaient celles du Congrès de Vienne. C'était bien, suivant une expression berlinoise, le « baptême international » de l'Empire bismarckien.

III. Du côté russe, en fait, l'alliance n'était pas des plus sûres. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, elles, étaient liées solidement l'une à l'autre. Mais la Russie était plus indépendante et pouvait toujours se réserver de reprendre sa liberté d'action.

1. Car Gortschakoff était un malin, qui lisait clair dans le jeu de Bismarck. Il n'ignorait pas que le Chancelier allemand désirait, avant tout, neutraliser l'une par l'autre la cour de Vienne et celle de Saint-Pétersbourg. Aussi apparut-il bientôt que la Russie ne demeurerait pas longtemps fidèle à l'alliance. En attendant, les liens noués se maintinrent, de 1872 à 1876. Quand le Français Gramont publia, vers la fin de 1872, ses révélations sur la politique de M. de Beust, afin de semer la méfiance entre les monarques unis, le gouver-

nement allemand, qui ne s'était jamais fait d'illusions sur le diplomate autrichien, déclara que toutes ces manœuvres appartenaient au passé. Le présent, au contraire, exigeait l'alliance austro-allemande. Il y eut sans doute, en Autriche même, certaines difficultés. La politique d'Andrassy y rencontrait de sérieux adversaires. En automne 1875, la question d'Orient y provoqua, en Hongrie surtout comme parmi les Autrichiens allemands, un mouvement anti-russe. Mais les visites de souverains ne s'en succédèrent pas moins de manière ininterrompue, témoignant de leur apparente solidarité. En juin 1873, lors de l'Exposition universelle de Vienne, le tsar se rendit auprès de François-Joseph. L'Archiduc Albert alla de son côté à Varsovie assister aux manœuvres russes. François-Joseph, en février 1874, parut à Saint-Pétersbourg où l'Empereur Guillaume Ier avait séjourné en mai 1873. Si une grave maladie empêcha ce dernier d'aller à Vienne, l'Impératrice l'y remplaça. Une fois guéri, Guillaume Ier tint sa promesse. En 1874 et en 1875, les deux Empereurs se rencontrèrent à Ischl; en 1876 à Salzbourg. Le tsar eut chaque année un entretien avec François-Joseph, en 1875 à Eger et en 1876 à Rastatt. A côté de ces entrevues, celle de Gortschakoff, d'Andrassy et de Bismarck, à Berlin, au sujet de la question d'Orient.

2. Mais rien ne pouvait empêcher cette pseudo-alliance de se transformer. A l'horizon surgissait déjà la Triplice: Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie. On en eut la preuve dès 1873, au lendemain de ces événements franco-espagnols qui causèrent tant d'inquiétudes à Bismarck. Celui-ci, au moment où l'armée allemande venait d'évacuer la France, sentait toute la caducité de l'Alliance des Trois Empereurs. Il doutait, non de l'Autriche-Hongrie, mais de la Russie. Aussi le voit-on déjà se tourner vers l'Italie. En 1871, il l'a-

vait négligée, n'ayant encore rien à attendre d'elle. L'Italie sortait alors à peine d'une période agitée. Elle se trouvait en pleine gestation. Son principal souci avait été de cimenter son unité. Ses difficultés financières, qui pouvaient compromettre le résultat de ses efforts passés et sa future grandeur, lui interdisaient toute intervention extérieure. Si Victor-Emmanuel et ses ministres n'aimaient guère cette France qui protégeait le Pape et son pouvoir temporel, ils savaient, d'autre part que Thiers ne pouvait penser à attaquer l'Italie. Ils n'avaient donc aucune raison de s'allier à l'Allemagne contre la France, encore moins contre la Russie. Montrer trop de complaisance envers l'Allemagne, c'était s'aliéner la Russie sans avantages appréciables. Mais en 1873 la situation s'était modifiée. L'Italie redoutait l'avènement de Henri V, qui eût poussé la France à réablir le pouvoir temporel du Pape. Magnifique occasion, dont Bismarck sut profiter. Il amena Victor-Emmanuel à solliciter discrètement la protection et l'alliance de l'Allemagne. C'est ici qu'apparaît, en pleine lumière, l'importance du problème catholique. Contre la France ultramontaine se coalisent, vers 1873, l'Allemagne et l'Italie, sans oublier l'Autriche, où François-Joseph et Andrassy se trouvaient également menacés par l'ultramontanisme. Quand Victor-Emmanuel III se rendit à Vienne, en septembre 1873, il y rencontra le plus cordial accueil. De là il partit pour Berlin, où Bismarck le reçut avec la plus grande déférence, lui parla d'une guerre éventuelle contre la France, promit à l'Italie Nice et la Savoie. Les négociations entre Autriche-Hongrie, Allemagne et Italie s'engageaient ainsi sous d'heureux auspices.

Elles furent suspendues quand au danger royaliste se substitua, en France, cette anarchie parlementaire qui faisait le jeu de Bismarck. Mais l'Alliance des Trois

Empereurs paraissait au Chancelier de Fer de moins en moins solide. La Russie se dérobait. Vers la fin de 1873 et au début de 1874, rapprochement visible entre Angleterre et Russie. Bismarck ne s'en alarmait pas outre mesure. Ce qu'il redoutait le plus, c'était l'alliance franco-russe. Or, certains indices en montraient déjà la possibilité. Alexandre II faisait des grâces à la famille d'Orléans, au petit-fils de Louis-Philippe. Quand survinrent les événements d'Espagne, la Russie refusa de suivre Bismarck et de reconnaître Don Carlos. Comme la France, elle voulait Alphonse et non pas Don Carlos. Alphonse XII monta sur le trône en janvier 1875. Grand succès pour l'ultramontanisme. Comme l'attitude de la France semblait à Bismarck de plus en plus suspecte, il lui chercha, en 1875, une vraie « querelle d'Allemand ». Mais, à ce moment, ni l'Autriche, ni l'Italie n'étaient disposées à le seconder. L'Italie, en particulier, avait besoin de paix autant que de pain. Quant à l'Angleterre et à la Russie, elles ne s'inquiétaient guère des menées françaises. La Russie était d'ailleurs bien décidée à ne pas laisser succomber la France, qui seule pouvait lui servir de contrepoids contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. L'Angleterre ne voulait pas non plus que la Russie sauvât seule la France. L'intervention de ces deux puissances écarta l'orage, mais fit comprendre à Bismarck, une fois de plus, toute la fragilité de l'Alliance des Trois Empereurs. Au même moment, les négociations entre le Duc Decazes et Gortschakoff vinrent donner des nouvelles inquiétudes à Bismarck. Que fera le Chancelier de Fer? Il poussera la Russie dans la guerre d'Orient.

3. En 1875, Guillaume Ier et François-Joseph, au lieu d'aller à Rome, avaient salué Victor-Emmanuel, le premier à Milan le 18 octobre, le second à Venise le 5 août. Peu après, le Kronprinz avait rendu visite au

Roi d'Italie à Naples. C'est la présence du Pape à Rome qui en avait éloigné les deux monarques étrangers. Que ces démonstrations eussent une signification précise, les Italiens le comprenaient admirablement. Car les deux Empereurs furent très chaleureusement accueillis par les populations de la Haute-Italie. La lutte contre l'ultramontanisme et la méfiance à l'égard de la France rapprochaient les trois nations. L'Italie ne pouvait toutefois oublier ce qu'elle devait au bonapartisme français ni désespérer des républicains de France pour la reconnaissance définitve de son unité. Elle semblait même prête à se rapprocher d'une France républicaine et anticléricale. D'autre part, elle ne comprenait guère l'Allemagne, sa législation ecclésiastique, son esprit. L'Allemagne, de son côté, se plaignait des Italiens, les accusant de protéger le Pape, de lui permettre les plus vives attaques contre la Prusse. Autant d'obstacles qui allaient prochainement disparaître. En 1877, Crispi se rend à Gastein et de là à Berlin pour y rencontrer Bismarck. C'est lui qui sera le principal artisan de la Triplice. Tandis que, de 1876 à 1878, les relations entre Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie s'améliorent progressivement, la guerre d'Orient éloigne la Russie de l'Alliance des Trois Empereurs. Le Congrès de Berlin portera à celle-ci le coup mortel. Bismarck en sera le grand metteur en scène. Pour pousser la Russie à la guerre et se débarrasser d'elle en l'affaiblissant, il n'hésitera pas à gagner l'Italie en lui faisant espérer qu'elle tirerait profit du démembrement turc, même à liquider le conflit entre Russie et Autriche-Hongrie afin de donner à Alexandre II toute liberté d'action et mieux le perdre ainsi. François-Joseph s'engagea en effet, sur son conseil, à la neutralité. On remplaçait ainsi la Russie par une alliée plus sûre: l'Italie. L'Alliance des Trois Empereurs,

conclue en 1872, s'était changée insensiblement, de 1872 à 1878, en Triplice.

L'Autriche-Hongrie et l'Italie se trouvaient donc entraînées dans l'orbite de cette Allemagne qui travaillait si bien, d'autre part, sans être inquiétée par l'Angleterre, à séparer la France de la Russie et de l'Italie. Avant d'aborder la question d'Orient et l'histoire du Congrès de Berlin, il convient d'étudier l'évolution intérieure des puissances qui vont se grouper à l'Ouest et à l'Est de la Triplice en formation.

CHAPITRE IV

Nations occidentales et Nations orientales

Si la première partie du programme bismarckien aboutissait à la Triplice, la deuxième impliquait l'isolement de la France et sa séparation d'avec la Russie. C'est la politique intérieure de l'Angleterre qui a permis à Bismarck de réaliser ce plan. D'autre part, notre politique nous a, malgré certaines tentatives de rapprochement avec la Russie, conduits à l'isolement désiré par Bismarck. Les événements d'Espagne ont exercé une certaine influence sur la politique européenne de 1871 à 1878. Quant à la Russie, Bismarck cherchera à épuiser ses énergies dans la guerre contre la Turquie.

I. La politique anglaise est dominée, de 1871 à 1880, par trois faits: les réformes de Gladstone, la question d'Irlande et l'avènement du conservatisme im-

périaliste. Si les deux premiers, détournant l'Angleterre du continent, laissent à Bismarck les mains libres, le troisième, contemporain de la crise orientale, entraînera le pays vers l'intervention active. Mais cette histoire ayant déjà été racontée (1), abordons la politique française.

C'est de 1871 à 1878 que la France se prépare à adopter le régime républicain. Fait capital pour sa politique extérieure, pour ses relations avec l'Allemagne et l'Italie. Car cette époque a vu plusieurs tentatives de restauration monarchique qui ont inquiété Bismarck en lui faisant croire à une guerre de revanche ainsi que l'Italie en lui donnant l'idée d'une intervention française en faveur du Pape et de son pouvoir temporel. Mais, une fois la République consolidée, la Triplice en formation se relâchera de sa vigilance.

1. En 1870, un parti nombreux, dominant les grandes villes, le Midi et l'Est, avait proclamé la République. Les membres du gouvernement restés à Paris avaient subi, d'octobre 1870 à janvier 1871, de rudes épreuves. Les autres avaient organisé, en province, sous la direction de Gambetta, la résistance contre l'ennemi. Mais comment faire accepter la République aux électeurs et aux Allemands? Vint alors la Commune. Après sa sanglante liquidation, républicains et monarchistes se trouvèrent face à face. De 1871 à 1873, c'est le gouvernement de Thiers. L'Assemblée élue après la capitulation de Paris conserve le pouvoir et donne à la France sa Constitution. Cette Assemblée comprenait: à droite les légitimistes et les royalistes, au centre la droite orléaniste parlementaire et le centre gauche républicain, à gauche la gauche républicaine et l'extrême-gauche. Le Ministère s'efforça d'agir de concert avec

(1) Voir l'étude de M. Paul Vaucher.

la majorité parlementaire. Le régime fut relativement stable, grâce à l'accord des deux fractions du Centre. Régime libéral, dirigé par la bourgeoisie et favorable au clergé. Thiers put procéder aux emprunts de libération, aux réformes départementale, militaire et financière. Mais ce gouvernement de modération républicaine se trouvait pris entre deux feux. Non qu'il eût à craindre les attaques de gauche. C'est la droite qui menaçait de reprendre le pouvoir. Elle y parvint en janvier 1873. Ce fut la présidence de Mac-Mahon, appuyée sur la coalition orléaniste, légitimiste et impérialiste. Mac-Mahon lutta contre les républicains, laissa au clergé toute liberté, s'efforça de rétablir le pouvoir temporel du Pape et de retarder l'élaboration constitutionnelle. Mais il fut obligé d'accepter un compromis avec la gauche, compromis grâce auquel la restauration monarchique fut évitée. C'est naturellement à cette époque que la France eut les pires difficultés extérieures avec l'Allemagne et l'Italie.

Mais l'accord des droites se rompit sur une question constitutionnelle, celle de l'organisation des pouvoirs. Alors que les légitimistes voulaient substituer un roi à Mac-Mahon, le Centre droit réclamait le septennat pour le Président, qui serait ultérieurement remplacé par le Duc d'Aumale. Ce conflit sauva la République et le principe présidentiel. On organisa le futur Sénat. La Constitution émanait ainsi d'un compromis entre le septennat de 1873, les lois constitutionnelles de 1875, qui réglaient l'organisation du Sénat, celle des pouvoirs publics et leurs relations, enfin diverses lois moins importantes. On aboutissait à une sorte de monarchie parlementaire, de modèle belge, avec Président, Ministère solidaire et responsable, Chambre élue et souveraine. C'était un moyen terme entre le système

anglais et la Convention. Et l'on pouvait incliner le système, soit vers la droite en donnant à la Présidence un caractère monarchique, soit vers la gauche en accentuant la souveraineté de la Chambre et du peuple.

Mac-Mahon choisit naturellement la première solution. Mais comment s'entendre avec une Chambre où il y avait trois cent soixante députés républicains sur 530 ? Le Sénat, où la majorité de droite était fort peu accusée,ne pouvait contrebalancer l'action de la Chambre. Les partis républicains : centre gauche, gauche républicaine et gauche radicale, prirent alors l'offensive, contraignant la droite à la défensive. En ce qui concerne le pouvoir, Mac-Mahon dut se contenter d'un Ministère centre gauche, qui essaya d'obtenir la garantie des libertés publiques, la suppression de la censure, l'élection des maires, l'école laïque. Quand Mac-Mahon voulut remplacer le Ministère républicain par un Ministère conservateur et dissoudre la Chambre, le 16 mai, on vit se dresser en face du Président et du Sénat la majorité républicaine. Elle triomphe aux élections d'Octobre 1877. En Décembre, elle prend définitivement le pouvoir et, en Janvier 1879, Grévy succède à Mac-Mahon démissionnaire.

2. La politique extérieure de la France, de 1871 à 1875, répond exactement à sa politique intérieure. C'est de 1871 à 1875,au moment où la Restauration est menaçante que la France cause le plus d'inquiétude à l'Allemagne et à l'Italie, favorisant ainsi elle-même la formation de la Triplice. De 1876 à 1878, elle sera moins redoutable. Aussi Bismarck en profitera-t-il pour liquider l'adversaire russe. Sans doute la France, récemment vaincue, fut-elle tout d'abord absorbée par sa réorganisation. Mais Bismarck voyait loin. L'Assemblée Nationale de Versailles lui avait déjà paru suspecte à cause de ses tendances monarchistes et ultramontaines.

Non seulement l'épiscopat français était à la dévotion du pape, mais on croyait que Thiers ne tarderait pas à être remplacé par le comte de Chambord, plus papiste que le Pape et fort épris de revanche. En outre, la restauration de la monarchie française ne pouvait que favoriser le rapprochement franco-russe. C'est pourquoi Bismarck fit renouveler pour trois ans la loi militaire de 1867 et exigea l'occupation de douze départements français.

Une fois ces précautions prises, il put engager la lutte contre le cléricalisme. Mais le carlisme espagnol et le royalisme français veillaient au grain. On parlait en France du futur roi Henri V, oncle de Don Carlos. Thiers est alors l'objet de vives menaces. L'armée française se reconstitue et l'emprunt de libération réussit au delà de toute espérance. Or, Bismarck ne voulait pas de cette monarchie auxiliaire du Saint Siège .Non qu'il aimât la République. Seulement, il avait besoin d'une France hésitante ou anarchique. Il fut servi par les circonstances. En effet, le mouvement royaliste ayant échoué, la France était plus que jamais vouée à la confusion parlementaire. Oui, mais la Russie et la France commençaient à se rapprocher et les effectifs militaires français augmentaient. D'autre part, une République sage et modérée pouvait se constituer. Ou bien la famille d'Orléans, amie de la cour russe, pouvait arriver au pouvoir. Les voici bien, les raisons de la « querelle d'Allemand » de 1875! Le conflit franco-allemand fut cependant résolu. C'est l'action contre la Russie en Orient qui en résulta.

De 1876 à 1878, la politique française laisse l'Allemagne indifférente. La France se tient tranquille. Elle déclare ne faire aucune opposition à la note d'Andrassy concernant les réformes de Bosnie et d'Herzégovine. Elle accepte sans objection le mémorandum autrichien

de 1876, que l'Angleterre avait repoussé. La même année ,elle approuve le programme de Disraëli. Quand la guerre deviendra inévitable, la France, tout en souhaitant la victoire russe, demeurera neutre. Elle ne s'intéresse qu'au coup d'Etat du 16 mai. Mais Bismarck sera vite rassuré sur les suites de cette affaire et sur l'avenir de la République. Depuis l'affaire de 1875 jusqu'au Congrès de Berlin, la France demeure donc au second plan. Elle se fait républicaine et ne suit les événements d'Orient qu'en puissance neutre. Mais ce n'est pas l'effondrement du rêve russe qui la fortifiera, puisqu'il lui rend l'alliance franco-russe pour longtemps impossible.

II. Au cours de cette période, la politique intérieure de l'Espagne intéresse également la France et préoccupe vivement l'Allemagne.

De 1868 à 1874, l'Espagne se porte de la Révolution à la République, puis, entre 1874 et 1878, de la République à la Restauration et à la monarchie constitutionnelle. La Révolution de 1868 y avait transformé les partis et l'opinion publique. La Constitution de 1869 et le gouvernement provisoire de Prim et Serrano avaient établi la souveraineté du peuple, la liberté religieuse, celle de l'enseignement, celle de l'opinion et de la presse. C'était une réaction violente contre l'absolutisme de la cour et du clergé. Les Cortès de 1869 avaient été élus au suffrage universel. Le régime était celui d'une monarchie avec Constitution démocratique et libérale .Ce fut alors la guerre ouverte entre le clergé et la Révolution. Le Roi Amédée, fils de Victor-Emmanuel, eut la tâche singulièrement difficile. Après avoir formé divers Ministères, de 1870 à 1873, il finit par abdiquer. Les Cortès proclamèrent alors la République. Mais les Républicains étaient divisés. L'insurrection carliste éclata, amenant la Restauration de

1874 à 1876. Le carlisme était toutefois trop contraire à la République pour l'emporter. Il fallait à ce pays un moyen terme. Alphonse, devenu majeur en 1874, se déclara pour la monarchie et l'ultramontanisme. Les Cortès de 1876 votèrent la nouvelle Constitution. Le Roi demeurait maître du gouvernement, puisqu'il choisissait le Ministère et que les Cortès suivaient docilement ce dernier.

Le rôle de l'Espagne dans la politique européenne a donc été, de 1871 à 1878, analogue à celui de la France. L'Espagne inquiètera Bismarck comme la France et pour les mêmes raisons, dans la mesure où elle sera ultramontaine et carliste. Don Carlos et le Comte de Chambord étant proches parents, leurs causes étaient solidaires les partisans de Henri V soutenaient les carlistes et ceux-ci les aidèrent à leur tour. Mêmes fins à poursuivre ; l'ultramontanisme à fortifier, le Pape à rétablir dans ses possessions. C'est à ce moment que Bismarck se met à courtiser l'Italie. Les évènements de 1874 ne furent guère rassurants pour lui. Aussi, quand Serzano s'empara du pouvoir et engagea la lutte contre le carlisme. Bismarck se déclara-t-il fort satisfait, car Serrano se donnait pour mission de combattre l'ultramontanisme. Tandis que le Chancelier allemand soutenait ce dernier, la France continuait à aider les carlistes, qui possédaient une excellente base d'opérations dans le Sud-Ouest français. La France souhaitait, avec le Duc Decazes, l'avènement du jeune Alphonse, « persona grata » auprès de la cour de Russie et patronné par la famille d'Orléans. En 1875, Alphonse XII prit possession du gouvernement. Grand succès pour l'ultramontanisme . Mais la monarchie constitutionnelle d'Alphonse XII allait dès lors cesser de jouer un rôle européen. C'est la question d'Orient qui, à partir de 1876. se trouve au premier plan.

En résumé, Bismarck a pu, du côté des puissances occidentales, parvenir à ses fins et maintenir la France tranquille et isolée. De ce point de vue la période se divise nettement en deux parties : 1870 à 1875, 1876 à 1878. Dans la première l'Angleterre acquise au libéralisme et préoccupée de questions intérieures, se trouve hors de l'orbite bismarckienne. Seules la France, l'Espagne et la Belgique, en raison du royalisme et de l'ultramontanisme, préoccupent Bismarck. La France commence, en outre, sa rénovation matérielle et militaire. De 1876 à 1878, au contraire, c'est l'Angleterre qui, avec Disraëli, intervient dans la question d'Orient. La France et l'Espagne restent passives. La première se constitue définitivement en République et la seconde en monarchie constitutionnelle. Si la France et l'Espagne encouragent Bismarck à préparer la Triplice au moment où l'Angleterre se dérobe, celle-ci ne l'empêchera pas non plus, dans la question d'Orient et au Congrès de Berlin, de mener où il veut la Russie et l'Europe.

III. C'était moins en elle-même qu'en raison de son alliance toujours possible avec la France que Bismarck craignait la Russie. Depuis 1871, l'idée de cette alliance le hante. En 1875, au lendemain de l'affaire franco-allemande, la France s'était sentie si sérieusement menacée par l'Allemagne qu'elle avait tenu, comme la Russie, à faire comprendre à l'Allemagne que l'alliance franco-russe était proche. D'ou la malheureuse affaire Decazes-Gortschakoff. Decazes demanda formellement à la Russie d'intervenir ouvertement pour la France. Le tsar se laissa tenter, rassura notre ambassadeur, puis se rendit avec Gortschakoff à Berlin où, pour jouer le rôle d'arbitre de la paix européenne, il tint à Guillaume Ier et à Bismarck des propos inquiétants et fit ensuite savoir au monde, par

la voix de Gortschakoff, que le continent lui devait la paix. Attitude aussi absurde que dangereuse. Car l'Angleterre ne pouvait qu'en vouloir à la France, dès lors inféodée à la politique russe en Orient. D'autre part, Bismarck et l'Allemagne, humiliés, n'allaient plus penser qu'à se venger de la Russie. Domptant sa colère, Bismarck créera à la Russie toutes sortes de difficultés en Orient. L'épuiser dans une guerre contre le Turc, tel sera son but. Et voici le lien qui rattache l'histoire de l'Europe orientale à celle de l'Europe occidentale.

Ce que l'Allemagne redoutait en la Russie, c'était avant tout un vaste et profond mouvement, ce panslavisme qui pouvait un jour faire échec au germanisme.

1. Or, le panslavisme était la conséquence directe de la victoire remportée par le germanisme en 1871. Les succès militaires de ce dernier avaient fait une impression profonde sur le monde slave. L'heure paraissait donc venue d'unir les Slaves et d'en faire une force cohérente, capable de lutter contre l'hégémonie allemande. Les chefs du panslavisme, c'étaient les journalistes Katkow et Aksakow, Pobjedonoszev, procurateur du Saint-Synode, le général Skobelev. Non que le mouvement rencontrât en Russie uniquement des sympathies. La cour de Saint-Pétersbourg et le monde officiel se montraient hésitants. Que faire des Polonais, de ces « frères slaves » qui, depuis le partage commencé en 1772, haïssaient toute la Russie ? Et puis une politique panslaviste devait avoir fatalement pour résultat de brouiller la Russie avec l'Autriche et l'Allemagne. Or, Alexandre III tenait à de bonnes relations avec ces deux pays. N'avait-il pas exprimé le désir d'entrer dans l'Alliance préparée par Bismarck? N'y voyait-il pas une garantie contre le progrès des idées révolutionnaires? Et Bismarck ne voulait-il pas, d'autre part, grâce à l'Alliance des trois Empereurs, empêcher la

France et l'Autriche-Hongrie, nations catholiques, de se joindre au panslavisme pour faire échec à la Prusse évangélique, à ce Reich qui était en Europe, dans la pensée de Bismarck, une sorte de boulevard contre l'invasion slave? Mais l'attitude du tsar ne diminuait en rien la puissance du panslavisme vers 1871. La Société slave de Bienfaisance en développait largement la propagande, sous le fallacieux prétexte d'installer à l'étranger des hôpitaux, des églises et des écoles slaves. Nowikov à Vienne et Ignatief à Constantinople tenaient en mains les fils de l'organisation. On voulait, avant tout, rattacher à la Russie les Slaves d'Autriche-Hongrie et de Turquie. Aussi les fonds russes allaient-ils en Serbie, au Monténégro, en Bulgarie, en Bosnie. Le gouvernement russe fermait les yeux, n'étant pas hostile au panslavisme et sachant aussi que ce mouvement avait, en Russie même, des effets unificateurs, servait de dérivatif aux tendances révolutionnaires, étendait enfin par le monde l'influence russe. Il utilisait ainsi le panslavisme comme moyen de pression. Comme il y avait la Russie panslaviste et la Russie officielle, la première pouvait toujours entraîner la seconde. Il importe de constater ce fait au début de cette histoire.

Depuis l'arrêt des réformes libérales d'Alexandre II, la Russie se trouvait en pleine réaction absolutiste. L'insurrection polonaise et la répression duraient encore. Hostile aux institutions européennes, le parti national cherchait à affermir l'autocratie. Il luttait contre les zemstvos, contre toutes les institutions nouvelles créées dans l'ordre de la juridiction et de l'enseignement. Non qu'il fût question de détruire tout ce que la période précédente avait construit. La libération des serfs, la russification de la Pologne, le service militaire obligatoire, l'amélioration des finances, la construction des chemins de fer, autant de progrès qui, inquiétants

sans doute pour les nations voisines, ne pouvaient que satisfaire le gouvernement et le panslavisme. Mais deux conflits en résultaient, entre le gouvernement et les forces révolutionnaires déchaînées par ces réformes elles-mêmes, entre le panslavisme centralisateur et le fédéralisme traditionnel. L'émancipation des serfs créait un prolétariat nouveau qui devenait un facteur politique de plus en plus important. La jeune génération intellectuelle se donnait aux idées socialistes ou nihilistes. D'où de nombreux attentats, que pouvaient expliquer l'injustice et l'insuffisance des fonctionnaires, mais que les tribunaux de jurés traitaient avec une excessive indulgence. C'est de 1869 à 1875 que le mouvement socialiste se substitue au libéralisme des dix années précédentes. Comme les Russes réfugiés à l'étranger tournaient tous au socialisme, ce dernier revenait en Russie sous une double forme : marxisme de Lavroff et anarchisme proudhonien de Bakounine. Et les jeunes gens se livraient à une propagande ardente, de caractère populaire.

Vers 1874, la répression sévit. Elle se poursuivra, de 1874 à 1878, par une série de procès. Aussi le mouvement, dès 1875, tourne-t-il au terrorisme. En mai 1878 apparaît la fameuse Société secrète qui, de 1878 à 1882, organisera dix attentats contre de hauts fonctionnaires et dont, en 1879, le tsar lui-même sera victime. En même temps, le panslavisme progressait dans les sphères dirigeantes et dans la presse, conduisant à une guerre féroce contre les privilèges et les droits réservés de certaines provinces. On utilisait volontiers la religion grecque pour en finir avec les particularismes nationaux. On s'attaquait, en Pologne, au catholicisme romain. On essayait, par tous les moyens, de ramener dans le sein de l'Eglise catholique les éléments unis avec Rome depuis 1595. Aux Ruthènes on inter-

disait toute publication, toute conférence, toute représentation théâtrale dans leur langue. Les slavophiles combattaient enfin, dans les provinces baltes, le luthéranisme et la noblesse allemande. Les Finlandais n'étaient guère mieux traités. Suppression de leur système douanier et introduction forcée du russe dans leurs écoles. Quant au service obligatoire, qui entra en vigueur le 1er janvier 1874, il ne pouvait que servir aux fins du panslavisme et contribuer à la russification des provinces récalcitrantes.

2. C'est ainsi que, de 1870 à 1875, l'Empire russe se galvanise autour de l'absolutisme contre les puissances révolutionnaires venues de l'étranger et autour du panslavisme contre les éléments provinciaux. En même temps, énergique effort d'expansion coloniale en Asie. L'activité russe se portait sur l'Asie Centrale pour le plus grand profit de Bismarck et de ses plans européens. Dans l'Asie Centrale, en effet, les Russes ne trouvaient devant eux que les Anglais. La frontière russe se déplaçait dans le Turkestan. Quand la ligne Syr-Darja fut atteinte, ce fut la guerre avec le Khan de Boukhara. Gortschakoff proposait, pour rassurer l'Angleterre, la neutralisation de l'Afghanistan. En 1871, autre démonstration belliqueuse contre le Khan de Khiva. Mais,en 1873,la Russie dut s'incliner devant les exigences anglaises pour les provinces de Badakschan et de Wakhan, ce qui ne l'empêcha pas de terminer, la même année, sa campagne contre Khiva. En 1874, nouvel effort contre les Turkurines à l'Est de la Caspienne. Ce pays devient province russe. Puis guerre contre le Kokand. Tout le Khanat fut soumis, de 1874 à 1876. Ce n'est pas sans dépit que les Anglais voyaient les Russes s'avancer ainsi vers l'Afghanistan. Il est vrai que le ministère whig demeurait calme, se contentant de recruter, sur le flanc gau-

che des Russes, un allié dans la personne de Jakob Kuschbegi, le dominateur de Kaschgar. Mais cet allié disparaît en 1876 et, à partir du ministère Disraëli, la lutte de l'Angleterre contre l'influence russe en Asie centrale gagnera en intensité. Vers la même époque, la reine Victoria reçoit le titre d'Impératrice des Indes et Lord Lytton intervient. L'Angleterre était résolue à s'emparer de l'Afghanistan pour arrêter la marche des Russes vers la frontière nord de ce pays. Mais c'est justement à ce moment-là que l'attention des deux rivaux fut détournée de l'Asie centrale par les événements de Turquie.

En ce qui concerne sa politique européenne, la Russie n'avait guère, surtout à l'époque où le panslavisme entreprenait sa lutte contre le germanisme triomphant, de sympathies pour l'Allemagne, qui la servait d'ailleurs fort mal dans sa politique orientale. La Russie pouvait accuser Guillaume Ier et Bismarck d'ingratitude. Mais, en 1871, l'Allemagne n'avait rien à craindre de la Russie. Le tsar Alexandre II, de son côté, avait tenu à entrer dans l'Alliance des trois Empereurs parce qu'il y voyait une garantie contre les idées révolutionnaires. Mais il ne pouvait être un allié sûr. Si, en 1873, un semblant de rapprochement anglo-russe avait inquiété Bismarck, ce dernier savait bien, d'autre part, quelle rivalité mettait aux prises, en Asie centrale, les deux nations. C'est l'alliance franco-russe qui pouvait paraître plus menaçante. On se rappelle qu'en 1875 la Russie était intervenue pour empêcher l'Allemagne d'attaquer la France et que l'imprudence commise par Descazes et Gortschakoff avait violemment indisposé le Chancelier de Fer contre la Russie.

Ainsi, vers 1875, en raison de ses ambitions panslavistes, de son avance en Asie centrale et de son attitude à l'égard de la France, la Russie trouve devant

elle deux ennemis implacables : l'Angleterre et l'Allemagne, toutes deux décidées à l'affaiblir. Survient à point l'affaire de Turquie.

IV. Or, que s'était-il passé dans l'Empire ottoman, au lendemain des réformes qui, de 1859 à 1870, avaient été risquées par les ministres Fuad et Ali?

1. De 1871 à 1876, crise financière et apparition de la Jeune Turquie. Le gouvernement d'Abd-el-Aziz était devenu, par ses gaspillages, une fatalité pour la Turquie. Fuad et Ali avaient, tant bien que mal, évité les pires solutions. Mais tous deux avaient disparu de 1869 à 1871. Ce fut alors une succession ininterrompue de grands-vizirs. Les caprices du sultan le poussaient précisément à choisir des hommes aptes à servir ses desseins. En 1872, Abd-el-Aziz avait cependant rappelé au pouvoir Midhet, caractère énergique qui, après avoir fait ses preuves comme gouverneur de Bulgarie et de Bagdad, voulait entreprendre des réformes. Mais il était économe et le sultan se lassa bien vite de cette parcimonie. Après le départ de Midhet, cinq grands-vizirs en deux ans, de 1872 à 1874. Dans les ministères, changements de personnes plus rapides encore. L'état des finances publiques ne pouvait qu'empirer. On essaya, mais sur le papier seulement, de séculariser les biens ecclésiastiques. La suppression des douanes intérieures, mesure légitime en elle-même, diminua les revenus. L'augmentation de la dîme fit peser de nouvelles charges sur les contribuables déjà si grevés. Une tentative d'emprunt à Paris n'aboutit qu'à un échec. L'influence de la Banque ottomane, récemment fondée, ne pouvait rendre à l'Etat son crédit. En 1875, le déficit du budget équivalait à 100 millions de francs. Pour l'enseignement, le commerce et les travaux publics, 6 millions seulement de prévus. Presque toutes les recettes allaient au paiement des intérêts, à l'ar-

mée et à la cour. En octobre 1875, ce fut la banqueroute. Le Ministère déclara ne vouloir payer que la moitié des intérêts. On pressurait de plus en plus les populations. De là une agitation populaire qui commençait déjà en Bosnie et en Herzégovine.

2. L'heure était venue pour l'intervention des puissances. Il y avait longtemps, certes, que la question d'Orient tenait l'Europe en suspens. Aucun système d'alliances, depuis le début du siècle, où elle n'ait tenu la place centrale. Mais, depuis 1871, un fait nouveau: le traité de Francfort et la prédominance allemande qui, de 1871 à 1875, avait relégué la question d'Orient au second plan. Cette éclipse ne pouvait être que momentanée. Après avoir opéré si heureusement au Centre et à l'Occident, Bismarck ne pouvait tarder à porter ses efforts de ce côté. Malgré la prépondérance germanique, c'est encore sous leur aspcct oriental, c'est en fonction des événements balkaniques qu'il faut examiner l'histoire des combinaisons politiques de 1871 à 1900. Or, en matière orientale, deux politiques ont toujours été possibles: celle d'intervention et celle d'intégrité. La première, s'inspirant d'un idéal abstrait, qui rappelle l'esprit des Croisades, affirme la solidarité des chrétiens en face de l'Islam et le droit des nationalités. Elle veut émanciper les populations chrétiennes soumises de force aux Turcs. La seconde, plus difficile à définir, essaye de sauver la Turquie, sous prétexte qu'elle est indispensable à l'équilibre européen. Mais ces deux méthodes s'attachaient ensemble aux réformes turques. Or, vers 1876, l'émancipation des nations balkaniques était en bonne voie. Elles avaient, de 1871 à 1876, poursuivi l'œuvre de libération si bien commencée de 1860 à 1870. A cette date, la Russie représente la politique d'intervention, pour son profit et pour la cause du panslavisme. C'est l'Angleterre qui

suit la politique d'intégrité. En juin 1877, l'ambassadeur anglais n'écrivait-il pas que la politique de son pays était « fondée sur la croyance que la Turquie est une barrière aux desseins ambitieux de la Russie en Orient et que le sultan, chef reconnu de la religion mahométane, est utile, sinon nécessaire à l'Angleterre, qui a des millions de musulmans parmi ses sujets »? Comme Bismarck se proposait d'épuiser la Russie par la guerre turque, il pouvait donc, sur ce point, s'entendre avec l'Angleterre.

Les complications européennes qu'il appelait de ses vœux allaient survenir à point. Bismarck n'aura qu'à ne pas les prévenir, qu'à ne pas éteindre l'incendie balkanique. L'Empire ottoman était livré au bon plaisir d'un sultan efféminé, incapable de réaliser aucune réforme. C'était un Turc orgueilleux ,qui ne voulait pas traiter les chrétiens en égaux. Or, en Europe, les chrétiens turcs étaient trois fois plus nombreux que les musulmans. Leur situation était aussi précaire qu'au début du siècle. Pas de justice, pas de sécurité personnelle. La Russie, qui connaissait la situation, ne se laissait pas prendre aux phrases de la Turquie. A Moscou et à Saint-Pétersbourg on prêtait complaisamment l'oreille au « cri de douleur » venu des Balkans. Alexandre II, romantique exalté, se considérait comme le protecteur naturel de ces orthodoxes. Gortschakoff, de son côté, voulait se ménager ici de beaux triomphes. Toute la Russie soutenait le souverain et son ministère, poussant même à l'intervention. Le panslavisme débordait donc sur les Balkans et y étendait sa propagande politique et religieuse. De la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro, nations jeunes et ardentes, il passait en Bosnie, en Herzégovine, en Bulgarie. Mais il laissait de côté les provinces grecques, ne voulant pas qu'un grand Etat

hellénique se formât en dehors de son influence. D'autre part, l'Autriche-Hongrie se montrait toujours plus active dans les cours de Belgrade et de Bucarest. Vers la fin de 1874, elle avait conclu avec la Serbie et la Roumanie des conventions commerciales qui inquiétaient Alexandre II et Gortschakoff. Concurrence redoutable, en effet. Dès avril et mai 1875, les populations de l'Illyrie turque étaient en pleine effervescence. Le feu avait pris et Bismarck n'avait plus qu'à l'arroser d'huile.

V. La Russie était donc, à ce moment-là, la nation détestée de l'Angleterre, de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne.

1. Dès 1875, le soulèvement de l'Herzégovine gagne la Bosnie. Les chrétiens prenaient les armes. Les uns voulaient la grande Serbie, les autres le Monténégro. Les Dalmates poussaient à la roue. Les Turcs perdaient visiblement du terrain. Qu'allait faire l'Alliance des trois Empereurs, alors si compromise ? Elle crut devoir intervenir et intimider le Sultan,qui publia son iradé d'octobre, plein de belles promesses et dont l'auteur n'était autre que Disraëli, alors très favorable aux Turcs et décidé à en finir avec la politique libérale. Or, c'est ce moment-là que l'Etat turc crut devoir choisir pour sa banqueroute. D'où les hésitations des puissances. L'Autriche-Hongrie ne voulait ni de la Serbie ni de la Russie dans les Balkans. Aussi proposa-t-elle de rédiger le programme des réformes nécessaires à la Bosnie et à l'Herzégovine. Ce fut la note d'Andrassy, retardée tout d'abord par l'Angleterre, qui profita de l'occasion pour acquérir 177.000 actions de Suez. La note parut enfin et fut acceptée simultanément par toutes les grandes puissances intéressées. Elle énumérait les réformes à accomplir en Bosnie-Herzégovine. Mais elle ne contenait aucune sanction et ne fut suivie que d'un

nouvel iradé. Comme les insurgés continuaient la lutte, l'Autriche-Hongrie s'efforça vainement de la circonscrire. La Serbie entraînait le prince Milan. Elle négociait déjà son alliance avec le Monténégro. Les vœux des Bosniaques et des Herzégoviens dépassaient de beaucoup le programme d'Andrassy. Si l'Autriche-Hongrie les trouvait exagérés, la Russie, elle, soutenait ces prétentions, encouragée par Bismarck qui voulait l'engager à fond.

Et ce fut, après la catastrophe de Salonique et l'assassinat des consuls de Russie et d'Allemagne, la conférence de Berlin. Bismarck y défendit Gortschakoff contre Andrassy. Nouvelle sommation à la Porte, repoussée cette fois par l'Angleterre, où Disraëli travaillait à la revanche de l'impérialisme et affirmait la thèse anglaise contre la politique d'intervention. C'est à cause de l'Angleterre que la Turquie continuait à résister. A Constantinople éclata, sous l'action des intrigues anglaises, une Révolution qui aboutira à l'assassinat du sultan et à l'avènement de Mourad V. Cette Révolution servait admirablement les desseins de Disraëli. Les deux méthodes, intervention et non-intervention, étaient aux prises. Turcs et Serbes voulaient simultanément la guerre. Le 30 juin et le 2 juillet, la Serbie et le Monténégro déclaraient la guerre à la Turquie. La Russie réussit à empêcher l'Autriche-Hongrie de prendre parti pour la Turquie et d'associer ses efforts à ceux de l'Angleterre. Serbie et Monténégro s'engagèrent hardiment dans la voie qui s'ouvrait devant eux.

Mais, ô paradoxe, ce fut la Turquie qui l'emporta, réveillant partout le fanatisme musulman, mettant à feu et à sang la Bosnie, l'Herzégovine et la Bulgarie. Aussi toutes les puissances crurent-elles devoir accepter la demande de médiation serbe. La Porte fit connaître ses conditions, qui furent trouvées trop dures. L'Angle-

terre fut chargée d'en rédiger d'autres. Disraëli, qui voulait soutenir la Turquie et n'osait le faire ouvertement, se trouva fort embarrassé et assaya de gagner du temps. Puis il proposa un plan que ni les insurgés ni les Serbes ne pouvaient accepter. La Russie se prépara dès lors à intervenir par les armes et proposa même à l'Autriche-Hongrie une action commune. Qu'allait entreprendre l'Angleterre pour sauver la Turquie, où Mourad V avait déjà été remplacé par Abdul-Hamid, très turc de tendances? Elle fit, en octobre, de nouvelles propositions qui ne firent qu'exaspérer les exigences de la Porte.

C'est alors que la Russie se décida à brusquer les événements. Le général Ignatiev, panslaviste notoire, poussait à la guerre. Le 15 octobre, il part pour Constantinople avec un véritable ultimatum. Le 30, au moment où les Serbes perdaient encore du terrain et laissaient sans défense la route de Belgrade, Ignatiev obligea le Sultan à céder et à accorder un armistice. Mais ce succès russe n'allait-il pas inquiéter Disraëli, ce Disraëli qui avait déjà annoncé la guerre dans un discours du 9 novembre 1876 auquel le tsar avait répondu sur un ton non moins belliqueux? Les deux politiques orientales s'affrontaient une fois de plus en un duel significatif. L'Angleterre ne put obtenir de l'Allemagne qu'elle retînt la Russie. Bismarck crut devoir déclarer que la question d'Orient ne valait pas les os d'un grenadier poméranien! Une conférence eut lieu à Constantinople. Le 15 janvier 1877, elle présenta un second programme, plus modéré que le premier. Quand la Turquie y opposa son refus, la Russie se décida à marcher seule. La France se gardait bien de la contrarier. Bismarck, après avoir gagné secrètement l'Italie, était habilement intervenu entre Russie et Autriche-Hongrie. Cette dernière s'engageait à rester neutre. La Russie

n'avait donc plus à craindre que l'opposition de l'Angleterre qui était bien trop embarrassée pour agir contre elle. Car le conflit Disraëli-Gladstone était devenu des plus aigus. A la conférence de Londres, toutes les puissances se rangèrent du côté d'Ignatiev. Le protocole du 31 mars mit une dernière fois la Turquie en demeure de subir le programme fixé. Tandis que l'Angleterre essayait encore de conserver sa liberté d'action à l'égard du protocole, le comte Schouvaloff adressait à la Porte un ultimatum aussi insultant que pénible. C'était la guerre russo-turque.

2. La Turquie déclara inacceptables les propositions de Londres et surtout celles du tsar. Le 16 avril, le tsar s'entendait avec la Roumanie au sujet du passage de ses troupes. Le 24, ce fut la déclaration de guerre. La Russie disait vouloir défendre « seule » les intérêts des chrétiens opprimés. Il n'y eut que l'Angleterre pour protester, sans pouvoir d'ailleurs intervenir efficacement. Comme l'Autriche et la France fermaient les yeux, l'Angleterre se borna à prier la Russie de ne pas trop léser les intérêts britanniques en Orient. Les troupes russes avaient deux bases d'opérations: Caucase et Danube. Leurs succès furent terrifiants. Dès juillet, elles menaçaient les communications entre Andrinople et Constantinople. L'Angleterre manifesta alors quelque inquiétude. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'étaient guère rassurées non plus. Les Magyards, hostiles au panslavisme ,prenaient fait et cause pour le Sultan. Vinrent ensuite les revers russes en Asie et devant Plevna. Le tsar n'avait plus d'argent. Bismarck, qui ne le voulait ni trop vainqueur ni trop vaincu, voyant dans la Russie le contrepoids naturel de l'Autriche-Hongrie, intervint au moment voulu. Se relevant par un brusque effort, la Russie remporta de nouvelles victoires et força enfin les Balkans.

Elle se trouva près d'atteindre le Bosphore. C'est alors que la Turquie fit appel à l'Europe où l'accord ne régnait guère entre les puissances. Bismarck souhaitait que la Russie imposât la paix au vaincu, se réservant ensuite de limiter ses prétentions. Le 3 janvier, la Porte annonça qu'elle allait traiter avec la Russie. Mais cette fois l'Angleterre, où Disraëli triomphait de nouveau, intervient avec énergie. La Russie ne lui répond qu'en termes équivoques, refusant de faire connaître les conditions qu'elle allait imposer à la Porte. Ses troupes étaient, en effet, aux portes de Constantinople. Le 30 janvier, Russie et Turquie concluaient, à Andrinople, une convention qui renfermait les grandes lignes du traité à venir : accroissement et indépendance de la Serbie, de la Roumanie et du Monténégro; autonomie bulgare; administration autonome de la Bosnie, de l'Herzégovine et des autres provinces chrétiennes, toutes clauses qui, au moment de la paix définitive, seraient sans doute renforcées. La Russie victorieuse entendait tirer parti de ce beau succès contre l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie!

Mais toute cette histoire n'avait été, en dernière analyse, qu'un duel entre Angleterre et Russie, entre politique d'intégrité et politique d'intervention. Or, qui devait profiter de ce désaccord fondamental, sinon Bismarck? Peu lui importait, au fond, pourvu que ni l'une ni l'autre de ces deux puissances n'arrivât à ses fins. Il n'y avait, en Europe, aucun lien entre France et Angleterre, entre Angleterre et Russie, entre France et Russie. Bismarck pouvait frustrer la Russie du résultat de sa victoire. Ainsi la manœuvre si bien agencée ne se transformerait pas en déroute pour l'Allemagne. Bismarck le savait bien quand s'ouvrit le Congrès de Berlin.

CHAPITRE V

Le Congrès de Berlin

Le Congrès de Berlin couronne la période qui va de 1871 à 1878 et décide, en même temps, des destinées ultérieures de l'Europe. Car, s'il achève l'œuvre de Bismarck, s'il affaiblit la Russie en l'empêchant de réaliser son rêve oriental et d'opérer sa jonction avec l'Occident, il ne fait toutefois que retarder l'inévitable alliance franco-russe. Une fois le traité signé, l'Allemagne retrouve toujours devant elle la revanche française et la formidable rancune de la Russie. En outre le Congrès de Berlin, consacrant l'hégémonie continentale de l'Allemagne, contribue à orienter cette nation, saturée en Europe, vers la politique mondiale.

I. La victoire définitive de la Russie sur la Turquie, puis la convention d'Andrinople, qui annonçait aux puissances les premières intentions du vainqueur, devaient fatalement déchaîner une crise européenne. L'Angleterre, toujours vigilante, envoie sa flotte à travers les Dardanelles, dès le 14 février 1877, et la fait mouiller aux îles des Princes, bien en face de Constantinople. Les Russes ne pouvaient dès lors entrer dans la capitale sans provoquer la descente du corps de débarquement britannique. L'Autriche-Hongrie, de son côté, reprochait à Alexandre II de violer les engagements qui conditionneaient sa neutralité. Ne pouvant accepter la prépondérance russe sur le Danube et dans les Balkans, elle considérait d'avance comme nulle toute convention susceptible de modifier les traités existants et de me-

nacer ses intérêts ou ceux de l'Europe. En même temps, elle mobilisait sur le bas Danube et en Illyrie, puis convoquait une Conférence à Vienne. Quant à Bismarck, on sait quel rôle il se préparait à jouer. La Russie lui offrait, d'elle-même, l'occasion tant souhaitée. Elle essayait de gagner du temps, d'éluder les questions posées par l'Autriche-Hongrie, d'établir une distinction significative entre Europe d'une part, Russie et Turquie de l'autre. Elle proposait aussi la réunion d'un vaste Congrès auquel se rendraient les grandes puissances. Faisant appel aux bons offices de l'Allemagne, elle proposait Berlin. Mais Bismarck déclinait avec modestie le rôle d'arbitre, voulant être simplement « l'honnête courtier » qui sert à la fois l'acheteur et le vendeur. L'Allemagne avait ainsi l'apparence de la nation modérée et désintéressée, uniquement préoccupée de consolider la paix européenne, de rétablir l'harmonie entre Vienne et Saint-Pétersbourg, de soutenir même la Russie. Gortschakoff, malgré sa finesse, s'y laissait prendre. Quand Bismarck, en bon apôtre qu'il était, entra dans les vues de la Russie et proposa un Congrès à Berlin, personne ne douta de ses bonnes intentions à l'égard de la Russie. C'était en février-mars 1877, juste au lendemain de la Convention d'Andrinople.

Agissant au nom du panslavisme et de la Sainte-Russie, le général Ignatiev avait, de sa plume, imposé à la Turquie une paix fort dure. Le traité de San Stefano fut signé le 3 mars, aux portes mêmes de Constantinople. Il consacrait la victoire militaire du tsar. Il réglait, en premier lieu, le sort des nationalités balkaniques. Au Monténégro l'indépendance, un territoire quatre fois plus grand, deux ports sur l'Adriatique. A la Serbie et à la Roumanie l'indépendance, avec accroissement territorial pour la Serbie. A la Bulgarie l'autonomie et des frontières qui atteignaient la mer

Noire, l'Archipel et les montagnes de l'Albanie, un prince élu par les populations avec l'assentiment des Puissances et vassal de la Porte. Un commissaire russe, muni de pleins pouvoirs et protégé par l'occupation russe, administrerait la province pendant deux ans et élaborerait la Constitution. La Bosnie et l'Herzégovine recevraient les institutions réclamées par la Conférence de Constantinople, sous le contrôle de la Russie et de l'Autriche-Hongrie. Pour la Crète, application rigoureuse du règlement de 1868. Les autres provinces grecques de l'Empire seraient l'objet de règlements analogues, d'accord avec la Russie. L'Arménie obtiendrait enfin détente, repos et liberté. Donc, prépondérance très affirmée de la Russie dans les Balkans et destruction à peu près absolue de la Turquie. Les territoires conservés par les Turcs en Europe eussent été ainsi divisés en quatre tronçons parmi lesquels deux ne pouvaient communiquer que par la mer et les deux autres par un défilé que commandaient la Serbie et le Monténégro. Le sultan paierait 1.400 millions de roubles à Alexandre. On recevrait de lui en outre 1.100 millions de roubles contre plusieurs territoires d'Asie et d'Europe. Il garantirait enfin les intérêts privés des sujets russes en Turquie. Liberté de la navigation sur le Danube, les forteresses du fleuve étant démolies. Ouverture des Dardanelles et du Bosphore aux navires de commerce. C'était la ruine de la Turquie, pour le seul profit de la Russie.

II. Pareil traité ne pouvait subsister.

1. Comment l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie l'eussent-elles toléré? Dès le début de mars, action vigoureuse de l'Angleterre. Elle exige que le traité de San Stefano soit examiné dans son ensemble par le futur congrès. Après deux semaines de délicates négociations, le tsar déclare qu'il ne soumettra pas au Congrès les

clauses les plus dures, celles qui intéressent la Russie et la Turquie. C'est ensuite la rupture avec l'Autriche-Hongrie. Alexandre II et Gortschakoff s'imaginaient qu'elle accepterait le traité. Ignatiev était allé à Vienne pour lui offrir la Bosnie et l'Herzégovine. Or, l'Autriche-Hongrie voulait, non seulement l'occupation de la Bosnie-Herzégovine et leur autonomie liée à la prépondérance autrichienne, mais encore le même traitement pour l'Albanie, la Macédoine et Salonique, l'autorisation de conclure des traités militaires et commerciaux avec la Serbie et le Monténégro, enfin une union douanière avantageuse. Ignatiev repoussa ces prétentions. Mais quand l'Angleterre s'aperçut que les choses se gâtaient entre Autriche-Hongrie et Russie, elle se fit menaçante. Disraëli espérait le concours de la France, où le ministère Waddington se montrait favorable à l'Angleterre. Il organisa de grandes démonstrations navales et fit déclarer par Lord Salisbury que le traité de San Stefano, détruisant la Turquie, mettait la mer Noire sous l'absolue domination de la Russie.

Celle-ci trouvait donc devant elle l'Autriche-Hongrie, l'Angleterre , voire même la France. Or, elle avait beaucoup souffert au cours de la guerre, dans son armée et ses finances. Elle en était à l'épuisement voulu par Bismarck. Que pouvait-elle contre l'Autriche-Hongrie et l'Angleterre, contre deux puissances de premier ordre, l'une continentale et l'autre maritime, au moment où la France s'orientait vers l'Angleterre et l'Italie vers l'Autriche-Hongrie? Il est vrai qu'elle croyait devoir compter sur l'Allemagne. Celle-ci, en effet, lui devait d'avoir mené à bien la campagne de Sadowa et vaincu la France sans être gênée par l'Autriche-Hongrie. Bismarck allait-il payer sa dette de gratitude? Il était le maître de l'heure. Il pouvait empêcher l'Autriche-Hongrie d'intervenir et briser par là même l'élan de

l'Angleterre, qui ne pouvait se passer du concours de Vienne .Mais que la Russie fasse appel à ses bons offices et il se dérobe. Il prétendit qu'il avait la France à surveiller, ce contrôle absorbant toutes ses forces. Il ne voulait pas non plus se brouiller avec l'Autriche-Hongrie. Bref, il ne prenait aucun engagement, empêchant ainsi la Russie de répondre à l'Angleterre. Manœuvre très habile, car la carence allemande mettait aux prises la Russie épuisée et l'Angleterre décidée a défendre ses intérêts orientaux. Elle opposait la politique d'intervention, qui pouvait cette fois libérer les Balkans par une liquidation définitive de la Turquie d'Europe, à la politique d'intégrité ottomane. La défection et l'ingratitude de l'Allemagne furent pour la Russie une cruelle déception. Le Congrès de Berlin allait lui en ménager une autre.

2. Bismarck pensait évidemment à l'éventualité d'un conflit armé entre Russie, Angleterre et Autriche-Hongrie, conflit qui les eût singulièrement affaiblies toutes trois. Il fût alors intervenu avec ses forces et ses ressources intactes. Etre l'arbitre de l'Europe, dicter la paix, réclamer peut-être les Pays-Bas pour l'Allemagne, quel rêve à réaliser! Aussi laissait-il Gortschakoff se compromettre par ses bravades, se vengeant ainsi de l'affront subi en 1875. Mais l'Angleterre veillait au grain. Elle lisait clair dans le jeu de Bismarck et se refusait à payer si cher la neutralité allemande. L'Autriche-Hongrie ne voulait pas non plus que l'Allemagne fût trop puissante. Quant à la Russie, elle se disait aussi que son infortune ne devait pas profiter à l'Allemagne. D'où, vers avril, une détente marquée entre Russie et Angleterre, La Russie demandait à l'Angleterre quelles modifications elle entendait apporter au traité de San Stefano. Disraëli les indiqua et ce fut l'arrangement du 30 mai, qui sanctionnait les concessions déjà

considérables que le tsar avait consenties. Principauté de Bulgarie réduite des deux tiers, écartée de la mer Egée, maintenue en partie sous l'autorité du sultan, le reste, au sud des Balkans, recevant une large autonomie administrative. Engagements relatifs à l'Arménie pris par le Sultan envers l'Angleterre comme envers la Russie. Organisation des provinces grecques contrôlées par « toutes » les grandes puissances. Distinction entre créance russe et créance anglaise sur la Porte. Renoncements de la Russie en Asie. Une note séparée faisait d'autres réserves pour l'organisation de la Bulgarie et la navigation du Danube. Le traité de San Stefano était déjà amputé de plus de sa moitié. Encore l'Angleterre se montrait-elle indulgente sur certains points parce qu'elle essayait, à l'insu du tsar, d'obtenir en Orient des avantages équivalents aux siens. Non qu'elle pensât à l'Egypte. La France s'y opposait encore formellement à son action. Mais elle avait offert à l'Autriche-Hongrie de partager avec elle le protectorat de l'Empire ottoman. L'Autriche-Hongrie refusant, Disraëli s'était alors tourné vers la Turquie pour lui promettre son appui. De là l'étrange traité secret par lequel la Turquie, chargeant l'Angleterre de défendre ses possessions d'Asie-Mineure, promettait d'y accomplir des réformes et permettait en retour à l'Angleterre d'occuper Chypre, position qui commandait le littoral de l'Asie Mineure, celui de la Syrie et celui de l'Egypte. C'était faire d'une pierre deux coups. C'était tenir la Russie en surveillance et, grâce à la protection du sultan, rehausser le prestige anglais aux yeux des Musulmans de l'Inde!

La Russie conservait encore de sérieux avantages, tandis que l'Angleterre s'en assurait d'autres. Mais quel sort, dans ces combinaisons, serait réservé à l'Autriche-Hongrie? Bismarck connaissait le traité secret du 4 juin.

Il tenait à ce que l'Angleterre et la Russie demeurassent en conflit. D'autre part, il cherchait à orienter l'Autriche-Hongrie vers l'Orient, à l'engager dans les Balkans, à l'y opposer à la Russie, de manière à neutraliser les deux Empires l'un par l'autre. Aussi désirait-il que l'Autriche-Hongrie, occupant la Bosnie et l'Herzégovine, s'installât sur la route de Salonique et de la mer Egée. L'Angleterre lui promit de faire attribuer ce dédommagement à l'Autriche-Hongrie .

La politique bismarckienne ne manquait pas d'ampleur. Sans être engagée dans le conflit, l'Allemagne, sous l'habile direction de son Chancelier, manœuvrait de manière à maintenir la France en tutelle, à la séparer de l'Angleterre, à brouiller Angleterre et Russie, à installer l'Autriche-Hongrie dans les Balkans pour gêner la Russie. En Orient comme en Occident, des puissances disjointes ;entre Orient et Occident, pas de lien; le principal allié tranquille. Telle est la situation que le Congrès de Berlin va sanctionner.

III. Le Congrès se réunit le 13 juin 1878. Bismarck fut élu président de cette brillante réunion diplomatique.

1. A peine les débats sont-ils ouverts que l'Angleterre fonce sur la Russie au sujet du problème bulgare, le plus grave de tous. Elle demande, tout d'abord, que la Grèce soit admise à la discussion. Celle-ci voulait sa part de la Turquie : l'Epire, la Thessalie, enfin cette Macédoine que le traité de San Stefano avait englobée dans la Bulgarie. Comme la Russie ne tenait guère à l'extension de la Grèce, Disraëli opposait ainsi les Grecs aux Slaves, ne manquant pas d'invoquer le dévouement du tsar à l'égard de tous les chrétiens soumis au sultan, y compris les Grecs. Comme la France se joignait à l'Angleterre, cette double pression força les Russes à s'incliner. C'est dans ces conditions que, du 22 au

26 juin, le problème bulgare fut discuté. Conflit très net, une fois de plus, entre Russie d'une part, Angleterre et Autriche-Hongrie de l'autre, entre politique d'intervention et politique d'intégrité relative. Défaite de la Russie et triomphe quasi complet de ses adversaires. La principauté de Bulgarie serait limitée par les Balkans, sauf à l'Ouest, passant ainsi de 4 millions d'habitants sur 163.000 kilomètres carrés à 1.500.000 âmes sur 64.000 kilomètres carrés. L'occupation russe devait durer neuf mois au lieu de deux ans. La Bulgarie serait réorganisée sous le contrôle d'une Commission européenne. La Roumélie orientale serait constituée au sud des Balkans, entre la Macédoine et le Sandjak d'Andrinople, province dont les troupes turques pourraient occuper et défendre seulement les frontières. Le littoral de la mer Egée était ainsi soustrait à l'action de la Russie et la Turquie évitait le morcellement auquel la condamnait le traité de San Stefano.

2. Puis, vers la fin de juin, on aborda la question de Bosnie Herzégvine. L'Autriche-Hongrie prétendait que la Turquie ne réussirait jamais à pacifier ces provinces. Or, il fallait y arriver parce que leur agitation troublait la monarchie austro-hongroise. L'Angleterre demandait carrément qu'elles fussent occupées par les troupes austro-hongroises. La Russie, une fois de plus, se résigna. Les Turcs protestèrent avec vigueur, mais Bismarck leur fit comprendre que, conservant la Macédoine et la Roumélie, ils pouvaient être contents et qu'il fallait songer à l'intérêt général de l'Europe. La Turquie, elle aussi, s'inclina. On décida donc que l'Autriche-Hongrie occuperait la Bosnie et l'Herzégovine, les gouvernerait et mettrait même une garnison dans le district de Novi-Bazar.

Si on reconnut l'indépendance de la Serbie et du Monténégro, on réduisit des deux tiers les cessions terri-

toriales promises au Monténégro, car elles inquiétaient l'Autriche-Hongrie. On avantagea la Serbie, mais au dépens de la Bulgarie, pour mortifier la Russie et favoriser l'Autriche-Hongrie. La Grèce, qui exigeait beaucoup et que l'Angleterre, maintenant satisfaite, ne soutenait plus guère, ne reçut presque rien. On appliqua à la Crète le réglement de 1868. Les autres provinces helléniques devaient être réorganisées sous le contrôle de la Commission européenne instituée pour la Roumélie orientale.

La principauté de Roumanie fut déclarée indépendante. Elle recevait l'égalité civile, sans distinction de cultes. Ses plénipotentiaires demandèrent, le premier juillet, qu'elle n'eût à subir aucune diminution territoriale, ne fût plus un lieu de passage pour les troupes russes, s'agrandît par les bouches du Danube et l'île des Serpents, reçût enfin de la Russie une indemnité de guerre. Mais le Congrès maintint la rétrocession de la Bessarabie. En revanche, la Roumanie obtint un morceau de la Dobroudja, aux dépens de la Bulgarie et contre le vœu de la Russie.

Pour le Danube, on admit le statu quo, sauf quelques avantages accordés à l'Autriche-Hongrie. Comme créancier, le tsar fut classé après les autres créanciers de la Porte. Autant dire qu'il ne serait jamais payé. On décida, en outre, que la créance russe ne pourrait jamais être convertie en acquisitions territoriales. La Russie perdait aussi le monopole de la protection des chrétiens turcs. Quant à ses conquêtes asiatiques, elle dut renoncer, pour faire plaisir à l'Angleterre, à la vallée d'Alaschkert et à la ville de Bayazid. La Russie promit de ne pas fortifier Bakoum et d'en faire un port franc. Le projet de réformes arméniennes devait être soumis, non à la seule Russie, mais aux Puissances. On confirma la liberté des Détroits de Constantinople et des Darda-

nelles. Il fallait enfin que la Russie acceptât l'occupation de Chypre par les Anglais. Sur ce point, l'Angleterre était soutenue par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Quelle déception pour la Russie, pour Gortschakorff en particulier! L'Europe ne garantissait même pas à la Russie les pauvres avantages qu'elle avait retirés de la guerre. Le Congrès ne faisait pas non plus connaître les principes et modalités suivant lesquels il entendait assurer l'exécution de ses décisions. Ce fut pour Gortschakoff la dernière des déceptions. Bismarck se vengeait de l'affront subi en 1875 et Disraëli bafouait la Russie à la face du continent.

IV. Cette période de l'histoire européenne aboutit à une conclusion qui nous introduira déjà dans la période suivante :

1. Le Congrès de Berlin transmettait, en effet, un lourd héritage à la diplomatie future. Toutes les nations participantes pouvaient se déclarer mécontentes. La situation de la Turquie paraissait consolidée, grâce au concours anglais. En réalité, on la spoliait brutalement .Chaque nation prenait part à la curée. La Russie, l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie se taillaient de beaux morceaux, bien que les deux dernières eussent encouragé la Porte à résister à la Russie. L'Angleterre lui volait Chypre, menaçait son autorité en Asie Mineure, cherchait à lui enlever l'Egypte, laissant l'Autriche-Hongrie lui prendre la Bosnie et l'Herzégovine,pénétrer en Illyrie et se porter vers Salonique. La France tournait ses regards vers l'Egypte, l'Italie et l'Albanie. La France et l'Italie n'oubliaient pas la Tunisie. Si l'Allemagne ne demandait rien, elle se préparait à se prévaloir de ce désintéressement de façade pour asseoir son influence en Turquie. Bismarck apparaissait à la fois comme le spoliateur et l'ami des Turcs. Il était prêt à sacrifier la Turquie à l'Autriche-Hongrie, ou même à

la Russie, le jour où il lui faudrait s'assurer leurs bonnes grâces.

Les nations chrétiennes des Balkans protestaient toutes contre le Traité de Berlin. Les Roumains se disaient dépouillés par leurs alliés. La Serbie et le Monténégro voyaient disparaître la proie qu'ils comptaient se partager : la Bosnie et l'Herzégovine. Les Grecs n'obtenaient que le quart de ce qu'ils réclamaient. La Bulgarie n'était pas un Etat, puisqu'on la divisait, malgré elle, en deux tronçons qui désormais allaient sans cesse travailler à se rejoindre. Les provinces chrétiennes laissées à la Turquie restaient incertaines du lendemain. Entre ces nationalités balkaniques, que de jalousies, que de causes de conflit! Les Bulgares désiraient ce que la Roumanie et la Serbie avaient obtenu. Serbes, Bulgares, Monténégrins et Grecs allaient se disputer, pendant de longues années, cette Macédoine qu'on ne pouvait ni morceler, ni attribuer à personne sans mécontenter les autres prétendants.

2. Russie, Angleterre et Autriche-Hongrie se trouvaient aussi, pour le plus grand profit de l'Allemagne, séparées par des conflits latents que les années suivantes ne feront qu'aggraver. Le ressentiment de la Russie était profond, gros de menaces pour l'avenir. Elle allait se venger de l'Angleterre en réorganisant son armée, en poursuivant sa marche vers l'Asie Centrale, en affectant même de soutenir contre elle l'Empire ottoman. Comme elle en voulait à l'Autriche-Hongrie, sa rivale éventuelle sur le Danube et dans les Balkans, elle pouvait exciter les Ruthènes, les Tchèques, les Slovaques et les Croates contre la monarchie dualiste. Elle ne pardonnait ni à la France sa trahison, ni à l'Allemagne son ingratitude. L'Angleterre, qui se chargeait de protéger et de réformer l'Asie-Mineure, assumait deux tâches écrasantes. Elle perdait en outre la con-

fiance de la Turquie, avait à craindre la revanche russe, la concurrence de l'Autriche-Hongrie, les ambitions de la France en Egypte et en Tunisie. Quant à l'Autriche-Hongrie, que de difficultés à surmonter en Bosnie et en Herzégovine ! L'acquisition était plus gênante qu'avantageuse. Et elle augmentait les embarras intérieurs de la monarchie, car les Magyars jalousaient les Slaves. Le conflit avec la Russie était inévitable. A l'Ouest apparaissait l'Italie qui, n'ayant rien obtenu à Berlin, commençait à parler de l'irrédentisme. En même temps, le conflit franco-italien au sujet de la Tunisie surgissait déjà à l'horizon.

Turquie, Balkans, grandes puissances étaient ainsi brouillés comme par avance. L'Allemagne elle-même, qui paraissait triompher, pouvait-elle se féliciter du résultat obtenu? A l'Est, la rancune russe, profonde et tenace, qui pouvait si efficacement agir sur l'alliée principale, sur l'Autriche-Hongrie. A l'Ouest, la revanche française. Vers la fin de la décade suivante, cette alliance franco-russe, que Bismarck avait tant redoutée, sera un fait à peu près accompli. Le Congrès de Berlin ne l'aura que retardée. Il est vrai que, dans l'intervalle, la Triplice aura été constituée par l'adhésion de l'Italie. Mais l'Italie serait-elle une alliée sûre?



Telle est cette première période de l'histoire européenne entre les deux guerres. Durant ces huit années, l'Empire allemand se consolide intérieurement, tente de résoudre les conflits qui menacent sa cohésion et son unité. L'élément germanique assure sa prépondérance en Autriche-Hongrie et l'Italie, en vertu même de son évolution intérieure, s'oriente vers les Empires centraux. En ce sens l'alliance austro-allemande qui, malgré celle des Trois Empereurs, laisse en dehors

d'elle la Russie, peut être considérée comme un acheminement vers la Triplice qui verra le jour en 1882. Mais à l'Ouest, l'Angleterre, la France et l'Espagne préoccupent l'Allemagne pour des motifs divers. Le rapprochement entre le royalisme et l'ultramontanisme franco-espagnols inquiète Bismarck de 1871 à 1875. Puis l'impérialisme anglais, de 1875 à 1877, se réveille. A l'Est, la Russie s'aliène les sympathies du Chancelier de fer en se portant au secours de la France menacée par l'Allemagne. La guerre russo-turque vient à point affaiblir la Russie, la séparer de l'Autriche-Hongrie comme de l'Occident tout entier, de la France et de l'Angleterre en particulier. Le Congrès de Berlin sanctionne cet ordre ou plutôt cette anarchie. Saturée dès 1871, l'Allemagne a renoncé à toute nouvelle conquête. Mais, pour conserver les résultats acquis, elle s'est vu contrainte de s'opposer à toute alliance hostile et de rechercher pour son propre compte les alliances utiles. En 1878, le but paraît atteint, puisque la Triplice est presque mûre et que la Duplice est pour longtemps encore impossible. Mais cette dernière n'est que retardée. On le verra en étudiant la période qui va de 1878 à 1890.

———

DEUXIÈME PARTIE

De la Triplice à l'Alliance Franco-Russe

(1878-1890)

En ces années fatidiques, comme au cours de la période précédente, c'est encore l'Allemagne qui, prépondérante en Europe, règle les destinées du continent. Les directives de sa politique extérieure n'ont guère changé. Il s'agit toujours d'isoler la France, d'empêcher toute alliance entre elle et la Russie. Or, vers 1890, cette alliance sera un fait presque accompli. A peine l'accord austro-allemand, conséquence immédiate du traité de Berlin, est-il conclu que la Triple-Entente, s'il est permis d'utiliser ce terme par anticipation, se dessine en Europe. Le groupement France, Russie et Angleterre surgit à l'horizon vers 1880 et 1881. D'où la Triplice, qui s'achève en 1883. Bismarck installe au centre du continent une sorte de camp retranché qui, dans sa pensée, tiendra l'Europe en respect. Puis il s'efforce de séparer ses trois adversaires

éventuels, mettant à profit, avec une indiscutable habileté, toute occasion favorable. Après la querelle franco-anglaise, provoquée par la question d'Egypte, viendra le paradoxal rapprochement entre Allemagne et Russie. Vers 1885, le but est donc atteint. En face de la Triple Alliance, il n'y a plus que des puissances séparées. Maître incontesté du continent, Bismarck est à l'apogée de sa puissance.

Mais la chute de Ferry en France et de Gladstone en Angleterre vont, avec la Révolution de Bulgarie, porter un premier coup à l'édifice bismarckien. Il est vrai que, de 1885 à 1890, la Triplice resserre ses liens. Pressée par les Slaves, l'Autriche-Hongrie se rapproche de l'Allemagne et la haine de la France entraîne l'Italie dans le même sens. D'autre part, la France se détourne de la politique coloniale et, lors de la crise boulangiste, dirige ses regards vers l'Alsace-Lorraine et vers l'Allemagne. En Angleterre, Lord Salisbury reprend la tradition de Disraëli et cherche à soustraire la Bulgarie à l'influence russe. La Révolution de Bulgarie vient couronner ses efforts et ceux de l'Autriche-Hongrie, que l'Allemagne soutient discrètement. Mais, en raison du conflit franco-allemand et des déceptions éprouvées par la Russie en Orient, celle-ci et la France se rapprochent. L'alliance franco-russe s'ébauche dès 1886. Elle se consolidera progressivement de 1886 à 1890. Et, vers la fin de cette période, le conflit entre Triplice et Duplice résume la situation européenne, au moment même où disparaît Bismarck.

CHAPITRE VI

Les dernières années de Bismarck

Si les problèmes d'ordre intérieur qui, du Congrès de Berlin à la chute de Bismarck, s'imposent à l'attention des dirigeants du Reich, ne changent guère, les méthodes suivies subissent certaines modifications. Il faut, tout d'abord, consolider l'unité. Vers 1880, la clause Frankenstein marquera, en matière de finances, un retour offensif du fédéralisme. Mais le processus d'unification législative et administrative suit son cours normal. Les Etats s'adaptent de plus en plus aux circonstances et la Prusse affirme son hégémonie à l'égard, en particulier, de minorités nationales telle que la Pologne et l'Alsace-Lorraine. Le problème politique gagne en complexité. Dans le corps gouvernemental, la fonction impériale s'étend et s'affermit. Les Ministères du Reich se créent comme par génération spontanée. Le Reichstag l'emporte nettement sur le Conseil fédéral et la vie parlementaire devient plus intense, tandis que s'accuse le conflit significatif entre Chancelier et partis. L'œuvre d'intégration se poursuit. Une nouvelle politique économique assure à l'Etat une influence directe sur le développement matériel de la nation. Succédant aux lois contre le socialisme, de nouvelles lois sociales gagnent à l'Empire les masses prolétariennes. Le Kulturkampf se termine par un accord avec le catholicisme et la Papauté. En même temps, l'effort colonisateur se dessine et introduit l'Allemagne dans les larges cadres de la politique mondiale.

Bref, si le Reich consolide son unité et devient une puissance économique de premier rang, il est travaillé par une crise politique ardente qui, après la disparition du Chancelier et l'avènement de Guillaume II, ne pourra que s'accuser et faire de ce vaste peuple en pleine expansion une nation mal gouvernée, toujours plus dangereuse pour la paix du continent.

I. C'est de 1878 à 1890 que la lutte entre unitarisme et fédéralisme prend son aspect caractéristique et définitif. La différence qui sépare le « Bundesstaat » allemand d'Etats fédéraux tels que la Suisse ou les Etats-Unis apparaît avec une entière netteté. Tandis que ces derniers se portent de manière uniforme vers l'unitarisme et vers un équilibre stable, l'évolution de l'Allemagne s'accomplit comme par saccades. Si l'unitarisme triomphe, les retours offensifs du fédéralisme restent toujours possibles. En outre, le dualisme entre Prusse et Reich conserve son caractère paradoxal et explique presque toutes les difficultés de l'Etat fédéral allemand.

1. Le Reich essayait, depuis 1871, de s'assurer l'indépendance financière voulue. Le Saint-Empire n'avait-il pas dû la plupart de ses échecs à son impuissance dans ce domaine? Le système des contributions matriculaires, qui imposait aux Etats des charges croissantes, proportionnées à des exigences nationales de plus en plus grandes, livrait le Reich à leurs caprices. Il n'était, en effet, que leur pensionnaire. Or, le Reichstag, qui défendait les intérêts des masses électorales, hésitait à voter de nouveaux impôts de consommation. En même temps, le protectionnisme succède, de 1878 à 1879, au libre-échangisme et les Nationaux-libéraux, parti bourgeois et centralisateur, cèdent le terrain au Centre et aux Conservateurs, à des partis plutôt fédéralistes de tendances. Quand Bis-

marck, en 1878, publia sur la question financière le fameux Mémoire où il réclamait la suppression des contributions matriculaires, la clause Frankenstein, votée par le Reichstag, n'accorda au Reich, sur les nouvelles recettes issues de la politique protectionniste, que 130 millions. Si cette clause favorisait l'unitarisme en soumettant les Etats pourvoyeurs du Reich à son influence souveraine, elle n'en était pas moins, vers 1880, une victoire fédéraliste. Les lois de 1881, 1884 et 1887 l'ont confirmée. Contrairement à la Constitution de 1871, le produit des douanes et impôts, ne laissant que peu de chose dans les caisses du Reich, s'en allait à celles des Etats. Au lieu de séparer les finances du Reich et les finances des Etats, on les mêlait. Les Etats, dépendant ici du Reich, se trouvaient fort embarrassés, car ils ne pouvaient construire sur ce terrain mouvant ni impôts ni budget. Aussi, quand les dépenses du Reich augmenteront, devront-ils emprunter pour pouvoir payer leurs contributions matriculaires.

2. Vaincu sur ce point, l'unitarisme s'affirme autre part. A mesure que la situation européenne se complique, un effort militaire de plus en plus coordonné s'impose aux nations. La politique continentale de Bismarck réagit ainsi sur la structure intérieure du Reich et y favorise la concentration des forces. Mais c'était là un immense danger pour les Etats fédérés allemands, membres d'un Empire fondé sur la guerre et la victoire. La Constitution de 1871 n'avait pas donné à ce problème une solution définitive. Les conventions militaires avaient réparti les troupes des Etats en quatre contingents différents : Prusse et petits Etats, Bavière, Saxe et Wurtemberg. Elles ne sanctionnaient donc pas l'hégémonie militaire de la Prusse. En 1888, on prolonge jusqu'à 39 et 45 ans la durée du service obligatoire qui, ainsi renforcé, allait de plus en plus unifier les po-

pulations du Reich. Mais Bismarck, d'autre part, rencontrera des difficultés pour la fixation des effectifs de paix. Quand, inquiet de la crise boulangiste, il demandera le renouvellement du septennat militaire et 41.000 hommes de plus, il se verra obligé de dissoudre le Reichstag. Dans le Reichstag nouveau, le cartel entre Conservateurs, Reichspartei et Nationaux-libéraux, groupant 220 voix contre les 175 de l'opposition, lui donnera la maîtrise de l'Assemblée. D'où la loi militaire de 1888 qui, restreignant le temps du service actif, sauf pour la cavalerie et l'artillerie, créera la deuxième Landwehr et le Landsturm. Le 6 février 1888, Bismarck crut devoir introduire dans son discours ces paroles : « Si nous devions être attaqués, toute l'Allemagne ferait explosion, de Memel jusqu'au lac de Constance, comme une mine de poudre ». C'est de la sorte que l'unité allemande s'affirmait dans l'ordre militaire.

Des raisons intérieures la favorisaient également. Indigénat, liberté d'établissement, commerce et moyens de communication, finances elles-mêmes, malgré la clause de Frankenstein, partout l'unification se poursuit. L'indigénat du Reich (Staatsangehörigkeit) tend à se confondre avec l'indigénat du Reich (Reichsangehörigkeit). Il n'y aura plus désormais de différence qu'entre Allemands et étrangers.

L'unification des chemins de fer accomplit également, de 1878 à 1890, de considérables progrès. Leur étatisation fait un grand pas, en Prusse surtout, de 1879 à 1884. Si l'administration prussienne n'est pas toujours parfaite dans ce domaine, du moins l'Etat y gagne-t-il du 6 à 7 0/0, établissant sur cette base de solides finances. Dès 1875, Bismarck avait eu l'idée de résoudre le problème d'un seul coup et d'acquérir pour le Reich tous les chemins de fer des Etats. On

eût commencé par les chemins de fer prussiens. Mais, ici encore, Bismarck n'avait pu atteindre son but, les Etats voulant garder leurs chemins de fer. C'est pourquoi il se contentera de créer un système prussien complet et fermé en soi, nouveau moyen de prussification. En outre, de février à mai 1879, il essaie de gagner le Conseil fédéral à un projet de loi destiné à créer un tarif uniforme pour le transport des marchandises, un Conseil du Reich et un tribunal administratif pour les chemins de fer. Vains efforts. En revanche, la tentative prussienne réussit. En avril 1879, plus de la moitié des chemins de fer prussiens appartenaient encore à des Sociétés privées. Dès 1883 et 1884, la Prusse détient déjà les lignes les plus importantes, dépassant même les limites de l'Etat prussien et se préparant dès lors à dominer tous les réseaux du Nord. La souveraineté est donc quasi totale. Elle s'achèvera dans la période suivante. Or, parmi les moyens de circulation, les chemins de fer se trouvaient seuls en retard vers 1880. On peut donc dire que, vers 1890, l'unification des moyens de circulation et de transport est presque terminée. Progrès capital, qui va ouvrir à l'essor de la bourgeoisie économique et à la libre entreprise des perspectives illimitées. La prussification des chemins de fer est ainsi la première étape dans l'histoire de l'unité ferroviaire du Reich.

3. Le maintien des contributions matriculaires n'empêche pas l'unification de se poursuivre dans le domaine financier, grâce surtout au protectionnisme qui, de 1878 à 1890, se substitue au libre échangisme. Ce système assurait, en effet, des liaisons nouvelles entre douanes de protection (Schutzzölle) et douanes financières (Finanzzölle). Il s'agissait de démontrer à la majorité protectionniste du Reichstag qu'elle aurait les premières, si elle consentait à garantir au Reich

les secondes. Or la conversion des partis au protectionnisme se fait vers 1878, quand apparaît le nouveau Reichstag. Le Centre et les Conservateurs exigent l'abandon du libre-échangisme et le renouvellement des tarifs douaniers. Cramponnés au libre-échange, les Libéraux n'avaient pas, dans ce domaine, la souplesse du Centre. Seuls quelques patrons, hommes d'expérience, avaient compris. C'est pourquoi le Centre, les Conservateurs et quelques Nationaux-Libéraux feront la politique de Bismarck. Ils introduiront des douanes financières importantes et des douanes protectrices assez élevées pour l'industrie, les céréales, le bétail, etc...

Comme les libéraux s'obstinent à ne pas suivre le mouvement, les élections de 1881 renforceront les Conservateurs. Ce sera la victoire des Conservateurs et du Centre. Si la clause Frankenstein, imposée au Reichstag par le Centre, limite singulièrement la part de l'Etat sur les nouvelles recettes, les Etats rendent au Reich leur surplus par le jeu des contributions matriculaires. Bismarck adopte ce compromis et le nouveau tarif douanier paraît en 1879. Le Reich pouvait dès lors espérer vivre de ses recettes sans les avances des Etats et même améliorer leurs budgets. Bismarck arrivait à ses fins. La souveraineté financière des Etats se subordonnait à celle du Reich puisque les Etats lui donnaient ce qu'ils avaient de trop. Les contributions matriculaires et les excédents des Etats augmenteront singulièrement de 1880 à 1883. Le produit net des impôts, qui s'était élevé à 100 millions de 1870 à 1880, sera en 1885 de 200 millions et en 1889-1890 de 350 millions. Or, pour arriver à pareil résultat, il fallait de nouveaux impôts de consommation. Si le projet de 1882 est rejeté par le Reichstag, Bismarck parviendra, en 1887, à faire accepter l'impôt sur le sucre et

le monopole de l'eau-de-vie. Les douanes et impôts de consommation s'élèveront de 246 millions en 1874 à 587 de 1889 à 1890. Si Bismarck ne fait qu'une partie du chemin, il n'en réalisera pas moins d'importantes conquêtes.

4. C'est ainsi que, de 1878 à 1890, les grands domaines administratifs s'unifient. Mais le Reich voit sa tâche s'étendre en conséquence. D'où la question des Ministères, qui se pose dès 1878. D'après la Constitution, il ne devait y avoir qu'un Ministre responsable devant l'Empereur : le Chancelier. Comme l'administration du Reich s'élargissait et que les différences s'accusaient entre les services, la responsabilité de ce Chancelier était purement nominale et illusoire. Direction des affaires et responsabilité politique tendaient à passer du Chancelier aux chefs de services. La loi du 17 mars 1878 modifia la Constitution. Elle admet un suppléant pour le Chancelier et délègue aux chefs de services une partie de la responsabilité. Le Chancelier sera désormais séparé d'eux et les divers Ministères se dessinent. La loi de 1879 créera esnuite pour l'Alsace-Lorraine un Statthalter qui sera un vrai Chancelier dans son domaine. C'est grâce à ces innovations que le Reich pourra exercer sa compétence administrative dans tous les domaines.

L'unification législative poursuit également son cours. C'est le 1er octobre 1879 qu'entrent en vigueur les lois qui, de 1874 à 1876, avaient établi les bases nouvelles du droit civil et de la procédure criminelle. Le Reichsgericht s'installe à Leipzig. Le Reich devient domaine juridique uniforme et, dans chaque Etat, la juridiction se conforme à celle du Reich. Les juristes travaillent à l'élaboration du Code civil. Mais, dès 1879, ils se heurtent à de graves difficultés. Comment simplifier sans tuer trop de traditions? Le droit prussien

s'appliquait à 21 millions d'habitants, le Code Napoléon à 8.500.000, le Code saxon à 3.500.000. La Commission spéciale ne terminera ses travaux qu'en 1887, au bout de treize ans et quatre mois. Son projet ne pourra même pas être accepté. Il faudra recommencer en 1891. D'autre part, l'activité législative du Reichstag est plus intense que jamais. Le Reich acquiert de nouvelles compétences, utilise plus largement sa compétence exclusive, élargit sa compétence relative et empiète inévitablement sur les domaines étrangers à la législation du Reich. L'unitarisme accomplit parfois des progrès par le moyen détourné du fédéralisme, quand les Etats règlent certaines questions par des conventions mutuelles. Le Conseil fédéral, institution fédérative, travaille sans le vouloir à l'unification en servant d'agent de liaison entre les Etats. Mais l'unification s'accomplit surtout par le moyen de la Prusse, par absorption des particularismes moyens ou petits dans le particularisme prussien. Ici encore, unification et prussification vont de pair.

La question fédérale conduit tout naturellement à la question politique. Car l'unification produit un déplacement du centre de gravité dans les organes du Reich. Le pouvoir de l'Empereur s'affermit vers 1879, au moment où se constituent les Ministères du Reich. Une fois créés les Secrétaires d'Etat responsables et répartie entre eux la responsabilité du Chancelier, celui-ci n'est en face du Reichstag que le représentant de la politique impériale. Les pouvoirs impériaux font concurrence à ceux du Conseil fédéral. En outre, le Ministère prussien cède le pas au gouvernement du Reich et à un Empereur qui, débarrassé de Bismarck, se trouve entièrement libre de ses décisions. L'acquisition d'un grand domaine colonial, de 1878 à 1890, confère à cet Empereur, après l'Alsace-Lorraine, une souveraineté

territoriale directe. Or, en face de l'Empereur qui attire à lui les pouvoirs du Ministère prussien, des Ministres du Reich, du Chancelier et du Conseil fédéral, le Reichstag gagne, lui aussi, en importance. C'est en 1888 que l'on remplace par 5 les 3 ans de législature, ce qui augmente le prestige de l'Assemblée. Dès lors, le Reichstag l'emporte sur toutes les Assemblées des Etats, y compris le Landtag de Prusse. La prédominance de l'Empereur et du Reichstag, des deux organes unitaires, favorise ainsi l'unitarisme.

II. Mais elle accentue en même temps la crise politique. Combien dure sera, de 1878 à 1890, la lutte entre Bismarck et les partis! Combien paradoxale, la situation parlementaire allemande! En fait, le problème fédéral et le problème politique sont liés. Unitarisme et parlementarisme vont de pair. Or, le Reichstag, malgré son influence, n'a pas de vrai pouvoir. L'imperfection de la Constitution bismarckienne éclate à tous les yeux.

1. C'est en 1893, au lendemain de sa chute, que Bismarck parlait du « riche orchestre » que devait être, à son sens, la collaboration des partis à l'œuvre nationale. Or, de 1879 à 1881, le Reichstag, sa composition et ses tendances se modifient singulièrement. En 1879, 201 Libéraux, Progressistes et Nationaux-libéraux sont au pouvoir et majorisent les 184 voix du Centre, des Conservateurs et autres fractions. Le libéralisme bourgeois est maître de la situation, entraînant Bismarck dans sa politique, le soutenant aussi dans sa lutte contre le cléricalisme et le socialisme. En 1881, cette majorité se trouvera affaiblie et divisée. Les libéraux perdent 62 sièges et laissent la place au cléricalisme conservateur, catholique ou protestant. Le doctrinarisme politique passe pour jamais à l'arrière plan. Les électeurs se font de plus en plus pratiques et exi-

geants. Les partis se transforment en organisations d'intérêts disciplinées. De 1880 à 1890, ce sont les questions économiques qui l'emportent .Au moment où il triomphe du libéralisme, Bismarck se heurte donc au Centre, devenu si puissant qu'aucune majorité ne sera possible sans lui et qu'il jouera dorénavant le rôle de pivot dans la politique allemande, de masse flottante qui se porte de côté ou d'autre pour constituer les majorités voulues et fait payer cher ses services.

En réalité, Bismarck a en face de lui trois ennemis plus ou moins irréductibles : le libéralisme, le catholicisme et le socialisme. S'il parvient à construire un Parlement ministériel, c'est grâce à son énergie. Il laissera donc à des successeurs moins vigoureux que lui une lourde tâche. Car le parlementarisme se fait récalcitrant au moment même où le Chancelier voit lui échapper la direction de l'administration du Reich et où la liaison entre politique allemande et politique prussienne se heurte à mille obstacles. C'est dire que, de 1880 à 1890, l'organisation bismarckienne, faite de compromis, commence à se désagréger. Le mensonge politique qui prive une Assemblée aussi importante que le Reichstag de la direction effective des affaires se retourne contre celui-là même qui l'a inventé. Impossible d'unir monarchie et démocratie, de réaliser sans heurts le rêve du bismarckisme.

C'est après les élections de 1877 que Bismarck se tourne contre le libéralisme. Les Nationaux-libéraux passent de 150 à 126 sièges et les Progressistes de 49 à 35. Les premiers se voient obligés de se porter à droite, tandis que le Centre affirme sa prépondérance. De là un déplacement du centre de gravité qui deviendra plus apparent quand le problème financier viendra devant l'opinion. Bismarck poursuivait, en effet, une politique économique nouvelle. Entre le libre-échangis-

me de la bourgeoisie et le protectionisme que défendaient le conservatisme agraire et le centre, une grande lutte va s'engager. Bismarck parle d'augmenter les impôts indirects et de créer de grands monopoles d'Etat. Comme le monopole du tabac est encore impossible, Bismarck porte son attention sur les douanes et sur la suppression du libre-échange. Il veut, pour que diminuent les contributions matriculaires, de nouvelles recettes, de nouveaux impôts. C'est alors qu'apparaît au Reichstag, en mars 1878, l' « Union libre des députés protectionnistes». En 1878, dissolution du Reichstag et nouvelles élections. Les Nationaux-libéraux perdent 30 sièges et les Conservateurs en gagnent un grand nombre. Le Reichstag comprend alors trois tiers à peu près égaux : Centre, Conservateurs, Libéraux, le socialisme ne comptant guère encore.

2. Dans ce nouveau Reichstag, les protectionnistes auront 204 voix, c'est-à-dire la majorité. Le Centre se joint à eux presque en entier. L'Union économique comprendra 87 Centristes, 75 Conservateurs, 27 Nationaux-libéraux et 15 membres d'autres partis, en tout 42 membres non-catholiques ou non-conservateurs. Le Centre et les Conservateurs seront alors les piliers de la nouvelle politique bismarckienne. Le Mémoire du Chancelier leur servira de programme d'action. Mais voici que les protectionnistes se divisent. Ceux du Centre réclament des douanes protectrices, les Nationaux-libéraux des douanes financières. En même temps grandit l'agitation agrarienne en faveur des douanes sur les céréales. Ce sera, en 1879, la victoire du Centre et des douanes protectrices. En juillet 1879, nouveau tarif douanier et clause Frankenstein. Si Bismarck obtient de nouvelles ressources pour le Reich, il n'arrive pas à ses fins en ce qui concerne les contributions matriculaires. Le Centre devient le plus ferme

appui de la politique bismarckienne. Il l'emporte également au Landtag de Prusse où les libéraux perdent 99 sièges, où les Conservateurs en gagnent 73, les Conservateurs libres 15, le Centre 7 et les Polonais 4. C'est la ruine momentanée des Nationaux-libéraux et du libéralisme bourgeois.

Elections en 1881. Le Centre réclamant des concessions pour les catholiques et les agrariens de nouveaux tarifs douaniers,les Nationaux-libéraux cherchent à s'unir avec les Progressistes contre la réaction politique et ecclésiastique. Le Centre obtient 98 voix, les Conservateurs 76, les Progressistes 56, la Sécession 47, les Nationaux-libéraux 45. Si les Conservateurs libres et les Nationaux-libéraux subissaient de graves pertes, les libéraux gagnaient de sièges. Importante défaite pour la politique intérieure de Bismark. Mais celui-ci n'en continue pas moins sa politique sociale et protectionniste avec l'appui du Centre et des Conservateurs. Echec de la loi sur le monopole du tabac. Le Centre, pour des raisons confessionnelles, commence à faire opposition contre Bismarck. Ces événements amènent, en mai 1884, un rapprochement significatif entre Bismarck et les Nationaux-libéraux.Quand les Sécessionnistes s'uniront aux Progressistes pour fonder la « Deutsch-freisinnige Partei », ce nouveau parti rompra définitivement avec les Nationaux-libéraux. Mais les libéraux du Sud se déclareront pour Bismarck en même temps que les Nationaux-libéraux. Ainsi, de 1881 à 1884, mouvement contraire au précédent. Si, de 1878 à 1881, Bismarck passe des Nationaux-libéraux au Centre, il se porte, de 1881 à 1884, du Centre aux Nationaux-libéraux.

3. Le problème colonial va de plus en plus influer sur les élections. Conservateurs et Socialdémocrates avaient la victoire; Progressistes et Nationaux-libéraux

se trouvaient affaiblis. Mais comment gouverner avec pareil Reichstag ? Bismarck verra de nouveaux obstacles s'opposer à son nouveau tarif douanier. Dans la question coloniale, rupture de la coalition entre Centre et Conservateurs. Le Centre refuse les crédits coloniaux et se joint aux Progressistes, menaçant ainsi de déplacer la majorité vers la gauche. Le problème polonais le dresse également contre le Chancelier. Or, au même moment, la crise boulangiste provoque une menace de guerre franco-allemande. Bismarck demande le renouvellement du septennat militaire et 41.000 hommes de plus. Il prend une attitude énergique à l'égard de l'opposition. Le Centre, qui n'admet ce renouvellement que pour trois ans et non pour sept, entraîne Libéraux et Socialdémocrates dans la majorité. Grave défaite pour les Conservateurs et les Nationaux-libéraux. Bismarck dissout alors le Reichstag. Le nouveau Reichstag lui offre ce qu'il souhaite : un cartel des partis dits « nationaux », capable de détruire la majorité précédente. Nationaux-libéraux et Conservateurs l'emportent de nouveau. Ce Reichstag « national », qui devait son existence aux seules difficultés franco-allemandes, votera, le 11 mars 1887, le septennat militaire. Divisé pour les questions intérieures, le Reichstag présentait, pour l'armée et la résistance extérieure, une cohésion inattendue. Aussi obtient-il, en 1888, la législature de cinq ans.

Mais, de 1887 à 1890, un grave changement se produit dans la politique intérieure du Reich. Le personnel gouvernemental se renouvelle entièrement. En mars 1888, la mort de Guillaume Ier ; de mars à juin 1888, règne éphémère de Frédéric III. De 1888 à 1890, avènement et débuts de Guillaume II ; puis chute de Bismarck. Enfin, en 1890, nouvelles élections au Reichstag. Le cartel de 1887 perd 83 sièges, en raison de la

politique sociale du nouvel Empereur. L'opposition comprend 255 députés dont 106 pour le Centre, 66 Progressistes et 35 Socialdémocrates. Avant de tomber, le Chancelier voit ainsi disparaître sa majorité parlementaire. C'est que le jeune Empereur se décide pour le libéralisme et pour la politique sociale. Il prétend faire sa propre politique. Il affirme son gouvernement personnel contre le Chancelier et défend à ce dernier d'entretenir des relations directes avec les chefs de partis. Bismarck sortira vaincu de la crise et l'on aura ,en Allemagne, un Empereur très autoritaire et fantasque, gouvernant avec des Chanceliers de plus en plus médiocres, en face d'un Reichstag de plus en plus divisé. Désormais, les Chanceliers ne pourront gouverner, ni avec l'Empereur contre le Reichstag, ni avec le Reichstag contre le souverain. Et, en dernière analyse, l'Empereur, le Chancelier et le Reichstag verront leur échapper la réalité du pouvoir. L'Allemagne, qui n'est ni une monarchie, ni une démocratie, continuera à se mouvoir entre ces deux formes.

III. Karl Lamprecht nous présente volontiers l'Allemagne moderne sous les espèces d'une monarchie intelligente qui, sans abandonner aucun de ses droits, suit le progrès moderne et conduit la nation vers de grandes detinées, unissant les éléments multiples qui la composent : 1° les anciennes classes sociales, aristocratie et haute bourgeoisie; 2° les éléments nouveaux : libre entreprise et prolétariat. Mais la lutte entre Bismarck et les partis, de 1878 à 1890, met en pleine lumière les difficultés de cette intégration, la situation précaire du gouvernement, la crise inévitable qui devait suivre la disgrâce de Bismarck. Alors que le Conseil Fédéral, relégué dans l'ombre, ne représente plus que l'aspect fédéral du pouvoir personnel, le Reichstag comprend, lui, toutes les puissances et tou-

tes les énergies qui, dans leur élan, tendent à l'autonomie. Le pouvoir central cherche à les contenir. Empereur, Chancelier et partis combinent leurs efforts pour y réussir. Libre entreprise bourgeoise, agrarisme conservateur, prolétariat mécontent, catholicisme politiquement organisé, puissances d'ordre intellectuel, tentatives colonisatrices, minorités nationales, que d'exigences à satisfaire!

1. Le libéralisme bourgeois, représenté surtout par les Nationaux-libéraux, avait, dans la période précédente, gouverné avec Bismarck, habitué le jeune Empire au libre-échangisme et déchaîné, avec le stimulant des milliards français, les énergies d'une classe moyenne impatiente de s'enrichir. D'où le krach de 1873, avec toutes ses conséquences. Le protectionnisme succède au libre-échangisme. Conservateurs agrariens et Centre donnent le ton à la politique .La réaction économique se substitue ainsi à un excès de liberté. On englobe, en 1882, la ville libre de Hambourg dans l'Union douanière allemande et celle de Brême en 1885. La doctrine de Manchester, qui prêche le « laisser-faire », se voit remplacée par une politique qui confie à l'Etat de nouveaux pouvoirs sur la vie économique. On prépare l'alliance entre la bureaucratie bismarckienne et la bourgeoisie de l'entreprise, alliance qui sera l'une des caractéristiques essentielles de l'Allemagne avant la guerre. On reconnaît à l'Etat le droit de limiter la liberté économique individuelle. On ne le limite plus à une sorte de police destinée à protéger la propriété. De là, en 1880, l'idée du « Conseil populaire économique » (Volkswirtschaftsrat) prussien, composé de 75 membres et où seraient représentées les compétences techniques. Mais, en 1881, le Reichstag s'oppose à la création d'un Conseil de ce genre pour le Reich et l'institution prussienne elle-même ne tarde

pas à disparaître. De là l'idée d'augmenter les impôts de consommation, d'introduire de grands monopoles d'Etat, de procurer au Reich des ressources importantes prélevées sur la vie économique de la nation. Mais, ici encore, Bismarck ne réalisera qu'une partie de son programme. La victoire du protectionnisme a toutefois largement profité aux agrariens et augmenté l'influence de l'Etat sur l'économie nationale.

La politique sociale vient soutenir cette tendance à l'étatisme. Régler la vie économique, c'était régler le travail et ses conditions, cela au lendemain d'une ère de luttes contre la Socialdémocratie. Celle-ci s'était constituée de 1840 à 1870, en même temps que la libre entreprise bourgeoise. Après 1870, elle était devenue une vraie puissance politique. En face du bourgeois détenteur des moyens de production, des bâtiments et des terrains, des machines et des outils, se dresse le prolétariat, qui ne dispose que de ses bras, de son savoir technique et de son intelligence. De 1864 à 1870, ce prolétariat avait bénéficié du suffrage universel et du programme national. Puis, avec Liebknecht et Bebel, le marxisme l'avait emporté, surtout en raison du krach de 1873. Après avoir connu une hausse formidable des salaires, le prolétariat avait vu s'effondrer l'édifice. D'où le succès de la propagande marxiste, de 1875 à 1878. D'où aussi les attentats contre Guillaume Ier, en mai et en juin 1878. Ce fut alors la loi contre les socialistes. Votée en octobre de la même année, elle fut appliquée immédiatement et cela jusque vers 1890, mais ne réussit nullement à détruire les organisations socialistes. Le parti, qui n'avait en 1877 que 500.000 voix, en aura trois fois plus en 1890. Ce seront là, pour la Socialdémocratie persécutée, des années de recueillement au cours desquelles elle élargit sa base et sa doctrine, devient plus nationale et plus bourgeoise,

arme ses théoriciens et se défait de son enthousiasme révolutionnaire. A mesure que l'Etat bismarckien se relâche de sa rigueur, il se porte au devant de la Socialdémocratie. Si, de 1860 à 1877, il n'avait guère songé qu'à satisfaire la bourgeoisie commerçante et industrielle, il va maintenant s'occuper du prolétariat et mettre fin au patriarcalisme exploiteur Comment ne pas régler les conditions du travail, défendre la personnalité du travailleur dans les contrats et lui donner les garanties de sécurité indispensables ? Ce sera la grande réforme sociale de l'Etat bismarckien. De 1869 à 1876, timides débuts. Lois sur la responsabilité patronale dans les accidents, sur le travail des femmes et des enfants. Bismarck prépare alors, avec l'appui du Centre et des Conservateurs, les assurances contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse. Dês 1881, il présente au Conseil fédéral un projet de loi concernant les assurances contre les accidents. Mais il lui faut renoncer pour l'instant à l'assurance passive qui eût coûté trop de dépenses à l'Etat. Le 17 novembre 1881, c'est le fameux Message impérial. Un second projet sera voté en 1884. Dès 1885 il produit ses fruits. Mais l'assurance passive et la participation directe de l'Etat seront réalisées au début du règne de Guillaume II. Celui-ci rompra précisément avec Bismarck quand, pour dépasser le vieux Chancelier, il voudra, non seulement développer les assurances, mais encore garantir la protection du travail.

2. A la lutte contre le catholicisme succède aussi une période de réconciliation. C'est la fin du Kulturkampf.

En 1878, Léon XIII remplace Pie IX. Il échange aussitôt avec Guillaume Ier des messages bienveillants, au moment où Bismarck, en conflit avec les Nationaux-libéraux, entreprend une politique de protectionnisme

et d'impôts indirects qui le réconcilie avec le Centre. D'où, en 1878, les premières négociations avec Rome. C'est ensuite la retraite de Falke, ministre des Cultes. En 1879, négociations à Vienne entre l'Ambassadeur allemand et le pro-nonce Jacobini. Mais comment conclure directement la paix ? Bismarck essaie de résoudre le problème par une nouvelle législation d'Etat. Il s'efforce de satisfaire les catholiques de la Prusse et du Reich. La composition du Reichstag de 1881 lui permet d'entreprendre ce travail de pacification, lent d'ailleurs et difficultueux. Les cinq grandes lois de paix furent promulguées de 1880 à 1887. En mai 1887, Léon XIII reconnaîtra officiellement la fin du Kulturkampf. L'Etat est vaincu, disaient les Libéraux. Les Ultramontains intransigeants se plaignaient, au contraire, que l'Eglise n'eût pas obtenu assez de concessions. En réalité, aucun des deux partis ne l'avait emporté. L'Etat renonçait à empiéter sur le domaine ecclésiastique et l'Eglise sacrifiait certaines exigences. Elle n'en sortait pas moins plus forte du combat. Dès lors, l'intégration du catholicisme allemand dans l'Empire bismarckien est un fait accompli. La période suivante la complètera. Après avoir favorisé le libéralisme bourgeois et si durement traité le catholicisme et le socialisme, l'Empire bismarckien leur ouvrait largement la voie, au moment même où il s'efforçait de régir toute l'économie nationale. A une politique d'exclusion se substitue donc, de 1878 à 1890, une politique plus compréhensive.

3. Même effort du côté de l'enseignement et de la culture. A côté de l'enseignement classique, il convient de créer l'enseignement réaliste et pratique. Humanisme et naturalisme scientifique sont aux prises et ce conflit significatif aboutit à la Conférence nationale de 1890. Les maîtres de l'enseignement s'étaient organi-

sés. Ils avaient pris conscience de leurs intérêts et de leur idéal. Ils luttaient depuis 1880 pour leur droit. Ecoliers et maîtres échappaient de plus en plus à la tyrannie de l'humanisme. Ils pensaient au passé et à l'avenir allemands. Libre entreprise, grande industrie, politique sociale et mondiale, autant de préoccupations nouvelles. L'Etat, avec ses besoins et son activité, exigeait une culture plus large .Les critiques de l'ancien système se multipliaient, alors qu'on créait partout des « Realschulen ». Les classes dirigeantes se trouvaient placées en face de deux fins à poursuivre. Elles avaient à choisir. Il convenait d'enlever au gymnase classique son monopole exclusif, qu'il défendra âprement de 1885 à 1890. Les Nationaux-libéraux l'attaquaient violemment depuis 1873. On se tournait de plus en plus vers le modernisme pédagogique anglais. On mettait au premier plan l'histoire, la géographie, les sciences naturelles et le dessin. On voulait les Humanités modernes, en raison même de la décadence irrémédiable des Humaniés classiques. De 1882 à 1889, 44 projets de réforme avaient été adressés au Ministère Prussien des Cultes! Modérés et radicaux étaient aux prises. Dès 1886 ,les premiers avaient réclamé l'école unique qui, plus moderne que le gymnase et moins avancée que le Realgymnasium, devait être un moyen terme entre les deux cultures. Les radicaux voulaient que l'école unique réunît systématiquement le gymnase classique, le Realgymnasium et la Realschule. Guillaume II intervient alors pour régler la question. Il essaie d'orienter la pédagogie vers le mouvement national. Il désire qu'on allège, qu'on germanise et qu'on modernise l'enseignement. D'où l'ordonnance du 1er mars 1890, qui applique ces principes à l'enseignement secondaire.

4. Vers 1886, la question polonaise avait pris une

acuité nouvelle, après avoir déjà, dans la période précédente, provoqué le Kulturkampf. La Prusse luttait, en Pologne, contre l'invasion des Polonais russes et cherchait à établir la germanisation. On avait créé la fameuse « Ansiedlungskommission » qui se proposait de peupler la Pologne prussienne avec des paysans allemands. La loi de colonisation fut votée en 1886. Vint ensuite la question alsacienne-lorraine, qui retint longtemps l'attention du Reich. En 1879, l'organisation de l'Alsace avait fait un progrès considérable. On avait créé pour elle un gouvernement indépendant, avec Manteuffel comme Statthalter. Or, Manteuffel avait échoué dans son entreprise. En 1884, les Alsaciens n'avaient élu que des protestataires et des cléricaux. La germanisation faisait décidément bien peu de progrès.

5. Le Reich bismarckien, tout en s'organisant à l'intérieur, cherche en même temps à sortir de ses frontières continentales et à se constituer un domaine colonial. En 1880, le Reichstag avait abandonné les îles Samoa et cet acte de défaitisme colonial avait déchaîné dans le Reich un mouvement très actif. En 1880, paraît le livre de Fabri : *Bedarf Deutschland Kolonien?* En 1882, création de la « Deutsche Kolonialgesellscyaft », et, en 1884, de la « Gesellschaft für deutsche Kolonisation ». En 1888, fusion de ces deux sociétés. C'est de 1883 que datent les premières acquisitions, l'affaire Lüderitz, les négociations entre Bismarck et l'Angleterre. D'autres commerçants colonisateurs travaillent dans le Togoland et le Cameroun. La Ligue hanséatique donne les directives. Bientôt sera constituée l'Afrique allemande de l'Est. En 1884, la Conférence de Berlin réunira les puissances intéressées à l'Afrique. En 1885, le Reichstag accordera aux lignes de paquebots à vapeur du Nord-Deutscher Lloyd, pour quinze



ans, un crédit de 4 millions. Viendront ensuite de nouvelles colonies. Le développement colonial ne tardera pas à dépasser les idées de Bismarck, qui, répudiant l'idée de la province coloniale, se fût aisément contenté de protectorats pour des Sociétés commerciales. Vers 1890, l'Allemagne possédait les colonies suivantes : l'Afrique allemande orientale (995.000 kgq et 10 millions d'habitants), le Cameroun (758.000 kq. et 4 millions d'habitants) et le Togo (872.000 kq. et 1 million d'habitants).

C'est ainsi que l'Empire, de 1878 à 1890, essaie de suffire aux tâches multiples qui lui incombent. Il s'unifie rapidement, étendant sa compétence dans l'ordre législatif et administratif. Il s'efforce de conquérir tous les partis à la politique prusso-bismarckienne. Il cherche à donner droit de cité aux énergies économiques de la bourgeoisie, au prolétariat, aux catholiques, à la culture nouvelle, aux populations annexées, aux colonies. L'Allemagne moderne se constitue et se développe à grande allure. D'Etat prussien étroit et protestant, bourgeois et continental, elle devient Empire aux vastes proportions, à la fois catholique et protestant, socialiste et bourgeois, démocratique et conservateur, national et mondial. Elle y réussit parce qu'elle jouit en Europe d'un prestige considérable. C'est au cours de ces années qu'elle élabore la Triplice, tandis que, lentement, se prépare l'alliance franco-russe.

CHAPITRE VII

Le fédéralisme austro-hongrois et la politique de Crispi en Italie

La formation de la Triple Alliance s'explique par la situation intérieure des nations qui la constituent. Mais, au cours de cette période éminemment « coloniale », des mobiles extérieurs viennent s'ajouter aux raisons intérieures. Si l'Italie adhère à la Triplice, c'est qu'elle ne pardonne guère à la France l'occupation de Tunis. Si l'Autriche-Hongrie conclut avec l'Allemagne une alliance formelle, c'est qu'elle y est contrainte par la menace slave. Mais on peut, tout en tenant compte de ces facteurs nouveaux, voir comment la lutte des nationalités s'est poursuivie en Autriche et en Hongrie de 1878 à 1890, pourquoi la politique de l'Italie a poussé ce pays vers l'alliance austro-allemande en 1883 et l'y a maintenu jusqu'en 1890.

I. En Autriche-Hongrie, c'est le nom de Taaffe qui domine la période. Ce ministre y a dirigé les affaires de 1879 à 1893, suivant une politique nettement fédéraliste.

1. L'occupation de la Bosnie avait été, pour l'Autriche, un évènement considérable et gros de conséquences. Si elle lui permettait de résister à l'influence russe dans les Balkans ,elle devait avoir, d'autre part, de désastreux effets sur la politique intérieure du pays. Andrassy avait savamment amené les Délégations, sans leur révéler ses intentions secrètes, à voter les 60 mil-

lions nécessaires à l'occupation. D'où un mécontentement qui ne fit que grandir, du jour où l'on apprit l'insuffisance de cette somme. Et puis l'acquisition de deux provinces slaves n'allait-elle pas favoriser le slavisme en Autriche-Hongrie? En Bohême et en Croatie naissaient de nouveaux espoirs. Les Tchèques s'agitaient et demandaient, contre la minorité allemande, une modification de la loi électorale. Mais impossible de revenir sur l'occupation. Après la chute du ministère Auersperg, la situation était devenue plus confuse encore. Quand, en novembre 1878, Andrassy dut défendre sa politique devant les Délégations, il demanda de nouveaux crédits pour l'occupation. Il parvint toutefois à ses fins. L'acceptation du traité de Berlin eut donc lieu le 27 janvier 1879.

De nouvelles élections, en 1879, décidèrent du système gouvernemental. Depuis 1870, la méthode en vigueur avait eu la confiance de l'Empereur et celle de la population allemande. Mais le libéralisme ne pouvait plus compter sur une victoire semblable à celle de 1873. Il n'avait plus pour lui les grands propriétaires. Il était facile, d'autre part, d'obtenir une majorité qui, conservant la Constitution, s'en servirait pour les fins du fédéralisme. C'était là le programme de Taaffe. Les Tchèques se montraient déjà plus souples, plus disposés à entrer au Reichsrat. Taaffe finit par réconcilier les grands propriétaires de Bohême, les féodaux et les constitutionnels. Que les Tchèqnes prissent place au Reichsrat, et la majorité fédéraliste pouvait compter sur 177 voix, contre les 176 de l'opposition. C'est ce qui arriva et l'Empereur confia le Ministère à Taaffe.

L'alliance austro-allemande date de cette époque. Le Reichsrat s'ouvrit le 8 octobre 1879 et l'Empereur y accueillit les Tchèques avec bienveillance. Dans cette

Assemblée, 91 libéraux et 54 progressistes faisaient front contre une majorité qui comprenait 57 sièges du Centre-droite, 57 Polonais et 54 Tchèques, soit 145 contre 168. Situation incertaine, car l'opposition pouvait toujours rendre impossible la majorité des deux tiers pour les modifications constitutionnelles. Le Ministère déclara d'ailleurs qu'il ne modifierait pas la Constitution. Mais, pour le reste, il fit la politique des fédéralistes. La discussion de la loi militaire mit en évidence la faiblesse de la gauche libérale, qui ne sut pas, dans cette grande occasion, conserver son unité. En effet, 42 libéraux se joignirent au parti gouvernemental. Le 20 décembre, la majorité des deux tiers se prononça pour le projet gouvernemental qui demandait le maintien pendant 10 ans d'une armée de 800.000 hommes. Le club progressiste se sépara des libéraux. Le ministère eut soin d'éliminer de son sein tous les éléments antifédéralistes et d'accorder certaines concessions aux Tchèques. Comme le conflit s'exacerbait, les Ministres constitutionnels restés au gouvernement, trouvant la situation intolérable, finirent par se retirer. Le 14 janvier 1881, il n'y avait plus au Ministère, après le remplacement des deux ministres allemands Streit et Kremer par un Tchèque et un Italien, que des fédéralistes. On mit également un Polonais à la place de Coronini, président du Reichsrat et acquis aux idées constitutionnelles. Les fédéralistes avaient ainsi le pouvoir dans le Cabinet et au Reichsrat.

2. Le fédéralisme, bien armé, pourra alors faire de rapides conquêtes et obtenir des concessions en faveur des catholiques ou des nations slaves. Les aristocraties nationales et le clergé allaient l'emporter sur les fonctionnaires allemands et sur les pouvoirs laïques. Mais comment satisfaire les nationalités? Elles étaient de plus en plus exigeantes. Les Tchèques voulaient

qu'on restreignît l'allemand aux tribunaux, à l'école et à l'administration. Les fonctionnaires allemands ne sachant pas le tchèque n'auraient pu se maintenir même dans les provinces allemandes du pays. Le club polonais se montrait intransigeant en matière d'impôt foncier. Les ultramontains réclamaient l'abolition de la législation scolaire libérale, Or, ces exigences étaient justement celles qui avaient obligé des Ministres constitutionnels à quitter le Cabinet. La question de l'impôt foncier présentait les plus graves difficultés. Dans les provinces allemandes, les paysans voulaient qu'elle fût réglée et ils exerçaient une pression violente sur leurs représentants, sans lesquels il n'y avait pas de majorité possible. Or, satisfaire les paysans, c'était rejeter les prétentions polonaises. En 1880, les Polonais arriveront cependant à leurs fins. La loi du 26 mars 1881, votée à la majorité des deux tiers, contentera tout le monde. En ce qui concerne la question scolaire, les ultramontains allemands seront également vaincus par les fédéralistes. En 1881, l'affaire de l'Université de Prague, que les Tchèques voulaient scinder en deux : Université tchèque et Universiité allemande. Ici encore, le fédéralisme l'emporte et les Tchèques obtiennent gain de cause. Mais cette solution donne lieu à de graves conflits entre étudiants allemands et étudiants tchèques, si bien qu'il faudra rétablir l'ordre à Prague. D'autre part, tout en favorisant le fédéralisme, le Ministère accordait, dans le domaine de l'école confessionnelle, de l'instruction obligatoire et de la loi électorale, d'importantes concessions au Club Lichtenstein pour l'empêcher de s'unir à la gauche. En outre, conflits entre Ruthènes et Polonais, entre Slaves et Italiens. Les Slovènes faisaient, grâce à l'appui gouvernemental, de sérieux progrès sociaux et politiques. En Silésie, l'ordonnance de Prazak sur la ques-

tion des langues ouvrait large la voie aux éléments slaves.

En Bohême et en Moravie, le germanisme était de plus en plus combattu. Le gouvernement cachait mal sa partialité à l'égard des Tchèques. Dissolution de la Chambre de Commerce de Prague, dont la majorité allemande se trouve détruite. En 1884, les élections aux Parlements seront funestes pour le parti constitutionnel. Presque partout, victoire des nationalités qui deviennent de plus en plus exigeantes. En 1885, clôture du Reichsrat par un discours de l'Empereur qui célèbre les résultats obtenus. Aux élections du 13 juin 1885, la droite fédéraliste aura encore une majorité de 192 sièges sur 353. Le partage de l'Université de Prague, la prépondérance des Tchèques au Landtag de Bohème, l'ordonnance Prazak, la victoire de l'aristocratie polonaise en Galicie et du parti slovène en Carniole, une réforme électorale favorable aux catholiques, l'abolition de la liberté économique et l'institution de corporations obligatoires, telles sont les importantes conquêtes du fédéralisme.

3. Si la réaction libérale allemande fut faible, c'est qu'elle était divisée depuis les débuts de la lutte. Les libéraux et le club progressiste s'étaient séparés après le vote de la loi militaire. Ils avaient ensuite perdu tous leurs Ministres dans le Cabinet. Les Allemands d'Autriche avaient bien fondé le « Schulverein », destiné à soutenir l'école allemande partout où elle était menacée. Mais cette tentative ne pouvait guère arrêter les progrès du slavisme fédéraliste. La résistance des paysans allemands à l'impôt foncier avait été vaincue par l'élément polonais. Après le partage de l'Université de Prague, les gauches commencèrent toutefois à se rapprocher. Le 19 novembre 1881, le club des gauches réunies était fondé. Mais quand le gouver-

nement obtint l'appui du club de Lichtenstein pour les concessions que l'on sait, les gauches, au lieu de maintenir leur union, se divisèrent à nouveau. Les démocrates s'en séparèrent. L'ancien président Coronini fonda un parti moyen qui s'appuya sur les Italiens et les Ruthènes, c'est-à-dire sur les nationalités qui n'étaient ni allemandes ni slaves. Et lorsque l'Empereur clôture le Reichsrat, en 1885, par un grand discours optimiste, les gauches réunies sauront lui rappeler les menaces qui pesaient sur l'unité de l'Etat autrichien, sur la nationalité allemande et sur la culture en général.

Au lendemain des élections au Reichsrat, la gauche libérale allemande, qui disposait de 181 sièges, aurait pu l'emporter si elle avait eu la même cohésion que les Tchèques et les Polonais. Quand, à la fin des élections, les 90 membres des gauches réunies voulurent s'entendre sur un programme commun, un nouveau conflit éclata, les uns voulant l'affirmation du germanisme, les autres l'unité de l'Etat. Troisième schisme en 1887, quand du club allemand se détachera l' « Union des nationaux allemands » qui refusait de rompre avec les antisémites. C'est pourquoi toutes les élections au Reichsrat marqueront la baisse continue de la gauche allemande. En 1882, elle avait déjà perdu la majorité à la Délégation. En 1885, elle n'aura plus au Reichsrat que 132 membres et 110 en 1891. Quant au parti socialiste, il était paralysé par la lutte entre socialistes et anarchistes. Il fallut même, de 1884 à 1885, promulguer des lois d'exception contre les territoires slaves.

C'est ainsi qu'en face d'une coalition fédéraliste cohérente et vigoureuse, le libéralisme allemand se débattait dans l'incohérence. Mais la première allait elle-même se diviser. La rupture fut provoquée par l'évo-

lution démocratique de la nation tchèque. Les Jeunes-Tchèques se dressaient en face des Vieux-Tchèques, réclamant le suffrage universel, la liberté de la presse et l'école laïque. Par eux le libéralisme pénétrait les nationalités, en particulier celle qui s'affirmait le plus en Autriche. Il est vrai que les Jeunes-Tchèques commencèrent par s'unir aux Vieux-Tchèques contre les Allemands. Mais, en 1887, l'inévitable rupture se produisit. Les Vieux-Tchèques avaient eu, aux yeux de la nouvelle génération, le tort de sacrifier le progrès national, l'indépendance de la Bohème, l'alliance avec la Russie, la lutte contre les Allemands. Les Jeunes-Tchèques reprennent alors ce programme. Ils manifestent en faveur de la France et de la Russie. De 1887 à 1889, ils obtiennent la majorité dans les villes et dans les campagnes. Les Vieux-Tchèques, en face de ce mouvement, prennent peur. Ils décident les Allemands à revenir au Landtag. D'où le paradoxal pacte de 1890 qu'une partie des Vieux-Tchèques n'osa cependant pas signer, par crainte des Jeunes-Tchèques.

II. Tandis qu'en Autriche le slavisme reprenait ses positions et ne trouvait en face de lui qu'un germanisme divisé et affaibli, la lutte entre Slaves et Magyars atteignait en Hongrie son point culminant.

1. Lutte plus dure que l'autre, parce que les Magyars avaient plus de cohérence et de fermeté que les Allemands d'Autriche. Ici, le Ministère avait approuvé, comme le Ministère autrichien, l'occupation de la Bosnie-Herzégovine. Aux élections de 1878, il obtient une majorité de 60 voix. Mais Tisza ne pouvait guère compter sur elle pour la question de l'occupation. Une scission se produisit à ce sujet au sein même du Cabinet, qui faillit démissionner. L'opposition, ici comme à Vienne, se tourna vers l'Empereur. Mais, tandis que l'adresse autrichienne ne provoquait que confusion,

l'adresse hongroise, plus nette, ne mettait pas l'occupation en cause. Tisza obtint alors une majorité restreinte et, le 4 décembre 1878, reprit définitivement le pouvoir. Le Ministère put alors continuer à « magyariser » le pays, ses écoles et son administration. D'autre part, Tisza sut habilement limiter cette « magyarisation » de manière à ne pas compromettre les intérêts du royaume. S'il favorisait la renaissance du magyar, Allemands, Slaves et Roumains pouvaient s'en plaindre; mais ces plaintes, loin de compromettre la monarchie dualiste, tendaient au contraire à consolider le dualisme. En 1879, une loi prescrira l'enseignement obligatoire en magyar dans toutes les écoles primaires et secondaires. Nombre d'Allemands approuvèrent cette mesure parce qu'ils trouvaient avantage à apprendre le magyar dans un Etat magyar. On essaya ensuite d'en finir avec les théâtres allemands à Pest et dans d'autres villes. Mais, sur ce point, la résistance fut plus vive. En 1881, Tisza obtint encore une majorité de 50 voix et la lutte pour ou contre la « magyarisation » continua de plus belle. Les Allemands d'Allemagne protestaient. En Hongrie, contre-démoustration. Fort heureusement, Tisza conserva sa traditionnelle modération et introduisit l'instruction obligatoire en allemand dans les écoles supérieures. Comme l'antisémitisme, hostile aux Allemands, faisait rage en Hongrie, le Ministère le combattait avec vigueur. La « magyarisation » des Allemands ne s'en poursuivit pas moins par la loi sur l'enseignement secondaire, qui mit entre les mains des Hongrois les gymnases et Realschulen des Saxons de Siebenburg. Cette loi, qui devait être appliquée à tout le royaume, passa en 1883 sous une forme nouvelle et assez dure pour les Allemands. Nouvelles difficultés, de 1883 à 1885, avec les Saxons, qui résistèrent énergiquement. En 1884, Tisza eut encore la

majorité. De 1884 à 1890, la magyarisation s'affirme encore. D'importantes réformes voient le jour. En 1886, diminution de la Chambre des Magnats, tandis que le mandat de la Chambre des Députés est porté de trois à cinq ans. En 1889, acquisition des chemins de fer par l'Etat. En 1888, renouvellement du règlement décennal avec l'Autriche. C'est ainsi que, de 1878 à 1890, le gouvernement magyar établit avec Tisza sa prépondérance, en livrant au germanisme une lutte tenace et en perfectionnant l'administration autonome du pays.

2. Mais la lutte entre Magyars et Slaves fut plus violente encore. L'occupation de la Bosnie avait réveillé les espérances des Croates. D'où leur résistance aux Magyars. Il fut impossible, en 1879, de renouveler le compromis de 1873. En 1880 mêmes difficultés. Il fallut accorder aux Croates, en 1881, l'incorporation à leur territoire de la frontière militaire. On essaya également de résoudre, la même année, la question de Fiume. Mais ces conflits recommencèrent en 1883, quand il fut question de mettre sur les établissements financiers d'Agram des écussons portant des inscriptions magyares à côté des inscriptions croates. Terrible affaire, qui dura jusqu'en 1885 et n'eut peut-être pas sa pareille dans toute la monarchie. Mêmes conflits avec les autres nationalités qui, mal organisées, ne pouvaient guère résister. Les Slovaques du Nord-Ouest cherchaient à se rapprocher des Tchèques de Bohème et de Moravie. Contre ce rapprochement, le cabinet magyar et le clergé luthérien firent front en 1884. Dans la Serbie du Sud, l' « Omladina » réclamait l'autonomie. En 1887, création du parti serbe indépendant de Croatie. Enfin, difficultés avec les Roumains qui, dès 1881, réclamaient du gouvernement la Transylvanie.

Les Hongrois surent conserver, durant cette période, une influence considérable aux délégations et dans les Ministères, même après le départ d'Andrassy. L'alliance allemande avait pour elle les Autrichiens allemands et les Magyars. Le testament d'Andrassy fut respecté et les conflits avec les Saxons n'empêchèrent pas cette conception de prévaloir. Bismarck fut assez habile pour rester neutre à l'égard du conflit des nationalités dans la monarchie dualiste. Seule sa politique douanière parut un instant inquiéter les Hongrois. Mais Bismarck souhaitait, d'autre part, l'alliance douanière avec l'Autriche-Hongrie, alliance qui eût permis aux blés hongrois d'obtenir certains avantages sur le marché allemand. Ce désir atténua le désaccord. Les Magyars restaient d'ailleurs fidèles à l'alliance austro-allemande, surtout à cause de leur hostilité contre la Russie. C'est pourquoi la lutte des nationalités en Autriche-Hongrie n'a pas nui, de 1878 à 1890, comme de 1871 à 1878, à l'alliance austro-allemande. Bien au contraire, la monarchie dualiste s'est rapprochée de l'Allemagne dans la mesure même où elle se sentait menacée par le slavisme.

III. La politique intérieure de l'Italie, de 1878 à 1890, gravite presque toute entière autour des questions économiques et du problème colonial. C'est l'affaire de Tunis qui, en 1882, va décidément orienter l'Italie vers la Triplice. Cairoli, qui soutient la cause française, et le couple ministériel Depretis-Crispi, qui penchent vers l'Allemagne, se disputent le pouvoir. En 1878, le roi Humbert succède à Victor-Emmanuel en même temps que le pape Léon XIII remplace Pie IX. Année fatidique dans les annales de l'Italie moderne. Le ministère Depretis-Crispi avait beau être radical, il n'en avait pas moins de vives sympathies pour l'Allemagne. C'est en 1877 que Depretis avait remplacé Nicotera par

Crispi. Mais de graves révélations sur la bigamie de ce dernier avaient provoqué sa chute, en même temps que celle de Depretis. Lorsque Cairoli prit le pouvoir, il ne put lutter contre l'opposition des deux Ministres déchus qu'avec l'aide de la droite. Or celle-ci ne voulait ni l'extension du suffrage, ni l'abolition de la mouture. D'où l'infécondité législative du Ministère Cairoli. Il ne réussit à promulguer qu'un nouveau tarif douanier, dirigé d'ailleurs contre la France. Puis, en décembre 1878, Depretis reprend le pouvoir et sa principale préoccupation sera d'organiser le réseau des Chemins de fer de l'Etat. Il fallait exploiter 5.500 kilomètres de voies ferrées avec un crédit de 1.200 millions. L'Etat prenait à sa charge la plus grande partie des frais. Il fallait également prévoir de nouveaux impôts, afin de pouvoir abolir la mouture. Mais le Sénat n'admet cette abolition qu'en partie et le projet sur les chemins de fer ne sera adopté que plus tard. La question des impôts fit tomber Depretis en juillet 1879. De nouveau, Cairoli le remplace, puis, en novembre, le prend même dans son Ministère. En 1880, Crispi renverse, sur la question financière, ce Cabinet singulier. Le Roi dissout le Parlement. Mais les nouvelles élections ne donnent la victoire à aucun parti. A droite 165 députés, au Centre 50. Le Ministère aura pour lui 218 voix et la gauche oppositionnelle 75. Action contre l'extrême-gauche, quelques progrès en ce qui concerne la réforme électorale et la mouture, restauration financière, tels seront les actes essentiels du Ministère Cairoli que le problème tunisien ne tardera pas à faire tomber. Le 7 avril 1881, au lendemain de l'occupation de Tunis par les Français, Cairoli disparaît.

C'est précisément grâce à sa politique extérieure que le Ministère Depretis, constitué cependant au milieu de circonstances défavorables, pourra se maintenir de 1881

à 1887. Ce cabinet, en effet, se détourne de la France et s'oriente nettement vers l'alliance austro-allemande. Rapprochement malaisé d'ailleurs, en raison de l'irrédentisme italien et des difficultés qu'il avait suscitées naguère entre Italie et Autriche-Hongrie. Mais, de 1881 à 1882, l'union entre les nations de la future Triplice se resserre. Dans le même intervalle, la situation parlementaire du Cabinet s'affermit. Il met sur pied la réforme électorale, qui augmente de 2 millions le nombre des électeurs, introduit le scrutin de liste et répartit à nouveau les circonscriptions. Cette loi sera adoptée par le Sénat en mai 1882. On dissout alors la Chambre. Nouvelles élections. Une partie de la droite cherche à s'unir avec le parti ministériel. Depretis se déclare alors prêt à admettre ceux qui désirent ce qu'il appelle le « transformisme », c'est-à-dire le progrès. Les élections furent favorables au Ministère. La gauche modérée et les transformistes constituèrent une solide majorité. Mais l'attaque des gauches ne se fit pas attendre. En mai 1883, elles obligèrent Depretis à se prononcer nettement sur son alliance avec la droite. Ce fut, pour Depretis, l'occasion d'un vrai triomphe. L'opposition, conduite par Cairoli, Crispi, Nicotera, Zanardelli et Baccarini, prit le nom de Pentarchie. Mais cette Pentarchie ne représentait qu'une minorité et le Ministère ne courut de réel danger que lorsqu'une partie de la droite fit mine de l'abandonner. Depretis sut d'ailleurs se la concilier en reconstituant son Ministère et en y introduisant des chefs de la droite.

C'est précisément ce Ministère qui fit entrer l'Italie dans la Triple Alliance. Une fois celle-ci organisée, l'Italie se rapproche ensuite de l'Angleterre. Nous voici au début de la politique coloniale italienne. L'affaire d'Abyssinie fit tomber Mancini, qui fut remplacé par Robilant, un des protagonistes de la Triplice. Quant au

ministère Depretis, il continua son œuvre de réorganisation intérieure. Il améliore considérablement les finances. En 1884, suppression de la mouture. On confie l'exploitation des chemins de fer, non à l'Etat, mais à trois grandes Compagnies, avec participation du gouvernement à la direction. En revanche, l'Etat s'empare du monopole du tabac le premier avril 1885. Relèvement marqué de l'agriculture et de l'industrie. D'autre part, avec Léon XIII, œuvre d'apaisement religieux, bien que les relations entre gouvernement et Saint-Siège fussent demeurées froides.

En 1887, Depretis meurt. Crispi lui succède et continue sa politique. Il travaille en vue de la Triplice et combat les républicains malgré ses origines démocratiques. Ce qu'il veut, c'est avant tout le gouvernement parlementaire. Il réforme la justice, l'enseignement, l'armée, l'industrie et le commerce. Soutenu par la gauche modérée, il lutte contre tous les adversaires de la monarchie : le Pape, les Républicains, les Irrédentistes et les Socialistes. Bref, il fait une politique éminemment nationale. En 1889, conflit avec Léon XIII, qui refuse de renoncer au pouvoir temporel. De 1889 à 1890, mesures de police contre les Républicains et les Irrédentistes. En même temps, action vigoureuse en faveur de l'armée et de la Triple Alliance. Malgré de sérieuses difficultés financières et le grave déséquilibre du budget provoqué par la politique coloniale et la crise commerciale, la Chambre de 1890 sera presque toute entière ministérielle. Un accord singulier se maintient entre le Roi et Crispi. Crispi se concilie également l'opinion publique en lui démontrant que la politique moyenne, le compromis entre la droite et la gauche, la Triple Alliance et la Monarchie militaire sont les plus sûres garanties de l'unité italienne, menacée à la fois

par le Pape et par la France. Sa chute momentanée, en 1891, ne mettra pas fin à sa politique.

C'est ainsi que l'Autriche-Hongrie et l'Italie se trouvent attirées vers l'orbite allemande, la première malgré la prépondérance du fédéralisme et à cause de l'accord entre Magyars et Allemands, la seconde en raison de son hostilité à l'égard de la France coloniale et de la Papauté ultramontaine, en raison aussi d'un régime politique qui cherche à concilier, dans la monarchie militaire, les républicains et la droite. Comment les trois monarchies militaires de l'Europe ne se fussent-elles pas unies ? Elles cherchaient toutes trois un moyen terme entre conservatisme et démocratisme. Elles étaient toutes trois hosiles à la France et à la Russie. Reste à voir comment s'est constituée, de 1879 à 1883, la Triplice et quelles ont été ses destinées de 1883 à 1890.

CHAPITRE VIII

La formation et l'apogée de la Triple Alliance

L'histoire de la Triplice, depuis les origines jusqu'au renouvellement de 1891, commence par l'alliance austro-allemande, première conséquence du Congrès de Berlin. Cette alliance se transforme ensuite de 1879 à 1882, grâce à l'adhésion de l'Italie, en Triplice. Celle-ci s'adapte alors à la politique coloniale qui se développe, en Europe, de 1883 à 1891. Quant au renouvellement, il aura lieu avec le consentement de l'Italie, une

année avant le terme fixé. Car l'heure presse et l'escadre française vient d'arriver à Cronstadt!

I. Quand l'Autriche eut pris possession de la Bosnie et de l'Herzégovine, elle s'y heurta à une résistance qui provoqua de véritables hostilités.

1. Une fois les deux provinces conquises de force, il fallut les administrer. Or, l'Autriche avait à faire ici à des musulmans attachés à la Turquie; à des orthodoxes qui voulaient, non l'Autriche catholique, mais la Serbie; aux Hongrois et aux Allemands, qui craignaient la présence d'un nouvel élément slave dans la monarchie dualiste. François-Joseph, prêt aux concessions, promit de s'en tenir aux pays occupés et de réduire le corps d'armée de Bosnie. Mais, invoquant l'article 25 du traité de Berlin, il n'en étendit pas moins son occupation sur le district de Novi-Bazar, d'avril à septembre 1879. Or, cette nouvelle occupation empêchait la Serbie et le Monténégro de se rejoindre et de barrer à l'Autriche-Hongrie le chemin de Salonique. Russes et Turcs favorisaient de leur mieux la résistance de la Bosnie et de l'Herzégovine. Abdul-Hamid ne pouvait accepter la perte de ces deux provinces et ne cessait de les exciter contre l'Autriche. Feignant toujours de céder, il travaillait sans relâche à susciter aux puissances européennes mille difficultés.

Cette méthode, il l'appliquait encore au Monténégro et à la Grèce. Les musulmans d'Albanie, qui refusaient d'abandonner leur territoire au Monténégro et à la Serbie ,avaient formé une ligue, puis occupé Penz et Podgoritza, deux villes que la Porte devait céder au Monténégro. Ce n'est qu'après six mois de pourparlers que les deux villes furent enfin livrées au Monténégro, en février 1879. Puis nouvelles difficultés entre la ligue albanaise et la Commission de délimitation envoyée par les puissances. Quant à la Grèce, le Congrès

de Berlin ne lui avait rien offert de précis et la Porte pouvait sans peine l'empêcher de s'agrandir. Si la France soutenait la Grèce, l'Angleterre l'abandonnait à son sort, ne voulant pas qu'une Grèce plus puissante vînt en aide à la France sur la Méditerranée. L'Autriche, de son côté, essayait par tous les moyens d'éloigner la Grèce de la Macédoine. Les Puissances se bornèrent à faire ouvrir des négociations entre la Porte et la Grèce. Ces négociations, de janvier à mars, n'aboutirent à aucun résultat. En août, elles reprirent à Constantinople, puis furent à nouveau rompues. Si bien qu'à la fin de 1879 la Grèce n'avait encore rien obtenu. L'Angleterre se désintéressait de plus en plus des Balkans, laissant faire la Turquie, qui refusait toute concession aux nations chrétiennes et y combattait l'Autriche-Hongrie. C'est que l'Angleterre avait de graves difficultés en Irlande et ne pensait guère qu'à sa nouvelle politique coloniale et impérialiste. Difficultés avec les Boers, avec les Zoulous, en Asie-Centrale, où la Russie poursuivait ses avantages. L'Angleterre n'avait donc pas les mains libres du côté ottoman. Aussi la Porte avait-elle toutes facilités pour contrecarrer l'action autrichienne dans les Balkans.

2. La Russie avait également la partie belle dans les Balkans. Elle pouvait y détruire à plaisir les conséquences du traité qui venait de l'humilier si profondément. Les clauses concernant la Bulgarie ne provoquaient que son dédain. C'est sur ce point qu'elle allait préparer sa revanche. Elle commença par profiter de toutes les concessions qui lui avaient été accordées. Elle envoya en Bulgarie proprement dite son Commissaire, Dondoukof, qui y prit le commandement des troupes, s'y empara de tous les pouvoirs administratifs et s'y conduisit en maître absolu. A peine consultait-il les notables. Il parvint surtout à faire désigner

comme prince le candidat officiel de la Russie, Alexandre de Battenberg, neveu direct du tzar Alexandre. Les puissances fermèrent les yeux quand le jeune prince fut reçu avec enthousiasme à Sofia. Les troupes quittèrent alors le pays, laissant dans les Ministères et dans les postes élevés des fonctionnaires russes. Le tzar commandait d'ailleurs indirectement l'armée bulgare. Il se croyait absolument sûr de la Bulgarie. Mêmes manœuvres dans la Bulgarie méridionale ou Roumélie orientale. Dondoukof y entretenait le sentiment panbulgare, organisait l'administration sur le modèle russe et bulgare, préparant ainsi l'union des deux Bulgaries. A la fin de 1879, le pacte du 14 juillet 1878 était, dans les deux Bulgaries, complètement tourné. L'influence russe y était prédominante. La Russie exerçait en même temps sur la Roumanie, à laquelle elle venait de prendre la Bessarabie en vertu du traité, une pression violente en vue d'obtenir le passage à travers la Dobroudja de la route militaire qui devait assurer les communications avec la Bulgarie.

L'Autriche-Hongrie pouvait-elle tolérer cette action de la Russie dans les Balkans? De quoi pouvait servir ici l'alliancee des trois Empereurs? Et l'Autriche-Hongrie n'avait-elle pas à lutter incessamment, dans son propre sein, contre ces nationalités slaves que le tsarisme encourageait? Aussi cherchait-elle à englober ces nationalités dans l'Union douanière que l'on sait. Elle s'opposait au développement de la Grèce et suscitait en Roumanie des difficultés au tsar. L'Allemagne la soutenait dans cette action antirusse et antifrançaise. Car Bismarck avait admirablement su, au lendemain même de Sadowa, amadouer l'Autriche. Il favorisait ses ambitions orientales. D'où ce triple résultat que l'Autriche oubliait sa défaite, faisait concurrence à la Russie et avait toujours plus besoin de

l'alliance allemande. Aussi Bismarck était-il décidé à réaliser le rêve qu'il caressait depuis 1872, depuis l'Alliance des Trois Empereurs. Il ne craignait guère d'abandonner la Russie. De 1875 à 1878, il n'avait cessé de soutenir contre elle la cour de Vienne. Depuis le Congrès de Berlin, la presse russe l'attaquait constamment et lui reprochait son ingratitude. Sa réponse, c'était l'offensive autrichienne contre la Russie dans les Balkans. Il obtenait en retour de l'Autriche-Hongrie toute liberté dans le Schleswig. Il autorisait ensuite sa future alliée à occuper le district de Novi-Bazar. Aussi, dès 1879, le tsar Alexandre ne cachait-il plus son dépit. Il mobilisait en Pologne et on parlait même d'une guerre russo-allemande.

Le 15 août Alexandre II, écrivant à Guillame Ier rappelait les services rendus en 1870. Il évoquait le spectre de la guerre, cherchant peut-être une occasion de résoudre l'agitation nihiliste. Sans doute voulait-il simplement intimider l'Allemagne. Bismarck profite hardiment de l'occasion, va même jusqu'à parler de l'alliance franco-russe et, feignant de prendre au sérieux la menace russe, travaille activement au rapprochement austro-allemand. Mais il éprouvait quelque peine à convertir Guillaume Ier qui, après plusieurs entretiens avec le tzar, avait pu se convaincre que la menace russe n'existait guère. Sans s'arrêter aux remontrances du vieux souverain, il donna rendez-vous au Comte Andrassy à Gastein. Dans sa pensée, l'alliance devait être purement défensive. Les deux gouvernements s'engageaient à se soutenir mutuellement avec toutes leurs forces s'ils étaient attaqués par la Russie. Comme Andrassy s'opposait à une alliance officielle et votée par les Parlements, on aboutit à un accord secret que l'une des deux nations contractantes ne pouvait communiquer à la Russie sans l'assentiment de l'autre.

Dès le 20 septembre, Bismarck se rend à Vienne pour soumettre ce projet au gouvernement autrichien. On l'y reçoit triomphalement et François-Joseph accepte le traité, qui fut conclu le 7 octobre. Rentré à Berlin, Bismarck n'eut pas de peine à obtenir le consentement de Guillaume Ier. Le 15 octobre, tout était en règle.

II. Mais la garantie qu'offrait le traité austro-allemand ne pouvait suffire. La France et la Russie demeuraient menaçantes. L'Alliance à deux va devenir alliance à trois. Dans les années qui suivent, de 1879 à 1882, Bismarck saura atteler l'Italie à son char. Les circonstances s'y prêtent de manière providentielle. Il faudra, tout d'abord, apaiser la Russie et la séparer momentanément de la France qui, dans l'imbroglio balkanique, n'avait pas suivi l'Angleterre jusqu'au bout et commençait à se brouiller avec elle, poussera elle-même, par le jeu de ses ambitions tunisiennes, l'Italie vers les puissances centrales.

1. Un singulier concours de circonstances allait tout d'abord, dans les Balkans, opposer la politique austro-allemande à la politique russe, celle-ci étant cette fois soutenue par l'Angleterre. Bismarck, toujours sceptique en matière de traités, ne se fiait guère au seul accord austro-allemand. L'Autriche-Hongrie ne se déroberait-elle pas à ses obligations ? Par une de ces hardiesses diplomatiques dont il était coutumier, il commença par faire à la Russie des avances, à coup sûr paradoxales. Il voulait la persuader que l'alliance austro-allemande ne constituait pour elle aucun danger. Mais comment apaiser le ressentiment du tzar? Ce dernier, d'autre part, se gardait bien de rompre. Il avait peur du nihilisme et ne songeait qu'à sauver sa vie en déjouant les complots ourdis contre sa personne. La République française lui plaisait peu et il ne songeait guère à s'allier avec elle. De ce côté, Bismarck

pouvait être tranquille. Mais un rapprochement anglo-russe se préparait. L'Angleterre n'avait cessé, depuis plusieurs années, de contrecarrer la politique russe. Or, en avril 1880, Gladstone et les Libéraux avaient repris le pouvoir. Depuis 1878, les Conservateurs étaient aux prises avec de graves difficultés : affaires d'Irlande, guerre en Afghanistan, campagne contre les Bassoutos, résistance des Boers au Transvaal. Gladstone prend dans les Balkans le contre-pied de la politique de Disraëli. Non qu'il voulût sacrifier les avantages dûs au traité du 4 juin 1878 et à celui de Berlin Mais il n'avait pas la superstition de l'intégrité ottomane. Il était prêt à prendre parti pour les nations chrétiennes des Balkans, fût-ce au risque d'ébranler la Porte. D'où le rapprochement avec la Russie. Gladstone allait seconder l'action de cette puissance en faveur des nationalités balkaniques. Il y avait un conflit évident entre la politique russo-anglaise et la politique austro-allemande dans les Balkans.

L'Autriche-Hongrie exerçait une violente pression sur certains Etats balkaniques. En Roumanie, le cabinet Bratiano ne cachait pas ses sympathies pour la cour de Vienne qui avait reconnu, en 1881, la transformation de la principauté en royauté. Soutenue par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie témoignait par contre au Monténégro et à la Grèce une vive hostilité. Or, la Russie et l'Angleterre allaient s'accorder sur la question de Bulgarie et s'opposer aux Empires centraux dans la question du Monténégro et de la Grèce. L'influence russe s'affermissait en Bulgarie. Les deux tronçons tendaient à s'unir et le prince de Battenberg obéissait docilement à la cour de Russie. Généraux et ministres russes se comportaient en Bulgarie comme en pays conquis. En mai 1881, le prince de Battenberg s'était fait investir d'un pouvoir dictatorial que deux minis-

tres russes, Kaulbars et Soboleff, allaient exercer en son nom. L'Angleterre fermait les yeux. Le 4 mai 1880, Gladstone lança une circulaire où il invitait les grandes puissances à soutenir les légitimes prétentions des Monténégrins. Comme l'Autriche et l'Allemagne voulaient éviter de se brouiller ouvertement avec la Russie, elles se bornèrent à contrecarrer son action sans désavouer le programme anglais. La France, de son côté, suivait la politique anglo-russe. La Conférence de Berlin, en juin 1880, aboutit à un accord touchant le Monténégro. On promit à celui-ci, contre une partie des territoires qu'il devait acquérir, le port de Dulcigno sur l'Adriatique. Quand il fut question d'une démonstration navale devant Dulcigno contre la Porte, la France recula, ne voulant pas risquer une querelle avec l'Allemagne. Abandonnée par la France, l'Angleterre n'en poursuivit pas moins la réalisation de son programme. La Turquie céda Dulcigno aux Monténégrins.

2. Même processus pour la Grèce. L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne s'opposaient à toute extension de la Grèce. Or, la déclaration de Gladstone appuyait les revendications grecques sur l'Epire et la Thessalie. Elle demandait en outre, que la Macédoine fût érigée en principauté autonome. La conférence de Berlin a donc réclamé pour la Grèce les parties de l'Epire et de la Thessalie que lui avait fait espérer le Congrès de Berlin. Les ambitions helléniques surexcitées donnèrent alors naissance à des préparatifs militaires. L'Allemagne se rangea du côté de la Turquie et y envoya des instructeurs pour réorganiser l'armée. La France, elle, manifesta en faveur de la Grèce et y dépêcha le général Thomassin. C'est alors que la Russie demanda à l'Angleterre de transporter avec sa flotte des troupes en Epire et en Thessalie en vue de la lutte contre les Turcs. Mais, rappelant Thomassin, la Fran-

ce abandonna l'Angleterre pour la seconde fois. On régla alors la question de Grèce comme on put. Les six grandes puissances, à l'instigation de la France, proposèrent un arbitrage. On réunit une Conférence à Constantinople, afin d'éviter la guerre avec la Grèce. Comme la France voulait parer à toute difficulté internationale et que, d'autre part, la Grèce était exclue des négociations, celles-ci ne pouvaient se terminer qu'au désavantage de la Grèce, dont les exigences ne furent satisfaites que très partiellement. En refusant de suivre l'Angleterre dans le règlement de la question d'Orient, la France avait mécontenté cette puissance. Si, vers 1882, la Russie et l'Angleterre unissaient leurs efforts dans les Balkans contre l'alliance austro-allemande, la Russie et la France, l'Angleterre et la France étaient maintenant séparées par de graves dissentiments. Bismarck avait toute liberté pour réaliser contre nous sa politique d'isolement.

3. Il n'avait plus qu'à nous séparer de l'Italie. L'affaire tunisienne vint à point lui fournir un admirable prétexte. Car, si la France lâchait l'Angleterre dans les Balkans, c'était parce qu'elle convoitait la Tunisie et voulait, pour l'obtenir, s'assurer les bons offices de l'Allemagne. Elle faisait le jeu de son ennemie, au moment même ou elle réclamait son concours. Or, dès 1878, l'Allemagne avait pensé que la Tunisie était destinée à la France ou à l'Italie. L'Italie avait décliné ses offres pendant quelque temps, pour ne pas se brouiller avec la France. Celle-ci, moins désintéressée, en avait profité pour obtenir de l'Angleterre et de l'Allemagne la neutralité indispensable. Bismarck ne demandait qu'à nous laisser faire. N'avait-il pas intérêt à nous détourner de la revanche et à nous mettre en conflit avec l'Italie? Excellent moyen de préparer la Triplice! Jules Ferry se montrait plus résolu que de Frey-

cinet. Ce fut, en 1881, le traité de Kassar-Saïd. Jules Ferry avait beau affirmer qu'il ne s'agissait ni d'annexion ni de conquête, des difficultés ne tardèrent pas à se produire. Abdul-Hamid suscitait des troubles en Tunisie. Il fallut y envoyer de nouvelles troupes pour étouffer l'insurrection. C'était, fatalement, mécontenter l'Italie. Dès le début de l'affaire, le Cabinet de Rome n'avait cessé de protester. Mais la Russie ne pouvait le soutenir et l'Angleterre, qui songeait déjà à évincer la France de l'Egypte, avait tout intérêt à la pousser vers la Tunisie.

L'Italie ne pouvait donc recourir à l'Allemagne qui, de son côté, attisait ses ressentiments contre la France. Cette rancune datait de la paix de Villafranca et de la politique romaine de Napoléon III. Bismarck insinuait donc au Cabinet de Rome que la France, dominée par le cléricalisme, songeait encore à rétablir le pouvoir temporel du Pape, que notre République était, d'autre part, inquiétante pour la dynastie de Savoie. Une monarchie comme l'Italie, disait-il au roi Humbert, ne pouvait être soutenue que par Berlin et Vienne. Il mettait admirablement à profit, pour créer la Triplice, l'identité entre les trois monarchies constitutionnelles. Les premiers pourparlers eurent lieu en juillet 1881. Cairoli se rendit à Berlin où il fit part à Bismarck de ses propositions. Seul l'irrédentisme pouvait encore faire obstacle à la conclusion de la Triple Alliance. Les Italiens revendiquaient Trente et Trieste, le Tyrol méridional et une partie de l'Adriatique. Il leur fallut cependant abandonner ces prétentions. Quand le roi Humbert se rendit à Vienne, en novembre 1881, il n'obtint à cet égard aucune concession. D'où les hésitations de l'Italie vers la fin de 1881.

Mais Bismarck, lassé du Kulturkampf commençait au même moment à faire des avances à Léon XIII. Des

négociations avaient eu lieu, comme on sait, à Kissigen et à Vienne, en 1878 et 1879. De 1879 à 1881, Bismarck avait, par une série de lois et grâce au renvoi de Falk, apaisé le Saint-Siège. Il semble qu'il ait alors habilement manœuvré pour faire croire à la cour d'Italie qu'il était prêt, si elle se montrait récalcitrante, à favoriser la restauration du pouvoir temporel du Pape. Aussi, durant l'hiver 1881-1882, l'Italie se montra-t-elle plus accomodante envers l'Autriche. Elle parut abandonner l'irrédentisme. A la suite de négociations qui eurent lieu à Berlin, à Vienne et à Rome, le pacte fut conclu le 20 mai 1882. L'Italie s'engageait à soutenir l'Autriche et l'Allemagne dans le cas où elles seraient attaquées par une tierce puissance, en l'espèce par la France. Celles-ci lui promettaient, en retour, leur concours. Cette Triple-Alliance devait, dans l'esprit de Bismarck, tenir l'Europe en respect. D'autre part, la Russie et la France, complètement isolées, se trouvaient menacées par ce bloc de l'Europe centrale. Force leur était de se préparer à la guerre. D'où le régime de la paix armée, qui allait s'étendre à toute l'Europe et s'y maintenir jusqu'en 1914.

III. Dès sa création, la Triple Alliance révèlait aux politiques les plus avisés d'Europe toutes ses faiblesses. Elle n'avait qu'un caractère purement défensif et, dans la convention secrète, il n'était pas dit que les nations intéressées dussent se soutenir pour le cas où l'une d'elles attaquerait une puissance européenne. N'y avait-il pas, en pareille occurrence, des dispositions à prévoir ? Que ferait celle des trois nations qui n'aurait aucun avantage à soutenir la guerre des deux autres? Bismarck semblait se faire des illusions au sujet de l'Italie. Seule l'Allemagne était directement intéressée dans la combinaison. Elle seule avait à craindre la revanche française. De ce côté l'Italie était, au

fond, bien tranquille. Son rôle allait se borner à servir ses alliées. Elle avait sacrifié son irrédentisme, sans que l'Autriche lui laissât rien espérer. Comment l'adhésion italienne eût-elle été durable? L'Autriche et l'Allemagne s'intéressaient-elles aux ambitions méditerranéennes de l'Italie? Ne l'avaient-elles pas lâchée lors de l'affaire tunisienne? Aussi la Triple-Alliance n'a-t-elle jamais été populaire en Italie. Elle devait un peu plus tard appauvrir le pays, après la rupture des traités de commerce avec la France. L'Autriche restait, somme toute, l'éternelle ennemie de l'Italie. Et les évènements devaient pleinement justifier pareilles vues.

1. A peine la Triple-Alliance était-elle conclue que Bismarck tenta un nouveau tour de force diplomatique. De 1878 à 1881, il s'était efforcé de gagner la Russie pour apaiser ses craintes et la rendre inoffensive. Le nouveau tzar, Alexandre III, avait rendu visite à l'Empereur d'Allemagne en 1881. La même année, il avait éloigné Gortschakoff, l'ennemi de Bismarck, pour le remplacer par M.de Giers, germanophile avéré. D'autre part, il ne songeait guère à s'unir avec la France, qu'il considérait comme un foyer d'anarchie. Bismarck, de son côté, gagnait à ses vues le prince Orloff, l'ambassadeur de Russie en Allemagne. Le 21 mars 1889, il osa donc ébaucher un incroyable projet de traité par lequel la Russie, l'Allemagne et l'Autriche se promettaient une sorte de neutralité bienveillante pour le cas où l'une d'elles serait attaquée. Elles s'engageaient en outre à soutenir l'idéal monarchique. C'était une réviviscence de l'Alliance des trois Empereurs, voire même de la Sainte Alliance. Cette contre-assurance fut renouvelée, en septembre 1884, par l'entrevue des trois Empereurs à Skierniewice. Et c'est à la suite de cette réunion que l'Allemagne s'engagea résolûment dans la politique coloniale.

2. Mais cette espèce de Quadruplice monstrueuse, qui isolait complètement la France et la mettait à la merci de l'Allemagne, ne pouvait longtemps durer. Le boulangisme et la Révolution de Bulgarie mirent en évidence l'antagonisme franco-allemand et détruisirent par là même l'accord de Skierniewice. Si la Triplice se maintient, elle va désormais voir grandir à ses côtés la Duplice, l'alliance franco-russe. La France se détournera de la politique coloniale. La Révolution de Bulgarie sera suivie de la Conférence de Constantinople et d'un grave conflit entre Bulgarie et Russie. La Bulgarie, affirmant de plus en plus son indépendance, se tournera vers l'Allemagne. Exaspérée par la politique sournoise de Berlin, qui ne veut ni rompre avec lui ni renoncer à travailler contre lui dans les Balkans, Alexandre III se tournera fatalement du côté de la France. Bismarck verra si bien le danger qu'il fera voter, de 1886 à 1887, son projet de loi militaire. Viendront ensuite l'affaire Schnœbelé et celle de Vexaincourt, qui mettront la France et l'Allemagne à deux doigts de la guerre. D'autre part, le tzar se méfie de plus en plus de l'Allemagne. N'est-ce pas elle, en effet, qui avait fait élire le prince de Saxe-Cobourg, prêt à monter sur le trône de Bulgarie ? Injure cruelle, qui atteignait au cœur le tzar. Celuici trouvait devant lui la Triplice alors soutenue par l'Angleterre. Aussi vit-on Bismarck, en septembre et en octobre 1887, après d'équivoques entrevues avec le Ministre autrichien Kalnocky et avec Crispi, consolider de son mieux la Triple Alliance. Puis ce sera, le 18 novembre 1887, l'entrevue fameuse entre l'Empereur de Russie et lui. Le tzar lui prouvera, documents en mains, que l'Allemagne n'a jamais cessé de soutenir, en Bulgarie, le prince de Saxe-Cobourg contre la Russie. D'où, le 6 février 1888, le projet de loi militaire. Cette fois, le fossé était bel

et bien creusé entre Russie et Allemagne. La Triplice vivait, mais la Quadruplice était morte. Au même moment, les rapports entre la France et l'Italie s'aigrissaient visiblement. De 1887 à 1889, leur rivalité coloniale s'était acentuée. Si donc la Triplice était sûre de durer encore quelques temps, elle provoquait, d'autre part ,l'alliance franco-russe, à l'instant précis où elle allait perdre son créateur et son chef Bismarck.

*
* *

Le rapprochement franco-russe est dès lors inévitable. A mesure que se creusent les abîmes, à l'Est et à l'Ouest, les nations latérales cherchent à s'unir. Il convient d'étudier, dans les chapitres suivants, les conditions et le cheminement de cette alliance.

CHAPITRE IX

La préparation de l'Alliance Franco-Russe et la politique extérieure de l'Angleterre

Les causes qui ont présidé à la formation de l'alliance franco-russe sont connues. La consolidation de la Triplice et l'action de l'Angleterre condamnent la France et la Russie à un isolement fatal. Or, ces deux nations s'orientent, au point de vue politique, dans des directions opposées. La France,après avoir triomphé de

la crise boulangiste, établit définitivement la République, tandis que la Russie retourne à l'absolutisme. Les deux nations n'en seront pas moins contraintes de se rapprocher. La question financière leur servira de lien. Mais elle ne sera ici qu'une cause seconde. La véritable origine de la Duplice est dans sa nécessité même, dans le déséquilibre européen auquel aboutit la politique de Bismarck. Au moment où il quitte le pouvoir, le Chancelier de Fer verra se désagréger, non pas seulement l'édifice intérieur, mais encore sa grande combinaison européenne.

I. Un simple schéma de la politique intérieure française éclairera mieux la question. Si la France cherche, vers 1890, à se rapprocher de la Russie, c'est qu'elle vient de traverser une crise grave qui a failli l'entraîner dans une nouvelle guerre avec l'Allemagne. Elle a mesuré le danger de la guerre comme celui de l'isolement. C'est, de 1879 à 1884, la prépondérance en même temps que la transformation du parti républicain. Viendront ensuite la scission du parti républicain et la reconstitution du parti conservateur, de 1884 à 1887. Enfin, crise boulangiste de 1887 à 1890. A peine la crise est-elle terminée qu'ont lieu les premières démonstrations qui doivent sceller l'alliance franco-russe.

1. Avec le Président Grévy, c'est le parti républicain qui est au pouvoir. Or, pour gouverner, il est contraint de se diviser. Il comprend en effet : 1° un Centre gauche qui, privé de puissance électorale, n'a guère d'influence qu'au Sénat et s'y rapproche de la Droite pour constituer une sorte de majorité catholique capable de s'opposer à toutes les mesures qui menacent la situation du clergé; 2° des éléments de gauche qui, dominants à la Chambre des Députés, sont constitués par la gauche républicaine, l'union républicaine

ou parti Gambetta, enfin la gauche radicale. Ces éléments détiennent la majorité. Après s'être débarrassés du ministère Dufaure ,ils constituent plusieurs cabinets : Waddington, de janvier à décembre 1880; Freycinet, de 1880 à 1881; J. Ferry, en 1881; Gambetta, de 1881 à 1882; Freycinet-Duclerc, de 1882 à 1883; J. Ferry, de février 1883 à mars 1884.

Le programme de ces divers ministères prévoit plusieurs séries de mesures. Tout d'abord, défense de l'ancien programme radical : liberté de la presse, liberté de réunion, élection du maire par le conseil municipal, rachat des chemins de fer par l'Etat, gratuité et caractère obligatoire de l'enseignement primaire. Bref, un ensemble d'institutions démocratiques de nature positive. Au point de vue négatif, lutte contre le catholicisme et le clergé. On retire aux diocèses la personnalité civile. On supprime les cimetières confessionnels, les aumôniers militaires et les Universités catholiques. On essaie d'interdire aux Jésuites l'enseignement secondaire. On expulse les Congrégations. C'est la rupture nette entre République et Clergé. En outre, loi sur les syndicats professionnels. Après les élections de 1881, 662 Républicains s'opposent, dans les deux Chambres, à 183 Conservateurs. Ces derniers se retirent de la lutte. De là, pour le parti républicain qui occupe seul le plan de la politique, une transformation inévitable. L'Union républicaine, parti moyen, forme un groupe prépondérant. D'elle sort, en 1884, le ministère Gambetta. Viendront ensuite les Ministères Freycinet et J. Ferry, plus modérés. Ce sera l'ère des conquêtes coloniales, destinées à ouvrir des débouchés au commerce français.

2. Une réaction suivra cette période de réformes républicaines et de politique économique. Au sein du parti républicain, rupture entre les radicaux et les

partis gouvernementaux : gauche républicaine et union républicaine. Rivalité de personnes, plutôt que différence de programmes. Les radicaux veulent reprendre ce que les républicains opportunistes ont abandonné pour conserver le pouvoir : la révision de la Constitution, qui enlèverait au Sénat le droit de voter le budget et de dissoudre la Chambre ;la séparation des Eglises et de l'Etat et l'abolition du Concordat; la réforme du régime fiscal et l'impôt sur le revenu; la lutte contre les grandes compagnies; enfin,l'abandon de la politique coloniale. Si les deux fractions s'accordent, en 1884, sur la loi du divorce, sur le scrutin de liste, sur le service militaire de trois ans,elles se séparent violemment sur la question coloniale, la plus importante de toutes Grave conflit au sujet du Tonkin qui, déchaînant les forces radicales contre Jules Ferry, l'artisan de cette conquête nouvelle, arrête momentanément notre élan colonial. Une majorité compacte fera tomber ce ministère qui condamnait le pays, par sa politique scolaire laïque et ses expéditions coloniales, à des dépenses énormes, d'autant plus dangereuses qu'elles succédaient à la crise des affaires de 1882. Les radicaux dirigés par Clémenceau sont, cette fois, solidaires de l'opposition constitutionnelle, conservatrice et catholique. Aux élections de 1885, les candidats républicains se trouvent sur deux listes rivales, alors que les Conservateurs se contentent d'une seule et même liste. Le parti gouvernemental perd des sièges. Les Conservateurs de l'Ouest et du Nord se dressent contre les Républicains de l'Est et du Midi. Contre 202 Conservateurs, 382 Républicains seulement, divisés en deux partis égaux et privés de majorité. De 1885 à 1886, Brisson, Freycinet et Goblet adoptent une politique de concentration républicaine contre la droite. Mais le ministère Rouvier, en 1887, adopte la tactique contraire, unis-

sant les Républicains gouvernementaux et les Conservateurs radicaux. Politique d'apaisement, dit-on; en réalité, politique de réaction. Tous ces ministères liquideront d'ailleurs les entreprises coloniales et s'efforceront de rétablir l'équilibre du budget. En mai 1887, quand Grévy démissionne, le Ministère Goblet tombe parce qu'il n'a pas réalisé des économies suffisantes.

D'où crise boulangiste qui, exaspérant le nationalisme français au moment où le conservatisme succède au radicalisme colonisateur, rejette la France dans une politique européenne dangereuse pour la paix. Une alliance paradoxale s'établit entre les radicaux et les patriotes qui réclament l'abandon de la politique coloniale et la revanche contre l'Allemagne. Le général Boulanger devient Ministre de la Guerrre. Il débute par de grandes déclarations démocratiques et républicaines. Puis il devient le chef d'une fraction qui, décidée à supprimer le régime parlementaire, veut organiser un plébiscite sur son nom. Conservateurs et catholiques se déclarent pour lui. D'autre part, les Républicains se solidarisent contre lui. Le péril leur rend l'unité. L'aversion à l'égard de la politique coloniale, la popularité de Boulanger, le projet de loi militaire annoncé par Brisson en novembre 1886 nous conduisaient tout droit à un conflit avec l'Allemagne. L'incident Schnœbelé date d'avril 1887. Mais l'étoile de Boulanger ne tarde pas à pâlir. Le monde politique se détache de lui. Le 3 mai 1887, constitution du ministère Rouvier, d'où Boulanger se trouve exclu. Le 14 juillet,ce dernier part pour Clermont-Ferrand. Viennent alors ses voyages clandestins à Paris, le scandale des décorations, la démission de Grévy, l'élection de Sadi-Carnot. La réaction contre le boulangisme gagne en force. En mars 1888, retraite de Boulanger. En avril, mi-

nistère Floquet, avec Goblet aux Affaires Etrangères. Freycinet réorganise l'armée de 1888 à 1889. En 1889, second ministère Tirard, dissolution de la Ligue des Patriotes et ruine du boulangisme. Les changements qui se produisent alors dans notre politique intérieure, le rétablissement de l'ordre et autres mesures disposeront de plus en plus le tzar de Russie en faveur de l'alliance franco-russe. En avril 1890, victoire définitive des partis républicains et suicide de Boulanger.

II. Il n'y a pas de lien direct entre la crise boulangiste en France et la réaction absolutiste en Russie. La vérité, c'est que le tzar Alexandre III a attendu la ruine du boulangisme et la fin des désordres qu'il avait provoqués en France pour se rapprocher de nous. Jusque vers 1888, malgré sa haine de l'Allemagne et malgré cette conviction qu'il ne pourra triompher d'elle sans l'aide de la France, le tzar était resté hostile à notre République. Il n'y voyait qu'anarchie et chaos. Chez lui, il ne craignait que le nihilisme. Il avait été consterné de voir la France confier un instant sa destinée à un aventurier médiocre et perdre confiance en elle-même. Mais, dès la fin du boulangisme, sa politique francophile s'affirme.

Sa conversion à l'idée de l'alliance franco-russe n'en était pas moins paradoxale. Vers 1879-1880, il était encore bien loin d'y penser. Malgré la rancune qu'il nourrissait à l'égard de l'Allemagne, à cause du traité de Berlin, il voulait éviter à tout prix une guerre européenne. En effet, la situation intérieure de la Russie retenait toute son attention. Les récents progrès du nihilisme hypnotisaient son esprit, peu vigoureux d'ailleurs. Il est vrai que les terroristes, après avoir visé les généraux et les hauts fonctionnaires, en voulaient à sa personne même. Il s'agissait donc ,avant tout, de réprimer les attentats. Le 14 avril 1879, Soloview tire

sur le tzar. En décembre, complot du chemin de fer de Moscou. En février 1880, explosion au Palais d'Hiver, où le tzar et sa famille faillirent sauter. Alexandre III divise alors son Empire en six grands gouvernements et y institue, avec Loris-Mélikoff, une dictature militaire qui imposera partout l'inquisition et la terreur. Arrestations, supplices, déportations en Sibérie se succèdent sans interruption. Cette crainte d'être tué rattachait encore le tzar à l'Allemagne, où Bismarck combattait comme lui, au lendemain des attentats contre Guillaume Ier, le socialisme et les terroristes. Alexandre III n'avait d'ailleurs aucune sympathie pour l'Europe. Russe et orthodoxe, il était hostile aux idées occidentales. Ses conseillers étaient Katkoff, chef du parti nationaliste, Pobiédonostsef, le procureur du Saint Synode et le général Ignatieff. C'est pour le bien de son peuple qu'il prétendait affermir le pouvoir autocratique, comme il l'avait dit dans son manifeste du 11 mai 1879. Il ira même, en 1882, jusqu'à écarter Ignatieff, parce que ce dernier voulait donner à la politique russe, en Europe, un caractère agressif.

Vers 1884, la lutte du tzar contre le terrorisme atteint son point culminant. Il détruit toute l'œuvre d'Alexandre II. Il fait surveiller étroitement toutes les institutions par où l'esprit européen pouvait pénétrer en Russie. Mesures contre la presse, contre l'enseignement, contre les assemblées locales ou « zemstvos ». On laisse ignorer aux fonctionnaires toutes les critiques, toutes les nouvelles désagréables. Seuls paraissent les journaux dévoués à l'autocratisme. Katkoff ne cache pas son aversion pour la France républicaine et l'Occident. Les journaux étrangers seront soumis à une censure spéciale qui reçoit le nom désormais célèbre de « passage au caviar ». Les écoles primaires sont livrées à l'influence des popes. Toutes les reli-

gions dissidentes de l'Ouest sont extirpées. On essaie de convertir à l'orthodoxie les paysans luthériens des pays baltiques, les paysans catholiques de la Pologne, les stundistes. Lutte féroce contre les Universités. On déplace les professeurs et on surveille les étudiants C'est le prolétariat intellectuel qui inquiète le plus le gouvernement. Cette réaction dure de 1884 à 1890. Après l'attentat de 1887, on interdira aux fils d'ouvriers ou de domestiques d'entrer dans les écoles secondaires et dans les Universités. L'administration connaît des conflits analogues. Les juges de paix établis par Alexandre II seront supprimés et remplacés, vers 1889, par des chefs de cantons choisis uniquement parmi les nobles. Toute opposition légale devient impossible.

Cette réaction se double d'un intense travail de russification. On ne se contente pas, en effet, d'imposer l'orthodoxie à tous les dissidents. On poursuit la russification qui avait commencé de 1860 à 1878. En 1885, les trois gouvernements baltiques recevront l'ordre de rédiger leur correspondance en russe. En 1889 et 1890, mesures radicales destinées à russifier complètement l'Université de Dorpat. En Pologne, de 1881 à 1889, action violente contre les Juifs. Mauvais jours pour la Finlande, au cours de cette période. De 1867 à 1878 et au-delà ,elle avait conservé son administration suédoise. Vers 1890, son autonomie tout entière se trouve menacée.

C'est ainsi que, de 1878 à 1890, la Russie se porte vers un intransigeant absolutisme, vers des méthodes de violente russification. Ce n'est pas pour des raisons intérieures qu'elle se rapproche de la France, à qui elle ne demande d'ailleurs que l'ordre et la stabilité.

III. Au lendemain du Congrès de Berlin, la Russie en voulait à la France de l'avoir tout d'abord encouragée, puis finalement abandonnée. Quand, un peu plus

tard, la question grecque vint à l'ordre du jour, la France soutint tout d'abord la cause grecque avec chaleur. Or, à cette époque, la Russie n'avait aucune raison de se rapprocher de la France. Alexandre III ne voyait alors en elle, depuis l'échec de la politique du 16 mai, qu'un foyer d'agitation démagogique. Les procédés du gouvernement français à l'égard de la Russie ne pouvaient même qu'exaspérer celle-ci. Hartmann, le principal organisateur du complot de Moscou, s'était réfugié à Paris, où l'Ambassadeur de Russie avait demandé à M. de Freycinet de le faire arrêter. Cette arrestation eut lieu. Mais des difficultés survinrent au sujet de l'extradition et de Freycinet fit remettre en liberté Hartmann, qui partit en Angleterre. Le tzar considéra cette affaire comme une cruelle offense et rappela son ambassadeur. Comment penser alors à une alliance franco-russe? C'est entre Russie et Angleterre qu'un rapprochement s'opère à ce moment. L'Angleterre, en effet secondait les efforts tentés par la Russie pour régler les questions du Monténégro et de la Grèce. Or, un peu plus tard, la France devait abandonner l'Angleterre et nuire ainsi au succès de la cause russe dans les Balkans.

1. De 1882 à 1885, au cours de la période coloniale, les rapports entre France et Russie n'offrent que peu d'intérêt. Les deux nations poursuivent, de part et d'autre, leur effort colonisateur sans se gêner mutuellement. C'est la rivalité anglo-française qui se trouve au premier plan. Quand la Russie et la France se rencontreront à la Conférence de Berlin, en 1884, elles n'y courront aucun risque de conflit. C'est seulement à partir de 1885 que les relations franco-russes gagnent en signification.

Deux raisons essentielles semblent alors pousser le tzar à se rapprocher de la France : la politique entre-

prise dans les Balkans contre la Russie par la pseudo-Quadruplice qu'a organisée Bismarck et de sérieuses difficultés financières qui obligent la Russie à se tourner vers la France en vue d'emprunts devenus nécessaires.

Pour avoir sa revanche du Congrès de Berlin, la Russie avait accompli en Bulgarie un effort considérable, y plaçant Alexandre de Battenberg, essayant d'unir les deux tronçons séparés par le traité de Berlin. Or, en 1881, Alexandre de Battenberg s'empare de la dictature à l'instigation de la Russie. Mais les ministres russes avaient abusé de sa docilité. Le prince se laisse gagner par le sentiment national bulgare. L'Autriche-Hongrie l'y encourage fort, après avoir disposé en sa faveur les rois de Serbie et de Roumanie. L'Angleterre soutenait également l'Autriche. En 1883, Alexandre de Battenberg, appuyé par Vienne, Berlin et Londres, rétablit la Constitution qu'il avait abolie deux ans auparavant, renvoie Kaulbars, Soboleff et les officiers russes en service dans son armée. Il accorde sa confiance à Zankoff, connu pour son hostilité à l'égard de la Russie. Il s'attire ainsi la haine d'Alexandre III, car il projette de réaliser pour son propre compte l'union des deux Bulgaries.

Le coup d'Etat qu'il préparait secrètement ne se fit pas attendre. Vers la mi-septembre 1885, son agent principal, Stransky, s'empare avec ses partisans de la personne de Gavril Pacha, gouverneur de la Roumélie orientale, proclame l'union des Bulgaries et appelle à Philippopoli Alexandre de Battenberg. Ce dernier y entre le 25 septembre et s'y proclame roi des deux provinces, en violation ouverte du traité de Berlin. Cinq ans plus tôt, le tzar eût approuvé. En 1885, il comprend le danger. Paradoxe singulier ! Il excite la Porte contre l'usurpateur. Quant à l'Allemagne, l'Autriche et l'An-

gleterre, elles ne manifestent qu'une feinte indignation. Mais le tzar s'agite tant et si bien qu'il finit par provoquer une Conférence internationale à Constantinople. Nouveaux événements dans les Balkans. La Serble attaque la Bulgarie pour lui reprendre une partie de son territoire, poussée, ici encore, par l'Autriche-Hongrie qui cherche à détourner les ambitions serbes vers la Bulgarie pour les empêcher de s'orienter vers Salonique. Malgré la supériorité évidente de l'armée serbe, les Bulgares résistèrent avec énergie, firent face aux envahisseurs et obtinrent un succès inespéré. Le 19 novembre 1885, les Serbes sont écrasés à Slivnitza. La diplomatie intervient à temps pour fruster les Bulgares des fruits de leur victoire. Alexandre de Battenberg dut se résigner à un armistice. Il se rapproche alors de la Porte, obtient d'elle l'investiture de la Roumélie orientale, investiture qui devait lui être renouvelée tous les cinq ans. Mais ce projet fut rejeté par la Conférence de Constantinople et de Battenberg ne fut nommé prince de Roumélie orientale qu'aux conditions prescrites par l'article 17 du Traité de Berlin.

Le tzar voulait sa revanche. Il excitait contre le prince ses propres officiers, ceux-là mêmes qui lui avaient valu sa victoire. Le 21 août 1886, une révolution militaire éclate à Sofia. Le prince abdique, laissant le pouvoir à une Régence. Puis, violente réaction du parti anti-russe qui renverse et emprisonne la Régence. Karaviloff, Stambouloff et Montkouroff prennent le pouvoir et rappellent de Battenberg, qui rentre le 2 septembre à Sofia où on lui fit comprendre que cette restauration ne serait durable qu'avec l'approbation du tzar. Mais le tzar l'abandonna et Alexandre dut, cette fois, abdiquer pour toujours. La nouvelle Régence convoqua, en octobre, l'Assemblée qui devait élire le successeur du prince démissionnaire. Le tzar

envoya alors en Bulgarie Kaulbars, porteur d'un véritable ultimatum pour la Régence. Stambouloff et ses collègues résistèrent. Les efforts de Kaulbars furent vains. Les élections tournèrent à l'avantage de la Régence et, le 31 octobre, l'Assemblée élut le prince Waldemar de Danemark. Nouvelle intervention du tzar, qui oblige Waldemar à refuser cette couronne et propose un prince de Mingrélie, une de ses créatures. La Bulgarie refuse et envoie une délégation de trois membres dans les cours d'Europe. On leur parle, à Vienne, de Ferdinand de Saxe-Cobourg, qui avait alors 25 ans et nourrissait de vastes ambitions. Sans encourager ouvertement les Bulgares, Berlin, Londres et Vienne n'empêchaient donc aucune tentative. Exaspéré par cette action sournoise engagée contre sa politique bulgare, le tzar commence alors à se tourner vers la France. Et c'est ainsi que l'affirmation de la nationalité bulgare, soutenue par l'Autriche, provoque le rapprochement franco-russe.

2. Il y avait cependant, vers 1886, certains obstacles à lever. Au début de 1886, le Ministère Freycinet avait encore vexé le tsar en faisant grâcier le conspirateur russe Krapotkine, condamné en France à une peine assez grave. De Freycinet avait également voulu remplacer, comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le général Appert, sympathique au tzar, par le général Billot, qui déplaisait à Alexandre III. Le tzar avait alors rappelé son ambassadeur de Paris et les deux ambassades étaient restés inoccupées pendant plusieurs mois. C'est alors que la France envoie en Russie M. Laboulaye. Ce dernier y sera l'objet d'égards spéciaux de la part du tzar. En même temps, les rapports entre Russie et Allemagne se gâtent. Le pacte de contre-assurance de 1884 n'avait pas été renouvelé en 1887, le tzar étant bien décidé à rompre cet engagement. Au

moment de l'incident Schnœbelé, il écrit à Guillaume Ier qu'il restera neutre en cas de guerre franco-allemande. Les dispositions du gouvernement français lui paraissent d'ailleurs plus favorables. La France se tournait de plus en plus vers la grande idée de Gambetta, vers l'alliance franco-russe, complétée au besoin par l'entente britannique. Ainsi la Triple-Entente se dessine déjà vaguement vers 1887. Après l'incident Schnœbelé et celui de Vexaincourt, en pleine crise nationaliste, Boulanger crut devoir écrire au tzar une lettre pour l'inviter à l'alliance. Fort heureusement, Goblet obligea Boulanger, en février 1889, à retenir cette missive.

Alexandre III, en effet, inclinait spontanément vers la France. Il se méfiait de plus en plus de l'Allemagne, qu'il considérait comme responsable de l'élection du Saxe-Cobourg en Bulgarie, qui avait eu lieu le 7 juillet 1887. Le tzar n'ignorait pas que le gouvernement allemand encourageait secrètement ce prince. C'est en vain qu'il essaya de provoquer la déchéance de ce dernier. Il avait contre lui, dans les Balkans, l'Autriche, l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne. Lors d'une rencontre avec Bismarck à Berlin, il montra au Chancelier, preuves en mains, sa duplicité et partit de Berlin plus irrité que jamais. L'Allemagne, d'ailleurs, ne cachait plus à la Russie ses sentiments. Quand le tzar crut devoir, en raison de sa politique anti-occidentale, empêcher les propriétaires étrangers de se multiplier dans les provinces russes, l'Allemagne vendit toutes ses valeurs russes et les exclut de son marché. Vraie déclaration de guerre financière, qui obligeait le tzar à chercher du crédit autre part. A qui pouvait-il s'adresser, sinon à la France? Le 6 février 1888, Bismarck défendait, au Reichstag, son projet de loi militaire destiné à intimider la Russie. Il insistait sur le danger que pou-

vait courir une Allemagne placée entre la France et la Russie. Au même moment, Guillaume Ier allait disparaître et, avec lui, le dernier obstacle qui pût s'opposer au rapprochement franco-russe.

Sous le régime éphémère de Frédéric III, Bismarck continua à combattre la Russie. Mais Guilaume II, quand il monta sur le trône, crut devoir faire montre de sentiments pacifiques à l'égard de la Russie. Le tzar fit la sourde oreille. Il luttait depuis longtemps contre l'influence allemande en Russie, laissant sa presse louer la France et la France répondre à ses invites. En France, la cause russe était plus populaire que la cause française en Russie. La crise boulangiste avait déjà porté les esprits vers l'alliance. Mais le véritable motif de cette russophilie, c'était l'isolement prolongé auquel le traité de Francfort nous avait condamnés. Nous en souffrions particulièrement depuis nos difficultés avec l'Angleterre en Egypte et depuis l'entrée de l'Italie dans la Triplice. Les Anglais poursuivaient leurs avantages en Egypte et les Italiens ne perdaient aucune ocasion de nous suivre. Une fois la crise boulangiste dénouée, il n'y avait plus de raisons apparentes à opposer au rapprochement. Sadi-Carnot était devenu Président de la République. Le tzar, de son côté, habituait sa pensée à l'idée d'un rapprochement. Non qu'il eût encore l'idée d'un pacte formel, impliquant des engagements. Il ne concevait guère qu'une collaboration financière. Il voulait profiter des ressources françaises pour compléter l'outillage économique et l'organisation militaire de la Russie. Car il avait grand besoin de crédits depuis que le marché allemand s'était fermé aux valeurs russes.

Vers la fin de 1887, les négociations commencèrent. Il s'agissait de gagner le gouvernement français à une série d'emprunts russes. Dès le milieu de 1888, le cabi-

net de Paris y consent. En décembre 1888, premier emprunt russe : 500 millions à 4 0/0. Il sera si rapidement couvert qu'en 1889 le tzar en contractera deux autres, l'un de 700, l'autre de 1.200 millions. Même succès. Une étroite solidarité financière s'établissait ainsi entre les deux nations. Grâce à ces emprunts, la Russie put convertir sa dette, achever le chemin de fer du Turkestan, amorcer le projet du Transsibérien. En même temps, la France fournissait à la Russie un armement perfectionné. C'est de 1889 que date la fameuse commande de 500.000 fusils qui sera exécutée en France pour le compte de l'armée russe. Le relâchement visible des relations russo-allemandes annonçait que l'alliance franco-russe était mûre. La chute de Bismarck la rendra certaine.

Ainsi le dénouement de la crise boulangiste en France, le retour de notre République à l'ordre et à la stabilité, les besoins financiers de la Russie, le relâchement des relations franco-allemandes, l'isolement complet de la France et de la Russie en face de cette pseudo-Quadruplice qu'est la Triplice soutenue par l'Angleterre, autant de causes qui engendrent le fait dominant de l'histoire continentale au cours de cette période : l'alliance franco-russe. Encore quatorze ans ,et elle commencera à se muer en Triple-Entente.

IV. Impossible toutefois d'expliquer la Duplice sans le rôle que joue l'Angleterre en Europe à cette époque. La question d'Egypte la sépare de la France. Malgré la politique coloniale de l'Allemagne et de l'Italie, elle rompt avec la Russie et se rapproche de la Triplice. C'est alors que la Duplice devient nécessaire.

1. Au cours de la période dominée, de 1880 à 1885, par le libéralisme et les réformes intérieures, la politique extérieure anglaise se montre toutefois agressive. C'est à ce moment qu'elle entre en conflit avec la

France. La question d'Orient et celle de l'Egypte, connexe de la question tunisienne, les séparent.

De 1878 à 1879, l'Angleterre s'était désintéressée des Balkans et du traité de Berlin. Elle avait à résoudre, en effet, les problèmes que l'impérialisme de Disraëli avait posés en Afrique Centrale, au Transvaal, au Zoulouland, en Asie Centrale, en particulier dans l'Afghanistan, où la situation du corps expéditionnaire était des plus critiques. Or, l'inaction auglaise dans les Balkans avait mis aux prises la Russie et l'Autriche-Hongrie. C'est elle qui avait favorisé l'alliance austro-allemande. L'arrivée de Gladstone au pouvoir modifia la situation. Car Gladstone désirait, outre la réconciliation avec l'Irlande, la liquidation de la guerre en Afghanistan et un accord avec les Boers. Il prenait également fait et cause, non comme Disraëli pour la Turquie, mais pour les nations chrétiennes. Aussi se mit-il à soutenir l'influence russe en Bulgarie et à l'appuyer dans le règlement des affaires monténégrines et grecques. On connaît la circulaire lancée par lui le 4 mai 1880 en faveur du Monténégro, de la Grèce et des Arméniens. La France appuya tout d'abord l'Angleterre, que l'Allemagne et l'Autriche contrecarraient ensemble. On sait ce qui advint ensuite. La démonstration navale projetée à Dulcigno inquiéta la France qui, craignant une guerre européenne, liquida brusquement le ministère Freycinet et abandonna l'Angleterre. Quand la Conférence de Constantinople se fut terminée au désavantage de la Grèce, l'Angleterre ne cacha pas son mécontentement au sujet de l'attitude adoptée par la France.

C'est à ce moment que, se greffant sur la question d'Orient, survient l'affaire tunisienne. L'Angleterre avait, au début, laissé ici les mains libres à la France et reconnu ses droits sur la Tunisie. Mais Gladstone,

un peu plus tard, s'était montré moins encourageant, sans vouloir pour cela s'opposer à notre action. Quand, au lendemain du traité de Kassar-Saïd, survinrent des troubles et une nouvelle avance de la France en Tunisie, les Italiens protestèrent, mais l'Angleterre s'abstint. Elle se gardait bien de nous contrecarrer parce que, engagée en Egypte dans une action commune avec nous, elle nourrissait le secret espoir de nous en chasser. Elle ne voulait donc pas montrer trop tôt son jeu. Et l'Italie, déçue par l'abstention anglaise, entra dans la Triplice.

2. A peine la France avait-elle évincé l'Italie de la Tunisie qu'elle allait, en 1882, être mise par l'Angleterre hors d'Egypte. Cette rupture entre les deux nations durera jusque vers 1904. Elle nous causera autant de tort que la Triplice elle-même.

La France et l'Angleterre exerçaient sur le gouvernement égyptien une sorte de condominium administratif et financier qui avait été renforcé après 1879. Or, les patriotes égyptiens étaient devenus très remuants depuis 1880. Ils voulaient une armée plus forte, des officiers et des fonctionnaires mieux payés, aussi bien traités que les Européens. Cette agitation aboutit, en septembre 1880, à un vrai mouvement révolutionnaire. Inquiètes, la France et l'Angleterre firent une démonstration commune. D'autre part, le sultan Abdul-Hamid encourageait secrètement l'action nationale égyptienne. De ce moment datent les divergences entre Angleterre et France. Alors que les instructions françaises ignoraient les vœux des Egyptiens, celles des Anglais en tenaient compte. Le Ministère Gambetta, au pouvoir depuis 1881, ne pensait qu'à se rapprocher de l'Angleterre, alors que celle-ci poursuivait un seul but : l'éviction définitive de la France. Les deux gouvernements n'usaient donc pas des mêmes

méthodes. La Porte, qui le savait, se faisait plus hardie. Elle y était d'ailleurs encouragée par Bismarck, à qui s'offrait une belle occasion de brouiller la France avec l'Angleterre. Quand, en janvier 1882, l'ondoyant Freycinet remplaça Gambetta, il essaya d'internationaliser la question. Mais, dans l'intervalle, le parti national du Caire avait recommencé sa campagne. Nouvelle démonstration de la France et de l'Angleterre, en mai 1882. En juin, Conférence de Constantinople, à laquelle le Sultan refusa de prendre part. Les Anglais bombardent alors Alexandrie. En France, terreur grandissante à l'égard des aventures où le pays pouvait être entraîné. Freycinet démissionne en juillet et la France renonce à son entente avec l'Angleterre. Dès lors, l'Egypte est perdue pour elle. Politique de simple abdication.

La Conférence de Constantinople prit fin à ce moment. Les Anglais continuèrent à réprimer en Egypte, bien qu'avec une certaine modération, l'insurrection nationale. En réalité, ils étaient maîtres absolus de l'Egypte. Gladstone était trop Anglais pour y renoncer. A quoi bon le dualisme franco-anglais en Egypte? Les Anglais réorganisaient seuls le pays, malgré les protestations théoriques de la France. Notre politique coloniale de 1882 à 1885 ne pouvait guère nous rapprocher de l'Angleterre. Celle-ci nous jalousait, depuis que, poussés par Bismarck, nous étendions notre Empire au delà des mers. Ce fut tout d'abord l'affaire de Turquie, de 1881 à 1884. D'autre part, l'Egypte suscita à l'Angleterre, de 1883 à 1885, de graves difficultés. Le soulèvement du Mahdi et le drame de Khartoum, en 1885, forcèrent les Anglais à évacuer la Nubie et à défendre uniquement l'Egypte. Or, ces embarras de l'Angleterre en Egypte ne pouvaient qu'encourager Jules Ferry dans sa politique coloniale.. Après le Tonkin

viendront la Chine et Madagascar. Dans l'affaire du Congo, c'est Bismarck qui nous soutiendra, au risque de se brouiller avec l'Angleterre. Nous obtiendrons ainsi de sérieux avantages, mais toujours en dépit des Anglais.

Phénomène curieux! Anglais et Allemands demeuraient en bons termes,malgré la politique coloniale inaugurée par Bismarck. Non que l'Angleterre vît sans mauvaise humeur les projets de l'Allemagne. A la Conférence de Berlin, en 1884, la France, en difficulté avec l'Angleterre, avait été soutenue par l'Allemagne. Car celle-ci et la France avaient intérêt à limiter en Afrique l'extension britannique. Comme dans l'affaire tunisienne, Bismarck nous brouillait avec une puissance européenne sans se compromettre lui-même. Ne disait-il pas que l'entente avec l'Angleterre valait mieux que Zanzibar ? Et puis, qu'avait-il à craindre ? Il était, grâce à la Triplice, maître du continent. L'essentiel, c'est que la France fût isolée. Et il pouvait se payer le luxe de contrecarrer l'Angleterre.

3. L'impérialisme anglais, malgré son ampleur et malgré son élan, a su, de 1885 à 1891, se maintenir dans la ligne que lui traçait la politique suivie par l'Angleterre libérale de 1882 à 1885 : amitié à l'égard de la Triplice et inimitié à l'égard de la France et de la Russie. Cette double politique a duré dix pleines années. Or c'est exactement ce que souhaitait Bismarck. La Triplice soutenue par l'Angleterre, en face d'une France et d'une Russie isolées, c'était la sécurité absolue pour la prépondérance allemande en Europe. Mais du mal devait sortir le remède. La Duplice sera la conséquence directe de cette singulière rupture d'équilibre.

De 1885 à 1891, l'Angleterre évite toute difficulté avec les puissances de la Triplice. En 1884, l'Allema-

gne met la main sur Zanzibar et les deux nations vont se faire concurrence dans l'Est Africain. L'Allemagne signe avec l'Angleterre les deux traités du 1er novembre 1886 et du 2 juillet 1887 par lesquels elle s'engage à respecter l'indépendance du sultan de Zanzibar; de son côté, l'Angleterre reconnaît les acquisitions allemandes. Donc, accord complet entre Londres et Berlin. Les acquisitions nouvelles se poursuivent. En 1887, Stanley arrive à Zanzibar. Il s'assure de l'Equatoria pour l'Angleterre, tandis que, par les soins du Dr. Peters, l'Ouganda devient terre allemande. En 1890, la rivalité anglo-allemande se développe, mais sans provoquer aucun conflit entre les deux gouvernements. Ceux-ci se font, en juin 1890, des concessions réciproques. L'Allemagne abandonne l'Ouganda et reconnaît le protectorat exclusif de l'Angleterre sur Zanzibar. Elle acquiert en revanche la zône côtière et Héligoland. Bismarck ne veut pas de rupture avec l'Angleterre. Celle-ci n'avait-elle pas accepté les décisions de la Conférence de Berlin concernant le Congo? Et, en 1886, les deux puissances n'avaient-elles pas conclu un traité délimitant leurs zônes d'influence dans l'ouest du Pacifique?

Même effort de conciliation entre Angleterre et Autriche-Hongrie. En Bulgarie, après la déposition d'Alexandre de Battenberg, les deux puissances s'opposent de concert aux projets de la Russie. Puisque, de 1880 à 1891, la politique autrichienne se confond avec la politique allemande, l'Angleterre se règle sur l'Autriche comme sur l'Allemagne. Quant à l'Italie, elle demande à l'Angleterre son appui après son entrée dans la Triplice. L'amitié anglo-italienne se maintiendra après 1885, même après l'expédition de Massoah. A la Conférence de Paris, la même année, l'Italie et l'Angleterre sauront s'entendre sur la question de Suez.

Elles demeureront étroitement unies, sur ce point, de 1885 à 1888. L'Angleterre paraît même avoir protégé les intérêts italiens dans la Méditerranée. En 1891, cette amitié est encore si solide que l'Angleterre admet sans difficulté le renouvellement de la Triplice.

4. Au contraire, l'inimitié anglo-française dure de 1885 à 1891. La conquête de Madagascar en 1885 sera contrecarrée par l'Angleterre. Toutefois le traité du 5 avril 1890 met fin, en vertu de la clause qui concerne Madagascar, à l'hostilité que l'Angleterre entretenait ici contre nous. Dans l'Afrique occidentale, mêmes difficultés. Conflits à Sierra Leone et au Dahomey, de 1885 à 1891. La France n'aura pas de plus redoutable concurrente en Afrique que la « National African Company ». De 1887 à 1890, l'Angleterre finira par s'entendre avec nous dans l'Afrique équatoriale, au moment même où elle reconnaît le protectorat français sur Madagascar. Au Congo, elle sera encore notre adversaire. En Asie, rivalité également vive. Enfin, de 1885 à 1891, autres difficultés à Terre-Neuve et aux Nouvelles-Hébrides. Toutefois, vers 1890-1891, le conflit colonial anglo-français commence à s'atténuer.

L'hostilité de l'Angleterre à l'égard de la Russie s'est manifestée, de 1878 à 1885, dans les Balkans et dans l'Inde. Lors de la crise bulgare, en 1885, rupture entre Russie et Bulgarie et accord entre Londres et Sofia. Cette fois, c'est la Russie qui rappelle à l'Angleterre l'intégrité de l'Empire ottoman et les clauses du traité de Berlin. Contre le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg la protestation anglaise ne sera que formelle. Et, au lendemain de la crise, l'Angleterre pratiquera dans les Balkans, de concert avec l'Autriche, une politique anti-russe. Quant à la rivalité auglo-russe dans l'Afghanistan, elle se prolonge de 1885 à 1891. Lorsqu'en 1887 l'Angleterre affirme qu'elle veut cesser ses

relations avec l'Afghanistan, tout le monde sait qu'elle en surveille jalousement les approches. Or, comment la Russie se fût-elle désintéressée de l'Afghanistan ? Mêmes difficultés enfin en Perse et au Thibet.

Ainsi l'Angleterre, libérale avec Gladstone ou impérialiste avec Salisbury, poursuit, de 1878 à 1890, deux politiques complémentaires l'une de l'autre : amitié envers la Triplice et hostilité contre la Russie et la France? Cette inimitié met le sceau à l'œuvre que Bismarck avait commencée de 1879 à 1882, en même temps qu'elle favorise la formation de la Duplice.

CHAPITRE X

L'Empire Ottoman et les Nationalités Balkaniques

La question d'Orient! Nous l'avons trouvée, au lendemain du Congrès de Berlin, au fond de tous les conflits européens, à côté de la politique coloniale. Il convient de la considérer ici, non plus en fonction des rivalités internationales, mais en elle-même, d'étudier les relations entre la Turquie et les nationalités balkaniques ainsi que le développement de ces dernières.

I. La Turquie, on l'a vue, n'avait pas eu à se louer du Congrès de Berlin, qui prétendait cependant avoir consolidé l'Empire ottoman. Elle avait été effrontément spoliée. Toutes les nations avaient pris part à la curée. La Russie travaillait depuis longtemps à affaiblir la Porte pour la supplanter dans les Balkans.

L'Angleterre et l'Autriche-Hongrie, qui l'avaient tant encouragée à résister à la Russie, s'étaient bien servies à ses dépens, la première en lui prenant Chypre et en s'apprêtant à lui enlever l'Egypte, la seconde en s'emparant de la Bosnie-Herzégovine, en l'évinçant de l'Illyrie et en jetant son dévolu sur Salonique. Quant à la France, elle louchait du côté de la Tunisie, tandis que l'Italie regardait vers l'Albanie. Seule l'Allemagne, en apparence du moins, ne réclamait rien. Mais n'avait-elle pas organisé toute cette manœuvre ? Et, pour gagner les bonnes grâces de l'Autriche-Hongrie et de la Russie, n'était-elle pas toujours prête à sacrifier l'Empire ottoman? Vers 1878, la situation de la Turquie n'est guère brillante. Elle sert de point de mire à toutes les convoitises européennes.

Il lui était impossible, dans ces conditions, d'avoir une politique nette et ferme. De fréquents changements de ministère témoignent, au cours de cette période, de l'inceritude qui règne dans l'esprit du Sultan. Vers le milieu d'avril 1878, Achmed Vesik est remplacé par Sadyk, favorable aux Russes. Vers la fin de mai, Sadyk cèdera la place à Mehemed Ruschdi Pascha. Puis le pouvoir passera entre les mains de Savfet. Or, c'est le moment que choisit l'Angleterre pour rappeler à la Turquie les réformes promises et lui faire présenter par son ambassadeur un projet inacceptable. La situation financière du pays était lamentable. La dépréciation du papier-monnaie exaspérait la population. Ce qu'il fallait au Sultan,c'était un homme capable de surmonter pareilles difficultés. Les Anglais patronaient Midhet Pascha, dont le Sultan ne voulait pas ; les Français proposaient Khereddin Pascha, qui connaissait bien l'Europe et que le Sultan avait en haute estime. Le 4 décembre 1878, Kereddin Pascha devint grand-vizir à la place de Savfet. Il était chargé des réformes

intérieures. Mais, pour les entreprendre, il fallait se débarrasser de rivaux menaçants et liquider les questions de politique extérieure. Khereddin réussit à faire éloigner Mahmud Dawet Pascha, sans arriver cependant à écarter certaines grandeurs déchues qui restaient dangereuses pour sa politique. A l'extérieur, de 1878 à 1882, paix avec la Russie et affaire de Bosnie-Herzégovine avec l'Autriche. Les ennemis de Khereddin lui reprochèrent alors de trop favoriser les puissances européennes. Mais cette réaction des Vieux-Turcs ne l'empêcha point de préparer la création d'une gendarmerie turque pourvue d'officiers anglais et de conclure avec le plénipotentiaire français, le comte Tocqueville, un traité financier qui unifiait les emprunts turcs et y ajoutait un nouvel emprunt de 20 millions, pourvu d'importantes garanties. Mais ce plan financier était irréalisable à cause de la créance russe pour l'indemnité de guerre. La question d'Egypte achèvera de détruire le prestige de Khereddin. Il essayera d'obtenir la responsabilité ministérielle, qui eût donné au premier Ministre le droit de choisir ses collègues, à ces derniers celui de nommer leurs conseillers. Cette réforme politique et constitutionnelle était également vouée à l'insuccès. D'où la chute de Khereddin, le 28 juillet 1879. Cette ère de réformes n'avait abouti à aucun résultat.

Nouveaux changements de ministère. Mais toujours les mêmes difficultés : détresse financière, exigences de l'ambassadeur anglais Layard qui, avec l'appui d'une escadre anglaise, demandait que les réformes fussent confiées à la haute direction de Baker Pascha. Le Sultan dut s'incliner. En décembre 1879, premiers projets de réformes : réforme administrative et fiscale; puis création d'une gendarmerie et réorganisation du Ministère de l'Intérieur. Ces tentatives restèrent

à l'état de projet. En août 1880, la Commission internationale instituée par le Congrès de Berlin pour le contrôle des réformes présente un plan encore inacceptable. Les conflits avec la Grèce et le Monténégro vinrent interrompre le travail commencé. De 1879 à 1886, ce fut la grande crise balkanique, pendant laquelle l'activité turque sera toute entière absorbée par les préoccupations extérieures. Le Sultan s'adresse au gouvernement allemand, auquel il demande des fonctionnaires et des officiers pour la réorganisation de l'administration et de l'armée. L'Allemagne répond à ce désir et l'influence de l'ambassadeur allemand à Constantinople croît d'autant. Grâce à l'amélioration de ses rapports avec l'Allemagne, la Turquie connaîtra des jours meilleurs. Vers la fin de 1881, les créanciers de la Turquie se laissèrent apaiser par une convention et la question des créances russes fut résolue, en 1882, à l'avantage de la Turquie. Des commissions furent alors instituées pour les constructions publiques et les moyens de communication. On dénonça aussi les traités de commerce existants, ce qui permit d'élever les tarifs douaniers. On consolida le monopole du tabac. Malgré ces succès partiels, l'impuissance de la Porte se manifeste partout. Elle semble dépourvue de toute énergie et de toute initiative. Et ce processus de décomposition se poursuit au profit des nationalités balkaniques qui, au contraire, se développent hardiment.

La situation ne se modifiera guère de 1886 à 1890. Ce que l'on constate, au cours de ces années, c'est l'affermissement de l'influence allemande et la continuation des réformes militaires et financières. Mais la Porte n'en est pas moins, pendant toute cette décade, la proie des grandes puissances et des nationalités balkaniques. C'est sa décadence même qui la pousse vers l'Allemagne. Celle-ci, en effet, ne cesse de la pourvoir

du nécessaire, de relever ses finances et son armée. Ce sont là les débuts de l'œuvre que l'Allemagne poursuivra avec tenacité en Turquie.

II. Les nationalités balkaniques s'affirment dans la mesure même où la Turquie s'affaiblit. Elles s'étaient formées de 1860 à 1870 et consolidées de 1871 à 1878. Non certes qu'elles se déclarassent satisfaites du traité de Berlin! La guerre avait été conduite en leur nom par le tsar; mais toutes se trouvaient lésées ou déçues. Les Roumains avaient été dépouillés de la Bessarabie par leurs propres alliés les Russes. Ils n'avaient acquis que la pauvre Dobroudja. La Serbie et le Monténégro voyaient s'évanouir leur rêve : un partage à l'amiable de la Bosnie-Herzégovine. Les Grecs n'avaient obtenu que des promesses. La Bulgarie restait divisée en plusieurs tronçons. Les provinces chrétiennes laissées à la Turquie n'avaient que de vagues garanties de sécurité. En outre, le traité semblait avoir voulu créer des conflits entre toutes ces nationalités. Les Bulgares réclamaient ce qui avait été accordé à la Roumanie et à la Serbie. Serbes, Bulgares, Monténégrins et Grecs se disputaient surtout la Macédoine qu'on ne pouvait ni partager, ni accorder à l'un de ces pays sans faire de tort aux trois autres.

1. L'indépendance de la Roumanie avait été proclamée dès 1877 et la guerre en avait fait un Etat souverain. En 1881, la principauté devient royaume. Mais, en vertu du traité de Berlin, le royaume de Roumanie ne comprenait pas toute la nation roumaine. Il y avait une Roumanie « irredenta », bien que la fixation de la frontière n'eût pas donné lieu à de graves difficultés. Pour consolider son indépendance, la Roumanie dut, de 1879 à 1880, accorder aux Juifs l'égalité des droits. Comme la seconde Chambre s'y opposait vigoureusement, le projet gouvernemental ne fut adopté qu'en

octobre 1879. La France, l'Allemagne et l'Angleterre trouvèrent d'ailleurs la solution insuffisante et ne l'acceptèrent qu'en février 1880, sur l'intervention de l'Autriche. La diminution de l'influence russe et l'affaiblissement de la Turquie permirent alors à la Roumanie de s'organiser chez elle. De 1881 à 1888, le libéralisme est au pouvoir avec Bratiano, qui dut toutefois changer fort souvent de ministres. Le ministre des finances Stourdza put racheter, à des conditions avantageuses, les chemins de fer roumains à la Société berlinoise qui les avait exploités jusqu'alors. Dès 1880, le budget sera en équilibre. Le 22 mai 1881, couronnement solennel du roi à Bucarest. Le roi accomplira une œuvre militaire considérable et révisera la Constitution afin d'accorder à son peuple, en 1884, un suffrage plus démocratique. Un petit parti socialiste se constituera également dans le pays. En même temps, l'Eglise de Roumanie devient indépendante à l'égard du patriarche de Constantinople, en 1885, malgré une vive agitation orthodoxe.

De 1881 à 1885, difficultés avec l'Autriche au sujet de la Commission du Danube, où l'Autriche prétendait dominer. C'est en 1883 que l'agitation anti-autrichienne atteint en Roumanie son point culminant. D'où le voyage du roi à Vienne et Berlin, dans un but de conciliation. De son côté, Bratiano rencontrait Bismark à Gastein et Kalnocky à Vienne. C'est à son retour que sera proclamé à la Chambre le rattachement de la Roumanie à l'alliance austro-allemande. Cette adhésion eut d'importantes conséquences politiques à l'intérieur. C'est grâce à elle que Bratiano put combattre, dans la question du droit électoral, le radicalisme de son collègue Rosetti. Le pays se contentera, en effet, d'un libéralisme modéré. Ainsi, dès 1885, la situation intérieure est consolidée et le pays commence à se

mouvoir dans l'orbite austro-allemande. Plus tard, de 1886 à 1890, les débuts de l'alliance franco-russe provoqueront en Roumanie une vive agitation. Les Conservateurs accuseront alors le libéralisme roumain d'avoir «germanisé» le pays et l'armée. En 1889, mise en accusation de Bratiano, auquel Catargi succédera, avec un ministère conservateur. Dès lors, la Roumanie s'oriente vers l'alliance franco-russe. Et l'on peut dire que, de 1878 à 1890, la Russie, puis l'Allemagne et l'Autriche, enfin la France et la Russie ont cherché à y assurer leur influence.

2. Comme la question roumaine, la question serbe prend une nouvelle ampleur. La guerre de 1877 avait valu à la Serbie un agrandissement territorial et une indépendance complète. Mais le Serbe n'a ni la fermeté ni la modération du Roumain. Si la Serbie se libère de l'influence russe, elle ne se consolide pas aussi rapidement que la Roumanie. Une fois terminée la fixation des frontières, une fois l'égalité des droits accordée aux Juifs, la Skouptchina se réunit pour la première fois à Nisch en 1879. Mais, à peine organisé, le jeune Etat entre en conflit avec l'Autriche. Le peuple et la Skouptchina en voulaient à l'Autriche d'avoir occupé la Bosnie et l'Herzégovine au détriment des ambitions serbes. En outre, l'Autriche prétendait exercer une influence considérable sur les chemins de fer serbes, en vertu d'anciennes conventions turques dont la Serbie avait reconnu le caractère obligatoire. La Serbie dut céder devant la menace autrichienne et le traité fut conclu. Puis ce fut le traité de commerce, l'Autriche revendiquant pour elle la clause de la nation la plus favorisée. Les négociations furent interrompues en 1880 et cette interruption provoqua la chute du ministre.

Or, ce dernier méditait une alliance avec la Bulgarie, pour la réalisation d'ambitions communes, projet qui

n'eût réussi qu'avec l'appui de la Russie et eût en outre déchaîné une guerre européenne. Le nouveau ministère était hostile à ces idées. Il voulait l'entente avec l'Autriche. Une victoire éclatante, lors des élections à la Skouptchina, ne tarda pas à l'encourager dans cette politique. En mai 1881, le traité de commerce fut conclu. Le 6 mars 1882, le prince Milan obtint le titre de roi. Mais, sur ces entrefaites, la Société française Boutoux, qui avait entrepris la construction des chemins de fer serbes, s'effondra subitement. L'opposition utilisa cette banqueroute pour attaquer le ministère et résigner ses mandats. La Skouptchina n'en vota pas moins un nouveau traité avec le Comptoir d'Escompte de Paris. Mais l'agitation ne cessait guère dans le pays. En 1882, attentat contre le roi. Vient ensuite le conflit entre les Karageorgevitch, soutenus par les Russes, et les Obrenovitch. Puis victoire du parti radical aux élections de 1883. Ce parti voulait l'Union balkanique sous l'égide de la Russie. Le roi Milan eut beau résister, il n'empêcha pas le parti radical de déchaîner une révolution qui fut réprimée de manière sanglante par les troupes royales. En 1884, après de nouvelles élections, le roi reforma le ministère, fit une politique vigoureuse, rétablit l'ordre dans les finances et resta, en politique extérieure, fidèle à l'Autriche. Vers juin 1884, au moment où vont commencer les difficultés avec la Bulgarie, la Serbie, consolidée à l'intérieur, demeure dans l'orbite autrichienne.

3. La Bulgarie et la Roumélie orientale avaient eu des destinées plus changeantes encore. En 1878, le tsar avait chargé Dondoukoff-Korsakoff de gouverner la première et Stolypine la seconde. Tous deux essayèrent d'unir les deux provinces. En mai 1879, c'est Aleko Pascha qui prend le gouvernement général de la Roumélie orientale, où il favorise l'influence russe et

combat celle de la Turquie. La représentation provinciale n'y comprenait d'ailleurs que des Bulgares. De son côté, Dondoukoff- Korsakoff préparait pour la Bulgarie, sur l'ordre du tsar, une Constitution calquée sur la Constitution serbe, avec un prince héréditaire, un Parlement ou Sobranié, composé de membres permanents, de députés élus et de représentants nommés par le prince. A côté de cette Chambre, un Sénat. La Sobranié fut élue, puis se réunit pour élire à son tour le prince. C'est Alexandre de Battenberg qui fut choisi. Créature du tsar, il allait gouverner pour le compte de la Russie. Le prince établit sa résidence à Sofia, où il constitua un ministère conservateur que la Sobranié ne tarda pas à désavouer. Le mouvement panbulgare se dessine alors. La Sobranié réclame pour la Bulgarie la Serbie orientale et la Dobroudja. Elle vote 800.000 francs, malgré la situation déplorable des finances publiques, pour la Roumélie orientale.

En même temps, conflit avec l'Autriche. Le prince Alexandre devient de plus en plus hostile à la Constitution libérale et obtient du tsar la suspension de la Constitution. Aux élections de 1881, les libéraux sont battus. En 1882, sous le Ministère Natchevitsch, difficultés croissantes entre ministres bulgares et ministres russes. C'est à ce moment qu'Alexandre III envoie en Bulgarie Soboleff et Kaulbars, chargés d'y consolider, par une série de mesures administratives, l'influence russe. D'où conflit entre le prince et les ministres russes. Alexandre de Battenberg part pour Moscou et y demande le rappel de Soboleff. Vaine tentative. Revenu en Bulgarie, il laissera se former une coalition entre Conservateurs et Libéraux, coalition qui veut la rupture avec la Russie. En 1884, nouvelle Constitution. Quand vint le ministère Karaveloff, avec Stambouloff comme Président de la Chambre, les ten-

dances panbulgares se développèrent rapidement et aboutirent au coup d'Etat du 18 septembre 1885, à l'union révolutionnaire des deux tronçons de la future Bulgarie et à la rupture avec la Russie. Ainsi, tandis que la Serbie demeure dans l'orbite autrichienne, la Bulgarie tente de réaliser son unité en échappant à l'emprise russe comme à celle de la Turquie. De là vont procéder, de 1885 à 1890, de graves évènements et la guerre serbo-bulgare.

4. Les grandes puissances se rangeaient du côté de la Porte contre la Bulgarie. La Grèce et la Serbie mobilisaient, craignant que le panbulgarisme ne se réalisât à leurs dépens.Les Bulgares essayèrent tout d'abord de décider les Serbes à s'unir avec eux contre la Turquie. Comme la Conférence de Constantinople hésitait, les hostilités ne tardèrent pas à éclater entre Serbie et Bulgarie. L'armée bulgare était en fort mauvais état, tandis que l'armée serbe était bien équipée. Mais les Bulgares n'en eurent pas moins la victoire. Devant cet échec inattendu, le roi Milan se garda bien de continuer la lutte. On sait comment Alexandre de Battenberg, après avoir consenti l'armistice du 3 mars 1886, alla de révolution en révolution, d'abdication en abdication et dut quitter définitivement le pouvoir en septembre 1886.

D'autre part, quand Alexandre III envoya Kaulbars en Bulgarie, cette nouvelle tentative de russification échoua. L'Assemblée nationale de Sofia entendait choisir elle-même un prince. Le 7 juillet 1887, Ferdinand de Saxe-Cobourg montait sur le trône et déclarait indissoluble et définitive l'union des deux Bulgaries. La signification de ces événements était nette. La Russie perdait du terrain dans les Balkans. C'est l'influence allemande qui se substituait à la sienne. Quand Stambouloff prendra la direction des affaires, il s'ap-

puiera sur l'Autriche et sur l'Allemagne. C'est en vain que, de 1887 à 1891, le parti russe luttera contre les évènements. En 1890, le procès Panitza signifie que le gouvernement de Ferdinand est définitivement consolidé. Mais, par opposition à la Bulgarie, la Serbie se soumet à l'influence russe. L'influence autrichienne y devient impossible depuis la défaite. De 1887 à 1889, la coalition des radicaux et des libéraux l'emporte, transforme la Skouptchina en Assemblée représentative. De là, en 1889, l'abdication du roi Milan et la Régence de Ristitch. Mais cet intermède ne sera que de courte durée. Le roi Milan ne tarde pas à reprendre le pouvoir et la Serbie s'oriente de nouveau, avec lui, vers l'Autriche.

La Roumanie s'était tournée vers l'Allemagne avec Bratiano. La Serbie avait subi l'influence autrichienne et, après une éclipse provoquée par la défaite, allait y revenir. En Bulgarie, victoire complète de l'influence austro-allemande. Lutte implacable et tenace entre Russie et Triplice, au cours de cette décade de l'histoire balkanique. On la retrouve encore dans l'histoire des nations balkaniques de l'Ouest : la Bosnie, l'Albanie, le Monténégro et la Grèce.

III. On sait qu'en Bosnie-Herzégovine, l'occupation s'était heurtée à de sérieux obstacles. Il avait fallu conquérir de haute lutte les deux provinces avant de les réorganiser administrativement. Lutte des musulmans contre les chrétiens; lutte des chrétiens catholiques contre les chrétiens orthodoxes; lutte de la Turquie et de la Russie contre l'Autriche-Hongrie. L'Albanie avait connu des troubles du même genre. Les chefs de tribus musulmans y avaient constitué, dès 1878, une Ligue contre l'annexion à la Serbie ou au Monténégro. D'où l'offensive monténégrine. Mais la Turquie s'opposait à l'agrandissement du Monténégro et à ce-

lui de la Grèce. Celle-ci, faiblement soutenue par l'Angleterre et l'Autriche, n'avait pour elle que la Russie.

Or, l'alliance austro-allemande allait créer à la Russie, dans les Balkans, de graves difficultés. Quand l'Angleterre gladstonienne prendra parti pour le Monténégro et pour la Grèce, ce sera le conflit décisif entre l'influence russe secondée par l'Angleterre et l'influence austro-allemande. En 1880, la Conférence de Berlin, succédant aux déclarations de Gladstone, obtiendra Dulcigno pour le Monténégro et, pour la Grèce, des concessions bien inférieures à ses ambitions. C'est donc, dans ces quatre pays, le duel entre Angleterre et Russie d'une part, Allemagne et Autriche d'autre part.

C'est de cette époque que date l'organisation définitive du Monténégro et de la Grèce. De 1881 à 1886 environ, ces deux pays deviennent autonomes. La révolution bulgare de 1885 y aura de graves répercussions. En 1886, la Grèce profite des événements pour revendiquer les territoires qui lui avaient été promis au Congrès de Berlin : Crète, Epire, Macédoine. Elle arme à outrance. Mais elle se heurte à l'Angleterre, qui ne veut pas qu'elle devienne trop puissante dans la Méditerranée et à l'Autriche, décidée à l'écarter de Salonique. D'où l'intervention des puissances contre l'offensive grecque. Le blocus de juin 1886 mettra fin à cette tentative.

La péninsule des Balkans a donc été, de 1878 à 1890, en même temps que la politique coloniale, un champ de bataille pour les puissances. Les nationalités balkaniques s'affirment à l'égard de la Turquie. La Roumanie s'étend et se consolide. La Bulgarie réunit ses deux tronçons et parvient à l'indépendance. La Serbie imite cet exemple. Le Monténégro et la Grèce s'organisent. Reste la Macédoine, objet d'éternelle convoitise et d'impossible partage entre les nationalités grou-

pées autour d'elle. Mais, derrière les luttes balkaniques et le conflit de ces jeunes Etats avec la Porte, il y a la rivalité entre grandes puissances. Le groupement austro-allemand, bientôt renforcé par l'Italie et plus tard secondé par l'Angleterre, détruit dans les Balkans l'influence russe. Autriche et Allemagne ne tarderont pas à utiliser leurs avantages et à orienter leurs efforts vers Salonique et la Turquie.

C'est ainsi qu'au cours de cette période, la Triplice se constitue et attire dans son orbite l'Angleterre, tandis que la France et la Russie, isolées de part et d'autre, se heurtent à elle dans les Balkans. Arbitre incontesté de l'Europe, Bismarck s'est rapproché de l'Autriche pour la soutenir en Orient contre la Russie. La rivalité coloniale entre Angleterre et Russie, Angleterre et France, France et Italie fera le reste, dressant contre la France et la Russie isolées une Quadruplice toute puissante. D'où les débuts d'une alliance franco-russe, contemporaine du premier renouvellement de la Triplice. Triple-Alliance, amitié anglo-triplicienne, inimitié anglo-française et inimitié anglo-russe, tels sont les traits caractéristiques de cette période. Partout dans les Balkans, en Asie centrale, en Egypte, dans l'Afrique du Nord et dans les colonies les plus lointaines, les conflits entre grandes puissances européennes se précisent. L'Allemagne, appuyée par l'Angleterre, conserve sa prépondérance. C'est de cette double pression allemande et anglaise que naît la Duplice. Qu'un jour l'Angleterre se porte vers cette dernière, et le sort de l'Europe se décidera. Ce sera une terrible menace pour l'œuvre de Bismarck. Or, ce grand résultat sera atteint vers 1904. Nous verrons comment l'Europe s'y est acheminée depuis 1890.

TROISIÈME PARTIE

De la Duplice aux Débuts de l'Antagonisme Anglo-Allemand

A peine l'alliance franco-russe s'organise-t-elle contre la Triplice que l'équilibre européen se rompt au détriment de l'Allemagne. Non que celle-ci perde d'un coup sa prépondérance. Mais elle dépend désormais de l'Angleterre, de son attitude à l'égard des deux groupements continentaux. Que l'Angleterre, se portant vers la France et la Russie, abandonne la Triplice et nous aurons alors les deux Triplices, dont l'une, formée par l'Angleterre, la France et la Russie, enserre l'autre. C'est le fameux « encerclement » dont les Allemands ont tant parlé à la veille de la guerre.

Comment expliquer la combinaison qui a permis à la Triple-Entente de devenir, peu avant la guerre, une réalité diplomatique de premier ordre et une puissance redoutable? Il fallait, pour cela, que l'alliance franco-russe se consolidât, que l'Angleterre fût attirée vers elle et que la Triplice s'affaiblît. Ces trois phénomènes, on les suit sans peine dans le dédale des événements

dont l'Europe, en cette décade fatidique, fut le théâtre.

L'alliance franco-russe s'affirme, en 1891, par la visite de l'escadre française à Cronstadt, manifestation qui, suivie de beaucoup d'autres, aboutit à la conclusion de l'alliance en 1894. De 1894 à 1900, l'alliance s'affermit, avant de recevoir le rude coup que lui portera, quelques années après, l'issue malheureuse de la guerre russo-japonaise.

Si l'Angleterre demeure hostile, de 1891 à 1901, à la France et à la Russie, à cause de la politique coloniale et de la question d'Orient, et si, d'autre part, l'amitié anglo-triplicienne conserve toutes les apparences de la solidité, on voit s'ébaucher, de 1897 à 1899, cet antagonisme anglo-allemand qui se précisera vers 1901. La volte-face de l'Angleterre est proche.

Enfin, si la Triplice se renouvelle en 1891, elle est menacée par l'attitude de l'Italie qui, de 1897 à 1899, se rapproche également de la France et se guérit des illusions qu'elle entretenait lors de son adhésion à la Triplice.

Telle est l'évolution à décrire.

CHAPITRE XI

République Française et Autocratie Russe

Comment comprendre les vicissitudes de l'alliance franco-russe jusqu'à la guerre russo-japonaise sans connaître la politique intérieure des deux nations al-

liées? C'est surtout vrai de la France. On a trop souvent méconnu la vraie signification de sa politique intérieure et l'influence qu'elle a exercée sur sa politique extérieure. Que de fois on a cru, depuis le boulangisme jusqu'à l'affaire Dreyfus, à la ruïne de la République ! Or le régime a pris consistance. De 1891 à 1901, la France devient l'Etat européen le plus solide, voire même le plus conservateur. C'est précisément son équilibre qui rend possible l'alliance franco-russe. Et c'est en soutenant la cause républicaine en France que Bismarck, qui voulait par là nous nuire, a préparé la ruine de son propre système. L'instabilité russe impliquait la stabilité française. Voilà le secret de cette histoire.

I. Une majorité républicaine avait vu le jour en 1889. Déçu par la crise boulangiste, le peuple avait voté sous l'active férule des sous-préfets. En face de 366 républicains, 172 conservateurs et 38 députés boulangistes ou « révisionnistes ». Cette constellation des partis sera durable. La France se trouve prise dans un vigoureux système de bureaucratie politique. Elle est partagée en 600 fiefs électoraux où domine l'autorité préfectorale, vraies « mares stagnantes » où seule la grande fortune pourra réussir. Mais, de 1889 à 1893, des événements significatifs dressent,en face de la France républicaine, des groupements nouveaux. Ce sont le scandale du Panama, le ralliement des catholiques, la naissance d'un conservatisme nouveau modèle sous l'influence de Taine et de Vogüe. Quant à la majorité républicaine, elle ne pratique guère qu'une politique conservatrice. Laissant le pays en repos, elle se contente de défendre les lois scolaires et militaires contre les attaques de la droite. En 1892, elle remplace le libre échange, que Napoléon III avait institué en 1860, par un régime protectionniste qui, grâce au tarif

autonome, permet d'élever ou d'abaisser à volonté les droits de douane. Car il s'agit de satisfaire, avant tout, grands industriels et agriculteurs. Politique de concentration officielle qui assure le triomphe des républicains modérés sur les radicaux. Ceux-ci, en petit nombre, restent sur le carreau avec les débris de leur programme : révision, impôts sur le revenu, séparation des Eglises et de l'Etat.

1. Au même moment, de 1890 à 1893, les partis extrêmes se transforment . Le socialisme ouvrier, qui comprend depuis 1882 les disciples marxistes de Guesde et la Fédération des Travailleurs révolutionnaires, se fractionne plus encore. La Fédération se scinde elle-même en deux groupes : le parti de Brousse, qui accepte l'alliance avec les radicaux et l'autonomie des groupes régionaux; le parti d'Allemane, qui ne veut prendre part aux élections que pour cause d'agitation. C'est le problème de la participation des socialistes au pouvoir. Quelques blanquistes encore, si bien que les socialistes français se classent en guesdistes, broussistes, allemanistes et blanquistes. Leur action se limite d'ailleurs aux ouvriers des grandes villes et aux mineurs. Ils essaient d'agir sur les élections municipales de Paris, mais n'ont qu'un petit groupe de représentants à la Chambre. Or, vers 1893, toutes ces fractions s'unissent, fondent la « Ligue d'action révolutionnaire pour l'avènement de la République sociale », s'efforcent de gagner les paysans par un programme de réformes agraires, sans prétendre d'ailleurs supprimer la petite propriété rurale.

D'autre part, le parti conservateur se disloque. La plupart des monarchistes, admettant la souveraineté du peuple, abandonnent le royalisme traditionnel. Si la monarchie doit revenir, ce sera par décision populaire. Une nouvelle génération de conservateurs rem-

place légitimistes et orléanistes d'autrefois. Le gros de ce parti fera une politique d'opposition constitutionnelle. Il combattra, non la forme du gouvernement, mais le personnel républicain et sa politique. D'autres se rallieront même à la République, afin d'exercer une influence directe sur les électeurs républicains. En 1892, Léon XIII engage les catholiques français à accepter la République et sa Constitution, ce qui leur permettra de faire modifier la législation scolaire et militaire. Le ralliement des catholiques rapproche le centre républicain et les conservateurs. Modérés et ralliés se solidarisent contre le socialisme. Sur le terrain parlementaire, l'apaisement devient facile.

De 1892 à 1893, le scandale du Panama avait préparé les élections. Les conservateurs l'avaient provoqué pour compromettre les chefs des deux partis républicains. D'où la disparition de l'ancien personnel que va remplacer une nouvelle génération. La Chambre de 1893 contiendra 50 pour cent de députés nouveaux. Les différentes formations qu'on vient d'étudier s'y marquent nettement. La droite n'a plus que 93 membres au lieu de 170. Elle comprend 33 ralliés et 60 conservateurs non ralliés. L'extrême gauche est représentée par 55 socialistes révolutionnaires. La majorité républicaine réunit les modérés et 155 radicaux au lieu de 120. C'est donc un déplacement général vers la gauche. Pas de victoire conservatrice. En réalité, les masses n'ont guère changé. Nombre d'abstentions. Les républicains radicaux gagnent des sièges, dans le Sud-Ouest surtout, pays où la vie politique est affaiblie et où l'on aime à suivre le gouvernement. La défaite des conservateurs et notables bourgeois est évidente. Quant au radicalisme, ce n'est plus qu'une étiquette qui ne correspond plus à un programme vraiment radical. Milices, magistrature crue, libre échangisme, impôt sur le

revenu, autant de réformes que personne ne prend au sérieux. Cette majorité républicaine de 1893 est donc assez informe. De multiples combinaisons sont possibles, soit la concentration des modérés et des radicaux contre les socialistes et les conservateurs, soit un ministère « homogène », gouvernant avec une seule des fractions républicaines du centre, solution qui implique l'accord avec la droite. C'est la première qui sera adoptée. Concentration passive, les modérés ayant épuisé leur programme de réformes et ne voulant aucune des réformes radicales. On se maintiendra ainsi dans une sorte de conservatisme démocratique.

2. Si la situation parlementaire demeure confuse, les faits parlent clair. L'indifférence des masses laisse la réalité du pouvoir aux élites intellectuelles et sociales qui, interprétant la situation, montrent le chemin à suivre. Elu contre elle, le nouveau Parlement suit, par un singulier paradoxe, les directives de la droite. Il vote des lois sévères contre les anarchistes, porte à la Présidence de la République un grand bourgeois de finance et d'industrie : Casimir Périer et lui substitue, après sa démission, le républicain très modéré qu'est Félix Faure. Il maintient enfin au pouvoir le ministre le plus conservateur de la IIIe République, Méline,qui gouverne avec l'appui des ralliés, c'est-à-dire des vaincus de 1893. Car le parlementarisme est une vaste machine qui ne tolère pas l'indépendance de la part des élus. Environ 600 députés vivent à Paris, mais sans contact avec la capitale. Les savants juristes, les techniciens remarquables, les esprits pondérés et judicieux, les personnalités estimables et sûres y abondent. Mais l'ensemble est faible, dépourvu de volonté nette. De graves problèmes accablent des députés qui, pour les éluder, se font tout petits. Chacun d'eux représente à la fois une région restreinte et la nation toute entière. Entre

ces humbles tâches électorales et sa haute fonction, l'élu hésite, dans une impuissance notoire. L'Etat français se prolonge ainsi par une sorte de force d'inertie, demeurant immobile au milieu de mouvements contraires. Mais il a pour lui son extraordinaire stabilité.

Ce sera, tout d'abord, l'action contre les anarchistes qui, peu nombreux et s'abstenant de toute action parlementaire, se bornent à des attentats. En décembre 1893, explosion à la Chambre et première série de lois d'exception. En 1884, assassinat de Sadi Carnot et deuxième série de lois d'exception. Ces attentats ne vont pas sans favoriser le modérantisme conservateur. Mais, au cours de la crise, la concentration républicaine se relâche. Les radicaux reprochent en vain aux modérés de confondre anarchie et socialisme.Les modérés l'emportent à une forte majorité. D'où une lutte significative entre Casimir Périer, qui représente la domination bourgeoise, et les socialistes. Modérés et radicaux sont séparés,à la Chambre,par un groupe moyen, par une masse flottante de cent députés qui ne cherchent qu'à satisfaire leurs électeurs. Ce groupe, déplaçant la majorité, mettra en minorité les trois ministères modérés : Casimir Périer en avril 1894, Dupuy en janvier 1925, Ribot en octobre de la même année. Que Casimir Périer, devenu Président, démissionne lors de la chute de Dupuy et soit remplacé par Félix Faure, alors la masse flottante se portera vers les radicaux. Brisson deviendra Président de la Chambre et Léon Bourgeois formera le premier ministère radical, ne conservant d'ailleurs de l'ancien programme radical que la réforme fiscale par l'impôt progressif sur le revenu. Nous aurons ainsi deux groupements : 1° les modérés de l'Ouest, parti de la conservation sociale, qui comprend la droite et les modérés d'autrefois, c'est à dire la bourgeoisie, le clergé et les fonctionnai-

res; 2° les radicaux du Midi, avec les socialistes et les anciens radicaux, parti de la réforme sociale, qui fait appel aux masses électorales. Modérés soutenus par la droite et radicaux appuyés par les socialistes se dressent les uns contre les autres. Entre eux oscille le pouvoir.

II. C'est ce que révèle la période singulière qui va de 1896 jusque vers 1904 et que domine l'affaire Dreyfus. Tout d'abord, politique religieuse significative. L'encyclique de 1892, qui prêchait le ralliement des catholiques à la République, et l'esprit modéré des gouvernements qui se succédèrent de 1892 à 1897 empêchèrent toute législation anticléricale d'aboutir. Les catholiques eurent, de 1894 à 1900, la partie belle. Ils purent développer leurs œuvres, remplir leurs écoles et leurs colléges .Les Congrégations achevèrent de reconstituer leurs établissements, rouvrirent leurs chapelles et reprirent ouvertement la direction de leurs maisons d'éducation. Le ministère Méline favorisait cette réorganisation. Les bureaux du Ministère de la guerre étaient pourvus de jeunes réactionnaires, frais émoulus des écoles religieuses. L'Eglise envahissait de nouveau la société laïque, la marine et l'armée. Mais Léon XIII ne parvint pas à convaincre les catholiques que la république était le seul régime possible dans la démocratie française. Aussi, vers 1901, un Waldeck-Rousseau conduira-t-il la révolte républicaine contre le catholicisme et le nationalisme. Si le danger avait été grave, la réaction fut violente. Ce fut, en juillet 1901, la loi sur les associations. Léon XIII disparaît en 1903. Le vaticanisme va en profiter et la Triplice utilisera cette situation contre la France.

1. D'où le caractère à la fois politique et religieux de l'affaire Dreyfus. Deux idéals bien français sont ici en conflit : la raison d'Etat et les Droits de

l'Homme. D'une part, l'Etat souverain centralisé, répudiant tout privilège individuel; de l'autre, révolte du droit individuel contre les lois et les conventions qui anéantissent l'individu devant les intérêts de la communauté. Ou, si l'on veut, opportunisme national et justice personnelle. La France avait, au cours des siècles, construit un pouvoir puissamment organisé, une machine qui ne tolérait que de dociles fonctionnaires. L'affaire Dreyfus apparaissait alors comme la revanche du judaïsme et du protestantisme éliminés par la raison d'Etat. Lutte épique entre des idéalistes qui boudaient au régime et des pseudo-conservateurs qui vendaient leur droit d'aînesse pour le plat de lentilles budgétaire. En réalité, l'affaire Dreyfus n'a passionné que Paris et une élite provinciale. Rien au Parlement ni dans les masses. « L'affaire elle-même, écrit M. Seignobos, compliquée d'incidents, bientôt embrouillée par des manœuvres, obscurcie par des récits légendaires, n'intéressa pas la masse du public qui ne la comprit jamais ».

On le vit bien aux élections de 1898. Elles ne se firent pas sur cette question. Tous les partis républicains l'écartèrent de la campagne électorale. Les modérés ne gagnèrent que 4 voix; les gauches en perdirent 13. Elue dans l'ignorance, l'Assemblée restera ignorante. Elle sera nationaliste avec Cavaignac, républicaine avec Waldeck-Rousseau et Millerand. Finalement, les nationalistes seront vaincus. On reviendra au gouvernement par la gauche, à une politique de combat contre la droite. En 1899, la République se sauve, de l'aveu même des républicains, par un pouvoir exercé sans contrôle. Waldeck-Rousseau aura la majorité docile qu'il réclame. Tels sont les débuts du Bloc républicain qui va gouverner pendant sept ans.

2. En avril 1901, nouvelles élections. Conflit

profond entre conservateurs nationalistes et radicaux socialisants. Les conservateurs se trompaient quand ils croyaient l'emporter. C'est l'esprit du XVIII[e] siècle rationaliste et humanitaire qui triomphera une fois de plus. Rtpublicains :368 ; conservateurs : 220.

En 1876, 340 contre 200; en 1885, 383 contre 201; en 1901, 368 contre 220. C'est ce même Bloc de 3.500.000 électeurs attachés aux idées conservatrices qui se heurte sans cesse à un Bloc rival de 4.500.000 têtes républicaines, laïques et gouvernementales. L'ère centriste s'ouvre. Politique financière nulle; politique sociale timide et faible. Les radicaux savent bien qu'ils ont, parmi leurs électeurs, des milliers de paysans et de commerçants qui ne veulent aucun changement de système. Inertie profonde, liée à l'institution même de ce radicalisme gouvernemental. C'est pour faire montre d'activité qu'il taquine les gens d'Eglise et surveille les officiers .En 1906, victoire plus complète encore : 420 républicains contre 174 conservateurs. La fraction radicale s'est grossie de députés nouveaux, modérés eux-mêmes, mais qui s'appelent radicaux afin d'avoir droit de cité dans le parti dominant. Le radicalisme a vécu ; il n'est plus qu'un nom. Le vrai radicalisme passe dans le camp socialiste et international.

Tel est le sens de la crise que traverse l'Etat français. Il lui est impossible de coordonner, dans la machine gouvernementale, deux organismes qui devraient y être indépendants : les rouages administratifs et bureaucratiques, héritage du régime napoléonien, et le parlementarisme dont l'importance s'est démesurément accrue. Si le travail administratif est assuré par les Bureaux, c'est la Chambre, c'est le Peuple souverain qui contrôle le Cabinet et l'Exécutif. La Chambre s'en remet alors aux fonctionnaires d'assurer les élections républicaines. Centralisation et suffrage universel, tels

sont les deux aspects du système. Sur 8 millions d'électeurs, 1 million de fonctionnaires. Instituteurs, facteurs, maires, sous-préfets et préfets constituent les cadres de cette grande armée. Le Ministre de l'intérieur devient le grand-maître des élections. Quant au député, il sert d'intermédiaire ambulant entre le pouvoir central et les électeurs. Il pourvoit aux besoins de la clientèle majoritaire, tandis que les bureaux font marcher la machine. Grandes administrations et masses populaires pourvues de toutes les libertés, telle est l'antinomie. Or, certaines causes favorisent le syndicalisme, parmi les fonctionnaires aussi bien que dans le prolétariat. Le personnel administratif est contaminé. Car il se révolte précisément contre le favoritisme, contre cette confusion des pouvoirs qui conduit à l'incohérence dans les fonctions gouvernementales. Vers 1904, la France cherche à adapter la Constitution républicaine aux conditions du monde moderne. Elle essaie de dégager la République de l'assiette au beurre, de faire du gouvernement, non une oligarchie tyrannique, mais un organisme vraiment républicain et démocratique. Toutefois elle n'est pas sûre d'y parvenir.

III. Ainsi, de 1891 à 1904, la République française prend un caractère oligarchique, mais demeure solide. Son alliée, c'est la Russie. En Russie, les années 1891 à 1901 ont vu la fin d'Alexandre III et, à partir de 1894, les débuts de Nicolas II. Alexandre III lutte contre les Juifs qui, restés à l'intérieur de la Russie, émigrent vers l'Ouest. On les oblige à demeurer dans les villes. Puis c'est la lutte contre l'autonomie de la Finlande, dont la Diète réclame et obtient, en 1891, la sauvegarde des libertés finlandaises. Quant à Nicolas II, il continue la politique de son père. Il déclare aux députations de la noblesse et des villes, en 1895, qu'il entend maintenir l'autocratie, traitant de rêve

absurde cette idée que les zemstvos pourraient participer aux affaires de l'Etat. Il rejette les pétitions de presse. En 1896, le jour du couronnement du tsar à Moscou, les spectateurs seront écrasés par milliers. Si des manifestations d'étudiants ont lieu, elles provoquent de cruelles répressions. Mais le mouvement libéral se développe avec une telle ampleur que le régime paraît condamné malgré les déclarations du souverain. Celui-ci comprend d'ailleurs que les jours de l'autocratie sont comptés. Vers 1904, des lézardes apparaissent déjà dans l'édifice impérial. Cette crise intérieure trouvera son dénouement dans la guerre russo-japonaise. Au moment même où l'alliance franco-russe s'affermit, la Russie faiblit et se dérobe. Si la façade autocratique paraît intacte, la défaite révélera brutalement la décomposition intérieure.

1. En attendant, un élan économique d'une puissance incontestable entraînait la Russie vers de nouvelles destinées, en y développant aussi les forces révolutionnaires. Ce mouvement s'explique par l'alliance franco-russe et par la reconstruction financière qu'elle a rendu possible. De Witte, ministre des finances en 1904, achèvera l'œuvre entreprise par son prédécesseur. La Russie s'occidentalise rapidement. Muni de plus de pouvoirs qu'un Colbert, M. de Witte équilibre le budget, grâce à l'argent prêté par la France. L'or revient et les réserves métalliques se trouvent à l'abri de tout nouvel épuisement. La balance commerciale donne l'avantage aux exportations qui font entrer du numéraire dans le pays. A côté de l'agriculture, l'industrie se développe. On n'achète au dehors ni les machines agricoles, ni les rails, ni les wagons ou locomotives du Transsibérien. Le centre industriel est en plein essor. De nouveaux centres sont créés dans le bassin du Donetz, dans l'Oural, autour de Moscou et de Saint-

Pétersbourg. Certains Russes, tels que M. Pobiédonostzeff, trouvent même que l'on va trop vite, que les moujiks se muent trop aisément en ouvriers, qu'en copiant l'Europe occidentale la nation devient nerveuse et perd son équilibre intérieur. Grave question qui se posait dans l'autocratie, par l'autocratie, pour l'autocratie.

Or, le courant libéral minait depuis longtemps les fondations de l'édifice autocratique et bureaucratique. Ce mouvement avait fait son apparition lors de la guerre de Crimée et pendant les années qui avaient suivi. Alexandre II, qui voyait nettement la situation, avait entrepris des réformes, mais s'était arrêté au seuil même de l'autocratie, à laquelle il ne voulait pas toucher. Sa mort tragique avait interrompu et détruit son œuvre. Alexandre III et Nicolas II avaient essayé de sauver l'autocratie. Mais la défaite ne pouvait que précipiter sa décadence et faire du libéralisme un torrent irrésistible. Où trouver l'homme d'Etat qui eût possédé la clarté de vues d'un Alexandre II et la volonté de fer d'un Pierre Ier? Le libéralisme posait toutes sortes de problèmes : question sociale, questions nationales, questions religieuses. Il servait d'expression a un mécontement qui soulevait comme par dessous l'autocratie et la bureaucratie. Comment résoudre les crises agraires et régler le sort de ces moujiks qui étaient l'immense majorité, vaste fourmilière d'êtres mystérieux. A ces 40 millions de moujiks on avait donné la terre. Mais ils étaient devenus 70 millions et il fallait les nourrir sur le même sol et avec les mêmes ressources. En outre, 85 pour cent des paysans n'avaient été détachés de la glèbe et de la tyrannie seigneuriale que pour être absorbés dans le mir communiste et y être soumis au staroste. Ces moujiks étaient ignorants et routiniers. Ils réclamaient les 40 millions de déciatines qu'on avait laissés au tsar, à l'Etat et

aux barines. Une sorte de socialisme agraire leur faisait penser que la terre appartient à celui qui la cultive. Ils avaient conclu une alliance féconde avec les partis de gauche qui prenaient à leur compte les revendications paysannes.

Les parties orientales de l'Empire avaient été difficilement assimilées.Les éléments finnois, tartars et caucasiens réclamaient encore leur droit à la vie. La plupart de leurs députés siégeaient à gauche. Quant aux Petits-Russes, ils étaient l'élément le plus mobile et le plus indépendant. Les Juifs, au nombre de 6 à 8 millions, comprenaient des conservateurs, des libéraux, surtout des socialistes. Ils revendiquaient l'égalité des droits et les libertés élémentaires. Refuser satisfaction aux Juifs et s'attirer leur irréductible inimitié ou leur faire des concessions et les laisser alors diriger le mouvement libéral, tel était le dilemme à résoudre. Le partage de la Pologne et la politique de Catherine II étaient la cause de ces difficultés. La Russie qui ne connaissait pas autrefois la question juive, était maintenant empoisonnée par elle. Les Polonais soutenaient les partis nationaux. En 1905, ils obtiendront la liberté pour le catholicisme, l'usage partiel de leur langue dans les écoles, le droit d'acheter des terres à l'Ouest. Ils seront alors assez forts pour donner, dans la Douma, la majorité à ceux avec lesquels ils voteront. Lithuaniens, Esthoniens, Lettons et Finlandais siègent à l'extrême gauche. Les questions religieuses se mêlent également aux questions politiques et nationales. Les Russes de gauche voient dans le patriarchat une occasion de séparer l'Eglise orthodoxe de la bureaucratie et de l'autocratie. Ils réclament la réforme générale du clergé et le mariage des popes. Enfin, lutte entre certains Russes de droite et les monarchistes autour

de l'idée synodale et du rôle que doivent jouer les laïques.

2. Quant aux idées autocratiques, on les connaît. Pobiédonostzeff les a codifiées dans son *Recueil de Moscou*. C'est le système de Bossuet, avec mépris haineux à l'égard du parlementarisme occidental. Mais il reste vrai que, de 1894 à 1904, Nicolas II substitue à l'autocratisme sans règles et anarchique de l'ancien régime une sorte de régime constitutionnel et légal. L'autocrate formule des principes qu'il s'engage à respecter. Mais la Douma ne représente pas encore un pouvoir populaire et la Russie n'est, vers 1905, qu'une ébauche de monarchie constitutionnelle. Sa bureaucratie est une importation occidentale qui s'est superposée à l'organisme national, mécanisme grossier qui se détraque vers 1904. Les corps intermédiaires, si utiles dans toute société libre, mais intolérables pour les despotes, font ici défaut. Sur ce point, il y a quelque analogie entre la centralisation française et la centralisation russe.

Comment concilier, dans l'ordre et la justice, le monarque autocrate et le Parlement, les Russes et les Non-Russes? Un immense besoin de liberté et de fédéralisme se fait sentir en Russie. S'il eût été satisfait, nul doute que l'alliance franco-russe eût reposé alors sur un fondement plus solide et plus équitable et que ses résultats eussent été plus féconds. Mais, au début du XXe siècle, la Russie n'avait pas atteint la maturité des autres nations européennes. L'autocratie centralisée et bureaucratique n'avait pu réussir à assurer la puissance de l'Empire des tsars. Une modernisation était inévitable et l'évolution de la Russie vers la gauche, très nette en 1904, ne pouvait que favoriser l'alliance avec la France. Une Russie libérale et fédéraliste pouvait s'entendre avec Paris, non avec Berlin.

N'était-ce pas l'Allemagne, comme le pensaient en 1905 nombre de Russes libéraux et de Polonais, qui retenait NicolasII? Et, d'autre part, la gauche russe ne reprochait-elle pas à la France républicaine son intimité avec le tsarisme, en particulier l'emprunt souscrit en France au moment d'Algésiras? N'oublions pas la vieille alliance russo-prussienne, qui va du XVIIIe siècle au règne d'Alexandre III, la traditionnelle solidarité entre les co-partageants de la Pologne. Le jour où la Russie eût accordé l'autonomie et la liberté aux Polonais, la Pologne eût provoqué des conflits entre Russie et Prusse. Vers 1904, la Russie étant affaiblie et divisée, la France ne peut plus compter sur elle comme autrefois. Or, c'est le moment où l'Angleterre commence à se rapprocher d'elle et de la Russie. La Duplice affaiblie sera remplacée par la Triple Entente.

CHAPITRE XII

L'Alliance Franco-Russe

Ebauchée de 1890 à 1891, l'entente franco-russe se transforme en alliance de 1891 à 1894. Sous Nicolas II, de 1894 à 1900, elle s'affermit. Mais, de 1900 à 1904, la guerre russo-japonaise lui porte un coup fatal. Elle est alors compromise par l'autocratisme et sa folie des grandeurs. C'est après la défaite, et quand un régime plus constitutionnel aura succédé à l'absolutisme intransigeant, que l'alliance prendra un caractère plus normal et fécond.

II. Le rapprochement entre France et Russie avait été l'œuvre de notre diplomatie plus que celle du Cabinet pétersbourgeois. Abandonné par ses anciens alliés, la Russie avait longtemps hésité, pour les raisons que l'on sait, à se tourner vers nous. C'est l'arrivée de M. Ribot au Quai d'Orsay, en 1889, qui dissipa les nuages. Ses sympathies pour la Russie étaient bien connues. M. de Freycinet, président du Conseil, et M Constans, ministre de l'Intérieur, étaient également acquis à la cause de l'alliance. Alexandre III avait vu la bonne volonté du Cabinet français dans l'affaire des nihilistes russes, lors de la commande russe à la manufacture d'armes de Châtellerault, surtout à propos des huit emprunts, qui se montaient à près de 4 milliards.

Que se passait-il, au même moment, du côté de la Triplice? L'accord colonial entre France et Allemagne du 17 novembre 1890 avait fait naître, outre-Rhin, certaines illusions à l'égard de nos sentiments. Guillaume II s'imaginait que nous avions oublié 1870 et le traité de Francfort. Il croyait à la réconciliation, à l'abandon formel de l'idée de revanche. En 1890, il traite avec égard les délégués français à la Conférence et au Congrès médical de Berlin. On adoucit le régime des passeports en Alsace. En 1891, démarche de haute courtoisie à l'occasion de l'Exposition internationale des Beaux-Arts, dîner de Guillaume II à l'Ambassade de France et lettres de condoléances à propos de la mort de Meissonnier. Enfin, voyage de l'Impératrice Victoria à Paris, voyage pseudo-officiel, destiné à gagner les artistes français et la France elle-même. Mais les protestations de la presse nationaliste atteindront leur comble quand l'Impératrice croira devoir se rendre à Versailles et à Saint-Cloud. Le lendemain, les artistes français retiraient leur acceptation. Furieux, Guil-

laume II parla de mobilisation générale et de catastrophe. Le régime des passeports pour l'Alsace devint plus rigoureux que jamais. Et l'on menaçait alors la France, « gâtée depuis vingt ans par la patience germanique ». Aussi le gouvernement de Berlin s'empressa-t-il, dès juin 1891,de renouveler la Triplice, malgré les hésitations de l'Italie, pour une durée de douze ans.

La France se trouvait ainsi plus menacée que jamais. Elle espérait depuis longtemps le concours de la Russie. Celle-ci, de son côté, escomptait les avantages qu'elle retirerait d'un accord avec la France. La République aiderait, en particulier, le tsar à refaire son outillage militaire. Non qu'Alexandre III songeât à une alliance formelle. Mais il n'écartait pas l'idée d'une entente qui en serait le prélude. Les rapports entre les deux pays gagnaient en cordialité. En mai 1890, le grand duc Nicolas se rend à Paris où de Freycinet lui fait le meilleur des accueils. On parlait déjà d'une Exposition française à Moscou, de la visite officielle d'une escadre française en Russie. C'était au lendemain de la chute de Bismarck et l'Allemagne, malgré une visite de Guillaume II à Saint-Pétersbourg, ne se rapprochait ni de la Russie ni de la France. Le pacte de Skiernewice n'avait pas été renouvelé. Quand le gouvernement russe invita de nouveau l'escadre française, le gouvernement de Paris accepta, avec cette réserve qu'au retour de Russie nos marins feraient escale à Portsmouth. Le 11 juillet 1891, l'escadre de l'Amiral Gervais était reçue à Cronstadt avec un enthousiasme extraordinaire. Des fêtes inoubliables eurent lieu à Cronstadt, à Saint-Pétersbourg, à Petershof et à Moscou. Le tsar autocrate écouta, debout et têe nue, la Marseillaise exécutée par la marine de nos équipages. Il rendait ainsi honneur à une République qu'il savait solide, et

non révolutionnaire. L'alliance russe était virtuellement conclue.

L'œuvre n'était cependant pas achevée, se disaient nos hommes politiques les plus avisés. L'entente n'impliquait encore aucune stipulation positive. Les diplomates avaient maintenant la parole. M. de Mohrenheim, ambassadeur de Russie en France, fut mandé à Saint-Pétersbourg, où il prit contact avec le tsar et ses ministres. Après son retour, en août 1891, furent échangées entre lui et M. de Freycinet deux lettres qui constataient par des engagements écrits l'entente de Cronstadt. Elles ne furent pas publiées. Mais on sut que les deux gouvernements se promettaient d'unir leurs efforts pour maintenir la paix et sauvegarder l'équilibre européen. Les deux pays entendaient se concerter sur toutes questions intéressant la paix générale. C'était là une garantie nouvelle pour la tranquillité de l'Europe. La France, confiante dans l'avenir, prenait plus d'assurance en face de la Triplice. Sans doute, l'alliance véritable n'était pas encore un fait accompli. Mais le gouvernement français pouvait déjà se départir de la réserve que son isolement lui avait imposée.

De Freycinet constatait, aux grandes manœuvres de septembre 1891, la puissance de notre armée. Il parlait de combiner la force et la sagesse. M. Ribot disait, le 28 septembre : « Un souverain prévoyant et ferme dans ses desseins, pacifique comme nous-mêmes, a publiquement manifesté les sympathies profondes qui unissent son pays et le nôtre ». Le 8 octobre, de Freycinet dira encore : « La France, isolée et presque obligée de se désintéresser de ce qui se passait autour d'elle, est redevenue, grâce à la réorganisation de son armée et à la sagesse de sa diplomatie, un facteur important de l'équilibre européen. La paix n'est plus

seulement dans la main des autres; elle est aussi dans les nôtres et n'en est, par suite, que mieux assurée... ».

II. Pour l'instant, la Triplice ne se montrait pas trop inquiète. Le rapprochement entre la France et la Russie n'avait pas de caractère offensif et ne menaçait nullement la paix de l'Europe. Condition de l'équilibre européen, il nous permettait, comme le disait M. Ribot, de respirer plus librement et de traiter nos affaires avec plus de dignité.

1. Mais l'opinion française, qui devançait les diplomates et leur patient labeur, interprétait déjà l'entente comme une alliance. Elle s'imaginait qu'en écoutant la Marseillaise le tzar protestait contre le Traité de Francfort. Elle ignorait les difficultés provoquées par la politique intérieure des deux pays. Au fond, le tsar ne voulait qu'intimider la Triplice et prévenir une attaque de sa part. Son souhait, c'était la paix armée. Il ne s'alliait qu'avec répugnance à cette République dans laquelle il n'avait vu si longtemps qu'un foyer de désordre et d'anarchie pour le continent. Le boulangisme, la ténacité des partis monarchiques, la fréquence des crises ministérielles l'avaient trop vivement inquiété. Il ne croyait pas au rétablissement de nos finances et de notre armée. Puis il avait fini par comprendre que la France républicaine valait mieux qu'il ne pensait. En particulier, la loi militaire du 18 juillet 1891 portait déjà ses premiers fruits. De Freycinet consolidait l'armée, réorganisait l'E.M. général, améliorait l'armement, préparait un plan de mobilisation. Comme le gouvernement français désirait une sanction à l'accord du 22 août 1891, c'est-à-dire une convention militaire qui précisât les moyens à employer pour garantir l'équilibre, de Freycinet fit remettre au tsar, par le Danois Jules Hansen, un aide-mémoire dont Alexandre III prit connaisance. En novembre, M. de Giers

s'entretient à Paris, avec MM. de Freycinet et Ribot, du projet de convention. Mais de Giers, très germanophile, se montre fort réservé et le tzar, redevenu hésitant, demande à réfléchir. Les difficultés religieuses en France, la démission de M. de Freycinet et l'arrivée de M. Loubet au pouvoir interrompent les pourparlers. M. Loubet confie alors toute la négociation à M. de Montebello. Alexandre III tergiversait toujours. Au début de juin 1892, il ira à Kiel rendre visite à Guillaume II, tout en prescrivant au grand-duc Constantin de prendre contact à Nancy avec le Président Carnot. Remanié à Paris, le projet de convention fut enfin apporté à Saint-Pétersbourg par le général de Boisdeffre. Il y fut signé par ce dernier et Obroutcheff, puis soumis au tsar qui, le 17 août 1892, déclara l'approuver en principe.

Mais les négociations n'étaient pas encore terminées. Le tsar n'avait pas donné sa ratification formelle, qui fut d'ailleurs retardée par les scandales financiers du Panama. Ceux-ci se prolongèrent plusieurs mois et le crédit de la France en fut gravement compromis aux yeux du tzar. M. Loubet, qui savait trop de choses, donna sa démission le 28 novembre 1892 et fut remplacé par M. Ribot. M. de Freycinet dut résigner ses fonctions. Nombre d'hommes politiques furent disqualifiés. L'ambassadeur de Russie fut même un instant incriminé. Aussi le tsar refusa-t-il de ratifier la convention d'août 1892 et de signer un nouvel accord qui précisait le casus foederis susceptible de mettre l'alliance en action. Mais une lettre de Sadi Carnot à Alexandre III apaisa le ressentiment de ce dernier.

2. Or, il fallait agir. La Triplice redevenait menaçante. L'Allemagne avait mis sur pied une nouvelle loi militaire prévoyant une augmentation de 80.000 hommes. Aux grandes manœuvres de 1893, Guillaume II pro-

nonça à Metz un discours retentissant, affirmant que l'Alsace-Lorraine resterait allemande. Le prince royal d'Italie assistait à ces manœuvres et l'Italie ne cachait guère son hostilité envers la France, car elle avait souffert, entre 1891 et 1893, de sa rupture économique avec nous. En outre, la question coloniale mettait toujours en conflit Rome et Paris. De graves manifestations s'étaient produites dans les deux pays. Entre l'Angleterre et la France, les relations étaient également tendues. Nous trouvions partout, dans les colonies, les Anglais sur notre chemin. Vers 1891-1893, la France se trouvait donc fort mal avec l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre. Il fallait que l'alliance avec la Russie fût conclue.

D'ailleurs, les causes qui avaient empêché le tsar de ratifier l'accord d'août 1892 et de reconnaître la définition du casus foederis avaient disparu. Le Panama était oublié et n'avait pas compromis l'avenir de la République. Alexandre III avait pu craindre un instant qu'un conflit n'éclatât entre la France d'une part, l'Italie et l'Angleterre de l'autre. Mais la loi militaire formidable votée par le Reichstag, en juillet 1893, l'avait irrité. La République française elle-même, ainsi que les familiers du tsar favorables à la cause française, intervenaient activement auprès de lui. N'était-il pas temps de saisir l'occasion, de s'engager avec la France dans une alliance, sinon offensive, du moins préventive, libérant la Russie de toute crainte de guerre? Le tsar se contenta, pour l'instant, d'une nouvelle démonstration publique d'amitié. Il voulait recommencer Cronstadt et montrer au monde qu'il y avait au moins un accord moral entre les deux pays.

Il visita donc longuement le « Surcouf » et l' «Isly», les deux bâtiments français qui lui avaient été envoyés à Copenhague. Peu après, une escadre russe entrait,

sous les ordres de l'amiral Avelane, dans le port de Toulon, où elle fut accueillie par les pouvoirs publics et par la population avec un enthousiasme sans bornes, en octobre 1893. Quelques jours après, Avelane, son Etat-Major et quelques marins russes partaient pour Paris, où ils furent reçus avec la même chaleur. Quand, au milieu de ces fêtes grandioses, Mac-Mahon mourut, le tsar rendit les honneurs à l'ancien vainqueur de Crimée. Avelane et ses officiers suivirent, en grande tenue, le convoi funèbre. Puis les Russes repartirent pour Toulon où l'escadre russe fut passée en revue par le Président Carnot. Il y eut, entre ce dernier et Alexandre III, échange de télégrammes très significatifs. Celui de Carnot se terminait par ces mots : « L'accueil cordial et spontané que vos braves marins ont rencontré partout en France affirme une fois de plus avec éclat les sympathies sincères qui unissent nos deux pays. Il marque en même temps une foi profonde dans l'influence bienfaisante que peuvent exercer ensemble deux grandes nations dévouées à la cause de la paix ».

L'alliance impatiemment attendue ne pouvait tarder. Mais quelques incidents de politique intérieure y mirent encore obstacle et firent renaître les hésitations du tsar. La démission du Cabinet Dupuy en novembre 1893, l'attentat de l'anarchiste Vaillant à la Chambre en décembre, autant de faits inquiétants. Cependant l'adoption de quatre projets de loi destinés à aggraver les pénalités déjà prévues pour les crimes de cette nature rassura le tsar. Ce qu'il voulait avant tout, c'était éviter la guerre tout en concluant l'alliance. Quand il vit de meilleures relations s'établir entre Allemagne, Russie et France, il n'hésita plus. Car le gouvernement de Berlin flattait la Russie au moment même où il sentait qu'elle allait lui échapper. Un traité de commerce fut signé entre Allemagne et Russie le premier février

1894. Les deux nations s'y accordaient mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée. L'Allemagne, d'autre part, se montrait plus courtoise à l'égard de la France, grâce aux accords coloniaux de février et de mars 1894. En Europe régnait donc une atmosphère d'apaisement que Caprivi constatait le 27 février au Reichstag. Sûr qu'on ne l'accuserait pas de troubler la paix, le tsar se décida donc à conclure l'alliance. En mars 1894 fut signé le traité secret. Les deux gouvernements, confirmant les accords d'août 1892, promettaient : 1° de recourir au concert diplomatique pour maintenir en cas de menace la paix et l'équilibre européens ; 2° d'unir leurs forces pour rétablir la situation si une tierce puissance la compromettait par une agression contre l'une ou l'autre des nations contractantes. Mais le mot « d'alliance » ne sera prononcé qu'en 1895, par M. Hanotaux, alors ministre des Affaires Etrangères. De toute manière, la paix semblait solide. Il ne dépendait plus uniquement de la Triplice qu'elle fût ou non troublée. La Duplice, capable de vaincre, était là pour la protéger ou la venger.

III. Les effets de l'alliance ne tardèrent pas à se faire sentir. Les incidents diplomatiques qui marquèrent la conclusion du traité anglo-congolais, en mai 1894,montrèrent que la France, secondée par la Russie, pouvait maintenant parler haut. Puis trois incidents vinrent un instant menacer le résultat obtenu. L'assassinat de Sadi-Carnot, le 4 juin 1894, faillit provoquer entre l'Italie et la France, à cause de la nationalité de Caserio, un grave conflit. Ce fut ensuite la mort d'Alexandre III. Nicolas II allait-il s'inscrire en faux contre l'alliance, comme on avait pu le craindre ? Car il détestait si faiblement l'Allemagne qu'il épousera peu après une princesse allemande ,en novembre 1894. Mais, à l'extérieur comme à l'intérieur, il suivra les

traces paternelles. Il approuvait les précautions qu'Alexandre III avait prises pour protéger la paix européenne, toujours compromise par la prépondérance allemande. Il déclara donc, en montant sur le trône, qu'il maintiendrait l'alliance. Mais il souhaitait que l'Allemagne s'accordât avec la Russie et la France, la meilleurs méthode consistant à consolider la Duplice.

1. Une fois de plus, la politique intérieure de la France allait mettre l'alliance en cause. Au début de 1895 se produit le changement que l'on sait à la Présidence de la République, où Casimir Périer démissionne. Retraite mystérieuse, à laquelle l'affaire Dreyfus, qui commençait alors et mettait Casimir Périer dans une situation délicate à l'égard de Guillaume II, n'était sans doute pas étrangère. C'est en décembre 1894 que Dreyfus avait été condamné à la déportation, en janvier 1895 qu'on avait répandu le bruit de ses prétendus aveux, au risque de compromettre l'ambassadeur d'Allemagne au profit duquel Dreyfus aurait trahi. Les démentis de M. de Munster restèrent lettre morte. Guillaume II adresse alors au Président de la République la dépêche fameuse où il était question de rupture diplomatique et même d'un conflit plus grave encore. Casimir Périer, convaincu comme tout le monde de la culpabilité de Dreyfus, n'osait pas incriminer Guillaume II de mensonge. Il se vit obligé de publier une note pour mettre hors de cause l'ambassadeur d'Allemagne et toutes les ambassades étrangères de Paris. La paix sortit toutefois victorieuse de cette épreuve. Casimir Périer fut remplacé par Félix Faure, qui était bien décidé à travailler pour l'alliance franco-russe.

Celle-ci allait donner d'ailleurs des preuves de sa vitalité. Lors du conflit entre la Chine et le Japon, la France eut l'appui de Berlin et parla haut. Excité par

de vastes ambitions, le Japon avait jeté les yeux sur la Chine, alors faible et impuissante. La guerre avait éclaté en 1894. Après les foudroyants succès du Japon, la Chine dut négocier la paix. Ce fut le traité de Shimonosaki. Le Japon ne devait pas longtemps jouir de ce facile triomphe. La Russie et la France, soutenues par l'Allemagne, protestèrent contre le traité. Ces trois puissances, escomptant la reconnaissance de la Chine, adressèrent un ultimatum au Japon. Abandonné par l'Angleterre, le Japon dut se soumettre. Mais il ne songea, dès lors, qu'à une guerre de revanche contre la Russie. Il la prépara dès 1895 et 1896, augmentant avec célérité ses forces militaires et ses moyens de transport.

Vint ensuite l'affaire de Madagascar, île soumise au protectorat français depuis 1885. La France y avait éprouvé, à partir de 1891, certaines difficultés et parlait alors d'un protectorat plus étendu. Ce fut l'expédition que l'on sait, dure et coûteuse, qui devait entraîner l'annexion. Impossible de reculer. Or l'Angleterre se trouvait dans l'embarras. Madagascar devint donc colonie française. En 1896, Galliéni arrive à Madagascar et fait détrôner la reine Ranavalo. Les puissances étrangères s'inclinèrent et la tranquillité règna dans l'île. Forte de l'alliance russe, la France faisait donc ce qui lui plaisait. De plus en plus l'Angleterre s'habituait à considérer l'Allemagne comme sa véritable ennemie dans le domaine colonial. Elle évoluait nettement vers l'alliance franco-russe. La guerre du Transvaal, les progrès de la Russie en Turquie, les affaires de Crète et de Bulgarie, qui permettaient à la Russie de reprendre pied dans les Balkans, devaient faire le reste.

2. Autant d'événements qui mettaient en évidence les bienfaits de l'alliance franco-russe. Celle-ci sortait

donc fortifiée de ces épreuves. L'Empereur et l'Impératrice de Russie étaient venus à Paris du 5 au 9 octobre 1896. Nicolas II avait, en des discours retentissants, salué l'alliance et ses avantages. « Les deux pays, disait-il, sont liés par une inaltérable amitié. De même, il existe entre nos deux armées une profonde confraternité d'armes ». En mai 1897, à l'annonce de l'incendie du Bazar de la Charité, le tsar exprime à Félix Faure sa sympathie. En août 1897, manifestation plus significative encore. Le Président de la République française se rend en Russie, où il sera accueilli avec bien plus d'enthousiasme encore que l'amiral Gervais. Guillaume II venait d'être l'hôte de Saint-Pétersbourg. N'empêche que Nicolas II proclamera bien haut qu'il est l'allié de la France. « Je suis heureux, disait-il, de voir que votre séjour parmi nous crée un lien nouveau entre nos deux patries amies et alliées, également résolues à contribuer par toute leur puissance au maintien de la paix du monde, dans un esprit de droit et d'équité... » Nous voici à l'apogée de la Duplice, au moment même où l'Italie prélude au revirement diplomatique qui la détachera un jour de la Triplice et où l'Angleterre, inquiète de la puissance germanique, s'émeut et se rapproche de la Duplice.

IV. Le régime de la paix armée prenait ainsi un aspect redoutable. En face de la Triplice se dessine, vers 1898, la Triple-Entente. C'est sans doute en raison des possibilités de guerre impliquées par ce dualisme que Nicolas II songera à établir la paix sur de solides bases, pour bien montrer que, dans la pensée de son père comme dans la sienne, la Duplice n'avait jamais été qu'une garantie de l'équilibre européen. Or, en 1898, on était au lendemain des massacres arméniens et de la tentative grecque. Les Etats-Unis

étaient engagés dans un conflit armé avec l'Espagne et la guerre du Transvaal allait commencer. Le tsar crut donc devoir convier le monde civilisé à de grandes assises diplomatiques où seraient traitées la question du désarmement général et conventionnel des puissances, celle des adoucissements à apporter aux méthodes de guerre, enfin celle de l'arbitrage. La France acquiesça la première et tous les gouvernements suivirent son exemple. Mais le gouvernement russe dut ensuite modifier son programme. Il demanda le statu quo des armements plutôt que leur réduction. Le programme du 30 décembre était sans doute plus concret que celui du 24 août. En revanche, il provoquait quelque scepticisme. On ne voyait pas quelle sanction donner aux décisions prises ni comment les rendre obligatoires. Les représentants des gouvernements ne s'en réunirent pas moins à La Haye, le 18 mai 1899, et y siégèrent jusqu'au 29 juillet. La réelle importance des travaux de la Conférence de la Haye ne devait pas rester lettre morte.

C'est cependant au lendemain de la Conférence qu'éclatèrent de graves conflits internationaux. Ce fut d'abord la guerre du Transvaal, qui devait aboutir à l'entente franco-anglaise. D'où le plan de Guillaume II: détourner la Russie de l'Entente franco-anglaise et l'occuper en Asie. L'affaire de Chine vint à point. La France, l'Angleterre et la Russie, qui avaient forcé le Japon à limiter ses acquisitions, s'étaient largement payées en Chine des services qu'elles avaient rendus. La Russie s'y était taillée une belle part, mettant aussi la main sur la Corée. La France et l'Angleterre avaient obtenu également leur morceau, si bien que ce partage aboutissait à une rivalité violente entre Russie et Angleterre. En 1899, la Russie entreprenait une ligne directe de Moukden à Pékin, de manière à prolonger le Trans-

sibérien jusqu'à Pékin. La Chine se voyait donc très menacée par l'expansion européenne. On sait le reste : les massacres d'étrangers en Chine, la formation d'une armée internationale sous le commondant de von Waldersee, la fin de la crise et le traité de 1901. Or, le Japon voulait sa revanche et l'Angleterre allait se servir de lui pour enrayer le progrès de la puissance russe en Chine. Tandis que Londres et Tokio concluaient, le 30 janvier 1902, un traité garantissant l'indépendance de la Chine et de la Corée, l'alliance franco-russe s'affirmait plus étroite que jamais.

En 1901, l'Empereur et l'Impératrice de Russie firent un voyage en France et séjournèrent, du 18 au 21 septembre, au château de Compiègne. Revue navale de Cherbourg, puis grandes manœuvres de l'Est et toasts retentissants, qui insistèrent une fois de plus sur le caractère pacifique de l'alliance. Par la convention du 20 mars 1902, les deux Cabinets déclarèrent maintenir le statu quo en Extrême-Orient et garantir à leur façon l'indépendance de la Chine et de la Corée. La crise allait-elle éclater? Mais la France, démoralisée par la reprise de l'affaire Dreyfus en 1898-1899, et l'Angleterre, embarrassée par la guerre du Transvaal, pouvaient-elles se mêler au conflit?

La guerre entre le Japon et la Russie devenait donc inévitable. Elle servait en même temps les intérêts de Guillaume II, de plus en plus inquiet au sujet du rapprochement franco-anglais. Elle éclata en 1904. Dès lors la France ne retirerait plus aucun bénéfice de l'alliance. Fort heureusement pour elle, l'entente franco-anglaise vint soutenir à temps la Duplice, si durement frappée par la défaite de Moukden. Le traité de Portsmouth, en 1905, ne put que constater l'affaiblissement militaire et financier de la Russie, où l'agitation révolutionnaire allait succéder à la défaite. Sans

l'Angleterre, la France eût été seule en face de la redoutable Allemagne.

Ainsi l'alliance franco-russe, qui nous avait valu de si réels avantages de 1894 à 1898 et nous avait permis de relever la tête en face de l'Allemagne, se voyait, en raison de la guerre russo-japonaise, momentanément compromise. Grave rupture d'équilibre et cause directe de tous les conflits européens qui, de 1904 à 1914, conduiront le continent à la guerre.

CHAPITRE XIII

Les débuts du règne de Guillaume II

Au lendemain de la chute de Bismarck, le jeune souverain va prendre la direction de l'Empire en plein essor. Il ne sera aidé, dans sa tâche écrasante, que par des chanceliers plutôt médiocres. Le problème allemand sera de plus en plus celui de l'autorité gouvernementale. Il faudra contenir les énergies multiples de ce peuple prolifique, laborieux et ambitieux. Sous Guillaume II s'opérera, pour la première fois peut-être en Allemagne, une synthèse significative entre des éléments jusqu'ici séparés : 1° les moyens de puissance créés par la dynastie prussienne : l'armée et la bureaucratie ; 2° les ressources décuplées d'une entreprenante bourgeoisie et du prolétariat qui travaille pour elle ; 3° le rêve pangermaniste élargi et précisé par les professeurs et les publicistes de tout genre qui élabo-

rent le grand programme continental et colonial. C'est pourquoi l'Allemagne ,au début du XXe siècle, apparaît de plus en plus dangereuse à cette Angleterre qui, jusqu'alors, avait secondé les desseins de la Triplice. Ce sera l'origine du pacte franco-anglais.

I. L'œuvre d'unification législative et administrative se poursuit normalement. Parmi les organes du Reich, l'Empereur et le Reichstag prennent décidément le pas sur le Conseil fédéral. Cette décadence du Conseil fédéral, Bismarck lui-même l'a mélancoliquement suivie dans sa retraite. Ce Conseil, c'était son œuvre. Sa décadence, c'était la plus grave menace qui pût peser sur l'équilibre que le Chancelier de Fer avait si soigneusement établi entre le Reich et les Etats.

1. L'unitarisme tire, comme toujours, ses avantages des exigences mêmes qu'impose au Reich le développement rapide d'un grand Etat moderne. Au sein du Reichstag ,les partis unitaristes s'affirment : le libéralisme de gauche, celui de droite et la Socialdémocratie. Ces partis représentent, en effet, la classe moyenne et laborieuse, la libre entreprise, le commerce et l'industrie, bref les artisans de l'essor économique et l'esprit des grandes villes, centres de l'activité nationale. Peu de différence, à ce point de vue, entre l'aile gauche et l'aile droite du libéralisme. Si les Progressistes joignent à leur programme économique des revendications d'ordre parlementaire et démocratique, les Nationaux-libéraux mettent l'accent sur l'expansion extérieure et la politique mondiale. Quant à la Socialdémocratie, elle est solidaire de ce libéralisme bourgeois. Ce qu'elle réclame, elle aussi, c'est le parlementarisme démocratique et unificateur, c'est le suffrage universel intégral. Mais elle n'ignore pas non plus ses intérêts matériels.

En face de ces partis nettement unitaristes se dres-

sent les partis à tendances fédéralistes. Les démocrates du Sud ont pour eux ces Assemblées provinciales qui vivent dans le cadre des petits Etats, n'aiment guère la Prusse et son œuvre d'uniformisation militaire ou bureaucratique. Les conservateurs veulent, en maintenant le fédéralisme, sauvegarder l'hégémonie prussienne, empêcher l'Empereur et le Reichstag de l'emporter sur le Roi et le Landtag de Prusse. Le Centre, qui profite sans doute, pour des raisons religieuses et confessionnelles, de l'unitarisme politique et parlementaire, demeure cependant fidèle au fédéralisme, à l'idée de la Grande Allemagne. Il est hostile à l'idée nationale, à l'armée et à la marine, aux colonies, à l'indépendance financière du Reich. Viennent enfin les protestataires alsaciens-lorrains, guelfes et polonais. La répartition des partis politiques au Reichstag n'est donc pas absolument favorable à l'unitarisme. Vers 1907 ,par exemple, l'avantage sera, dans le Reichstag, pour le fédéralisme. Ce n'est donc pas du Parlement que procède directement l'unitarisme. Ses progrès sont dûs précisément à l'évolution moderne, très rapide de 1891 à 1904. Les victoires fédéralistes de 1871 à 1880 sont tombées dans l'oubli. Plus que jamais les contributions matriculaires des Etats dépendent des exigences du Reich. En mai 1904, la loi Stengel supprime la clause Frankenstein pour ce qui concerne le tarif douanier. L'unitarisme est donc avant tout solidaire du progrès économique et matériel.

De 1890 à 1900, c'est un véritable épanouissement législatif. Le fédéralisme y contribue comme malgré lui, en déchargeant le jeune Empire des fonctions administratives régionales et en lui donnant une extraordinaire liberté d'action. Le Reichstag est décidément la grande machine à fabriquer les lois organisatrices. C'est par son intermédiaire que les puissances écono-

miques et sociales réclament à l'Etat leur dû. Excellent moyen pour le gouvernement de Guillaume II, plus compréhensif que le précédent, d'intégrer toutes ces exigences dans le cadre national. Si, de 1870 à 1890, le pouvoir central s'efforce déjà d'accorder ensemble libre entreprise et monde prolétarien, il légifère, de 1890 à 1900, alors que le mouvement s'accentue et que la « nouvelle orientation » commence, avec une hâte et une énergie singulières. Toutes les classes de la société sont comme saisies par ce tourbillon. Aux bourgeois de la libre entreprise et aux masses prolétariennes viennent s'ajouter les agriculteurs et les gens de métier. La prospérité lie indissolublement les trois problèmes: fédéral, politique et social. C'est au cours de cette période que le Code civil voit le jour. La nouvelle Commission avait commencé ses travaux en 1891. Elle les achève en 1895 et le Code civil unifié entre en vigueur vers 1900. D'autre part, le Reich limite de plus en plus l'activité législative des Etats. Après la réforme du Code civil, c'est celle de la procédure criminelle militaire, l'une des plus belles conquêtes de l'unitarisme. Elle sera adoptée le 4 mai 1898 et appliquera à la législation militaire les principes de la législation civile. Seule la Bavière s'y est énergiquement opposée. Pour d'autres lois, il est vrai, le Reich aura moins de succès. Le Reichstag les écarte. C'est en 1900, par exemple, que se posera au Reichstag la question de la police des mœurs, de la fameuse loi Heinze, qui ne sera votée qu'en partie, à cause de l'abstention des gauches.

2. En ce qui concerne l'administration, vaste développement des ministères du Reich. L'armée des fonctionnaires ne cesse de grossir ses rangs. Postes d'Empire, Justice d'Empire, Trésor d'Empire, Office d'Empire pour l'administration des Chemins de fer. La

disparition de l'écrasante et dictatoriale personnalité de Bismarck favorise ce processus, mais en compliquant la tâche du Chancelier, qui doit satisfaire l'Empereur, contenter les partis du Reichstag et suivre ses divers ministres. On a vu que la loi de 1879 avait divisé la compétence du Chancelier en deux sphères, grâce à la création du Statthalter d'Alsace-Lorraine. Ce n'était là qu'un début. Le système bismarckien excluait le système collégial de toutes les branches administratives. Or, en succédant à Bismarck, de Caprivi indiquait déjà que ces diverses branches gagneraient en indépendance, que l'aspect collégial du Cabinet serait plus accusé. Comment faire autrement? Le Chancelier ne pouvait dominer à la fois l'administration prussienne et celle du Reich. Ne fallait-il pas libérer les forces administratives en même temps que les forces économiques? Cela d'autant plus que l'alliance entre l'Etat bureaucratique et la bourgeoisie de l'entreprise allait se consolidant!

En 1893, vote de la nouvelle loi militaire. Le gouvernement de Berlin l'avait élaborée pour répondre à la convention franco-russe de 1892. Il s'agissait d'augmenter de 80.000 hommes, pour une durée de sept ans, l'effectif des armées allemandes. Dès le 23 novembre 1892, De Caprivi défend devant le Reichstag cette loi, affirmant que l'Allemagne devait prendre des précautions, en raison d'une nouvelle crise boulangiste toujours possible, en raison aussi de cette alliance franco-russe qui permettait à la Russie d'immobiliser, en cas de guerre sur les deux fronts, une partie considérable des forces allemandes. Le 12 janvier 1893, la Commission du Reichstag rejeta le projet et, le 6 mai, la loi fut repoussée par 210 voix contre 62. D'où la dissolution du Reichstag. Les élections générales permirent au gouvernement de triompher et, le 15 juillet, la

nouvelle loi militaire fut votée par 201 voix contre 185. Il est vrai qu'il n'y avait plus guère de relation entre la population croissante du Reich et son armée. Aussi adopta-t-on le service de deux ans pour toutes les troupes, hors la cavalerie et l'artillerie montée. On augmentait ainsi de 50 pour cent le nombre des hommes entraînés. En même temps, on remplace le septennat militaire par le quinquennat. La loi militaire sera donc renouvelée en 1899, puis en 1905, date à laquelle on adoptera définitivement le service de deux ans.

3. Ainsi se constituaient l'armée et la bureaucratie, par une sorte d'extension du système prussien à l'Empire. Quant à la question financière, elle ne change guère d'aspect entre 1891 et 1904. Mais le système des contributions matriculaires se montrait de plus en plus désuet et insuffisant. On parle alors de donner au Reich, non seulement les impôts indirects, source de difficultés croissantes provoquées, au Reichstag, par la résistance socialiste, mais encore les impôts directs. En 1906, on commence par l'impôt sur les successions. C'est une loi du Reich qui désormais le réglera. Conquête importante pour l'unitarisme financier. La Prusse établit en outre, avec Miquel, son système d'impôts. On y adopte un impôt progressif sur le revenu, qui monte de 0,62 pour cent pour un revenu annuel de 900 à 1000 marks jusqu'à 4 pour cent pour les revenus de 100.000 marks et au-dessus. L'idée de Miquel était, en réalité, de donner au Reich les impôts indirects, à l'Etat prussien les deux grands impôts directs, aux Communes les impôts productifs (Ertragssteuern). Il voulait, en supprimant les contributions matriculaires, assurer au Reich sa pleine indépendance financière. L'article 70 de la Constitution de 1871 l'y autorisait d'ailleurs. Mais le Reichstag, en particulier

le Centre, faisait à ces projets la plus vive opposition, craignant que, si le Reich obtenait l'indépendance financière, le principe fédéral ne fût gravement atteint. Il fallait que le Reich restât dans la dépendance des Etats. Parmi les impôts que l'on proposait en outre sur les affaires de Bourse, le vin et le tabac, et qui devaient rapporter 100 millions aux caisses du Reich, le premier seul fut adopté en août 1894, à raison de 1 pour cent sur les actions allemandes et de 2 pour cent sur les actions étrangères.

L'unification financière se heurtait ainsi à d'invincibles résistances. Celle des moyens de circulation faisait, au contraire, de rapides progrès. En ce qui concerne les chemins de fer, l'unitarisme progresse par les moyens détournés du fédéralisme, grâce à des conventions passées entre les Etats. C'est en 1890 que la Hesse intègre aussi son réseau dans le réseau prussien, obtenant une voix dans le Conseil prussien des Chemins de fer et le 1/50 des bénéfices acquis par la communauté. Alors qu'elle ne retirait rien de ses chemins de fer, elle aura, en 1897, 2 millions et un quart de bénéfices. Comment ne pas voir la supériorité d'une grande administration sur une petite? Comme en 1828 pour le Zollverein, la Hesse donnait de nouveau l'exemple. Cet exemple ne fut toutefois pas suivi par les Etats moyens qui ne récoltaient cependant que 3 ou 3 et demi pour cent de revenu pour les capitaux engagés dans les chemins de fer. Une fois de plus, leur particularisme s'opposait à la seule solution raisonnable, à l'union de leurs chemins de fer avec la Prusse. L'Allemagne n'était pas encore mûre pour le rachat de tous les réseaux par le Reich. Il faudra attendre jusqu'en 1921. En ce qui concerne les Postes et Télégraphes, un progrès apparaît en 1902, quand le Wurtemberg renonce à son timbre pour admettre celui du Reich. Le Wurtem-

berg aura ici, d'ailleurs, autant d'avantages financiers que la Hesse. En 1904,et à l'instigation de Guillaume II, une Conférence se réunit à Heidelberg pour la création d'une sorte de communauté des Chemins de fer allemands, destinée à mettre fin au morcellement des moyen de circulation. Mais la Bavière résiste. Elle n'admettra, en 1905, cette communauté que pour les wagons de marchandises. Vers 1907, l'Allemagne, malgré sa prospérité économique, ne peut encore réaliser l'unification complète de ses moyens de transport. Quant au projet d'un « Mittellandkanal » pour la Prusse, il fut rejeté par le Landtag en 1899, grâce à l'opposition des agrariens qui craignaient l'introduction des marchandises étrangères et l'abaissement des prix intérieurs. C'est vers 1905 que ce grand projet se réalisera.

La lutte se poursuit donc entre unitarisme et fédéralisme. Les Etats résistent à une unification qui profite aux pouvoirs impériaux et au Reichstag. Les Ministères différenciés du Reich élaborent les projets de loi et le Chancelier les présente au Conseil fédéral qui se borne à les transmettre au Reichstag. Le Chancelier devient de plus en plus, en face du Reichstag, le représentant de la politique impériale. C'est avec l'Empereur et son Cabinet que le Reichstag entre ainsi en relations. Or, à mesure que les Ministères s'étendent, la responsabilité et le pouvoir dictatorial du Chancelier diminuent à l'égard du Reichstag. L'unitarisme conduit simultanément au monarchisme et au parlementarisme. C'est le secret même de la crise politique qui accompagne l'essor administratif et économique du pays. Or, si la puissance du Reichstag augmente, le vrai régime parlementaire ne saurait ici s'établir. N'empêche que les Chanceliers devront toujours plus compter avec le Reichstag. C'est donc, dans l'ordre constitutionnel et

politique, la victoire certaine de l'unitarisme. Elle n'est mise en cause que par la résistance des Etats. Ceux-ci continuent à faire leur politique, à gêner ainsi le développement unitariste et démocratique. En 1896, on verra la Saxe introduire, après suppression du suffrage universel, un système censitaire pire encore que le système prussien, afin de faire échec aux Socialdémocrates. D'autre part, le système prussien se maintient et défie toutes les tentatives de réforme. En Bavière, évolution très nette vers le particularisme. C'est l'affaire du budget des Beaux-Arts, la lutte du Centre bavarois contre von Crailsheim. En 1903, ce dernier devra céder la place au fédéraliste von Podewil. D'où résistance bavaroise accentuée pour la question des chemins de fer. Mais, de 1905 à 1906, modifications constitutionnelles en Bade, en Bavière, en Wurtemberg, où le suffrage direct remplace le suffrage indirect et crée une homogénéité nouvelle entre Reichstag et Parlements régionaux. Si bien que cette réforme tourne à l'avantage de l'unitarisme.

II. On comprend alors toute l'importance de la crise politique. Entre le pouvoir personnel de l'Empereur ou du Chancelier et le principe parlementaire, renforcés tous deux par les progrès de l'unification, le conflit sera de plus en plus aigu. Ce que l'on va réclamer partout, en Prusse et dans le Reich, c'est un parlementarisme plus affirmé. D'une part, une Allemagne économiquement prospère, très ambitieuse, travaillée à la fois par le socialisme et le pangermanisme. D'autre part, un désordre parlementaire intense, qui s'explique par les luttes de partis et d'intérêts comme par l'insuffisance du suffrage universel en Prusse et dans le Reich. Enfin, médiocrité des dirigeants incapables de maîtriser tant de forces déchaînées. L'œuvre de Bismarck commence à se désagréger. Un Caprivi ménage-

ra les socialistes, les catholiques, les Alsaciens et les Polonais. Bismarck lui-même,dans sa retraite, ne comprend plus la nouvelle situation. La Constitution qu'il a créée ne peut satisfaire à tant d'exigences. Entre le vieux système constitutionnel et le jeune Empire regorgeant d'énergies et de richesses neuves, une sorte d'hiatus se produit. L'Allemagne démocratique, l'Allemagne socialiste, l'Allemagne pangermaniste semblent vouloir échapper à l'étreinte du bismarckisme. Hommes d'Etat moins vigoureux et problèmes plus vastes ou plus complexes. Dirigeants plus faibles et Nation plus violente, économiquement gonflée, travaillée par des ferments de toutes sortes. C'est, suivant le mot de Luther repris par Harden, « le bel étalon bien nourri à qui manque le cavalier ». Or, comment concilier la manière forte et le régime parlementaire?

1. De 1880 à 1890, le libéralisme avait essuyé une grave défaite. C'est le conservatisme clérical qui l'avait remplacé, au lendemain du « Kulturkampf ». Car le morcellement des partis venait de ce qu'ils représentaient à la fois des intérêts confessionnels, religieux ou sociaux et des intérêts matériels ou économiques. Une politique de réalisme, de compromis, d'avantages positifs avait commencé en 1880. Elle avait été fatale au libéralisme qui, de 106 sièges en 1882, avait passé à 32 en 1887. En agitant le spectre de la guerre, Bismarck avait formé une majorité de 220 voix, avec 121 conservateurs et 99 nationaux-libéraux. Mais, aux élections de 1890, cette majorité précaire disparaît. Les Conservateurs perdent 28 voix et les Nationaux-libéraux 57. Le Centre gagne 8 sièges, les Libéraux de gauche 42, les Socialistes 24. Le morcellement des partis est plus grave que jamais. Impossible de construire une majorité durable. Le Reichstag de 1890 comprend 93 conservateurs, 106 centristes, 37 protestataires, 42

Nationaux-libéraux, 76 libéraux de gauche et 35 socialistes. Comment gouverner avec tant de forces éparses? Le pivot de la politique allemande, c'est le Centre. Il ne gouverne pas, mais il fait pencher la balance à son gré. Pas de majorité possible en dehors de lui, pas plus à sa droite qu'à sa gauche. Majorité avec le Centre vers la gauche, majorité avec lui vers la droite, telles sont les deux seules solutions. Or, le Centre est lent à remuer. Il renferme toutes les nuances et toutes les opinions. Il est lui-même morcelé et hésitant.

Et voici qu'à partir de 1890 les Conservateurs se modernisent et que les Libéraux tournent au conservatisme. Les premiers, qui veulent conquérir la faveur populaire, se font antisémites. Ils publient, en 1892, le programme de Tivoli qui s'adresse aux petits gens, aux ouvriers agricoles, aux ouvriers des villes, aux artisans et à la classe moyenne. Ils fondent l'Union des Agriculteurs (Bund der Landwirte), qui mobilise les forces de l'agriculture, effrayée par les progrès de l'industrie et les traités de commerce conclus par Caprivi, contre la bourgeoisie de l'entreprise. Les Conservateurs cessent ainsi d'être un parti gouvernemental pour devenir un parti d'intérêts. Des organisations professionnelles apparaissent, qui poursuivent des fins politiques : Syndicats prolétariens, Syndicats chrétiens, Fédérations patronales, Ligue de la Hanse, Union des Agriculteurs surgissent à la fois. Tout électeur suit son groupement économique. Cette politique d'inspiration professionnelle va justement décider du sort du libéralisme. Si l'ensemble des gauches se maintient, des déplacements s'y produisent. La proportion des socialistes y augmente. En 1893, 76 Libéraux de gauche et 35 Socialistes. En 1906, 35 Libéraux de gauche et 81 Socialistes. Mais les gauches réunies, avec leur 150 voix, ne parviennent pas à former une majorité. Les

gauches réunies et les droites réunies demeurent égales à elles-mêmes. Entre elles, le Centre joue le rôle de pivot. Il faudra attendre 1906 pour voir un Chancelier tel que Bülow risquer le grand coup, écarter le Centre, constituer un Bloc avec des Conservateurs, des Nationaux-libéraux et des Libéraux de gauche. Après s'être maintenu quelque temps, ce Bloc s'écroulera, entraînant dans sa chute le Chancelier lui-même qui, pour la première fois, attache sa propre existence à celle de la combinaison par lui formée. Tel sera le sort d'un Chancelier allemand qui veut gouverner avec les partis du Reichstag et asseoir sa politique sur une coalition gouvernementale.

2. Que faire d'un Reichstag qui représente tant d'intérêts professionnels ou confessionnels? Comment lui imposer une politique personnelle? Comment, d'autre part, suivre les injonctions de l'Assemblée? De Caprivi comprit la situation dès son arrivée au pouvoir. Il fallait que certaines énergies comprimées par Bismarck, religieuses, sociales ou coloniales, obtinssent plus de liberté et d'indépendance. L'essentiel, c'était de contenter tout le monde. Si Bismark gouverne avec les Libéraux libre-échangistes, puis avec les Agrariens protectionnistes, Caprivi essaie de satisfaire les Libéraux par les traités de commerce, les Conservateurs et le Centre par d'autres concessions ou par sa loi scolaire. Toutefois il fallut bientôt retirer la loi scolaire qui déplaisait aux Libéraux, mais faisait le jeu des Conservateurs et du Centre. Cette affaire scolaire mettait en pleine lumière la faiblesse du parlementarisme allemand et celle des dirigeants gouvernementaux. C'est précisément après les nouveaux traités de commerce conclus de 1893 à 1894 que se fonde l'Union des Agriculteurs. En 1894, le traité conclu avec la Russie autorisait l'importation des blés russes en Allemagne. De là l'hostilité des

Conservateurs à l'égard du Chancelier. Ils le feront tomber. Hohenlohe, âgé de 76 ans, lui succède. S'il prend le pouvoir des mains défaillantes de Caprivi, c'est que personne ne veut s'en charger. Hohenlohe était un protestant libéral et très expérimenté en politique. Mais il avait à améliorer les rapports entre Russie et Allemagne, à apaiser les agriculteurs en leur prouvant qu'on ne négligeait pas leurs intérêts, à satisfaire les exigences du commerce et de l'industrie, à préparer enfin la politique coloniale et mondiale. Tâche difficile entre toutes! C'est ce dernier problème qui préoccupait l'empereur. Celui-ci dira, en 1898, la parole fameuse : « Notre avenir est sur l'eau! » Comment retenir un souverain si jeune et si impatient ?

En 1895, célébration de l'anniversaire de Bismarck. Elle provoque un grave conflit entre Reichstag, Empereur et Chancelier. C'est à ce moment-là que le Centre prend, pour la garder jusqu'en 1906, la présidence du Reichstag. Il en profite pour défendre âprement les intérêts fédéralistes et confessionnels. Divers projets de loi gouvernementaux vont se heurter, au Reichstag, à d'insurmontables difficultés. C'est, en 1900, la loi Heinze. La même année, Bulow succède à Hohenlohe. A peine prend-il le pouvoir que le Centre lui présente sa motion de tolérance qui renferme, au point de vue religieux et confessionnel, des exigences inacceptables et prétend supprimer le contrôle des Etats sur les Eglises. Or, Bulow et l'Empereur, obligés de compter avec le Centre, désiraient le flatter. En 1901, nomination de Martin Spahn et fondation d'une Faculté de théologie catholique à Strasbourg. Suivront de nouvelles concessions. En revanche, le Centre consentira à l'abolition de la clause Frankenstein. Cette politique d'intégration veut donc satisfaire à la fois la droite agrarienne et protestante, le Centre catholique, la gau-

che industrielle et commerciale. Mais elle va coûter aux chanceliers des difficultés croissantes. Depuis l'avénement de Guillaume II et la chute de Bismarck, ils sont plus que jamais entre les mains de l'Empereur et débordés, d'autre part, par les exigences du Reichstag.

3. Ils sont alors ou bien les victimes du pouvoir personnel de l'Empereur ou bien le jouet des partis. Guillaume II s'empare lui-même de l'initiative législative qui, maniée par les Offices impériaux, tentait de se soustraire au veto impérial. Il interdit à Bismarck de négocier avec les chefs de parti sans le consentement de son souverain. Les chanceliers ne sont plus désormais que les instruments de sa politique propre. Ils seront plus aptes à obéir qu'à diriger l'Empire. De Caprivi s'en ira déçu et discrédité. Hohenlohe et Bülow subiront le même sort. Si ce dernier tente de gouverner avec le Reichstag, son Bloc l'accablera sous ses débris. Comment servir de pivot entre deux pouvoirs unitaires qui s'équilibrent de plus en plus? Si la politique impériale n'est pas nette, persévérante et ferme; si elle s'épuise en discours, en gestes inutiles ou en pacifisme apparent; si elle s'adresse successivement à toutes les nations étrangères et manque de suite, qu'arrivera-t-il ? L'Allemagne ne connaîtra ni la réforme du droit électoral en Prusse ou dans le Reich, ni des rapports nouveaux entre gouvernement et partis, ni participation du peuple aux affaires publiques, ni politique mondiale ou coloniale active sans des armements excessifs. Un Chancelier qui devrait avoir un génie universel et n'est en général qu'une personnalité médiocre, des ministres réduits à jouer le rôle de bureaucrates et d'administrateurs, un Empereur fantasque, tel est l'ensemble des dirigeants qui ont pour mission de conduire un peupte en plein essor économique et en pleine fermentation pangermaniste ou socialiste. Pas de Cabinet

cohérent, pourvu d'un chef et de responsabilités définies. De 1888 à 1912, 5 chanceliers et 80 ministres! Le « nouveau cours », c'est le cours en zig-zag ! Comment mettre fin à cette instabilité gouvernementale?

En outre, formidable crise électorale. Réforme du système électoral en Prusse, dans les Etats du Sud, dans le Reich lui-même. Ici, le Reichstag ne représentait pas la nation. La droite correspondait à environ 5 millions d'électeurs, la gauche à 6 1/4 millions. Or, la majorité de gauche ne pouvait s'affirmer à cause de la vieille répartition des circonscriptions électorales. Pouvait-on admettre qu'un député pût être élu par 8.000 et un autre par 200.000 électeurs ? Si l'opinion publique restait indifférente au problème politique, c'est que d'elle ne pouvait émaner une majorité capable de gouverner. Les merveilleux résultats du labeur collectif voilaient aux yeux de tous les misères de la politique. Même avec une représentation adéquate, la nation se fût-elle intéressée aux affaires publiques? Et cependant, l'évolution constitutionnelle de la Bavière, la lutte pour la Constitution en Mecklenbourg, le nouveau régime électoral en Saxe, en Wurtemberg et en Bade, les modifications apportées aux règlements du Reichstag, la lutte pour le suffrage universel en Prusse étaient des symptômes significatifs. Malheureusement, le système électoral assurait trop d'influence aux classes conservatrices et aux intérêts agricoles. L'industrie, le commerce, la bourgeoisie et le socialisme se plaignaient d'être ainsi négligés. Quant au suffrage prussien, il était celui de la plus grande Assemblée régionale après le Reichstag. C'est que l'Allemagne et la Prusse avaient peur du socialisme. Comme elles s'industrialisaient à outrance, elles avaient la phobie de ce prolétariat trop nombreux auquel le suffrage universel eût donné trop de puissance parlemen-

taire. Car un bon tiers de la population du Reich s'était concentré dans les villes de plus de 100.000 habitants, où l'on discutait avec passion. Les deux autres tiers se trouvaient dans les campagnes, où l'on obéissait passivement. Donc, ni le peuple, ni les dirigeants ne possédaient la réalité du pouvoir. Le peuple était bien administré, grâce à la collaboration entre pouvoir central et Etats. Il prospérait économiquement grâce à la collaboration de la bourgeoisie et de la bureaucratie. Mais il n'était pas gouverné.

III. Et cependant, quel effort d'intégration, de 1891 à 1904, pour dominer cette situation et satisfaire tant d'intérêts! Car il fallait, comme dans la période précédente, équilibrer l'agriculture, l'industrie et le commerce, accorder au prolétariat les lois sociales qu'il demandait en lui procurant le bien-être matériel et la sécurité, veiller aux intérêts confessionnels sans trop les favoriser, élargir la culture et la moderniser, soutenir les nationalistes, étendre enfin le domaine colonial.

1. C'est précisément en 1891 que commença la nouvelle politique des traités de commerce, inaugurée par de Caprivi. N'avait-il pas dit que certaines énergies paralysées par Bismarck devaient être libérées? Après une période de protectionnisme, le libéralisme poussait au libre échangisme. Comme, d'autre part, il s'agissait de montrer à la Duplice naissante que la Triplice existait, l'Allemagne concluera des traités de commerce, tout d'abord avec l'Autriche et l'Italie, puis avec la Suisse et la Belgique. Les douanes d'importation furent abaissées de 25 0/0. Les douanes sur les blés passèrent même de 5 marks par quintal à 3.50. Ces traités furent soumis au vote du Reichstag avant d'être connus du public. Il fallait réussir, car le but était de créer un grand domaine commercial comprenant 130 millions

d'hommes, afin de préparer l'union politique par l'union économique. Le 18 décembre 1891, le traité avec l'Autriche fut voté par le Reichstag, avec 243 voix contre 48. Les autres traités eurent le même succès. Le Reichstag approuvait la politique commerciale nouvelle. En 1893, nouveaux traités avec la Roumanie, la Serbie et l'Espagne. En février 1894, traité avec la Russie. D'où la protestation de l'Union des Agriculteurs, fondée en 1893. C'est à grand peine, cette fois, qu'en mars 1894 le Reichstag vote le traité.

Quand Hohenlohe prit le pouvoir, il se préoccupa plutôt des intérêts agricoles. En 1896, le comte Kanitz, désirant que des prix fixes fussent établis pour les blés de l'intérieur, proposa de confier au seul Reich l'achat et la vente des blés et de la farine étrangers indispensables à l'Allemagne. On parlait aussi de fixer des prix minima pour le froment et le seigle. C'était presque l'Etat socialiste. La motion Kanitz fut repoussée le 17 janvier 1896 par 219 voix contre les 97 voix conservatrices, agricoles et antisémites. C'était une nouvelle défaite pour la droite protectionniste. Quand les traités de commerce, qui avaient été conclus pour 12 ans, vinrent à échéance, le gouvernement Bülow en prépara d'autres. Cette fois, il consulta les intéressés. En 1902, le Bundesrat présenta au Reichstag un nouveau tarif douanier qui relevait les tarifs pour le seigle et le froment de 3,50 à 5 marks par quintal et rétablissait les tarifs de 1891. C'était un retour au protectionnisme. D'où résistance des libéraux et des socialistes, qui craignaient la disparition des traités de commerce avec l'étranger. Les agrariens réclamaient 7,50 marks pour les blés. Mais, comme les Nationaux-libéraux et le Centre étaient pour le projet de loi, l'obstruction libérale et socialiste fut aisément vaincue et le projet de loi fut adopté en décembre 1902.

D'autres traités de commerce furent conclus, de 1904 à 1905, sur la base de ce nouveau tarif douanier. Le système entra en vigueur en 1906 et favorisa simultanément l'essor de l'*agriculture* et de *l'industrie*. Le Bundesrat et le Reichstag avaient vu juste; le gouvernement aboutissait à la synthèse rêvée des intérêts agricoles et des intérêts industriels.

2. C'est au début du règne de Guillaume II que, dans le domaine des lois sociales, la participation directe de l'Etat, l'assurance dite « privée » se réalisera. Le Reich avance 62 1/2 millions par an. Mais Bismarck avait dû, à la veille de sa chute, renoncer à son rêve, à la création d'une « Reichsversicherungsanstalt ». Sa tâche n'en était d'ailleurs pas moins achevée sur ce point. Elle portera justement ses fruits sous Guillaume II, surtout à partir de 1890, quand la loi contre les socialistes sera abolie. C'est, cette fois, la réconciliation entre l'Etat et le socialisme. De nouvelles assurances succèdent aux anciennes. La législation bismarckienne avait pour but unique de procurer au travailleur, pour le temps où il ne travaillait pas, le capital qui lui manquait. Elle ne faisait pas de lui un petit capitaliste. Il fallait alors favoriser le groupement des travailleurs pour la défense de leurs intérêts, leur accorder la liberté de coalition et protéger le travail des femmes ou des enfants. Guillaume II devra rompre avec la tradition de Bismarck. Les ordonnances du 4 février 1890 déclarent que l'Etat doit fixer la durée et la nature du travail, maintenir la paix entre employeurs et employés, permettre aux travailleurs d'exprimer leurs doléances. Ici apparaît cette idée, très vivante dans l'esprit de Guillaume II, que l'Etat allemand sera un modèle de législation sociale.

De nombreuses grèves avaient éclaté. Il fallait contenter le prolétariat, Après le renvoi de Bismarck, von

Berlepsch présentera au Reichstag deux projets, l'un sur les tribunaux d'arbitrage, l'autre sur l'extension de la protection légale des travailleurs. Mais le patronat résistait et von Berlepsch dut disparaître en 1896. On se contenta, avec Miquel en Prusse, de réformer les impôts directs pour soulager les classes populaires. Et, quand la politique sociale de l'Etat redevient hésitante, les confessions chrétiennes sauront intervenir à temps. Le mouvement du pasteur Stöcker a créé un nouvel idéalisme social. Cette fois, les patrons se mettent à l'œuvre. Les initiatives confessionnelles, professionnelles et spontanées viennent à la rescousse. Vers 1904, nouvel essor de la législation sociale. Gouvernement et bourgeoisie se portent au secours de ce prolétariat dont ils veulent inféoder la cause à celle du Reich.

D'autre part, la Socialdémocratie se détourne du marxisme théorique et entre dans la voie du révisionnisme. C'est l'idée de l'activité et des réalisations positives. Après la « Los von Marx-Bewegung », élaboration d'un programme plus concret, la théorie de la misère croissante du prolétariat se trouvant démentie par les faits. Les statistiques montrent que la classe moyenne et le prolétariat s'enrichissent. Pourquoi socialiser alors les moyens de production ? Vers 1900, Bernstein détruit les utopies du passé. Il montre que la grande industrie n'absorbe que les toutes petites exploitations et laisse subsister les moyennes, que la Socialdémocratie n'a aucun intérêt à renverser l'ordre existant et qu'elle doit faire du prolétariat une démocratie active, mûre pour les réformes nécessaires. Il se déclare pour la monarchie à l'anglaise et sa doctrine est approuvée par la majorité des travailleurs allemands. Les Syndicats soutiennent de leurs organisations puissantes les organisations du parti lui-même et celles des sociétés coopératives. Vers 1905, le parti compte 3 millions

d'électeurs. Il en avait à peine 1.400.000 en 1890! Sous Guillaume II, il a donc doublé ses effectifs tout en se convertissant à l'opportunisme. Coopératisme, syndicalisme, parlementarisme, telles sont ses directives essentielles et le syndicalisme joue ici le rôle de frein modérateur.

3. La politique religieuse et scolaire s'oriente dans le même sens. Il s'agit de satisfaire les intérêts confessionnels et les intérêts laïques. C'est justement pour faire accepter les traités de commerce aux Conservateurs et au Centre que de Caprivi permet au Ministre des Cultes, comte de Zedlitz, de présenter à l'Assemblée prussienne, le 14 janvier 1892, une loi scolaire qui interdit les écoles mixtes à créer dans l'avenir,tend à remplacer la direction municipale des écoles mixtes par des directions confessionnelles, introduit les ecclésiastiques dans les jurys d'examen et tolère les écoles privées pourvu qu'elles satisfassent aux exigences pédagogiques indispensables. Cette loi visait donc à restaurer en Prusse l'école rigoureusement confessionnelle. D'où la protestation des libéraux dans les Universités et les villes. Von Zedlitz dut se retirer et de Caprivi faillit également être victime de ce conflit. En 1895, échec de l' « Umsturzvorlage », destinée à punir sévèrement tout blasphème contre la religion. Mais à peine von Bülow a-t-il pris le pouvoir, en 1900, que le Centre dessine une nouvelle offensive. Ce sera le «Toleranzantrag », qui réclame la suppression du contrôle de l'Etat et menace de ruiner toute la législation protestante. Presque tous les partis, y compris les Conservateurs, prirent position contre le Centre et contre l'intolérance confessionnelle. Le Centre n'hésitait pas, pour arriver à ses fins, à utiliser l'unitarisme et sa situation parlementaire. Mais il ne put faire passer la deuxième partie de l'édit. En 1901, l'Empereur et le

Chancelier essaient de le contenter en créant, comme on l'a déjà vu, une Faculté de théologie catholique à Strasbourg et en modifiant la loi sur les Jésuites. C'est alors que le Centre consent à limiter la clause Frankenstein, c'est-à-dire à laisser au Reich les produits des douanes et de l'impôt sur le tabac.

D'autre part on modernise, à partir de 1890, l'enseignement secondaire. Les attaques contre le gymnase classique se multiplient. L'Empereur s'en mêle. Il se met du côté des radicaux, cherchant un lien entre la culture et la politique nationale, En 1889, ordonnance qui exige que l'on apprenne aux élèves le développement économique de la nation depuis 1800. Celle du 1er mars 1890 prescrira l'école unique, suivie du Gymnase classique, du « Realgymnasium », de l' « Oberrealschule », ces trois institutions ayant les mêmes droits. A la Conférence de 1890, le principe représenté par l'Empereur l'emportera. On fera donc une plus gande place, dans l'enseignement, à l'élément national et moderne. On diminuera les heures de travail au profit du sport. On transformera les vieilles méthodes du gymnase par la limitation des exercices grammaticaux. Le Realgymnasium perd alors sa raison d'être et on l'abandonne momentanément. Les modérés l'emportent. On aura le gymnase classique nouveau modèle et la Realschule, car il s'agit de concilier humanisme et réalisme. Une deuxième bataille sera livrée de 1902 à 1905 autour des « Reformschulen ». Finalement, les trois types de gymnase seront adoptés, le gymnase classique renonçant à son monopole et les bacheliers des trois types pouvant avoir accès aux Universités. On aboutit ainsi, mais sans achever la réforme, à une sorte d'humanisme national.

4. Les nationalités font également parler d'elles. Au premier plan, la question polonaise en Prusse. On

sait comment Bismarck avait procédé, de 1885 à 1890, pour fortifier le germanisme en Pologne. Caprivi avait renoncé à cette politique et cherché, à cause de la Duplice, à utiliser les Polonais contre les Russes. En même temps, les 16 députés polonais devenaient ses partisans au Reichstag. Mais ce n'était là qu'une solution incomplète. Après la chute de Caprivi, le gouvernement prussien change de méthode. En 1894, création de l'Association pour les progrès du germanisme dans les marches de l'Est (Hakatistenverein). En 1898, le gouvernement obtient du Landtag 100 millions pour la colonisation, c'est-à-dire pour l'installation de paysans allemands en Pologne. De 1886 à 1901, 9000 familles. Mais c'est encore trop peu. En 1902, Bülow réclame 150 millions et les obtient. D'où la réaction polonaise qui, du clergé et de la noblesse, s'étend à la bourgeoisie et aux paysans. Le conflit atteindra son point culminant vers 1904. En Alsace-Lorraine, politique plus ou moins anti-alsacienne selon que l'Empereur veut ou non gagner les faveurs de la France. La résistance des nationalités reste donc très vigoureuse.

Enfin la politique coloniale. Elle subit une crise sous de Caprivi. C'est, en juin 1890, le traité anglo-allemand sur l'Afrique. Il ruine l'espoir d'un grand Empire colonial allemand qui irait de l'Afrique orientale et de Zanzibar jusqu'aux sources du Nil. L'Allemagne recevra Helgoland en retour. Mais elle éprouve une vive déception. En 1891, création de l' «Alldeutscher Verband ». On estimait que le gain de Helgoland était peu de chose en regard des sacrifices consentis en Afrique. Non que la possession de l'île d'Helgoland fût méprisable. Mais, en réalité, l'Empereur voulait maintenir la bonne harmonie entre l'Angleterre et l'Allemagne. Or il va, un peu plus tard, changer d'attitude. Vers 1894, en effet, la politique mondiale passe au premier

plan des préoccupations nationales. A la suite de la guerre entre Chine et Japon, de 1894 à 1895, l'Allemagne cherche en Asie un point d'appui pour sa flotte de commerce et sa flotte de guerre. Elle se l'assure à Kiau-Tchéou en 1897. Après la guerre entre Etats-Unis et Espagne, en 1898, première loi sur la flotte allemande, suivie d'une deuxième en 1900. C'est, en août 1898, la création du « Flottenverein ». La même année, voyage de l'Empereur à Jérusalem pour contenter protestants et catholiques, pour amorcer surtout des relations nouvelles entre Allemagne et Musulmans. D'où méfiance de l'Angleterre, de la France et de la Russie à l'égard de l'Allemagne. De 1898 à 1899, quelques acquisitions coloniales comme épilogue à la guerre entre Etats-Unis et Espagne. En 1904, révolte des Herreros et des Hottentots.

Ainsi va l'Allemagne à la fin du XIXe siècle. C'est une nation en plein développement, très ambitieuse, capable de mettre ses puissances organisées au service du rêve pangermaniste, nation dangereuse, remuante, mal gouvernée et qui inquiète de plus en plus les Etats qui se trouvent hors de la Triplice.

Chapitre XIV

Les premières difficultés de la Triplice.

L'Allemagne nous apparaît dès maintenant comme une sorte de collectivité monstrueuse en plein élan, mais inquiétante parce que ses énergies sont mal dirigées.

Elle est, d'autre part, liée à la Triplice. Que deviennent ses deux alliées? Quelle est la politique extérieure de la Triplice vers la fin du siècle? Question capitale. Car, si l'Autriche-Hongrie reste pour l'Allemagne une alliée fidèle, il n'en est pas de même de l'Italie.

I. En Autriche, le mouvement jeune-tchèque et slave avait pris une réelle ampleur.

1. Au Reichsrat de 1891, le parti jeune-tchèque n'a pas moins de 36 députés, alors que les Vieux-Tchèques ne détiennent que 12 sièges. Les Jeunes Tchèques poursuivent deux buts: rendre la Bohême indépendante et en faire un pays tchèque, avec égalité complète entre Prague et Vienne et la décentralisation des chemins de fer; obtenir le suffrage universel, l'égalité des classes ouvrières et la diminution de l'armée. D'où, au Reichsrat, de bruyants conflits. En outre, dans toute la monarchie, vaste mouvement démocratique qui gagne les villes et les régions industrielles, Le parti socialdémocrate s'organise, en 1888, sur le modèle allemand et, de 1890 à 1892, réclame la journée de huit heures. A Vienne, c'est la formation du parti antisémite tandis qu'une coalition s'établit entre catholiques et révolutionnaires. L'Empereur, alarmé par les progrès du démocratisme et du socialisme, manque de fermeté. Or ces mouvements menacent précisément l'alliance avec l'Allemagne et toute la politique intérieure. Le Ministère Taaffe hésite. Il essaie tout d'abord, en 1892, de négocier avec la gauche allemande. Puis, en 1893, il négocie avec les Tchèques. Finalement, ce sera la mise en état de siège de Prague et surtout la réforme électorale de 1893.

Taaffe avait déjà essayé de résoudre le problème national et politique. Mais l'intervention des Jeunes-Tchèques l'avait empêché d'établir un compromis durable entre les deux nationalités. Au point de vue éco-

nomique et social, il avait également accompli maintes réformes, étatisé nombre de chemins de fer, introduit le port libre de Trieste dans le système douanier, remplacé la monnaie-papier par le change-or sur la base de la couronne à 85 pf. Il avait aussi un projet d'impôt sur le revenu, mais qui n'aboutira que vers 1896. Sa préoccupation essentielle était d'intéresser les masses productives à la vie politique et les détourner ainsi des luttes de nationalités. Le 10 octobre 1893, il propose au Reichsrat l'introduction du suffrage universel dans les villes et dans les communes rurales. Mais les conservateurs, les libéraux et les Polonais qui, en Galicie et grâce au système électoral alors en vigueur, opprimaient les Ruthènes, se trouvaient menacés par la réforme de Taaffe. Ils ne voulaient pas perdre leurs positions parlementaires. Aussi s'unirent-ils contre le Ministre. Le 29 octobre, ils obtinrent qu'il se retirât, après 14 années de ministère. La réforme électorale ne devait voir le jour qu'en 1896.

Le ministère Windischgraetz succéda alors au ministère Taaffe. Il avait pour base une coalition assez hétérogène, composée des partis allemands de gauche, libéraux et catholiques, du Club Hohenwart et du Club polonais. Cette coalition fit front contre les Jeunes-Tchèques, amis de la Russie et hostiles à la Triplice. Son programme consista à mettre au second plan les luttes nationales et à préparer une réforme électorale qui élargirait simplement le droit électoral en vigueur, mais sans aller jusqu'au suffrage universel. Par un singulier paradoxe, ce fut une question de nationalité qui fit tomber ce Ministère. Un Polonais, ministre de l'Instruction Publique, proposa de remplacer le gymnase allemand de Cilli en Styrie par un gymnase mixte, à la fois slovène et allemand, c'est-à-dire « utraquiste ». Les membres allemands du Mi-

nistère se retirèrent et ce fût, en juin 1895, la dislocation du Cabinet. En septembre 1895, le Ministère Badeni prend le pouvoir. Au même moment, changement important dans le Ministère commun des Affaires Etrangères où von Haymerle et Kalnocky, le successeur d'Andrassy, avaient maintenu ferme l'alliance avec l'Allemagne et l'Italie. Kalnocky sera remplacé, en 1895, par Goluchowsky, qui restera Ministre jusqu'en 1906. Le 7 mai 1896, Badeni réalise la réforme électorale. On accorde aux partisans du suffrage universel l'élection d'une cinquième curie de 72 députés. Sera électeur, pour elle, tout Autrichien âgé de 24 ans. Les élections seront indirectes et se feront au moyen d'électeurs choisis (Wahlmänner).

Badeni se maintient, pour le reste, dans la tradition de Taaffe. Il s'appuie sur les cléricaux et sur les Slaves. Il lutte de son mieux contre les Allemands. Les libéraux allemands, ne voulant pas nuire aux intérêts de la monarchie dualiste, ne lui opposeront qu'une faible résistance. Mais Badeni se trouvait lié aux intérêts de la haute finance juive. Ces circonstances lui feront perdre la faveur populaire. Les « Chrétiens sociaux » antisémites qui, en 1897, avaient installé leur chef Lueger comme bourgmestre à Vienne ; les Nationalistes, également antisémites, du Parti populaire allemand, (Deutsche Volkspartei) ; enfin les Pangermanistes (Alldeutsche), avec Schönerer, Wolf, Iro, Eisenkolb, qui veulent une union plus étroite avec l'Empire allemand, l'emportent. Von Schönerer ira jusqu'à proposer ouvertement le rattachement de l'Autriche allemande au Reich. Mais les Pangermanistes ne tarderont pas à se diviser en deux camps. Comme le clergé catholique de langue allemande prenait parti pour la cause slave, ce fut, en 1898, le fameux mouvement « Los von Rom », mi-religieux et mi-national, qui eut pour conséquence

le passage de nombreux Autrichiens allemands et catholiques romains au vieux catholicisme ou au protestatisme. Les protestants autrichiens passèrent ainsi, de 1900 à 1910, de 497.502 à 593.256. Le mouvement était encouragé par l'Allemagne, en particulier par l' « Evangelischer Bund zur Wahrung der deutschprotestantischen Interessen » et par le « Gustav-Adolf-Verein ». C'est en 1903 que le « Bonifatiusverein » dessina sa contre-offensive. Le 5 avril 1897, le comte Badeni publia, en outre, deux ordonnances sur la question des langues pour la Bohème et pour la Moravie. A partir du 1er juillet 1901, les fonctionnaires de ces deux pays devaient cônnaitre à la fois l'allemand et le tchèque. Ils devaient, dans leur service, communiquer tous les renseignements demandés dans la langue maternelle du quémandeur. Seuls les fonctionnaires tchèques obéirent, ce qui leur assura une influence prépondérante. Les députés allemands du Reichsrat protestèrent avec énergie. Des scènes violentes eurent lieu, qui aboutirent à l'expulsion de 11 députés allemands et à de regrettables échauffourées. Dans les provinces se produisirent des manifestations semblables. Mais l'Empereur craignait qu'un abîme ne se creusât entre la population allemande et la dynastie. Il abandonna Badeni et remit à plus tard la convocation du Reichsrat. Fureur des Tchèques à Prague. Décidément, la lutte des nationalités était plus violente que jamais.

2. En 1898, le ministre Gautsch von Frankenthur supprima en principe la loi sur les langues, mais la maintint en pratique,par crainte des Tchèques auxquels elle assurait la prépondérance. Après lui, le Ministère Franz Thurn-Hohenstein et celui de Manfred Clary qui, en 1899, supprime définitivement la loi. Enfin, le 18 janvier 1900, le Ministère von Körber. Ce dernier essaiera, en mai 1900, de mettre fin à la lutte des natio-

nalités par une nouvelle loi sur l'usage des langues. Mais cette loi sera repoussée simultanément par les Tchèques et par les Allemands. Il faudra donc dissoudre le Reichsrat, que l'obstruction tchèque paralyse et assurer tant bien que mal la marche des finances. La monarchie se trouvera ainsi, vers 1900, en mauvaise posture. Or, il avait été impossible, en 1897, de renouveler le compromis avec la Hongrie et il n'y avait pas de Parlement autrichien à cause de la lutte des nationalités. En juillet 1899, on se contenta de mettre en vigueur, par décret impérial, la convention passée entre le Ministère autrichien et le Ministère hongrois.

D'après cette convention, l'Union douanière et commerciale des deux pays se transformait en une simple communauté douanière. La Hongrie devenait en outre co-participante, avec égalité de droits, dans la Banque austro-hongroise. Cette convention durera jusqu'en 1907. Les élections de 1901 donnèrent aux partis radicaux du Reichsrat un regain de puissance. Les pangermanistes n'obtinrent que 21 voix. Le nombre des députés allemands s'élevait alors à 182. Les Slaves étaient 172, les Italiens 29 et les Roumains 5; en outre, 10 socialistes. Körber sut maintenir au premier plan les problèmes économiques. Il obtint 750 millions pour la construction des chemins de fer et l'aménagement des canaux entre Danube, Elbe et Oder. Il imposa au Reichsrat une activité vraiment créatrice. En 1902, on eut enfin une loi budgétaire. Mais, en 1904, Körber dut se retirer parce qu'il déplaisait aux Tchèques. Ses successeurs, Gautsch von Frankenthurn, puis v. Hohenlohe et v. Beck, parvinrent enfin à mettre sur pied la loi électorale.

La lutte des nationalités devenait donc très vive en Autriche-Hongrie et elle intéressait au premier chef la Triplice. Tchèques et démocrates soutenaient la Du-

plice contre la Triplice. Vers 1907 s'achève une longue période dans l'histoire de la Double Monarchie. A cette date, le suffrage universel succède au système représentatif et censitaire qui avait été celui de l'Autriche-Hongrie de 1867 à 1907. La question était alors de savoir si les forces de désagrégation l'emporteraient définitivement dans le pays. Il lui manquait des éléments communs, des assises vraiment nationales. Non que les membres de la Monarchie dualiste eussent l'idée de se séparer. Sans doute, le germanisme n'y était guère sûr de l'avenir, et le slavisme voulait à tout prix obtenir l'égalité de langue avec l'allemand. Si le pangermanisme autrichien n'était pas encore dangereux, le slavisme était divisé et ne possédait d'unité que dans sa lutte contre le germanisme. Quant aux Roumains et aux Italiens, ils entretenaient un irrédentisme intransigeant.

Toutefois les éléments de cohésion l'emportaient encore, pour l'instant, sur les forces de dissolution. C'étaient la tradition dynastique, l'armée, le catholicisme austrophile, le socialisme, le judaïsme, les intérêts économiques et le suffrage universel. Seul le séparatisme hongrois présentait de réels dangers. Car le nationalisme magyar aspirait à une plus complète autonomie. Il ne voyait dans le dualisme que la première étape vers cette autonomie. Il réclamera, en 1907, la séparation de l'armée, des douanes et des banques. Il en arrivera même à une véritable exaspération. Pour y résister, la Couronne s'appuyait sur les mouvements sociaux, alors très influents en Hongrie. En dernière analyse, le séparatisme autrichien n'était pas encore très dangereux; mais le séparatisme hongrois pouvait aboutir à un partage extérieur. Or l'Allemagne voulait compter sur son alliée. Dualisme et slavisme demeuraient une grave menace pour elle. L'Autriche-Hongrie pouvait toujours

refuser de continuer à jouer le rôle de « brillant second ». La politique hongroise pouvait modifier l'équilibre de l'Europe Centrale, cela d'autant plus que les Hongrois n'étaient qu'à moitié partisans de la Triplice, craignant qu'elle ne provoquât des dépenses militaires excessives. Donc partout, dans la Double Monarchie, des sujets d'inquiétude pour l'Allemagne et la Triplice en général.

II. Il en était de même de l'Italie.

1. En 1891, le Ministère de droite Di Rudini prend le pouvoir après la chute momentanée de Crispi. Le parti conservateur triomphait, après une ère libérale de quinze années. Di Rudini avait d'ailleurs, par précaution, pris avec lui Nicotera, un des chefs de la gauche. Son programme comportait des économies, la réconciliation définitive avec le Pape et la fidélité aux alliances. Mais dès ce moment une partie de l'opinion publique rendait la Triplice et les dépenses militaires provoquées par elle responsables de la détresse financière. En 1894, déficit de 177 millions de lires. En 1893, il avait déjà été question de réduire l'armée de 12 à 10 corps. D'autre part, la Triplice était une garantie de paix et exerçait par là même une influence bienfaisante sur l'économie nationale. Sans elle, l'Italie aurait dû peut-être consentir plus de sacrifices pour sa défensive. En ce qui concerne le Pape, impossible de parvenir à l'accord désiré. Il s'agissait de lui faire reconnaître la loi de garantie de 1871. Mais le Pape avait répondu en protestant contre la droite qui, disait-il, prétendait soumettre l'Eglise à l'Etat. Et il réclamait obstinément la pleine indépendance de Rome.

Un Ministère de gauche, présidé par Giolitti, ne tarda pas à succéder au Ministère de droite. Giolitti ne reprit pas Crispi. Il commença par dissoudre la Chambre pour se constituer une solide majorité. En

janvier 1893, le scandale de la Banque romaine, qui avait émis illégalement 65 millions de billets, vint compromettre son oeuvre. Car il comptait parmi les députés coupables de nombreux amis. D'où sa chute en novembre 1893. Cette fois, Crispi prend le pouvoir. La gauche rompt franchement avec la coalition monarchique et revient à l'ancien programme démocratique. Ce que veut Crispi, c'est un Sénat élu, l'indemnité parlementaire et la diminution de l'armée permanente. Il se dit l'apôtre de la paix et non de la guerre. Il parle de fédération des peuples. Mais, quand il sera au pouvoir, il se déclarera le chef d'un gouvernement de salut public, décidé à la lutte contre les républicains et les socialistes. Il défendra la monarchie. Il entreprendra la réforme financière. Il organisera, tout d'abord, l'action contre le socialisme qui constituait, en Sicile par exemple, des sociétés ouvrières, les « fasci » ou ligues de travailleurs. Il y eut même, en Sicile, des émeutes provoquées par la misère et en 1893 l'île fut déclarée en état de siège. Les chefs socialistes furent condamnés. Le gouvernement de Crispi prit alors un caractère quasi dictatorial. Des décrets augmentèrent les impôts et les droits de douane. Des pouvoirs exceptionnels furent accordés par la Chambre au Ministère. L'ancienne gauche démocratique, parvenue au pouvoir, adoptait ainsi les procédés de l'absolutisme, cherchant à enrayer les progrès de la démocratie et à conclure une alliance avec le parti catholique. Mais les républicains veillaient au grain. Ils attaquent vigoureusement, à la Chambre, toute la politique du Ministère, ses mesures de répression, ses expéditions coloniales, ses armements, la Triplice elle-même. C'est elle qu'ils dénoncent comme la cause de la crise financière et économique. Ils réclament la liberté de la presse, celle de réunion et d'association, le désarmement, la diminution

des dépenses militaires, surtout la neutralité à l'égard du conflit franco-allemand. En 1894, ils fondent la « Ligue pour la protection de la liberté », au moment même où le gouvernement combat les associations ouvrières et socialistes. En 1895, Crispi dissoudra cette Chambre difficile, sommant les électeurs de choisir entre la monarchie nationale ou l'anarchie sociale et politique. Il obtiendra aux élections une majorité considérable de 355 voix contre 152. Cette majorité approuvera les impôts gouvernementaux. Mais les radicaux et les socialistes n'en avaient pas moins gagné des sièges et, plus que jamais, ils reprochaient à Crispi d'étouffer la liberté de la presse, de confondre socialisme et anarchisme, de compromettre les richesses du pays. Le désastre de l'Abyssinie leur donnera raison et provoquera, en mars 1896, la chute de Crispi.

2. L'Italie hésitait donc entre la politique que lui imposait la Triplice et celle que préconisaient les radicaux. A côté des luttes politiques, les luttes religieuses. Le Pape ne cessait de réclamer Rome ou au moins une partie de la Ville éternelle. Les négociations commencèrent en 1894 et 1895, entre le Cardinal Parochi et Crispi qui, dit-on, se rendit souvent de nuit au Vatican. De meilleures relations entre les deux pouvoirs paraissaient donc possibles. En 1890, l'administration des Institutions de bienfaisance avait passé du clergé aux Communes, sous le contrôle de l'Etat. Mais comment le Roi et le Ministère eussent-ils accepté les propositions papales? Pouvaient-ils lui rendre les Etats Pontificaux ? Rome était indispensable à l'unité nationale. Les négociations furent donc interrompues. En 1895, lors du 25e jubilé de Rome capitale, Crispi célébra l'intangibilité de Rome, Rome pierre angulaire de l'Etat national. Léon XIII répondit par une lettre à Rampolla qui écartait toute idée de réconciliation en-

tre le Pape et l'Etat, tant que Rome ne serait pas rendue à la Papauté. D'année en année, les Assemblées catholiques de tous pays, y compris l'Allemagne, exigeaient cette reddition. Léon XIII se rapprochait de la France pour obtenir son appui alors qu'elle était brouillée avec l'Italie.

Les difficultés se maintinrent jusqu'en 1903, c'est-à-dire jusqu'à la mort de Léon XIII. Sous l'influence de la Triplice, en particulier de l'Autriche qui fit usage de son droit d'exclusive, Pie X fut élu pape. On écarta Rampolla, comme favorable à la France. Au même moment, en 1900, l'Italie changeait de roi. Victor Emmanuel III avait épousé Hélène de Montenegro, qui s'était convertie au catholicisme romain après son mariage. Cette union assurait à l'Italie une influence nouvelle sur les Balkans, où elle voulait faire concurrence à l'Autriche. On sait quelle fut l'attitude de Pie X, ses difficultés avec l'Allemagne, avec le Centre et les syndicats chrétiens, avec la France. Un rapprochement se produisit alors entre Pie X et le roi d'Italie. Lors des élections de 1904, le Pape conseilla aux catholiques italiens de voter. Ceux-ci obéirent. De ces élections datent les débuts de la démocratisation du Parlement italien, l'avènement des socialistes et des cléricaux. L'Italie commence à intégrer le catholicisme dans son unité nationale et parlementaire. Au point de vue économique, elle ne se relèvera qu'après l'aventure abyssinienne, qui lui coûtera fort cher. En 1901, on supprime les lourds impôts municipaux sur la farine qui, en 1898, avaient provoqué de si graves émeutes. Vers 1905-1906, les finances se trouvent assainies. En 1906, l'Etat pourra racheter les chemins de fer. En 1904, loi sur l'obligation scolaire.

C'est au cours de cette période que l'Italie s'est lancée, pour son malheur, dans les aventures coloniales.

De 1880 à 1890, ce mouvement avait commencé par l'occupation d'Assab et de Massouah ainsi que par quelques incursions en Abyssinie. Ménélik et le roi Humbert avaient même conclu un traité en 1889. L'Italie reconnaissait Ménélik comme Empereur. En retour, Ménélik garantissait aux Italiens Massouah et la liberté commerciale dans son royaume. Il s'engageait aussi,en cas de négociations avec des puissances étrangères, à invoquer la médiation italienne. En 1890, l'Italie donne à ses possessions sur la Mer Rouge le nom de « Colonia Erithrea » et les agrandit. De 1894 à 1897, elle s'empare de Kassala. Mais Menelik ne tient pas ses engagements, ne voulant pas être le vassal de l'Italie. Crispi s'imagine alors qu'il aura vite raison de la puissance militaire abyssinienne et, sans demander au Parlement son approbation, il renforce l'armée érythréenne de 10.000 hommes. Avant même l'arrivée de ce renfort, Menelik prend l'offensive en 1896, attaque le général Baratieri avec 90.000 hommes et lui inflige une cruelle défaite. Baratieri perdit 7.000 hommes et toute son artillerie. Di Rudini, qui succéda à Crispi en 1896, dut conclure avec Menelik la paix d'Addis-Ababa. Le Negus restait souverain indépendant. L'Italie se contentera désormais de développer ses relations économiques avec l'Ethiopie.

Le Triplice reste, pendant cette période, la base de la politique étrangère italienne. Mais, après dix ans de guerre douanière, un rapprochement économique va s'ébaucher avec la France qui, en 1902, laisse l'Italie s'emparer de la Tripolitaine. Quelques années plus tard, vers 1909, ce sera le rapprochement avec la Russie. Officiellement, tous les Présidents du Conseil italien affirment la fidélité à la Triplice. Celle-ci n'en passe pas moins par une crise singulièrement grave.

III. Toute la politique allemande triplicienne a

été dominée, de 1890 à 1904, par la personnalité de Guillaume II. Des raisons de politique intérieure lui avaient donné, on l'a vu, des pouvoirs plus étendus. Sa politique personnelle tenait compte des intérêts nationaux, mais se montrait fort indépendante. Comme il n'y avait pas de régime parlementaire en Allemagne, cette politique était un facteur décisif. Or, que voulait Guillaume II lors de son avènement? Ses premiers discours le disaient nettement. Conserver à l'Allemagne la situation matérielle et normale acquise en 1871, maintenir les conquêtes territoriales, entretenir une armée capable de repousser toute agression française, empêcher la France de pratiquer une politique diplomatique contraire à l'hégémonie allemande, développer l'héritage recueilli, dépasser le bismarckisme continental par la politique mondiale, telles étaient les lignes maîtresses de son programme. L'impérialisme mondial allait succéder, en Allemagne, à l'impérialisme européen. C'est la formule « Notre avenir est sur l'eau. »

1. Or, il fallait pour cela une politique pacifique. Car la politique mondiale ne pouvait s'improviser. Choisir dans le monde des points d'appui et des terrains d'expansion, développer l'exportation allemande, créer autour des points d'appui choisis des zones de propagande et d'ingérence économique ou financière, organiser une force navale capable de résister à l'Angleterre, éviter en Europe tout conflit, autant de problèmes difficiles à résoudre. D'où une politique de conservation sociale, de pénétration silencieuse et patiente, de relations dynastiques avec la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce, de flatteries à l'égard de la Turquie et du monde musulman, d'immobilisation à l'égard des Etats démocratiques tels que la France, l'Angleterre et les Etats-Unis. C'est une sorte de vaste

action universelle qui commence simultanément en Turquie, en Chine, en Afrique, en Amérique du Sud, bref un grand travail de sape mondial. En vue de la réalisation de ce programme s'unissent pour la première fois, en Allemagne, les forces dont dispose la dynastie des Hohenzollern : l'armée, la bureaucratie, les intégrations opérées par l'Empire et, d'autre part, le rêve pangermaniste perfectionné, dans l'ordre continental et dans l'ordre colonial, par les penseurs, les savants, les explorateurs et par toute l'intelligence allemande.

Mais la Duplice s'était justement constituée de 1888 à 1891, dans les trois premières années du règne. Guillaume II en avait éprouvé une vive déception. Dès 1889-1890, il ne cache plus son inquiétude. L'équilibre européen va-t-il se rétablir en faveur des deux victimes frappées par Bismarck en 1871 et 1878 ? L'Allemagne ne sera-t-elle plus l'arbitre incontesté de l'Europe au moment même où, grâce à son développement intérieur et à la fidèle Triplice, elle parvient à l'hégémonie continentale ? A peine l'édifice paraît-il achevé que des lézardes s'y produisent partout. Que faire, sinon accepter l'inévitable et essayer d'en tirer avantage ? Guillaume II entend pratiquer une politique réaliste. Plus clairvoyant que nombre de Français, il comprend tout de suite que la Duplice ne saurait avoir de pointe offensive. L'essentiel, c'est de maintenir intact le traité de Francfort. Alors, du moment où il n'est pas menacé, pourquoi ne pas s'accommoder de l'alliance franco-russe ? Le plan du jeune souverain sera donc clair : conserver la maîtrise de la Triplice, entretenir de bonnes relations avec l'Angleterre et l'empêcher surtout de se porter vers la Duplice, engager la France et la Russie dans une action extra-européenne et coloniale de manière à les brouiller avec l'Angleterre. Sans coup

férir, Guillaume II aura un jour en Europe une situation semblable à celle de Napoléon.

De là, tout d'abord, un double travail de rapprochement, très visible jusque vers 1901. Du côté russe, on peut y parvenir à cause des liens personnels entre Guillaume II et Nicolas II, entre les Hohenzollern et les Romanoff. L'Allemagne n'a-t-elle pas de nombreux amis à la cour de St-Petersbourg et parmi les fonctionnaires russes ? Du côté français, ce sera plus malaisé. Mais on peut risquer le coup. Ce sera le rapprochement « sentimental » lors de l'anniversaire de 1870, l'hommage aux soldats français et à leurs qualités chevaleresques. A la mort de Mac-Mahon, visite du comte de Munster à la duchesse de Magenta. Puis condoléances de Guillaume II à la mort de Sadi-Carnot et mise en liberté de deux officiers de marine arrêtés pour espionnage. De 1895 à 1900, série de démarches pour la mort de Canrobert, celle de Jules Simon, l'incendie du Bazar de la Charité, le naufrage de « La Bourgogne », la mort de Félix Faure. Suivront la visite au navire-école français « Iphigénie », la brillante participation de l'Allemagne à l'Exposition Universelle de Paris, la réception du général Bonnal aux manoeuvres allemandes, les condoléances pour la catastrophe de la Martinique. Le rapprochement politique, on le tentera lors de la guerre sino-japonaise et de la triple action russe, française et allemande contre le Japon; lors de l'inauguration du canal de Kiel en 1895 et de l'action de Bouravieff à Berlin en 1897. L'accord pour le Togo en 1897, les évènements de Fachoda, l'affaire Dreyfus, l'action commune en Chine offriront de nouvelles occasions à saisir. Vers 1901, l'Allemagne s'accommodera ainsi d'une combinaison diplomatique qui augmente à son profit les garanties du statu quo européen et lui permet de faire mouvoir hors d'Europe ses alliés, les nôtres et

nous-mêmes. Mais la guerre russo-japonaise devait y mettre un terme. La Duplice en sortira affaiblie et l'Allemagne changera de ton. L'Angleterre se portera alors vers nous, puis vers la Russie, tandis que se font entendre les premiers craquements dans l'édifice triplicien. Une fois de plus, l'Allemagne parvient si habilement à ses fins que les circonstances se retournent contre elle.

2. Vers 1890, la prépondérance morale de l'Allemagne s'était affirmée à la Conférence internationale d'études sociales que Guillaume II avait convoquée. Si cette Conférence n'eut guère de résultats appréciables, elle n'en constitua pas moins un succès moral pour Guillaume II et un avantage pour son gouvernement. Réunie encore sur son initiative à Bruxelles, la Conférence internationale pour la traite des nègres en Afrique avait été un succès de plus. La Belgique, la France et l'Angleterre s'étaient associées aux voeux allemands. Cette Conférence anti-esclavagiste avait en outre déclaré que les questions territoriales étaient hors de sa compétence. N'empêche qu'elles se posaient de manière brutale et donnaient lieu à toutes sortes de difficultés. La Russie s'opposait à l'action commune de l'Italie et de l'Angleterre en Abyssinie. La France ne voulait pas non plus voir l'Ethiopie sous la domination de Rome. Les prétentions du Portugal sur l'Afrique au nord du Zambèze gênaient l'Angleterre qui travaillait à constituer l'Afrique centrale anglaise et à relier le Cap au Nil. Survient enfin l'affaire du Congo. La Conférence n'en aboutit pas moins, le 25 juillet 1890, à l'Acte général qui règle la traite et d'autres questions. On atténuait la traite sans la supprimer. L'Angleterre et l'Allemagne s'accordaient sur ce point. Aussi essayèrent-elles de résoudre à l'amiable leurs difficultés africaines. L'Allemagne s'était saisie de ses possesions au

Cameroun, dans l'Afrique du Sud-Ouest, dans l'Afrique orientale, dans l'Ouganda. Cette politique d'empiètements, l'Angleterre l'avait contrecarrée de son mieux. Or, Guillaume II, alors moins colonial que Bismarck, mit fin à ce conflit par les traités de 1890 qui avantageaient l'Angleterre plus que l'Allemagne. En même temps, l'Angleterre et la France s'arrangeaient ensemble par l'accord du 5 août 1890. D'où enfin, comme conséquence, l'accord colonial franco-allemand du 17 novembre 1890. Donc, vers 1890, France, Angleterre et Allemagne élaborent un grand compromis africain.

On a vu comment les amabilités allemandes à l'égard de la France, en 1891, finirent par mal tourner. Déçu après tant d'avances, Guillaume II parlait de mobilisation générale. Aussi le gouvernement de Berlin crut-il devoir hâter le renouvellement de la Triplice, qui n'aurait dû avoir lieu qu'en 1892 et fut conclu en juin 1891. L'Italie commençait alors à entrevoir, lors de la chute de Crispi en 1891, les inconvénients du pacte. Etant d'autre part engagée dans la politique coloniale, elle avait traité vers 1891 avec l'Angleterre qui favorisait son action en Abyssinie. C'est pour cette raison, et à cause des prostestations élevées par la France contre l'action abyssinienne, que l'Italie se laissa entraîner à renouveler le pacte.

Mais l'alliance franco-russe ne devait guère se faire attendre. Elle fut ébauchée dès 1891. Elle inquiéta l'Allemagne, qui comprit qu'un changement considérable allait se produire dans les relations internationales. Comme l'Allemagne ignorait les clauses de l'accord du 22 août 1891, elle fit semblant d'être rassurée et de croire aux déclarations pacifiques de la France et de la Russie. En septembre 1891, de Caprivi déclare que la situation nouvelle, au lendemain de Cronstadt, équivaut à la « restauration de l'équilibre européen ».

Guillaume II multipliait d'ailleurs à notre égard les actes amicaux. En novembre, de Caprivi insistait encore sur l'innocuité de l'alliance franco-russe et Kalnoky, le Chancelier d'Autriche-Hongrie, tenait le même langage. Mais l'Italie montrait moins d'optimisme. Elle prenait ombrage du rapprochement qui s'ébauchait entre Paris et le Vatican. Léon XIII ralliait les catholiques français à la République. De cet accord pouvait résulter le rétablissement de la Papauté temporelle. C'est pourquoi les rapports entre France et Italie étaient plus tendus que jamais. En fait, de Caprivi et Kalnocky avaient raison quand ils affirmaient que l'alliance franco-russe ne menaçait pas la paix européenne.

Or, les nouveaux armements de l'Allemagne vers 1892-1893, le vote de la nouvelle loi militaire, les grandes manœuvres de Lorraine, les vexations nouvelles infligées aux Alsaciens-Lorrains, le régime des passeports, que l'on pouvait interpréter comme la réponse à l'alliance franco-russe, contrastaient singulièrement avec les amabilités extérieures. D'autre part, le prince royal d'Italie avait assisté aux manœuvres allemandes et, de 1891 à 1893, les rapports franco-italiens s'étaient de plus en plus aigris. Les prétentions italiennes sur l'Abyssinie exaspéraient la France tandis que la rupture économique exaspérait l'Italie. Les rixes d'Aigues-Mortes, en 1893, envenimaient encore les rapports. A Rome, brutales manifestations contre l'ambassade française. Enfin, grande froideur entre la France et Angleterre, en raison des difficultés coloniales. C'est de cette tension que résulte la conclusion définitive de l'alliance franco-russe.

3. La paix se maintenait cependant. A elle seule la Triplice ne pouvait la troubler. Par un singulier paradoxe, la Duplice gênait l'Angleterre plus encore que

l'Allemagne. Les relations entre France et Angleterre se ressentaient d'une pareille situation, en particulier dans le domaine colonial. Le traité du 12 mai 1894 n'avait-il pas pour but d'arrêter la marche des Français vers le Haut-Nil ? Mais il lésait aussi les intérêts allemands, car il permettait à l'Angleterre de construire la ligne du Cap au Caire. Aussi le Cabinet de Berlin protesta-t-il contre ce traité. L'Allemagne faisait ici cause commune avec nous contre l'Angleterre qui dut finalement céder. Cette victoire diplomatique profitait également à l'Allemagne et à la France. Le désastre italien d'Abyssinie vint, en 1896, libérer la France des inquiétudes qu'elle avait de ce côté. Il mit fin, en outre, aux haines antifrançaises que Crispi avait si bien cultivées, préparant ainsi le rapprochement qui devait s'effectuer plus tard. L'assassinat de Sadi-Carnot, en 1895, ne provoqua pas entre France et Italie les difficultés qu'on eût pu prévoir, grâce à l'attitude courtoise qu'adoptèrent le gouvernement de Rome et la presse. Enfin, lors de la guerre sino-japonaise, il y eut accord entre France, Allemagne et Russie pour réfréner les ambitions japonaises qu'avait excitées le traité de Shimonosaki. Lors de l'annexion de Madagascar, l'Allemagne et la Triplice nous laissèrent toute liberté. Ainsi la France et la Russie, plus fortes depuis leur alliance, pouvaient s'engager, avec la neutralité bienveillante de l'Allemagne, dans une politique coloniale active. Mais le Japon préparait sa revanche, qui devait être fatale à la Duplice. Et la guerre du Transvaal allait séparer, pour la première fois, l'Allemagne de l'Angleterre.

Les relations entre Triplice et Duplice étaient donc satisfaisantes dans le domaine colonial. En était-il de même en Orient ? Là, l'Allemagne contrecarrait nettement l'action anglaise, se donnant vis-à-vis de la Porte

l'air d'une puissance protectrice et prétendant réorganiser par ses missions militaires l'armée et la défense de la Turquie. L'Angleterre, elle, demeurait inactive. L'Arménie turque et l'Arménie russe souffraient autant l'une que l'autre, le tsar n'étant pas moins odieux que le sultan. En 1894, le sultan avait poussé les Kurdes à faire un effroyable massacre d'Arméniens. Quand l'Angleterre protesta, la Triplice, amie de la Turquie, refusa d'intervenir. Quant à la Russie, elle ne soutenait plus les nationalités chrétiennes et la France s'abstenait avec elle. Au fond, ces deux nations encourageaient le sultan. En 1895 et en 1896, nouveaux massacres. L'Angleterre s'émeut, la France et la Russie maintiennent leur abstention. En 1896, réunion inutile de la Conférence des Ambassadeurs. L'influence de la Russie sur la Porte grandissait, secondée cette fois par l'influence allemande, qui ne faisait pas moins de progrès et s'exerçait encore dans les Etats balkaniques, moins en Serbie qu'en Bulgarie, où la Russie avait enfin reconnu Ferdinand.

Survint l'affaire grecque. La Grèce, toujours ambitieuse, devenait fort remuante. En 1889 avait éclaté la première insurrection de Crète, l'île ayant vainement réclamé au sultan quelques concessions. Le sultan avait cependant cédé, mais sans tenir ses promesses. En 1896, nouvelle insurrection qui atteint son point culminant en 1897. La Grèce en profite, en février, pour s'emparer de l'île. D'où l'intervention des Puissances qui se rallièrent à la proposition britannique d'autonomie. Sur le refus de la Grèce, elles bloquèrent l'île et les Grecs risquèrent alors la guerre continentale. Mais ils furent battus par les Turcs et durent demander la médiation européenne, par conséquent accepter toutes les conditions. Nouvelle preuve que Duplice et Triplice se faisaient équilibre en Europe.

Mais, si la Duplice se consolidait, la Triplice allait au-devant de difficultés nouvelles.

4. Elle paraissait, en fait, moins sûre de l'avenir. L'Italie souffrait depuis quinze mois. Elle se rapprochait visiblement de la France, préludant à l'évolution qui devait faire d'elle un jour notre alliée. Non qu'elle désavouât ouvertement la Triplice. D'ailleurs, si elle était plus accommodante envers la France, c'était uniquement en raison de sa politique économique et de sa défaite en Abyssinie. Au lendemain de 1896, le Ministère Di Rudini, succédant à celui de Crispi, entrait en négociations avec la France dont le protectorat sur la Tunisie se trouvait gêné par les capitulations italiennes toujours en vigueur. Rome consentit à un arrangement qui fut conclu en septembre 1896. Puis ce fut, de 1896 à 1899, l'entente commerciale franco-italienne, si fâcheusement interrompue en 1888. Chacune des deux nations y était intéressée. Les importations de France en Italie étaient tombées, en 8 ans, de 300 à 160 millions; celles d'Italie en France avaient baissé de 200 millions. Cette décadence n'avait profité qu'à l'Allemagne et à l'Autriche. Le gouvernement italien déclarait sans doute, au cours des discussions, que ces accords ne porteraient nullement atteinte à la Triplice. L'Allemagne et l'Autriche n'en étaient pas moins inquiètes, surtout depuis que le prince royal d'Italie, en juin 1897, avait séjourné à Paris avec sa jeune femme et y avait été l'objet d'une réception fort courtoise. En outre, l'antagonisme anglo-allemand commençait à s'affirmer. L'Allemagne se développait avec une telle célérité, son émigration était si dangereuse, son dumping industriel et commercial si puissant, ses colonies en si bonne voie, sa flotte si considérable que l'Angleterre, sentant venir le danger, se rapprochait de la Duplice. Non que la France et l'Angleterre s'entendis-

sent déjà. Avant que l'entente de 1904 fût possible, la France avait encore à avaler la pilule de Fachoda.

C'est lors de l'affaire du Transvaal que l'on put, d'après l'attitude adoptée par l'Allemagne, constater le changement. Guillaume II ne pensait guère, pour l'instant, à son télégramme à Krüger. Il se disait que la France, qui voulait gagner l'Angleterre à sa cause tout en restant étroitement attachée à la Russie, pourrait un jour rapprocher Russie et Angleterre. Il voyait surgir le spectre de la Triple Entente. En attendant, il louvoyait, ne voulant se brouiller ni avec les Anglais, ni avec les Russes. Ce qu'il souhaitait avant tout, c'est que la Russie s'engageât dans une affaire lointaine. La guerre de Chine, on le sait, vint satisfaire son désir. C'est d'elle que date la pseudo-alliance entre Angleterre et Japon, alliance destinée à contrecarrer l'expansion russe en Asie et en Chine. Ce sera bientôt la guerre russo-japonaise.

Mais dans le même temps la France, qui voyait l'impossibilité d'un accord réel et durable avec l'Allemagne, s'efforçait de gagner l'Italie, de disloquer la Triplice et d'attirer à elle l'Angleterre. A peine Victor-Emmanuel III montait-il sur le trône que furent conclus, entre Rome et Paris, les accords de 1900 et de 1902 par lesquels la France s'engageait à ne pas gêner en Tripolitaine l'action de l'Italie. Celle-ci, de son côté, laissait à la France les mains libres au Maroc. Le renouvellement de la Triplice en 1903 ne tirait plus guère à conséquence. La même année, Victor Emmanuel se rendit avec la Reine Hélène à Paris, où il put échanger avec le Président Loubet des assurances de loyale amitié. De cette époque date également le rapprochement franco-anglais. Combien légitime l'inquiétude de Guillaume II ! Mais il est vrai qu'elle fut en partie apaisée par la guerre russo-japonaise qui frappa la Duplice en

plein cœur et la rendit pour assez longtemps impuissante. Ainsi, vers 1904, la Duplice et la Triplice passent toutes deux par de graves crises. Et c'est de cette double crise que sortira la politique européenne de 1904 à 1914.

A travers tous ces événements, le rôle de l'Angleterre apparaît éminent. Elle agit contre la Duplice et ne s'en rapproche qu'au début du XXe siècle. Mais elle se porte insensiblement, de 1890 à 1904, de la Triplice vers la Duplice. Au moment même où la Triplice est menacée par la défection de l'Italie, l'Angleterre va combler la lacune que la guerre russo-japonaise avait creusée dans l'organisation de la Duplice. Qu'elle s'accorde avec la Russie, et la Triple-Entente sera une réalité. Dès lors l'Allemagne cherchera à déclencher la guerre pour retrouver sa prépondérance perdue.

Chapitre XV

L'Angleterre entre la Triplice et la Duplice

L'Angleterre impérialiste ne considère les nations européennes et leurs combinaisons qu'au point de vue de la politique coloniale. Elle s'oppose irréductiblement aux obstacles qui menacent de la gêner. Vers 1890, c'est la France et la Russie qui lui font concurrence; vers 1900, c'est l'Allemagne. De là le revirement significatif de 1904. Il s'agit de voir, tout d'abord, les rapports entre Angleterre et Duplice, l'inimitié anglaise à l'égard de la France et de la Russie, puis le rappro-

chement qui s'opère au début du XXe siècle. On étudiera, en second lieu, les relations de l'Angleterre avec la Triplice et les débuts de l'inimitié anglo-allemande.

I. C'est en Afrique et en Asie que, de 1891 à la fin du siècle, l'Angleterre et la France se heurtent. Tunisie, Maroc, Egypte, Abyssinie, Madagascar, Sénégal, Dahomey, autant d'épisodes africains. En Asie, ce seront le Siam et la Chine. Les relations de la Grande-Bretagne avec la Russie se trouvent compromises à la même époque, mais concernent plutôt la question d'Orient, les affaires de Crête et l'Asie : Perse, Afghanistan, Thibet, Chine et Mandchourie. Dans tous ces domaines, rivalités ardentes au cours de la décade entière. Puis, à partir de 1901, changement notable et ce sera, vers 1903, le début de l'Entente cordiale.

1. Comment le magnifique Empire colonial que la France s'était taillé n'eût-il pas inquiété l'Angleterre? Son hostilité fut particulièrement vive au temps de M. Hanotaux, de 1894 à 1898, quand notre politique se fit plus hardie et que le Foreign Office, nous attribuant l'intention d'étendre nos possessions sur le monde entier, vit reparaître la question d'Egypte. Il faudra toute l'habilité, toute la patience d'un Delcassé, entre 1898 et 1904, pour apaiser le ressentiment anglais et réconcilier les deux nations.

L'Angleterre avait des droits sur la Tunisie, grâce à des capitulations que le traité de Kassar-Saïd avait reconnues. Or, M. Hanotaux essayait d'amener les grandes puissances à renoncer à ces capitulations. L'Autriche, l'Italie, la Russie, la Suisse et l'Allemagne et d'autres nations y consentirent, de 1896 à 1897. Seule l'Angleterre résistait. Elle n'accepta un arrangement qu'en 1897, pour ne jamais cesser ensuite de se plaindre. L'affaire marocaine créa de nouvelles difficultés entre les deux pays. En 1899, nous entreprîmes la con-

quête de Touat, le traité franco-anglais de 1890 nous attribuant une partie du Sahara et nous chargeant de faire la police du désert, En 1901, un protocole vint s'ajouter au vieux traité de 1895 pour nous confier de nouveaux droits. L'Angleterre commerçait avec Mogador et Saffi, exerçant dans le pays une influence prépondérante et cherchant à indisposer le Sultan contre nous. Vaine tentative. Aussi la Grande-Bretagne finit-elle par comprendre que le Maroc était une compensation toute trouvée pour l'Egypte. L'idée de laisser la France réprimer l'anarchie marocaine fit son chemin à Londres. D'autre part, l'établissement de la France à Tanger était une menace pour Gibraltar et c'est en 1904 seulement que l'accord définitif sera conclu.

De longs et graves conflits devaient aboutir, en Egypte, à l'épisode de Fachoda. Une fois installée en Egypte, la Grande-Bretagne n'avait eu qu'une idée : nous en éloigner. C'est pour cette raison qu'elle avait laissé s'étendre l'Etat indépendant du Congo. Le traité du 12 mai 1894 nous écartait déjà du Haut-Nil. L'Angleterre donnait à la Belgique toute la rive gauche du fleuve, du lac Albert jusqu'à Fachoda. A la mort de Léopold, ces territoires devaient revenir à l'Angleterre. M. Hanotaux protesta vigoureusement contre ce traité et l'Angleterre s'excusa. Le 14 août 1894, traité franco-congolais par lequel le Congo renonçait aux avantages que lui avait concédés la Grande-Bretagne. L'Angleterre était donc écartée du Congo belge. Or, pour nous éloigner du Nil, elle avait encore essayé de nous enfermer dans Djibouti. Tout à l'heure, c'était la Belgique ; maintenant, c'était l'Italie qu'elle utilisait contre nous. En 1891, elle avait partagé, de concert avec l'Italie, les terres de Ménélik en deux sphères d'influence. Elle donnait tout le gâteau à l'Italie et, par une déclaration confidentielle de 1894, l'Italie lui repassait le même

gâteau en sous-main. De là, une fois de plus, les protestations de M. Hanotaux. La réponse anglaise fut évasive. Quand les Italiens furent vainqueurs à Kassala, en 1894, l'Angleterre combattit leur influence tout comme elle avait combattu la nôtre. La défaite d'Adoua en mars 1896, provoquée en partie par l'Angleterre, écarta les Italiens du Nil et de l'Abyssinie, annulant pratiquement les traités de 1891 et de 1894.

L'Angleterre avait donc écarté du Haut-Nil l'Italie et la France. Mais ce n'était pas tout. Elle voulait encore s'emparer de la vallée même du fleuve. Après 1893, elle y tendra de toutes ses forces, augmentant sans cesse les troupes qui stationnaient en Egypte. Elle se préparait alors à ne pas tenir ses engagements, c'est à-dire à ne pas évacuer l'Egypte. La France, fort inquiète, hésitait. Jusque vers 1896, elle avait montré la plus stricte prudence, ne voulant, au fond, ni être écartée de l'Egypte ou du Haut-Nil, ni entrer en conflit avec l'Angleterre. Grey avait affirmé, en 1895, les droits de l'Angleterre sur toute la vallée du Nil. Quand fut organisée, en 1895, l'expédition du Commandant Monteil, l'Angleterre indiqua nettement qu'elle considérerait comme « acte inamical » toute intervention d'une tierce puissance dans l'ancien Soudan égyptien. M. Hanotaux passa outre et la France organisa en secret la mission Marchand qui, débarquant à Loango en 1896, s'installera à Fachoda le 10 juillet 1898, après un raid mémorable. Mais l'Angleterre, profitant du désastre d'Adoua, affirmait avec plus d'énergie que jamais ses droits sur la Haute-Egypte. En septembre 1898, les Anglais, victorieux des Mahdistes révoltés, arrivaient devant Fachoda. On sait le reste. Il fallut céder. Le 13 janvier 1899, M. Delcassé fournit à la Chambre des explications embarrassées sur cette triste affaire. Il était d'ailleurs bien décidé à préparer l'entente franco-

anglaise. Le 14 mars 1899, il signait donc avec l'Angleterre un traité qui rejetait nos possessions du Centre africain à 15 degrés vers l'Ouest. Nous étions ainsi définitivement écartés du bassin du Nil et de l'Egypte.

2. D'autres conflits se produisirent en Afrique. En Ethiopie tout d'abord, où une Compagnie française, chargée en 1894 de construire le chemin de fer de Djibouti à Addis-Ababa et au Nil blanc, fût arrêtée dans son travail par la Compagnie anglaise « Oceana » et par l' « Aethiopian international railway trust ». C'est seulement en 1906 que les droits de la France seront ici reconnus et que l'Angleterre abandonnera l'idée d'internationaliser les chemins de fer éthiopiens. C'est ensuite, en Arabie, l'affaire de Mascate, où le sultan d'Oman avait promis à la France, au début de 1899, la cession d'une station charbonnière à Bandar-Issar. L'Angleterre fit une démonstration navale devant Mascate. Le Sultan céda. Or, nous avions, en 1856, signé avec l'Angleterre elle-même une convention qui nous autorisait à avoir partout des dépôts de charbon et, en 1862, l'indépendance de Mascate avait été reconnue par Londres et Paris. Une fois de plus, la France s'inclina. Enfin, à Madagascar, malgré le traité du 5 avril 1890 qui avait reconnu notre protectorat, les Anglais ne cessaient d'encourager les Malgaches à la rébellion. Il fallut, en 1895, une seconde expédition, En 1896, nouvelle camagne anglaise contre nous. Quand nous prîmes possession de l'île, nous trouvâmes encore les Anglais devant nous. Galliéni vint alors achever l'annexion, mais eut sans cesse à lutter contre l'influence anlgaise. Enfin, dans l'Afrique occidentale, l'Angleterre s'opposa par tous les moyens à nos progrès. Après 1892, luttes aussi vives que par le passé. En 1893, alliance entre Angleterre et Allemagne contre nous, les deux puissances se partageant toute l'Afrique occiden-

tale. Le Congo français était réduit à néant. En 1894, protestation française. L'énergie de notre diplomatie déjoua l'intrigue anglaise et nous valut la sauvegarde de nos intérêts essentiels. En 1895, traité avec l'Angleterre pour délimiter nos possessions du Golfe de Guinée et la colonie anglaise de Sierra Leone. Mais cette convention ne mit pas fin au conflit. Au Dahomey, l'Angleterre soutint Béhanzin contre nous, ainsi que Rabat, Samory et tous les adversaires de la France. Il s'agissait de nous empêcher de prendre position sur le bas Niger. L'Angleterre y parvint en 1898, grâce au traité du 14 juin. Sokoto, le Bornou, l'Adamaoua étaient reconnus territoires anglais.

Pour ce qui est de l'Asie, le conflit franco-anglais ne porte plus seulement, comme autrefois, sur la presqu'île indo-chinoise, mais encore sur la Chine. Lutte vive et acharnée. Dans son action contre nous, le Siam n'eut pas de meilleur auxiliaire que le gouvernement de Londres. Des traités furent conclus en 1893 et en 1896. Ni le Siam ni l'Angleterre ne les respectèrent. La connivence entre le gouvernement de Bangkok et celui de Londres éclatait à tous les yeux. L'appui anglais fut souvent discret, souvent aussi officiel. N'empêche que les Anglais se plaignaient toujours. Ils ne tenaient aucun compte de notre modération. Il eût fallu que la France abandonnât, pour les satisfaire, toutes ses possessions indo-chinoises. La guerre sino-japonaise prouva ensuite, en 1895, combien les intérêts français et anglais divergeaient en Chine. Avant la guerre, l'Angleterre avait partie liée avec l'Empire chinois. Elle entendait pénétrer à l'intérieur du pays. Aussi soutenait-elle la Chine contre le Japon. Une fois la Chine vaincue, elle passa dans l'autre camp, soutenant alors le Japon contre nous, contre la Russie et contre l'Allemagne. Plus tard, elle se montrera mécontente des

avantages que le gouvernement de Pékin octroiera à la France. Puis elle intriguera en Chine pour obtenir de nouveaux avantages. L'affaire de Fachoda la rendra encore plus arrogante. M. Delcassé, voulant à tout prix l'entente franco-anglaise, dut subir de la part de l'Angleterre de véritables affronts.

3. L'antagonisme anglo-russe n'était pas moins grave que l'antagonisme anglo-français. Il apparaît tout d'abord dans la crise arménienne de 1895. Les Anglais soutenaient l'Arménie, où ils avaient une situation spéciale et préparaient une action que nous ne pouvions approuver. Ils n'entendaient pas, comme la Duplice, respecter l'intégrité de l'Empire ottoman et aggravaient le conflit au lieu de l'apaiser. M. Hanotaux déjoua les plans de Londres et la crise orientale se termina sans que l'Angleterre ait pu intervenir. Echec grave pour elle, dû à la résistance de la Duplice, qui prenait alors conscience de sa force. L'année suivante, lors des affaires de Crète et de Grèce, l'Angleterre, cette fois avertie, se montra prudente. Ce qui ne l'empêcha pas de jouer, au cours de la crise, un rôle prépondérant. C'est elle qui proposa l'autonomie de la Crète. Mais son influence dut céder ici le pas à celle de l'Allemagne. L'Angleterre n'en continua pas moins à travailler dans les Balkans contre la Russie, se rangeant toujours du côté de l'Allemagne et de l'Autriche.

En Asie, l'inimitié anglo-russe fut plus vive encore. Après 1891 la poussée russe vers l'Océan Pacifique se fait plus intense, tandis que marchands et fonctionnaires russes s'avancent, en rangs de plus en plus serrés, à travers la Perse et le Pamir. Or, l'Angleterre se montrait très active sur le Golfe Persique. Depuis Ispahan jusqu'à ce golfe, tout le commerce se faisait par l'entremise de négociants anglais. Si l'Angleterre était ainsi commercialement maîtresse au Sud de la Perse, la

Russie l'était au Nord. En Afghanistan, la prépondérance anglaise s'affirmait nettement encore en 1893. Mais l'avance russe ne pouvait ici qu'inquiéter l'Angleterre dont la politique, dirigée par Lord Curzon, Vice-Roi des Indes, fut à partir de 1898 d'une suprême habileté. Au Thibet, même rivalité. La Russie s'y installe vers 1897 au détriment de l'Angleterre. Après 1890, quand la poussée russe vers l'Océan Pacifique se fait plus précise et plus énergique, la Russie ne cherche plus seulement à s'étendre vers la Perse, l'Afghanistan, le Thibet et le Pamir. Elle veut assurer son influence en Mongolie, à Pékin, en Mandchourie, faire de la Chine entière et de ses dépendances une immense province russe. En 1891 avait été posée la première traverse de la nouvelle voie transsibérienne. Mais le Japon et l'Angleterre veillaient, le Japon à cause de la Corée et de la sécurité de son Empire insulaire, l'Angleterre à cause de la Chine où elle voulait, elle aussi, faire œuvre de pénétration. Or, la guerre sino-japonaise avait servi les intérêts russes. La Russie renonça sans doute à la Corée, mais en prenant Port-Arthur. Quand elle s'installa en Mandchourie, l'Angleterre protesta. Force lui fut cependant d'accorder à la Russie des concessions pour être tranquille au Transvaal, l'essentiel étant pour elle que la Russie n'annexât point la Mandchourie.

Après 1901, un changement capital se produira dans les relations entre Angleterre et Duplice. Tandis que la Russie se fait battre par le Japon, l'Angleterre se rapproche de la France parce qu'elle craint l'Allemagne et voit, d'autre part, la Duplice affaiblie par la défaite russe. Quelques années encore et elle se rapprochera de la Russie, assagie par la cruelle expérience qu'elle vient de faire. En même temps le rapprochement franco-anglais aura pour conséquences les rapprochements franco-italien et franco-espagnol.

II. La Triplice avait été renouvelée en 1891 pour dix ans. Or, durant cette décade, les rapports entre Angleterre et puissances tripliciennes furent aussi cordiaux que durant les années précédentes.

1. Les difficultés qui se produisirent entre Angleterre et Allemagne ne furent que passagères. Londres favorisait l'expansion allemande en Afrique, où l'on constate presque toujours une sorte d'alliance anglo-allemande contre la France. En 1893, les deux gouvernements s'entendent pour se partager l'Afrique occidentale. En 1898, nouvelles négociations entre eux contre le Portugal. Curieux projet de traité en 1898. Cecil Rhodes voulait tout simplement exproprier le Portugal de l'Angola et du Mozambique. Que de fois l'Angleterre avait essayé d'entamer les possessions portugaises! Elle n'hésitait pas à s'entendre avec l'Allemagne pour leur partage éventuel. En 1899, Cecil Rhodes se rend à Berlin où il négocie au sujet du chemin de fer du Cap au Caire, une partie de ce chefer devant être construite par l'Allemagne. Mais, en octobre 1899, commence la guerre du Transvaal. A ses débuts elle n'altère nullement les rapports anglo-allemands. Chamberlain pensait même à une alliance anglo-allemande qui s'étendrait aux Etats-Unis. Alliées en Afrique occidentale, alliées au Mozambique et dans l'Afrique méridionale, l'Angleterre et l'Allemagne suivirent encore, de 1891 à 1901, une politique commune au Maroc et en Egypte. Au Maroc, Harris et Mac Lean se montraient favorables aux Allemands. En Egypte, le gouvernement allemand laissait toute liberté d'action à l'Angleterre. Bien qu'une partie de l'opinion allemande fût, dans la question égyptienne, hostile à l'Angleterre, jamais l'Allemagne ne crut devoir intervenir dans la vallée du Nil.

En Asie, mêmes manœuvres. Bien que, durant la

guerre de 1895, l'Allemagne se fût rangée, avec la France et la Russie, aux côtés de la Chine contre l'Angleterre et le Japon ,l'Angleterre, qui s'opposait vivement à l'extension de la France et de la Russie en Chine, ne fit guère obstacle à la réalisation du programme, si modeste en apparence et en fait si considérable, que l'Allemagne entendait y appliquer. Le gouvernemnt de Berlin n'avait pris position que sur un point du territoire chinois. Mais le point choisi était de tout premier ordre. En 1897, la mission Franzins avait su démontrer à Guillaume II toute la valeur de Kiao-Tchéou, à proximité du Petchili, de la Corée, de Tien-Tsin et du Japon. Un massacre de missionnaires lui fournit ensuite un beau prétexte pour occuper et pour obtenir en même temps le droit d'exploiter les mines du Chantoung. Si l'Angleterre répondit à cette occupation par une autre, celle de Weî-haî-weî, elle ne parut pas considérer l'Allemagne comme son ennemie en Chine. L'ennemi, c'était toujours la Russie. En deux occasions importantes, Berlin et Londres manifestèrent encore leur accord: lors de la révolte des Boxers et surtout pour la convention qui, en octobre 1900 et en pleine campagne de Chine, fut signée par les deux nations. L'Allemagne garantissait au gouvernement anglais l'intégrité du territoire chinois et le maintien de la porte ouverte. En revanche, l'Allemagne obtenait des agrandissements pour ses comptoirs dans la Chine anglaise ainsi que le monopole de la navigation sur les fleuves et les côtes chinoises. Convention nettement dirigée contre la Russie et contre ses ambitions en Mandchourie. En 1899, autre convention en Océanie, au sujet des îles Fidji. L'Allemagne avait proposé en 1879 à l'Angleterre un condominium qui fut établi par les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne. Mais, de 1879 à 1894, la rivalité anglo-allemande devint ici assez vive.

Elle prit fin grâce au partage de l'archipel Samoar. Salisbury pourra dire, en 1899, au banquet annuel du Lord-Maire : « L'arrangement est intéressant en ce qu'il prouve que nos relations avec la nation allemande sont, à l'heure actuelle, conformes à nos désirs ». Et cependant, la grande querelle était proche !

2. Après 1891, l'Angleterre s'était moins préoccupée qu'auparavant de la question d'Orient. Non qu'elle s'en désintéressât. En réalité, le Foreign Office suivait de très près la politique de la Turquie et celle des Etats balkaniques, encore très confuse. Pour bien montrer qu'elle ne restait pas à l'écart, elle maintenait en permanence devant Salonique quelques éléments de sa flotte. Toutes les fois que s'imposait une intervention européenne, elle en prenait la direction. Dans les affaires arméniennes et crétoises elle jouera le premier rôle, toujours d'accord avec l'Autriche. Dans le conflit entre Autriche et Russie pour la prééminence dans les Etats balkaniques, l'Angleterre appuyera constamment la première. On sait que, jusque vers 1895, la Serbie resta inféodée à l'Autriche, tant que le roi garda le pouvoir. Sous Alexandre, au contraire, elle se rapprocha de la Russie et de la Bulgarie, vers 1896-1897. Or, les relations anglo-serbes furent plus intimes pendant la première période que durant la seconde. Quand la Bulgarie devient anti-russe avec Stambouloff, le parti de ce dernier trouve auprès de M. O'Connor, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, le plus sûr des appuis. Quand, en 1897, l'Autriche et la Russie se partagèrent la zone d'influence balkanique, Londres se rangea encore du côté de Vienne. Donc, en Serbie et en Bulgarie, l'Angleterre soutient toujours le parti autrichien contre le parti russe. Après 1898, l'Angleterre se servira même de l'Autriche contre l'Allemagne, au moment où l'influence allemande progresse en Turquie

et dans les Balkans, où le pangermanisme se développe en Autriche, où l'Empire austro-hongrois tout entier devient de plus en plus, malgré la réaction des Tchèques et du loyalisme allemand, une dépendance de l'Allemagne. C'est surtout pour faire échec au pangermanisme que l'Angleterre se tient aux côtés de l'Autriche. Elle ne veut pas que l'indépendance de cette dernière soit mise en cause. Dès lors le conflit entre Angleterre et Allemagne ne fera que s'exacerber. En d'autres termes, l'Angleterre ne soutient plus la Triplice en tant que Triplice. Elle soutient cette fois l'Autriche contre les prétentions de sa redoutable alliée.

3. On a déjà vu qu'en 1891 l'Italie et l'Angleterre suivaient en Abyssinie une politique commune. Elles s'étaient partagé le pays, sans penser d'ailleurs ni à la France, ni à Ménélik. Le traité de 1891 ne fut reconnu qu'en 1894. Aux protestations de la France l'Angleterre fit une réponse évasive. En 1894, quand l'Italie occupe Kassala, la solidarité anglo-italienne s'affirme encore. Mais, comme en 1885, l'Angleterre prend ses précautions, affirmant qu'il n'y a « aucun plan d'action concerté ». Mécontente, d'autre part, de voir l'Italie la devancer sur la route de Khartoum, elle soulève contre son alliée les derviches. C'est alors que, découragée, l'Italie abandonne le Nil et se rabat sur l'Abyssinie, où de cruelles déceptions l'attendent. Le désastre d'Adoua marquera le terme de la politique coloniale de l'Italie et portera un rude coup à l'amitié anglo-italienne. En 1899, les questions de Tripolitaine et de Malte sépareront plus encore les deux pays. Ecartée de la Tunisie, du Nil, de l'Abyssinie, l'Italie cherche une compensation en Tripolitaine où elle trouvera, en 1901, un obstacle : l'opposition anglaise. Mêmes difficultés à Malte. En 1899 Chamberlain, pour hâter l'anglicisation de Malte, s'y rend et prend des mesures

pour y remplacer l'italien par l'anglais. Ces mesures provoquent dans l'archipel maltais une émotion considérable. C'est plus tard seulement, que Londres et Rome se rapprocheront, après les accords franco-italiens et franco-anglais.

Ainsi, de 1891 à 1901, les rapports entre Angleterre et Triplice ont été cordiaux. Mais, vers 1901, divers symptômes annoncent la fin de l'entente anglo-italienne et le début de l'inimitié anglo-allemande.

III. En 1901, la Reine Victoria disparaît et Edouard VII monte sur le trône.

1. Ses sympathies vont à la France, non à l'Allemagne. Il n'aimait guère Guillaume II. En outre, l'Allemagne désapprouvait formellement la guerre sud-africaine. Chamberlain lui avait proposé, mais en vain, une alliance. Dès lors les relations entre les deux pays ne cessent de s'aggraver. Tout d'abord, difficultés au sujet de la Chine. L'Angleterre reprochait à l'Allemagne de ne pas continuer sa politique antérieure en Chine, de laisser la Russie asseoir ses positions en Mandchourie. Bref, l'Angleterre commençait à lire dans le jeu de l'Allemagne qui, à diverses reprises, avait essayé de se rapprocher de la France et de la Russie. L'Allemagne songeait-elle à une Triplice germano-franco-russe ? Craintes chimériques sans doute. Mais l'Angleterre devenait nerveuse. La question du chemin de fer de Bagdad ne pouvait qu'aigrir les relations entre les deux pays. La nouvelle voie allemande était contraire aux intérêts anglais, puisqu'elle devait détourner de Suez une partie du trafic de l'Extrême-Orient et surtout représenter la ligne la plus courte vers l'Inde, le Japon et la Chine, contribuer enfin à établir en Turquie d'Asie l'influence allemande. En 1898, voyage de Guillaume II à Jérusalem. L'Allemagne devenait donc, dans l'Asie turque, une voisine gênante. L'incident de Ko-

weit montre combien l'Angleterre était hostile au chemin de fer de Bagdad.

Puis vint la question marocaine. L'Angleterre avait eu, en 1901, une occasion d'étendre sa prépondérance au Maroc. Mais elle n'avait pas voulu déplaire à la France et, en 1901-1902, les accords franco-marocains nous permirent de commencer la fameuse pénétration pacifique. Or, l'Allemagne avait mal accueilli la courtoisie que l'Angleterre montrait à notre égard. En 1901 et 1902, deux discours dévoilèrent au grand jour le conflit entre Londres et Berlin. Chamberlain, le 25 octobre 1901, reprochera à l'Allemagne la campagne de France pour répondre aux accusations allemandes contre les atrocités du Transvaal. Le 8 janvier 1901, de Bülow lui répondra avec non moins de netteté. La brouille est dès lors commencée.

2. Tous ces symptômes correspondaient à une grave situation de fait. L'Angleterre n'avait pas suivi d'assez près l'évolution de l'Allemagne avant 1901. Elle se sentait trop sûre d'elle pour cela. Or, l'Allemagne se préparait à lui ravir la première place sur le marché mondial. C'est quand le péril fut évident que l'Angleterre l'aperçut. Les procédés de Londres, Berlin s'était mis à les employer. Appuyée sur Vienne et Rome, encouragée par l'Angleterre elle-même, l'Allemagne avait grandi. Elle rêvait donc de supplanter l'Angleterre. C'est donc pour des raisons avant tout économiques que l'Angleterre va renoncer à l'amitié traditionnelle qui la liait à Berlin. Comment la puissance industrielle, agricole et commerciale de l'Allemagne ne l'eût-elle pas inquiétée ? Que devait-elle penser de la force navale allemande ? Pouvait-elle rester l'alliée d'une nation qui se disposait à lui disputer l'Empire des mers et les terres des continents lointains ? On ne devient pas sans danger une grande puissance continentale, maritime et co-

loniale. Déjà, de 1880 à 1896, la concurrence commerciale allemande avait surpris et alarmé les Anglais. Les rapports consulaires étaient révélateurs. L'Allemagne produisait une grande quantité de houille, de fonte, de fer et d'acier. Non seulement la sidérurgie, mais aussi des milliers d'autres industries y florissaient. Elle devenait en outre grande nation agraire. Elle exportait largement ses richesses industrielles et agricoles. De 1890 à 1900, ses exportations avaient augmenté de 1.200 millions de marks. En 1900, elles étaient de 4.555 millions. L'Allemagne occupait, en 1870 le quatrième rang, en 1900 le second dans le commerce européen. Par contre l'Angleterre déclinait visiblement. Le commerce anglais perdait exactement ce que gagnait le commerce allemand et cette crise portait sur toutes les branches de la production. Le succès des produits allemands et la défaite des produits anglais étaient dûs à des causes multiples et bien connues. Les produits germaniques plaisaient. Or, le protectionnisme et la cause de la fédération impériale ne faisaient en Angleterre que de lents progrès. Aucune illusion n'était plus permise.

A partir de 1902, cette inimitié anglo-allemande se fera plus violente. Non que la politique anglaise soit devenue plus impérialiste qu'auparavant. La guerre du Transvaal n'avait laissé que rancunes et déceptions après elle. La politique coloniale anglaise se fait alors plus modeste et plus sage. Mais celle de l'Allemagne gagne, par opposition, en hardiesse. Car elle est sollicitée par toutes sortes d'appétits.

En outre, de 1902 à 1905, l'amitié entre Autriche et Angleterre apparaît déjà comme moins cordiale. Par contre les rapports anglo-italiens s'améliorent. Si Londres donne à Vienne son appui après 1901, c'est moins pour maintenir le statu quo territorial dans l'Empire

austro-hongrois que pour lutter en Turquie et dans les Balkans, contre l'influence allemande. D'autre part, l'hostilité de Londres à l'égard de St. Petersbourg va diminuant. L'Angleterre s'associe à l'Autriche et à 'a Russie contre l'Allemagne. Quant à l'Italie, même processus. Son attitude se modifie en raison des mesures nouvelles que prend, vers 1902, le gouvernement anglais. Chamberlain revient sur la tentative anti-italienne de Malte. Il est vrai qu'une promenade de croiseurs anglais devant Tripolis, en 1901, faillit brouiller à nouveau les deux pays. Mais l'entente franco-italienne vint faciliter le rapprochement anglo-italien. En 1903, Edouard VII fera à Rome et à Naples un voyage significatif.

* * *

C'est ainsi que, de 1891 à la fin du siècle, l'Angleterre, après avoir été hostile à la France et à la Russie dans tous les domaines coloniaux, se rapproche de la Duplice. Longtemps favorable à la Triplice, elle s'en détourne pour combattre directement l'Allemagne ou soutenir l'Autriche contre sa menaçante alliée. Que vienne l'entente anglo-russe, et la Triple Entente, qui entraîne encore dans son orbite l'Italie et l'Espagne, sera pour la Triplice l'irréductible ennemie de demain.

Conclusion

Bismarck avait, en 1871, créé une Allemagne unie, à peu près cohérente, mais en détruisant l'Europe d'autrefois, en la soumettant au joug de l'ancien régime, contre les traditions de la Révolution française ou celles du napoléonisme. C'est donc à la France et à la Russie, isolées par cette manœuvre de grande envergure, qu'il appartenait de reconstruire l'équilibre continental.

En fait, la période comprise entre 1871 et la fin du siècle se trouve comme scindée par l'année 1890 en deux périodes quelque peu inégales. A partir de 1890, c'est un souverain jeune, moderne de tendances, connaissant la grandeur et la faiblesse de Bismarck, qui va conduire les destinées de l'Empire allemand. Bismarck put voir, avant de disparaître, les débuts du prodigieux essor économique de son pays, mais sans comprendre tout-à-fait ce singulier phénomène. Il s'était trop aisément figuré que le traité de Berlin maintiendrait indéfiniment le statu quo basé sur le Traité de Francfort. Il ne s'était préoccupé que de l'hégémonie européenne. Vers 1888, c'est à dire 20 ans après la guerre franco-allemande et 10 ans après le Congrès de Berlin, alors que les nationalités balkaniques semblaient retenir toute l'attention de l'Autriche et de la Russie, le Chancelier de fer pouvait penser qu'il avait à jamais isolé la France et réglé au moins pour une génération la question d'Orient.

C'était une immense erreur. En fait, il avait brouillé la Russie et l'Autriche, en unissant celle-ci à l'Italie. Dès lors la Duplice était inévitable. Elle était une conséquence quasi directe du Traité de Berlin. C'est ce que Bismarck ne comprenait pas quand, après avoir détourné la France vers les colonies pour la brouiller avec l'Angleterre et la guérir de l'idée de revanche, il constituait la Triplice en y joignant une sorte de contrat de réassurance avec la Russie. Que pouvait-il, en apparence, craindre d'un rapprochement franco-russe plus que jamais improbable ?

Or, au moment même où Guillaume II recueille son héritage, il peut constater qu'Alexandre III, avant de mourir en 1894, a déjà jeté les bases de l'union tant redoutée. L'alliance militaire défensive entre France et Russie est prête virtuellement. Mais le Hohenzollern ne s'inquiète pas outre mesure de cette convention évidemment pacifique. Sûr du maintien de ses positions européennes, il tourne ses regards vers cette Allemagne nouvelle qui, sous la poussée de formidables énergies, avait presque miraculeusement grandi sous le régime protectionniste, jusqu'à déborder le vieux Chancelier lui-même, dépassé par sa propre création. C'est de 1893 que date le programme naval. Bien qu'à cette date l'alliance franco-russe fût un fait accompli, l'avènement de Nicolas II, sa souplesse et ses sentiments pacifiques étaient une garantie de tranquillité. Alors que la France et l'Angleterre se querellaient partout, Guillaume II essayait d'incliner la Duplice dans le sens de ses visées impérialistes. Il semblait alors concevoir une sorte d'entente franco-germano-russe tournée contre l'Angleterre et destinée à l'isoler.

N'est-ce pas, en dernière analyse, sous la pression de cette alliance virtuelle que le Japon dut déchirer le Traité de Shimonosaki et chercher des secours auprès

de l'Angleterre? Situation curieuse! La Russie, qui se tient encore à l'écart du continent et se tourne avant tout vers la Mandchourie, prépare sa défaite future. Dès 1896, l'Italie se fait écraser à Adoua. La France, elle, s'engage dans une rivalité quasi mortelle avec l'Angleterre. Fachoda date de 1898. L'Allemagne va-t-elle continuer à paralyser la Duplice, à exciter l'Italie contre la France, à provoquer une querelle permanente entre Angleterre et France ?

Année fatidique que 1898 ! C'est la fin du siècle et en même temps celle du jeu bismarckien perfectionné par Guillaume II. Le pangermanisme joue sans doute cartes sur table. Il travaille dans les Balkans, se fait le protecteur de la Turquie, le concessionnaire de Bagdad, alors que le tsar oublie les Etats slaves des Balkans, la France l'Alsace et que les nationalités balkaniques se constituent toutes seules. Mais c'est au moment même où il semble triompher de la Duplice un instant menaçante qu'un changement soudain se produit. L'Italie, l'Angleterre et la France vont s'unir. Delcassé, Barrère, Paul Cambon, Edouard VII et d'autres personnages vont occuper le devant de la scène politique. L'Entente cordiale, le proctectorat français au Maroc, l'action italienne en Tripolitaine, la défaite turque, l'accord anglo-russe vont créer, autour des Empires Centraux, un système nouveau. Il avait suffi que l'Angleterre, comprenant à partir de 1898 la menace allemande, déplaçât ses sympathies et son appui, se portât de la Triplice vers la Duplice affaiblie, pour que l'Allemagne aperçût à l'horizon la ruine de son rêve. Aujourd'hui ce rêve et les combinaisons qui le portaient ne sont plus. Et nous ne sommes qu'à vingt ans de l'Entente cordiale ! Mais le vieux continent sort si ébranlé de la secousse qu'on peut se demander si, pour détruire la menace germanique, il n'a pas failli

se détruire lui-même. Un jour peut-être de nouveaux dangers imposeront aux vainqueurs et aux vaincus d'hier une solidarité qui, pour l'instant, n'est que l'utopie de demain.

Bibliographie

On trouvera des bibliographies étendues et détaillées dans les ouvrages bien connus de DEBIDOUR, de LAVISSE et RAMBAUD, de SEIGNOBOS, etc... Voir en particulier CH. SEYMOUR : The Diplomatic Background of the War (1870-1914), avec une Bibliographie méthodique, p.p. 288 à 294 (ouvrages allemands, anglais et français).

On consultera également les recueils suivants : Archives Diplomatiques; DANIEL, L'Année Politique; P. ALBIN, Les grands traités politiques; la collection des Livres Jaunes (Debidour les énumère en détail dans les Bibliographies placées en tête de ses chapitres); la collection de la *Revue des Deux-Mondes*, qui contient une grande quantité d'articles importants sur la politique européenne; la *Revue générale de Droit International;* la collection de *La Vie Politique à l'étranger*; The Cambridge Modern History, etc...

Voir aussi, en particulier, la publication des actes diplomatiques allemands : Die grosse Politik der Europäischen Kabinette 1871-1914 (25 volumes parus).

Comme histoires générales de la politique européenne, soit au XIXe siècle, soit plus spécialement de 1860 à 1900, consulter : ANDREWS, Contemporary Europe, Asia and Africa; BOURGEOIS, Manuel Historique de Politique Etrangère; C. BULLE, Geschichte der neuesten Zeit (1815-1885); DEBIDOUR, Histoire diplomatique de l'Europe du Congrès de Vienne au Congrès de Berlin et du Congrès de Berlin jusqu'à la guerre mondiale (4

volumes); P. Dehn, Weltpolitische Neubildungen; E. Driault, Les problèmes politiques et sociaux à la fin du XIXe siècle; G. Egelhaaf, Geschichte des neuesten Zeit vom Frankfurter Frieden bis zur Gegenwart; A. Gauvain, L'Europe avant la guerre; Gooch, History of our time; Hawkesworth, The last Century in Europe; Hazen, Europe since 1815; A. Mévil, De la paix de Francfort à la Conférence d'Algésiras; W. Morton Fullerton, Problems of power (Voir aussi la traduction de Mayra, Les grands problèmes de la politique mondiale); W. Müller, Politische Geschichte der Gegenwart, à partir de l'année 1871; Fr. Nolte, L'Europe militaire et diplomatique au XIXe siècle (1815-1884); Rose, The Development of the European Nations; Rose, The origines of the War; Seignobos, Histoire Politique de l'Europe Contemporaine; A. Wirth, Weltgeschichte des Gegenwart.

Sur la politique allemande on lira plus particulièrement : Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich; Andrillon, L'expansion de l'Allemagne; J. Ellis Barker, Modern Germany; V. Bülow, Deutsche Politik; Dawson, The Evolution of modern Germany; Denis, La Fondation de l'Empire allemand; R. Herndon Fife, The German Empire between two wars; K. Lamprecht, Deutsche Geschichte; K. Lamprecht, Zur jüngsten deutschen Vergangenheit; H. Lichtenberger, L'Allemagne moderne; Milhaud, La Démocratie socialiste allemande; Reventlow, Deutschlands auswärtige Politik; P. Rohrbach, Der deutsche Gedanke in der Welt; Paul Rohrbach, Deutschland's Weltpolitik; Schiemann, Deutschland und die grosse Politik; Sybel, Die Gründung des deutschen Reiches.

Sur Guillaume Ier et Bismarck, voir spécialement : Bismarck, Discours, Mémoires, etc...; Ch. Andler, Le Prince de Bismarck; Lowe, Prince Bismarck; Marcks,

Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm I.; P. MATTER, Bismarck; L. HAHN, Geschichte des Kulturkampfes in Preussen, etc...

Sur le traité de Berlin : AD. D'AVRIL, Négociations relatives au Traité de Berlin; BRUNSWICK, Le Traité de Berlin.

Sur l'Autriche-Hongrie et l'Italie : B. AUERBACH, Les races et les Nationalités en Autriche-Hongrie; BEER, Die orientalische Politik Oesterreichs; STEED, The Habsburg Monarchy; A. BILLOT, La France et l'Italie; FEILING, Italien Policy since 1870.

Sur la politique et la diplomatie françaises: ADAM, Après l'abandon de la revanche; Comte DE CHANDORDY, La France à la suite de la guerre de 1870-1871;; G. HANOTAUX, Histoire de la France contemporaine (1871-1900); E. HIPPEAU, Histoire diplomatique de la Troisième République; A. TARDIEU, La France et les Alliances; la lutte pour l'équilibre (1871-1910).

Sur la Russie et l'alliance franco-russe : A. LEROY-BEAULIEU, La politique russe et le panslavisme (Revue des Deux-Mondes du 1er décembre 1876); CRÉHANGE, Histoire de la Russie depuis la mort de Pierre Ier; RAMBAUD, Histoire de Russie; E. SIMON, L'Allemagne et la Russie au XIXe siècle; E. DE CYON, Histoire de l'Entente franco-russe; E. DAUDET, Histoire diplomatique de l'alliance franco-russe; GEFFCKEN, Frankreich, Russland und der Dreibund; V. DE GORLOFF, Origines et bases de l'alliance franco-russe.

Sur les rapports entre France et Allemagne : P. ALBIN, L'Allemagne et la France en Europe (1885-1894); V. BÉRARD, La France et Guillaume II.

Sur l'Angleterre extérieure et ses rapports avec la France : MAC-CARTHY, Histoire constitutionnelle de l'Angleterre depuis l'avènement de la reine Victoria jusqu'aux élections de 1880 (traduction GOIRAND);

Cramb, Germany and England; E. Lemonon, L'Europe et la Politique britannique; Dilke, Problems of Greater Britain; Darsy, La France et l'Angleterre; Jaray, La Politique franco-anglaise.

Sur l'Espagne : Houghton, Les origines de la Restauration des Bourbons en Espagne.

Sur la question d'Orient: Bamberg, Geschichte der orientalischen Angelegenheit; V. Bérard, La Turquie et l'hellénisme contemporain; V. Bérard, La Politique du Sultan; M. Choublier, La question d'Orient depuis le traité de Berlin; A. G. Drandar, Les Evénements politiques en Bulgarie depuis 1876; Driault, La question d'Orient; A. Le Faure, Histoire de la Guerre d'Orient 1877-1878; J. Klaczko, Les Evolutions du problème oriental (*Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre, 1er novembre et 1er décembre 1878); Laudemont, L'Europe et la Politique orientale; R. Pinon, L'Europe et l'Empire ottoman.

Sur les colonies : Bréhier, L'Egypte de 1798 à 1900; Deville, Le partage de l'Afrique; Driault, La Question d'Extrême-Orient; D'Estournelles de Constant, La Politique française en Tunisie; le Proctectorat et ses origines (1854-1891); De Lanessan, Expansion coloniale de la France; Malavialle, Le partage politique de l'Afrique; Zimmermann, Die Europäischen Kolonien.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Table des Matières

DEUXIÈME PARTIE

De la Triplice à l'alliance franco-russe

(1878-1890)



